

**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE  
PORTANT DELEGATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU PRESIDENT DE L'UNIVERSITE POUR APPLICATION DE  
L'ARTICLE 9-3 DES STATUTS DE CAI**

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE, EN SA SEANCE DU 21 OCTOBRE 2022,**

Vu le code de l'éducation ;

Vu le décret n°2020-1527 du 7 décembre 2020 portant création de l'Etablissement Public Expérimental Université Clermont Auvergne (UCA) ;

Vu les statuts de l'UCA ;

Vu les statuts de Clermont Auvergne Innovation (CAI) ;

**PRESENTATION DU PROJET**

Les actionnaires de CAI sont à l'heure actuelle l'INRAÉ (2,2%), Bpifrance (33%) et l'UCA (64,8%).  
Bpifrance souhaite céder ses 330 parts à l'UCA pour la somme d'un euro symbolique.

En application de l'article 9.2 des statuts de CAI, tout Associé envisageant de procéder à une Cession de Titres (le « Cédant ») devra notifier préalablement (dans un délai minimum de 60 jours avant la date de Cession envisagée) à la Société et aux autres Associés, le projet de Cession, accompagné notamment de l'engagement irrévocable émanant du Cessionnaire d'acquiescer les Titres concernés. Plusieurs actes sont ensuite nécessaires pour la réalisation de la cession.

Afin de fluidifier ce processus et de tenir compte des contraintes calendaires prévues par les statuts de CAI, il convient d'autoriser le Président de l'Université à accomplir toutes les diligences nécessaires pour la réalisation de cette cession.

Vu la présentation de Monsieur le Président de l'Université Clermont Auvergne ;  
Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

Article 1 : D'approuver l'acquisition des 330 actions de CAI détenues par Bpifrance pour un montant d'un euro.

Article 2 : D'autoriser le Président de l'Université Clermont Auvergne à accomplir toutes les diligences nécessaires pour la réalisation de la cession, telle que prévue à l'article 9.3 des statuts de CAI, des 330 actions de CAI détenues par Bpifrance pour un montant d'un euro.

**Le Président,**

Membres en exercice : 41

Votes : 29

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

**Mathias BERNARD**

CLASSE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : CA UCA DELIBERATION  
2022-10-21-04

TRANSMIS AU RECTEUR :

PUBLIE LE :

**Modalités de recours** : En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur.

## CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT

Entre les soussignés ;

**L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE,**

Etablissement Public Expérimental (EPE), inscrit sous le numéro Siret 130 028 061 00013, code APE 8542Z, dont le siège est situé 49 boulevard François Mitterrand – CS 60032 - 63 001 CLERMONT-FERRAND Cedex 1, représentée par son Président, Monsieur Mathias BERNARD ;

Ci-après dénommée l'UCA  
D'une part ;

ET

**CLERMONT AUVERGNE INNOVATION,**

Société par actions simplifiée, inscrite sous le numéro Siret 793 372 525, code APE 7219Z, sise 28 place Henri Dunant - 63001 CLERMONT FERRAND CEDEX, représentée par son Directeur général délégué, Monsieur Yannick IZOARD ;

Ci-après dénommée CAI  
D'autre part ;

Ci-après désignées ensemble « les Parties ».

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L711-1, R711-10 et suivants et L762-3 ;

Vu le code de la recherche et notamment l'article L533-3 ;

Vu le code de la commande publique, notamment les article L. 2511-1 et suivants ;

Vu la circulaire 2015-125 du 27 juillet 2015 (NOR : MENR1515300C) sur les relations en matière d'activité de valorisation et de transfert entre les établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur et les structures privées ;

Vu les statuts de l'UCA ;

Vu les statuts de la société par Actions simplifiées Clermont Auvergne Innovation ;

Il est convenu ce qui suit ;

## Préambule

L'établissement public expérimental Université Clermont Auvergne (UCA) a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Il affiche une démarche volontariste visant à promouvoir et accompagner le développement de partenariats privés avec le monde socio-économique, que ce soit au niveau de ses activités de recherche ou encore de ses formations.

Afin de déployer sa stratégie de valorisation et d'innovation et d'assurer l'interface entre laboratoires de recherche et partenaires, l'UCA dispose depuis fin 2019 d'une filiale de valorisation : Clermont Auvergne Innovation (CAI). CAI a été créée dans un contexte d'évolution de l'écosystème d'innovation auvergnat lié à plusieurs facteurs : i) la labellisation I-SITE du pôle universitaire Clermont-Auvergne en 2017 ; ii) la fin du financement de la SATT Grand Centre, accompagnée d'une demande d'évolution vers un modèle alternatif de type expérimentation PIA 3 ; et iii) la fusion des régions Auvergne et Rhône Alpes mettant fin au financement d'un certain nombre de structures d'innovation en Auvergne.

Afin d'intensifier les relations partenariales privées et les capacités d'Innovation de l'UCA grâce à une meilleure lisibilité des dispositifs et des interlocuteurs, que ce soit vis-à-vis des partenaires extérieurs de l'UCA mais également de sa communauté scientifique, tout en simplifiant les processus de collaboration, l'UCA souhaite contractualiser avec CAI.

## Article 1 : Objet de la convention

Conformément aux dispositions du code de la recherche et du code de l'éducation, l'UCA peut confier à une personne morale de droit privé (L.533-3) ou à une filiale qu'elle aura créée (L.711-1) un certain nombre d'activités. La présente convention a pour objet de préciser les missions que l'UCA délègue à

sa filiale CAI et les modalités de fonctionnement entre les deux structures, éventuellement par le renvoi à des conventions d'application. Elle détermine également les relations entre l'UCA et CAI.

Elle précise notamment les apports de l'UCA au sein de CAI et les modalités de répartition des revenus issus des inventions et des investissements en maturation de CAI

## Article 2 : Missions de CAI

L'UCA délègue à CAI les missions suivantes.

### 2.1 Développement des partenariats

CAI développe les partenariats dans le domaine de la recherche entre les laboratoires de recherche de l'UCA et les acteurs socio-économiques.

A ce titre CAI met en place des actions de communication vers les entreprises et la communauté scientifique sur la base des différents dispositifs dont elle dispose ;

Elle accompagne les équipes scientifiques UCA pour la recherche et la mise en place de collaboration avec les entreprises.

Enfin, elle assure la mise en relation entre les partenaires et les enseignants-chercheurs ou chercheurs des laboratoires pouvant répondre aux besoins identifiés. Une fois le contact établi, si un accord de principe pour contractualiser est trouvé entre le partenaire et l'enseignant-chercheur ou le chercheur concerné, CAI transfère à l'UCA le dossier dans le cadre de ses missions de développement des partenariats.

### 2.2 Détection

CAI mène des actions de détection (prospection, suivi des contrats...) au sein des laboratoires de l'UCA afin de détecter tout projet ou technologies, à valoriser au moyen de tous les outils disponibles dans le périmètre UCA (contrats, DI, expertises, transfert de technologie, création d'entreprise ...).

### 2.3 Accompagnement des plateaux techniques

#### 2.3.1 Cartographie et promotion des plateaux techniques UCA PARTNER et autres plateaux techniques

CAI assure la communication des plateaux techniques et de l'expertise scientifique associée à ces plateaux, identifiée dans l'annuaire des compétences.

Elle présente l'offre des plateaux à des partenaires via un plan de communication qu'elle élabore et met en œuvre.

Lorsqu'un partenaire est identifié et qu'un projet de contrat est envisagé, CAI transfère le dossier à l'UCA qui assure la gestion des plateaux techniques selon les modalités prévues ci-dessus.



### 2.3.2 Cas particulier de l'investissement de CAI pour la création d'une *Business Unit*

Une *Business Unit* se définit comme un plateau technique regroupant un ensemble de compétences dans lequel CAI a apporté un investissement significatif. Cet investissement est caractérisé selon les critères suivants :

- Il porte, sans être exhaustif, sur un programme de maturation, des frais de personnels (interne CAI ou externe), des prestations d'études,
- Il est d'un montant supérieur ou égal à 30k€,
- Il fait l'objet d'un avis favorable du Comité d'Investissement de CAI

Lorsque CAI investit dans une plateforme de l'UCA dans l'optique de la création d'une *Business Unit*, CAI gère administrativement, juridiquement et financièrement la *Business Unit* après accord de l'UCA sur la création de la *Business Unit* et sur son périmètre. La demande doit en être faite au vice-président compétent de l'UCA au fil de l'eau afin qu'il donne sa validation avant passage devant le conseil d'administration de CAI.

Dans ce cadre, les contrats de recherche (voir définition article 3.1.) conclus par CAI doivent, d'une part, respecter la Charte des grands principes de négociation fournie par l'UCA à CAI (Annexe 3), et, d'autre part, le modèle économique de la plateforme concernée.

Une copie des contrat signés dans ce cadre est adressée au fil de l'eau par voie électronique à l'UCA pour information.

### 2.4 Valorisation des actifs et compétences

CAI assure la valorisation (marketing et commerciale) des actifs et compétences de l'UCA.

A ce titre, CAI assure diverses missions :

- l'évaluation du potentiel marché : réalisation d'études de marché, segmentation, ciblage et positionnement de l'offre...
- la mise en place du mix marketing : définition des caractéristiques produit/service, élaboration de la stratégie de prix, modalités de promotion et de distribution de l'offre en général...
- la construction et le pilotage de la stratégie de communication, en concertation avec l'UCA, et notamment de la relation auprès des clients enseignants-chercheurs / chercheurs, entreprises ou créateurs d'entreprise.
- la négociation du prix de l'offre fournie, tenant compte des coûts de production de cette offre et de son positionnement marché...

### 2.5 Gestion de la propriété intellectuelle (PI)

#### 2.5.1 Définition

Dans la présente convention, on entend par « gestion de la propriété intellectuelle » :

- La propriété intellectuelle issue des laboratoires et dont l'UCA est désignée comme mandataire - au sens du décret n°2014-1518 du 16 décembre 2014 ou du décret 2020-24 du 13 janvier 2020 ou encore des conventions de site/accords cadre que l'UCA a signé avec ses cotutelles - inscrite dans les conventions cadre ;

- La propriété intellectuelle issue des laboratoires mais dont l'UCA n'est pas désignée comme mandataire : le mandataire est une autre cotutelle du ou des laboratoire(s) ;
- La propriété intellectuelle issue d'un contrat de recherche et en copropriété avec un/des partenaire(s) dont l'UCA n'est pas gestionnaire de la propriété intellectuelle mais désignée comme mandataire pour les comptes des autres cotutelles ;
- La propriété intellectuelle issue d'un contrat de recherche et en copropriété avec un/des partenaire(s) dont l'UCA n'est pas gestionnaire de la propriété intellectuelle ni désignée mandataire pour le compte des cotutelles et/ou des autres établissements publics ;
- La propriété intellectuelle dont l'UCA est désignée comme mandataire et dont la SATT Grand Centre a refusé ou abandonné le projet ;
- La propriété intellectuelle licenciée ou ayant été licenciée, dont l'UCA est désignée comme mandataire et non présentée à la SATT Grand Centre.

### 2.5.2 Déclaration d'invention

Lorsque CAI identifie des projets ou résultats de recherche pouvant amener à la rédaction d'une déclaration d'invention (DI), elle doit assurer l'aide à la rédaction, la mise en signature et l'instruction de la DI signée, dans un délai de deux ou quatre mois, concomitamment avec les obligations d'employeur de l'UCA.

### 2.5.3 Suivi de la PI

CAI répond aux enjeux stratégiques de propriété intellectuelle (PI) de l'UCA. A partir de résultats issus d'un laboratoire de l'UCA et pour lesquels elle est mandataire de la valorisation, CAI gère l'ensemble du processus de diagnostic, dépôt, délivrance, suivi, défense et abandon de la PI pour le compte de l'UCA.

CAI assure le rôle de mandataire pour le compte de l'UCA et se charge donc de la liaison, le cas échéant, avec le cabinet de propriété intellectuelle ainsi que d'informer l'UCA, les autres copropriétaires/cotutelles et les inventeurs des différentes étapes.

Lorsque CAI investit sur une invention, elle peut à l'instar de ce que faisait la SATT GC, demander à l'UCA une licence exclusive avec droit de sous-licencier.

Dans le cadre du transfert à CAI de la gestion du portefeuille PI de l'UCA, CAI gère également la copropriété pour le compte du copropriétaire UCA aussi bien dans le cas où l'UCA est mandataire unique que dans le cas où une autre structure est mandataire unique, et ce conformément au décret 2020-24 du 13 janvier 2020.

A chaque étape de procédure PI, CAI évalue la pertinence de maintenir une demande / un titre de PI au regard de différents éléments (scientifiques, financiers et commerciaux) et associe l'UCA à sa décision dans le cadre du Comité projets prévu à l'article 6.3 de la Convention-cadre. En outre, CAI assure une information régulière des autres copropriétaires dans le cas où l'UCA est mandataire dans le cadre du Comité Propriété Intellectuelle et Contrats (COPIC).

Dans le cas d'une perspective d'abandon ou de cession, CAI se rapproche des inventeurs afin d'évaluer l'impact pour le laboratoire de recherche. L'abandon ou la cession d'un brevet ne peut être effectué par CAI qu'après instruction par le COPIC prévu à l'article 6.3.



Les aspects juridiques liés à la cession ou à l'abandon d'un titre de PI sont assurés par CAI en lien avec le propriétaire UCA de manière à lui permettre de remplir ses obligations légales. CAI avertit sans délai l'UCA de manière que celle-ci puisse répondre aux exigences de l'article R-611-14 du Code la PI vis-à-vis de ces salariés-inventeurs.

Toutes ces actions liées à la propriété intellectuelle sont financièrement prises en charge par CAI.

## 2.6 Contrats de valorisation

On entend par contrats de valorisation tout contrat consécutif à une déclaration d'invention avec possibilité d'un investissement réalisé par CAI, soit notamment les mandats de gestion, accords de copropriété, contrats de cession de droits d'inventeurs (stagiaires, étudiants, ...), *term sheet*, options de licence, sous-licences et cessions.

A l'exception des contrats de cession qui doivent faire l'objet d'une décision des instances de l'UCA, CAI négocie, rédige, et met en signature sans validation préalable des services administratifs de l'UCA l'ensemble des contrats de valorisation dans le respect des conventions de partenariat signées avec les EPST du site clermontois et de la Charte fournie en Annexe 3.

CAI assure également, en lien avec l'UCA pour les aspects déontologiques, la négociation et la participation des personnels de la recherche à la création d'entreprises et aux activités des entreprises existantes.

Enfin, elle assure sans validation préalable des services administratifs de l'UCA la négociation, rédaction, mise en signature et gestion des contrats d'exploitation liés aux contrats de collaboration ainsi que des contrats de cession de propriété de la part de l'UCA dans le respect des conventions de partenariat signées avec les EPST du site clermontois.

Les concours scientifiques et les accords de copropriété sont signés sans validation préalable des services administratifs de l'UCA par le Président de l'UCA sur présentation de CAI.

Une copie du contrat signé est adressée au fil de l'eau par voie électronique à la DRED de l'UCA pour information.

## 2.7 Promotion de l'hôtel d'entreprises

Dans le cadre du processus de création d'entreprises, CAI pourra proposer à ses incubés un hébergement tertiaire ou technique préférentiellement dans l'hôtel d'entreprises de l'UCA mais également dans les différents parcs thématiques ou sites scientifiques de la région.

A ce titre, il doit, en particulier, promouvoir l'hôtel d'entreprises de l'UCA en organisant l'ensemble des actions de communication et d'animation de l'hôtel susceptibles d'y attirer de nouveaux hébergés.

CAI développera également les liens entre les incubés et les laboratoires de l'UCA en identifiant ces laboratoires, en établissant le contact entre les deux parties et en identifiant des sources de financement.

CAI fera un bilan de l'utilisation et des remontées des utilisateurs de l'hôtel d'entreprises auprès du comité annuel CAI UCA.

## [2.8 Création d'entreprises](#)

### [2.8.1 Accompagnement à la création d'entreprises](#)

CAI a pour mission d'augmenter le nombre de créations d'entreprises issues des laboratoires de l'UCA, en particulier dans le domaine *Deeptech*.

Dans ce cadre elle accompagne les porteurs de projets dans la construction de leur start-up et dans son financement.

### [2.8.2 Gestion des prises de participation](#)

A l'issue du processus d'incubation et potentiellement de maturation de la technologie valorisée par l'entreprise créée, CAI – en parallèle de son action d'accompagnement post incubation – pourra décider d'une prise de participation au capital de la jeune société, potentiellement *spin off* de l'UCA.

Dans le cadre de cette opération, CAI assurera :

- Le support pour la constitution des dossiers de commission de déontologie si le porteur de projet est issu de l'UCA et le conseil pour la passerelle public privé des personnels de l'UCA en articulation avec la DRH de l'UCA employeur.
- Le pilotage de l'ingénierie financière des prises de participation
- La défense des intérêts de l'UCA dans le cadre des prises de participations par CAI

En outre, CAI assurera la gestion administrative, juridique et financière des prises de participations majoritaires et minoritaires existantes et à venir de l'UCA dans des sociétés autres que celles qu'elle a incubées.

Les dispositions spécifiques à la mise en place de ce dispositif seront établies progressivement et au cas par cas afin de tenir compte des spécificités et contraintes de ces participations.

## [Article 3 : Missions de l'UCA](#)

La Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales (DRED) de l'UCA est en relation avec les enseignants-chercheurs et chercheurs des unités de recherche de l'UCA afin de recueillir leurs besoins en matière d'appui à la recherche. Lorsque cela entre dans le champ des missions dévolues à CAI, elle lui transfère les demandes.

L'UCA conserve en propre trois missions.

### [3.1 Contrats de recherche](#)

La DRED de l'UCA rédige, négocie et met en signature l'ensemble des contrats de recherche issus des unités de recherche de l'UCA.



On entend par contrat de recherche : les prestations de service, les accords de confidentialité (NDA), les contrats de transfert de matériel (MTA), les contrats de collaboration de recherche, y compris issus de financements CIFRE et de laboratoires partagés, les consortia issus des financements publics et européens, les contrats d'hébergement.

Une copie du contrat signé est adressée au fil de l'eau par voie électronique à CAI pour information.

### 3.2 [UCA PARTNER](#)

La DRED de l'UCA gère administrativement, financièrement et contractuellement les plateaux techniques d'UCA PARTNER dans le respect des conventions signées avec les EPST présents sur le site clermontois.

A ce titre, elle :

- coordonne la gestion financière des plateaux techniques : prise en charge de l'ensemble des dépenses (consommables, investissements et déplacements), suivi des dépenses et recettes des plateaux et réalisation du bilan annuel de chaque plateau ;
- rédige, négocie et met en signature les contrats de prestation de service et de mise à disposition de matériel en lien avec l'activité d'UCA PARTNER. A l'issue du circuit de signatures, il informe les co-tutelles, les partenaires et les services financiers de l'UCA, puis assure l'archivage ;
- organise l'ensemble des réunions de responsables de plateaux et les assemblées générales du service et assure le suivi des indicateurs du service.

### 3.3 [Hôtel d'entreprises](#)

La DRED de l'UCA gère administrativement, juridiquement et financièrement l'Hôtel d'entreprises de l'UCA.

A ce titre elle :

- gère la procédure d'entrée dans l'hôtel d'entreprises ;
- rédige, négocie et met en signature l'ensemble des contrats de mise à disposition de locaux ;
- assure les relations du quotidien avec les entreprises hébergées.

## Article 4 : Apports financiers de l'UCA

Par principe, CAI cherche à construire un modèle économique viable lui permettant de couvrir ses charges et de dégager un résultat positif tout en maintenant sa capacité d'investissement dans les projets de maturation. Un appui de l'UCA est nécessaire à l'essor de ses activités.

### 4.1 [Apports financiers de l'UCA à CAI](#)

Le business model de CAI repose notamment sur des contributions directes de l'UCA sur ses fonds propres.

Il a été établi entre les Parties que l'apport de l'UCA à CAI s'élève à 2,4 millions d'euros sur la période quadriennale 2022-2025.

Il a été défini un scénario mixant une opération de recapitalisation de la filiale par libération successive associée à un engagement de commande de prestations de services pluriannuel.

Ce scénario prévoit :

- Un financement majoré en 2022 sous la condition suspensive de la sortie de BPI France de l'actionnariat de CAI ;
- Une dégressivité de la capitalisation sur la période au profit de la progression des engagements de prestations de services.

#### 4.1.1 Augmentation de capital avec libération progressive sur quatre (4) ans

L'UCA s'engage à souscrire à une augmentation de capital de sa filiale à hauteur de 2,4 millions d'euros afin de lui permettre d'asseoir son *business model*, de conserver une capacité d'investissement forte et d'atteindre un équilibre de son modèle financier.

Les modalités de cette augmentation de capital se feront par des libérations successives annuelles sur la période 2022-2025, étant entendu que :

- La 1<sup>ère</sup> libération représentera plus de 25% du total de l'augmentation de capital ;
- Les libérations annuelles suivantes seront dégressives mais, associées aux engagements de prestations de services souscrits par UCA auprès de CAI afin d'assurer un financement cohérent avec les besoins de CAI sur les années couvrant de 2023 à 2025.

#### 4.1.2 Engagement de prestations de services pluriannuels

L'UCA a pris l'engagement, à compter de 2022, de souscrire de manière progressive auprès de CAI des prestations de services pour un montant de 400k€ entre 2022 et 2025.

La liste non exhaustive des prestations auxquelles UCA peut recourir annuellement est détaillée ci-après en Annexe 1 et est susceptible d'évoluer au cours de cette période quinquennale (cf 5.1.1).

### 4.2 Autres éléments financiers

#### 4.2.1 Apurement des créances

CAI est redevable vis à vis de l'UCA d'une somme totale de 229 K€ au 31 décembre 2020, une partie de ce montant incombant à l'activité de l'ancienne SATT.

CAI s'engage à régler cette somme selon un plan d'échelonnement négocié avec l'agent comptable de l'UCA.

#### 4.2.2 Paiement des loyers à compter du 1er janvier 2021

Dans le cadre d'un bail locatif immobilier, l'UCA héberge CAI.

Il est convenu que le montant des loyers payés par CAI à l'UCA est d'un montant maximum de 75k€ HT annuel pendant la durée de la convention quelle que soit la surface occupée ou sa localisation.

## Article 5 : Modalités financières

### 5.1 Le règlement des prestations

#### 5.1.1 Prestations auxquelles l'UCA peut recourir

Les prestations auxquelles l'UCA peut recourir portent sur des missions spécifiques en lien avec les axes stratégiques établis par la gouvernance de l'UCA. Elles seront définies ainsi que les livrables correspondant annuellement par le Comité annuel prévu à l'article 6 de la Convention-cadre.

#### 5.1.2 Règlement des prestations

En contrepartie des prestations décrites à l'annexe 1, l'UCA s'engage à verser à CAI les sommes mentionnées au point 4.1.2 sur présentation des livrables fixés au plus tard au 30 novembre de chaque année.

La facture émise par CAI devra comporter le ou les numéro-s de bon de commande émis par l'UCA (typé 45xxxxxxx). La facture est à déposer sur le portail Chorus-Pro.

Cette somme sera versée sur le compte de CAI, ci-dessous, au nom de Clermont Auvergne Innovation, dans un délai de 30 jours suivant la réception de la facture.

Coordonnées bancaires de CAI :

Clermont Auvergne Innovation – CIC Auvergne Entreprises – Code Banque 10096 – Code Guichet 18550  
– Numéro de compte 00039928701 – Clé 80

N° de TVA intracommunautaire de l'UCA : FR 06 130022775.

### 5.2 Modalités des retours financier de CAI vers l'UCA dans le cadre des contrats de valorisation suite à l'établissement d'une déclaration d'invention (DI) et donnant lieu à intéressement PI

#### 5.2.1 Sous-Licences consenties par CAI suite à un programme de maturation

Le principe général retenu est :

- Celui de la priorisation du remboursement des frais du programme de maturation afin de reconstituer aussi rapidement que possible le fonds de maturation et de ce fait la capacité de CAI à investir dans des programmes de ce type ;
- celui d'un intéressement immédiat des inventeurs dans le cadre de l'article R-611-14 du code de la PI, pour augmenter l'incitativité de ce dispositif auprès des inventeurs et ainsi les conforter dans la démarche de valorisation de leurs travaux.

Les règles de répartition des revenus issus de la sous-licence consentie se répartissent comme suit :

- Dans la limite de 1 fois le montant de la maturation :
  - 80% des revenus sont perçus par CAI



- 20% des revenus sont répartis entre les différents copropriétaires de la Propriété Intellectuelle, étant entendu que :
  - 50% (de ces 20%, soit 10% des revenus) sont alloués aux inventeurs
  - 25% (de ces 20%, soit 5% des revenus) sont alloués aux laboratoires
  - 25% (de ces 20%, soit 5% des revenus) sont alloués aux tutelles (nb : la part allouée à UCA au titre de cette tutelle revient à CAI au titre de l'abondement au fonds de maturation)
  
- Dans la limite de 6 fois le montant de la maturation :
  - 50% des revenus sont perçus par CAI
  - 50% des revenus sont répartis entre les différents copropriétaires de la Propriété Intellectuelle, étant entendu que :
    - 50% (de ces 50%, soit 25% des revenus) sont alloués aux inventeurs
    - 25% (de ces 50%, soit 12,5% des revenus) sont alloués aux laboratoires
    - 25% (de ces 50% soit 12,5% des revenus) sont alloués aux tutelles (nb : la part allouée à UCA au titre de cette tutelle revient à CAI au titre de l'abondement au fonds de maturation)
  
- Après le remboursement de 6 fois le montant de la maturation :
  - 20% des revenus sont perçus par CAI
  - 80% des revenus sont répartis entre les différents copropriétaires de la Propriété Intellectuelle, étant entendu que :
    - 50% (de ces 80%, soit 40% des revenus) sont alloués aux inventeurs
    - 25% (de ces 80%, soit 20% des revenus) sont alloués aux laboratoires
    - 25% (de ces 80% soit 20% des revenus) sont alloués aux tutelles (nb : la part allouée à UCA au titre de cette tutelle revient à CAI au titre de l'abondement au fonds de maturation)

#### 5.2.2 Sous-Licences consenties par CAI et contrats d'exploitation en lien avec une propriété intellectuelle sans programme d'investissement préalable (maturation) :

Sauf cas particuliers prévus initialement dans le contrat de copropriété ou de valorisation, il existe 2 possibilités :

a. Les frais de PI sont supportés par CAI :

- CAI se rembourse des frais directs selon les modalités du décret 2020/24 et de l'arrêté du 5 mai 2021.
- 20% des revenus sont perçus par CAI au titre de son rôle de gestionnaire de la PI (conformément au décret 2020/24 du 13/01/2020 et Arrêté du 05 Mai 2021) lui permettant de rembourser les frais indirects
- 80% des revenus sont ensuite répartis comme suit :
  - 50% (de ces 80%, soit 40% des revenus) sont alloués aux inventeurs

- 25% (de ces 80%, soit 20% des revenus) sont alloués aux laboratoires
- 25 % (de ces 80% soit 20% des revenus) sont alloués à CAI au titre de l'abondement au fonds de maturation

b. Les frais de PI sont supportés par l'entreprise licenciée/contractante :

- 50% des revenus sont alloués aux inventeurs
- 25% des revenus sont alloués aux laboratoires
- 25% des revenus sont alloués à CAI au titre de l'abondement au fonds de maturation

### 5.2.3 Autres contrats de valorisation

a. Cas général :

Les autres contrats de valorisation intègrent tout contrat commercial autre qu'un contrat de sous-licence (répondant à la définition prévue à l'article 2.6) conclu avec un tiers de droit privé faisant l'objet d'une facturation à ce tiers.

Conformément à l'article R 611-14-1 du code de la propriété intellectuelle, le calcul des retours financiers de CAI vers l'UCA sera basé sur l'ensemble des revenus perçus par CAI diminués des frais de PI et des surcoûts induits par la mise en œuvre du contrat.

b. Dispositions particulières concernant les prestations effectuées par les *Business Units* :

A la détection d'opportunités d'affaires significatives nécessitant d'accroître la capacité opérationnelle de la *Business Unit* par accroissement de ces ressources humaines, CAI aura la faculté de procéder à l'embauche d'un personnel affecté à la *Business Unit*. La capacité de la *Business Unit* à supporter la charge financière de cette ressource humaine complémentaire devra faire l'objet d'une validation en Comité d'Investissement de CAI.

Dans ce cas, CAI, au-delà du modèle des retours financiers décrit ci-dessus, déduira des reversements à effectuer *in fine* à l'UCA, et en tant que de besoin, les surcoûts induits par les prestations, notamment liés aux ressources humaines.

### 5.3 Respect des règles de la commande publique

Dans le cadre de la passation, de l'attribution et de l'exécution de ses marchés, CAI s'engage à respecter et mettre en œuvre le Code de la commande publique, notamment :

- Publier les marchés relevant d'une procédure formalisée pour le compte de l'UCA sur « [www.uca.fr](http://www.uca.fr) ».
- Envoyer pour avis de non-objection de l'UCA les Documents types utilisés pour la passation des marchés.
- Autoriser l'UCA à exercer un contrôle ex-post sur la passation des marchés et avenants éventuels du Projet dans le cadre d'un audit.

En cas de défaut de conformité aux règles de la commande publique sur les dépenses engagées par CAI, CAI s'engage à rembourser les sommes concernées à l'UCA.

## Article 6 : Mise à disposition de personnel

L'UCA est la Présidente de la SAS Clermont Auvergne Innovation. Sa représentation permanente est assurée par M. Pierre-Charles ROMOND.

M. Romond est mis à disposition de CAI à 50% de son temps de travail pour l'exercice de sa mission. Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention spécifique.

## Article 7 : Comitologie

Plusieurs comités sont mis en place au sein de CAI :

### 7.1 Comité projets

Ce comité interne à CAI et où un représentant des mandataires ou leur délégataire sera invité selon les dossiers, établit une revue des projets afin de déterminer l'engagement, ou non, de dépenses les concernant, en particulier en matière de propriété intellectuelle. Il s'agit de l'instance décisionnelle au fil de l'eau de CAI.

Il est composé :

- pour CAI : des personnels impliqués dans le(s) projet(s) présenté(s) lors de ce comité ;
- pour l'UCA : du Vice-président compétent dans le domaine ou son représentant.

Il se réunit chaque semaine.

Indépendamment de la convocation formelle et individuelle des membres du comité, l'ordre du jour et les documents y afférents seront communiqués par CAI aux représentants de l'UCA.

A l'issue de chacune des réunions du comité, un relevé de décisions est rédigé et communiqué par CAI aux membres incluant les représentants de l'UCA.

### 7.2 Comité Opérationnel PI et Contrats (COPIC)

Ce comité réunissant l'ensemble des copropriétaires a pour objet :

- De faire un point opérationnel sur les échanges d'informations nécessaires au travail des services de l'UCA, des copropriétaires et de CAI ;
- De participer à la réalisation de la mission d'information lié au Statut de Mandataire de CAI pour le compte de l'UCA vis-à-vis des copropriétaires ;
- de décider l'abandon et des cessions de brevet. Les ordres du jour concernant cette compétence devront tenir compte des délais à respecter envers les cotutelles et les inventeurs.

Il se réunit au moins tous les trois mois en fonction des demandes émises.



Il est composé :

- pour CAI : des personnels concernés ;
- pour l'UCA : du.de la Vice-président.e compétent dans le domaine, d'un membre de la DRED de l'UCA et du directeur de la DRED de l'UCA ;

L'ordre du jour et les documents y afférents seront communiqués par CAI aux membres du comité au moins une semaine avant chaque réunion.

A l'issue de chacune des réunions du comité, un relevé de décisions est rédigé et communiqué par CAI aux membres du comité dans un délai de quinze jours.

### 7.3 Comité annuel

Ce comité a pour objet :

- de permettre aux parties d'échanger les informations inhérentes aux activités de CAI ;
- de faire le bilan volume d'activité global de CAI en amont de la présentation du bilan de la filiale au conseil d'administration de l'UCA tel que prévu à l'article 7.2 de la Convention-cadre et vérifier que les activités conduites par CAI sont conformes à la politique de l'UCA et aux termes de la Convention-cadre et contrôler l'activité de CAI ;
- de faire un bilan sur l'activité de l'hôtel d'entreprises ;
- d'assurer le suivi et le cadrage des exceptions de gestion en lien avec les investissements de CAI dans des *business units* ;
- de faire le point sur la nature des contrats de valorisation en lien avec une DI mis en œuvre par CAI afin de s'assurer de la cohérence des engagements pris par l'UCA avec ses autres partenaires, en particulier EPST ;
- de faire un bilan de l'efficacité des procédures mises en place entre CAI et de l'UCA ;
- d'apporter des solutions aux difficultés d'application du présent Contrat, le cas échéant.

Ce comité a également la charge d'acter la liste des prestations qui seront souscrites à CAI pour l'année suivante.

Il est composé :

- pour CAI : du Président, du Directeur général délégué qui pourront se faire accompagner, en fonction des dossiers à l'ordre du jour et après validation de l'UCA, de tout personnel de CAI ayant une compétence technique particulière dans les domaines abordés ;
- pour l'UCA : du.de la premier.ère Vice-président.e, du.de la Vice-Président.e recherche, du Vice-président innovation, professionnalisation et relations avec le monde socio-économique, du Vice-président rayonnement et attractivité de l'université, du directeur général des services, du directeur général adjoint partenariats et territoires, du directeur général adjoint en charge de l'appui aux missions, du directeur général adjoint en charge de l'appui aux moyens, du directeur de la DRED de l'UCA ;

Il se réunit une fois par an dans le mois qui précède la présentation du bilan de la filiale devant le conseil d'administration de l'UCA.

A l'issue du comité, un relevé de décisions est rédigé et communiqué par CAI aux membres du comité dans un délai de quinze jours.

## Article 8 : Relations fonctionnelles entre l'UCA et sa filiale CAI

### 8.1 : Objectifs pluriannuels

L'UCA et CAI conviennent de grands objectifs fixés pour CAI, en cohérence avec le contrat pluriannuel d'établissement de l'UCA.

Ces objectifs sont déclinés sous forme d'indicateurs, notamment nécessaires aux enquêtes nationales relatives à l'activité de l'UCA. La liste des objectifs fixés à CAI et des indicateurs susceptibles de lui être demandés est annexée (Annexes 1 et 2) à la Convention-cadre.

Comme pour les Instituts de l'UCA, les Parties déclineront ces éléments dans un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM), portant sur la durée de la présente convention.

### 8.2 : Information des instances de l'UCA

Tous les ans, un rapport mettant en lien les objectifs et les indicateurs de suivi est fourni par CAI à l'UCA, pour présentation au conseil d'administration de l'UCA en vertu de l'article R-711-15 du code de l'éducation. Cette présentation est validée au préalable au sein du directoire de l'établissement. Ce rapport inclut l'ensemble des informations relatives au prévisionnel d'activité de CAI accompagné des budgets et comptes financiers prévisionnels de CAI, ainsi qu'un bilan d'activité (contrats passés et ressources qui leur sont associées) et un bilan financier de l'exercice écoulé.

À tout moment, le directoire de l'UCA peut commander à CAI un retour sur la réalisation de ses objectifs, et l'emploi des moyens qui lui sont dédiés.

L'UCA peut également mener des audits externes concernant l'activité, l'organisation ou les missions de sa filiale.

### 8.3 : Participation aux instances de CAI

L'UCA est présidente, personne morale, de Clermont Auvergne Innovation et à ce titre, nomme un représentant permanent, président personne physique inscrit au RCS en tant que mandataire social. Par ailleurs, l'UCA nomme six (6) administrateurs la représentant au conseil d'administration de CAI. Le conseil d'administration est l'organe délibérant principal de CAI ; la répartition des tâches entre le conseil l'administration et l'assemblée générale étant définie par les statuts de la société. Il est assisté par 3 comités complémentaires, le comité de nomination et rémunération, le comité d'audit et le comité d'investissement. Conformément aux statuts de CAI, l'UCA est représentée dans les deux premiers.

Le Directeur Général des Services de l'UCA est invité aux réunions du Conseil d'administration de CAI. Il ne dispose pas de voix délibérative. Il est destinataire de l'intégralité des documents transmis aux administrateurs en même temps que ces derniers. Il peut se faire remplacer, sur demande faite au Président du conseil d'administration et après son accord, par un membre de la direction générale de l'UCA.



#### 8.4 : Relations administratives

Tout document devant être signé par le Président de l'UCA devra être préalablement instruit selon les procédures en vigueur à l'UCA et passer par les circuits de visas définis par cette dernière. Cette règle ne concerne pas les missions déléguées par l'UCA à CAI, qui agit dès lors en son nom propre, ou celles ayant fait l'objet d'une formalisation spécifique entre l'UCA et CAI.

CAI s'engage :

- à répondre à toute demande émanant du Président ou des vice-présidents compétents dans le domaine et notamment à fournir les informations demandées, dans le délai indiqué par l'UCA pour chaque demande. Ce délai doit être fixé de façon raisonnable eût égard aux échanges nécessaires entre les services pour consolider les données.
- à ouvrir à l'UCA l'accès à son système d'information et à engager avec les services de l'UCA un travail de mise en compatibilité des SI dans la perspective de développer un système de SI interconnectés et partagés entre les services.

Des réunions mensuelles seront organisées par la Direction générale de l'UCA avec la Direction opérationnelle de CAI afin de faciliter la circulation de l'information, en particulier concernant les dossiers stratégiques impliquant les Parties et les processus de travail entre les services.

Des réunions thématiques hebdomadaires réuniront chaque semaine les personnels de la DRED de l'UCA et les personnels de CAI en fonction de la thématique de la réunion (alternativement sciences pour l'ingénieur / sciences de la vie) afin d'échanger sur les projets en cours, les détections en cours, les déclarations d'invention en cours, et d'associer les projets avec les échéances en matière de propriété intellectuelle.

Si aucun dossier n'est à l'ordre du jour, la réunion pourra être annulée 48 heures avant la réunion.

#### **Article 9 : Indépendance des Parties**

Les Parties sont et restent des partenaires indépendants et continueront à assumer de façon autonome leurs directions, gestions, responsabilités et obligations. Elles s'engagent notamment à maintenir au sein de chacune d'entre elles une comptabilité tenue conformément aux règles et aux principes comptables en vigueur et de façon indépendante, reflétant les activités propres à chacune d'elles.

A ce titre, CAI comptabilisera toutes les opérations qu'elle effectuera au titre de la Convention-cadre et fera en sorte qu'à aucun moment, il ne puisse y avoir confusion de patrimoine des Parties.

Les impôts et taxes de toute nature, relatifs à l'activité exercée par CAI seront supportés par cette dernière.

#### **Article 10 : Confidentialité**

Toutes les informations dont les Parties ont connaissance en application du présent Accord sont réputées confidentielles. Elles ne sauraient être divulguées par l'une d'elles sans l'accord préalable de l'autre Partie.



### Article 11 : Cession du contrat

Le Contrat est conclu « intuitu personae » et ne saurait, à titre principal ou accessoire, faire l'objet d'aucune cession ou transmission à titre gratuit ou onéreux.

### Article 12 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la période courant de sa signature au 31 décembre 2025.

### Article 13 : Assurances

CAI s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires à l'exercice de son activité.

En particulier, CAI est tenue de souscrire une assurance responsabilité civile, couvrant l'ensemble des conséquences pécuniaires des dommages dont elle serait éventuellement responsable dans le cadre du présent Accord.

Dès la signature de l'Accord, CAI remet à l'UCA des justificatifs pour chacune de ces assurances.

En cas de résiliation ou caducité de l'un de ces contrats d'assurance, CAI est tenue d'en informer l'UCA sans délai et de souscrire dans les plus brefs délais un contrat d'assurance équivalent.

### Article 14 : Modification de la convention

La présente convention peut être modifiée par avenant signé des Parties.

L'avenant doit impérativement être signé avant la fin d'exécution de la convention initiale.

### Article 15 : Résiliation de la convention

En cas du non-respect de ses engagements par une Partie, l'autre Partie pourra mettre fin à la présente convention, trente (30) jours après une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée.

### Article 16 : Règlement des litiges

La présente convention est soumise à la législation française.

Pour tout différend susceptible de survenir entre les Parties, relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront, préalablement à toute action contentieuse, de rechercher une solution amiable.

À défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

**Article 17 : Annexes**

Les annexes indiquées ci-dessous font partie intégrante de la convention :

Annexe 1 : Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens

Annexe 2 : Liste des indicateurs

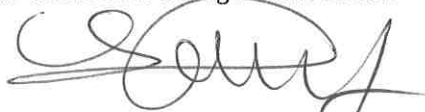
Annexe 3 : Charte des principes de négociation des prestations de service

Fait à Clermont-Ferrand,

En deux exemplaires originaux

Le 5/04/2022

Pour Clermont Auvergne Innovation



Le Directeur général délégué  
Yannick IZOARD

Le 7/04/2022

Pour l'Université Clermont Auvergne



Le Président  
Mathias BERNARD

Annexe 1  
Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens 2022

**Partie I – Objectifs**

1. **Objectifs en termes de flux :**

a. **Hub des compétences :**

Indicateurs de performances associés au Hub des compétences :

- Prospection :
  - Rencontres labos : l'ensemble des 40 labos du site doivent être rencontrés en 2022.
  - Rencontres enseignants/chercheurs/équipes/labos différents : 140
  - Rencontres entreprises différentes : 60
  - Rencontre d'entreprises sans partenariat avec les labos : 30
  - Partenariat avec de nouvelles entreprises : 10
- Résultats qualitatifs :
  - Ouverture de l'offre de service « Expertise », test avec premiers experts,
  - Offres dédiées aux collaborations entreprises-labos sur fond Région/BPI/PIA 4/MESRI (CIFRE, CIMEC)
  - Renforcement d'UCA Partner sur le volet SHS/DEM
- Résultats quantitatifs :
  - Participation à 3 projets collaboratifs comme prestataire.

b. **Hub des actifs :**

Indicateurs de performances associés au Hub des actifs :

- Indicateurs qualitatifs
  - Mise en œuvre opérationnelle de l'offre BU
  - Test label PFT
- Indicateurs de flux :
  - Nombre de DI : 25
  - Nombre de brevets : 6
  - Nombre d'autres titres de PI : 10
  - Nombres de licences : 7
  - Revenus sur licences : 368 K€
  - Nombre de BU : 2 dont 1 PFT
  - Nombre de prise de participation : 3



c. **Hub des investissements :**

Indicateurs de performances associés au Hub des actifs :

- Indicateurs qualitatifs :
  - Dépôt de dossiers dans le cadre de l'AAP PIA 4 prématuration/Maturation,
  - Finalisation de la première tranche de financement PIA3 « expérimentation »,
  - Dépôt de la demande de seconde tranche de 2 M€.
  
- Indicateurs de flux :
  - Nouveaux dossiers en prématuration : 15
  - Nouveaux dossiers en maturation : 8
  - Dont Co-maturation : 3
  - Dossiers Doct'up : 5
  - Engagement en maturation : 550 k€
  - Remboursement Feder : 60 k€

d. **Hub CA Deeptech :**

Indicateurs de performances associés au Hub Deeptech :

- Indicateurs qualitatifs :
  - Partenariat avec le fonds Pertinence invest II,
  - Relance des prestations externes pour les incubés.
  
- Indicateurs de flux :
  - Participants aux formations Clermont Auvergne Deeptech : 25
  - Nombre de nouveaux projets incubés : 8
  - Nombre de nouveaux projets incubés Deeptech : 4
  - Nombre de créations : 5
  - Nombre de créations Deeptech : 3
  - Nombre d'entreprises accélérées : 1

2. **Objectifs en termes d'actions spécifiques :**

a. **Actions spécifiques pluri annuelles :**

Les actions spécifiques pluri annuelles pourront porter notamment sur :

- La détection au sein des laboratoires
- La détection des besoins des entreprises en lien avec l'Université,
- La gestion de la PI,
- La sensibilisation et la formation à l'entrepreneuriat deeptech,
- La détection de porteurs de projets d'entreprises Deeptech,

b. **Actions spécifiques ponctuelles :**

Ces actions ponctuelles seront définies annuellement pour des problématiques spécifiques. Par exemple, sur l'année 2022, il est envisagé d'apporter une aide à l'agrément de l'UCA pour le nouveau CIR 2022.

## Partie II - Moyens

1. **Engagement de l'UCA vis-à-vis de CAI pour la génération et la gestion du flux :**

a. **Augmentation de capital :**

Le modèle initial de financement de cette action de CAI pour le compte de l'UCA était basé sur des success fees sur les overhead (7% d'overhead) et des remboursements de dépenses de CAI par l'UCA (Mises à disposition et loyer). La mise en place de la circuiterie administrative pouvant se révéler compliquer, il a semblé plus réaliste de passer par une augmentation de capital dont le montant était basé sur le chiffre d'affaires généré par ces success fees soit la première année 300 k€. L'augmentation de capital étant étalée sur 5 années, le choix a été fait de partir sur une estimation de 1,5 M€. A cela s'ajoute certains remboursements de l'UCA pour la prise en charge de personnels depuis la création de CAI en septembre 2019, le remboursement des loyers perçus par l'UCA et le remboursement du soutien à la PI réalisé par CAI en dehors des investissements en maturation. On obtient le tableau suivant :

## Plan de financement

| Emplois des fonds   | Période 2019-2020 | Versement initial en 2021 | 2022           | 2023           | 2024           | 2025           | TOTAL            |
|---|-------------------|---------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| Soutien au fonctionnement de CAI  |                   | 300 000                   | 300 000        | 300 000        | 300 000        | 300 000        | 1 500 000        |
| Détachement Solène Vallin   | 54 000            | 50 000                    | 50 000         | 50 000         | 50 000         | 50 000         | 304 000          |
| MaD JS Guez   | 25 377            | 0                         | 0              | 0              | 0              | 0              | 25 377           |
| MaD P. Marion   | 25 123            | 0                         | 0              | 0              | 0              | 0              | 25 123           |
| MaD PC Romond à 50%   |                   | 7 600                     | 46 000         | 46 000         | 46 000         | 46 000         | 191 600          |
| Loyer CAI   | 95 855            |                           |                |                |                |                | 95 855           |
| Loyer CAI   |                   | 75 000                    | 75 000         | 75 000         | 75 000         | 75 000         | 375 000          |
| PI gérée par CAI pour le compte de l'UCA  |                   | 6 478                     | 25 000         | 25 000         | 25 000         | 25 000         | 106 478          |
| Souscription Pertinence invest II par CAI pour le compte de l'UCA   |                   | 30 000                    | 30 000         | 30 000         | 30 000         | 30 000         | 150 000          |
| Remboursement de la part CAI sur la première tranche de royalties de la sous-licence Nestlé-Valbiotis-UCA gérée par CAI pour le compte de l'UCA |                   | 54 000                    | 0              | 0              | 0              | 0              | 54 000           |
| <b>Total</b>  | <b>200 355</b>    | <b>523 078</b>            | <b>526 000</b> | <b>526 000</b> | <b>526 000</b> | <b>526 000</b> | <b>2 827 433</b> |
| Ressources amenées par l'UCA à CAI  |                   |                           |                |                |                |                |                  |
| <b>Augmentation de capital réelle</b>   |                   | <b>600 000</b>            | <b>575 000</b> | <b>475 000</b> | <b>425 000</b> | <b>325 000</b> | <b>2 400 000</b> |
| <i>Prestations</i>  | <i>0</i>          | <i>0</i>                  | <i>25 000</i>  | <i>75 000</i>  | <i>125 000</i> | <i>175 000</i> | <i>400 000</i>   |

En résumé, l'augmentation de capital lissée sur 5 ans (2.4 M€) compense un certain nombre de charges de CAI (2.827 M€) de manière dégressive. Cette dégression est compensée par la mise en place d'un nouveau mode de fonctionnement entre l'UCA et sa filiale, les prestations.



b. **Prestations récurrentes :**

Ces prestations sont destinées à couvrir des actions fondamentales pour la génération du Flux de projets mais sans modèle économique possible. C'est le cas d'un grand nombre d'actions amont (sensibilisation, formations, détections...)

2. **Demandes spécifiques de l'UCA à son opérateur CAI :**

Des prestations spécifiques peuvent être demandées à CAI annuellement. Il peut s'agir de prestations liés à des demandes spécifiques internes à l'UCA ou également des demandes découlant de programmes de financement externes qu'aura obtenu l'UCA à partir du moment que ces demandes rentrent dans les missions de CAI (exemple : PUI, ExcellencES, programmes européens...).

**Exemples (liste non exhaustive) de prestations auxquelles l'UCA peut notamment recourir annuellement**

| Typologie de prestations  | ANNEE N | Montant en euros-<br>Hors Taxe |
|---|---------|--------------------------------|
| Prestation de sensibilisation de la communauté SHS aux outils permettant le transfert de technologie et la création d'entreprises : BDD, marques, droit d'auteur.   |         |                                |
| Prestation de détection de résultats ayant un potentiel de valorisation dans le domaine des sciences humaines et sociales   |         |                                |
| Prestation de cartographie annuelle de la PI de l'UCA : analyse de la PI de l'établissement dans la perspective de positionner les laboratoires de l'UCA entre eux et d'apporter des éléments d'analyse dans le cadre de échanges avec les EPST (COS, conventions-cadre...)<br><i>A affiner annuellement en fonction des échéances.</i> |         |                                |
| Prestation de sensibilisation des personnels et étudiants à la création d'entreprises et aux notions Deep-Tech : évènement ponctuel, intervention dans une journée d'accueil  |         |                                |
| Prestation de formation des personnels et étudiants à la création d'entreprises et aux notions Deep-Tech : création de modules de formation en lien avec la DRH ou le CED.  |         |                                |
| Prestation d'actions de veille, de cartographie de l'offre des plateformes technologiques et de détection de partenaires pour les plateformes d'UCA-PARTNER.<br><i>Possibilité de cibler un domaine pour l'année ou des plateaux en fonction de l'évolution des membres d'UCA-PARTNER.</i>  |         |                                |

## Annexe 2

### Liste des indicateurs d'activité annuel susceptibles d'être demandés à CAI

- Impact du développement des partenariats sur l'activité contractuelle de l'UCA

| Année   | N |
|---|---|
| Nombre de contrats signés suite à une mise en relation    |   |
| Montants des contrats signés suite à une mise en relation |   |

- Indicateurs spécifiques à l'I-SITE

|  | Type de partenariat | Identité du porteur académique et unité | Partenaire industriel | Volume financier des apports des partenaires industriels | Volume financier total du contrat |
|--|---------------------|---|-----------------------|--|-----------------------------------|
| Nouveaux Partenariats avec une TPE ou PME                        |                     |   |                       |  |                                   |
| Nouveaux Partenariats avec une entreprise (autre que TPE ou PME) |                     |   |                       |  |                                   |

- Déclarations d'invention

| Année                                 | N |
|---------------------------------------|---|
| Gestion CAI                           |   |
| Gestion autres établissements publics |   |
| Gestion entreprises                   |   |
| Total                                 | X |

- Projets de maturation

*Mandataire UCA / CAI*

| Etat           | N | Portefeuille total |
|----------------|---|--------------------|
| Pré-maturation |   |                    |
| Maturation     |   |                    |
| Comaturation   |   |                    |

Mandataire autres établissements publics

| Etat           | N | Portefeuille total |
|----------------|---|--------------------|
| Pré-maturation |   |                    |
| Maturation     |   |                    |
| Comaturation   |   |                    |

- **Propriété intellectuelle**

Brevets

| Année                                 | Dépôt N | Délivrés N | Publiés N | Portefeuille actif total |
|---------------------------------------|---------|------------|-----------|--------------------------|
| Gestion UCA                           |         |            |           |                          |
| Gestion autres établissements publics |         |            |           |                          |
| Gestion entreprises                   |         |            |           |                          |
| Total                                 | x       |            |           |                          |

Logiciels + Base de données

| Année                                 | Dépôt N              | Portefeuille total |
|---------------------------------------|----------------------|--------------------|
| Gestion UCA                           | x logiciels<br>x BDD |                    |
| Gestion autres établissements publics |                      |                    |
| Gestion entreprises                   |                      |                    |
| Nombre de logiciels (total)           |                      |                    |

Savoir-faire (via enveloppe Soleau)

| Année                                 | N | Portefeuille total |
|---------------------------------------|---|--------------------|
| Gestion UCA                           |   |                    |
| Gestion autres établissements publics |   |                    |
| Gestion entreprises                   |   |                    |
| Nombre (total)                        | x |                    |

Marques

| Année                                 | Dépôt N | Portefeuille total |
|---------------------------------------|---------|--------------------|
| Gestion UCA                           |         |                    |
| Gestion autres établissements publics |         |                    |
| Gestion entreprises                   |         |                    |
| Nombre de marques (total)             |         |                    |



- Transfert de technologie

Accords de copropriété signés

| Année                                 | Signés N | Contrats actifs |
|---------------------------------------|----------|-----------------|
| Gestion UCA                           |          |                 |
| Gestion autres établissements publics |          |                 |
| Gestion entreprises                   |          |                 |
| Nombre Accords copro (total)          | x        |                 |

Contrats de valorisation (préciser l'objet de la techno)

| Année   | Signés N                            | Contrats actifs |
|---|-------------------------------------|-----------------|
| Option de licence   |                                     |                 |
| Licence d'exploitation exclusive  | x<br>Labo – Techno<br>Labo – Techno |                 |
| Licence d'exploitation non exclusive  |                                     |                 |
| Cession   |                                     |                 |
| Abandon/Cession aux inventeurs  | x                                   | x               |
| Contrats d'exploitation, y compris ceux intégrés dans contrats de copropriété |                                     |                 |
| Concours scientifique   |                                     |                 |

Revenus des contrats d'exploitation de la PI

| Année   | Revenus année N                                     |
|---|---|
| Option de licence   | x<br>Labo – Techno<br>Labo – Techno                 |
| Licence d'exploitation exclusive  | x<br>Labo – Techno<br>Labo – Techno                 |
| Licence d'exploitation non exclusive  | x<br>Labo – Techno<br>Labo – Techno                 |
| Cession   | x<br>Labo – Techno<br>Labo – Techno                 |
| Contrats d'exploitation, y compris ceux intégrés dans contrats de copropriété | x<br>Labo – Techno - copro<br>Labo – Techno - copro |
| Autres  |   |
| Total   |   |

Création d'entreprises

On entend par « externe » les entreprises incubées qui ne sont ni issues, ni liées à la recherche

| Année  | N | Portefeuille total |
|--|---|--------------------|
| Nb de création d'entreprise (étudiants UCA)            | x |                    |
| Nb de création d'entreprise (personnels UCA)           |   |                    |
| Nb de création d'entreprise externe                    |   |                    |
| Nombre de projets incubés issus ou liés à la recherche |   |                    |
| Nombre d'entreprises entrées à l'accélérateur Bivouac  |   |                    |

Informations création d'entreprises

| Nom | Numéro SIRET | Capital | Techno / Réf<br>DI | Porteur de<br>projet | de Labo |
|-----|--------------|---------|--------------------|----------------------|---------|
|     |              |         |                    |                      |         |
|     |              |         |                    |                      |         |
|     |              |         |                    |                      |         |
|     |              |         |                    |                      |         |
|     |              |         |                    |                      |         |
|     |              |         |                    |                      |         |
|     |              |         |                    |                      |         |
|     |              |         |                    |                      |         |

Montant total des levées de fonds (de sources privées) et prises de participation

Cette catégorie ne doit concerner que les entreprises dans lesquelles l'UCA est impliquée par un contrat de transfert de technologie.

|  | N | Montant total |
|--|---|---------------|
| Réalisées par les spin-off associées à UCA                                     |   |               |
| Réalisées par les start-ups associées à UCA                                    |   |               |
| Montant des prises de participation répertoriées dans la catégorie entreprises |   |               |
| Total  |   |               |

### Annexe 3

## Charte définissant les principes généraux de négociation de l'UCA dans le cadre des contrats de recherche et de valorisation gérés pour le compte de l'UCA

On entend par Contrats de recherche, la définition de l'article 3.1.

Ces modalités de négociation des contrats de recherche et de valorisation respectent tant la politique de l'établissement que celle des accords-cadres signés avec les partenaires EPST de l'UCA.

### Principes juridiques

Ces principes s'appliquent quelle que soit la nature du contrat.

- Fixer la nature et le titre de l'étude + annexe scientifique
- Présenter les tutelles du laboratoire impliqué et les modalités liées aux accords-cadres
- Fixer une durée avec une date de démarrage
- Tribunaux du défendeur ou droit commun applicable :
  - Refuser les lois / tribunaux de pays ou états étrangers
  - Possibilité de négocier sur une loi francophone
  - Refuser de fixer un tribunal (administratif, TGI, etc.)
- Pas de clause pénale : si clause pénale, passage et validation en comité conventions
- Respecter les accords-cadres préalablement conclus par les tutelles du laboratoire impliqué
- L'article de confidentialité doit être :
  - Bilatéral
  - Avec une durée
- Signature (Hors les contrats liés à une Business Unit et les contrats de valorisation) :
  - Seul le Président de l'UCA est habilité à signer un contrat de recherche
  - Apposer une date de signature
  - Un exemplaire pour chaque partie
  - Respecter la procédure de mise en signature de l'UCA

### Principes financiers

- Fixer les éléments financiers et respecter les directives de la DBF de l'UCA.
- Annexe financière obligatoire
  - **Dans le cas d'un contrat de prestation**, le commanditaire doit payer 100% des coûts complets margés.
  - **Dans le cas d'un contrat de recherche**, si les dépenses sont supérieures aux recettes : contacter le DU pour information et acceptation.



- Respecter la politique de frais de gestion
  - Information préalable au chercheur quant à la politique de frais de gestion.
  - Respecter les montants minimaux de financement fixés par le conseil d'administration de l'UCA.

## Principes de PI

### Dans le cas d'un contrat de prestation :

- Propriété des résultats au commanditaire car pas d'activité inventive et paiement de 100% des coûts complets margés.
- Les connaissances antérieures et les méthodes restent la propriété des tutelles du laboratoire.

### Dans le cas d'un contrat de recherche :

- Copropriété des résultats : à parts égales ou en fonction des apports intellectuels et financiers des parties.
  - La répartition doit être fixée dans le contrat pas lorsque le résultat existe.
- Fixer un domaine d'exploitation exclusif
  - Veiller à ce qu'il ne soit pas trop large
- Principe de retours financiers en cas d'exploitation des résultats
  - Il peut être envisagé d'avoir des éléments plus concrets inscrits sur les contrats par rapport aux éléments des accords cadre avec les EPST.
- Les connaissances antérieures peuvent être accessibles mais à titre onéreux.
  - Possibilité de négocier sur le principe de « conditions préférentielles ».
- Cas particulier des logiciels :
  - Principe de copropriété des logiciels communs
  - Logiciels dérivés adaptation : propriété de la partie propriétaire du logiciel de base
  - Logiciels dérivés extension : copropriété
- Frais de PI doivent être pris en charge par le partenaire qui va exploiter exclusivement le résultat.
  - Exception entre établissements publics : aucun n'exploite directement le résultat.

## Autres principes

### Dans le cas d'un contrat de prestation :

Publication : soumission et autorisation de publication à prévoir dans le contrat.

**Dans le cas d'un contrat de recherche :**

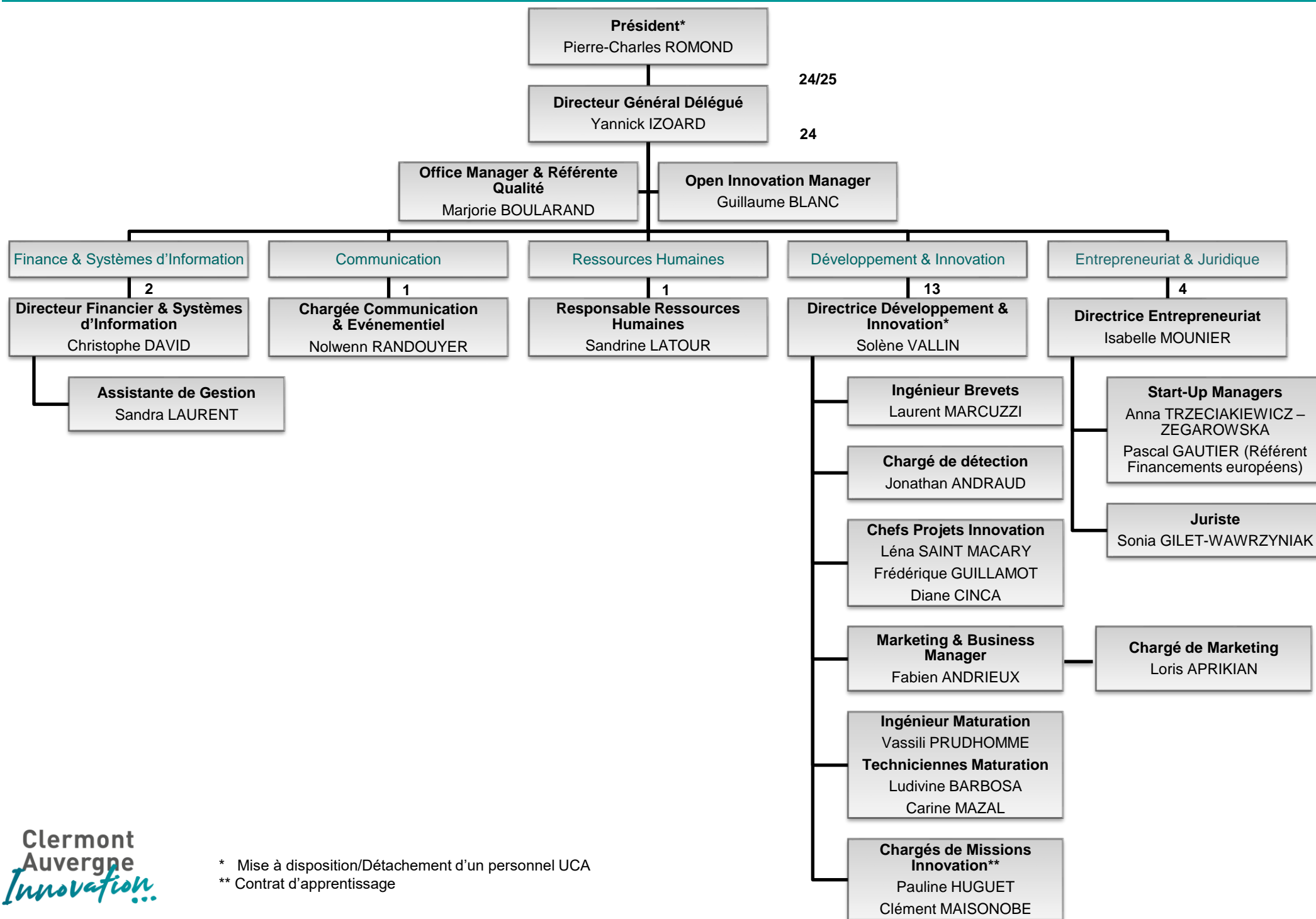
- Publication : articuler les modalités de PI avec la publication qui ne doit pas être bloquée.
  - Possibilité d'un Dossier Technique Secret avec durée et financement

**Dans le cadre de la gestion des contrats de valorisation :**

On entend par Contrats de valorisation, la définition de l'article 2.6.

CAI a toute latitude pour rédiger, négocier et mettre en signature l'ensemble des contrats de valorisation liés à un projet dans le cadre du respect des accords cadre signés avec les partenaires de l'UCA.

# ORGANIGRAMME GENERAL AU 03/10/2022 (Effectif inscrit = 24 p., Effectif ETP = 25 p.)





*Certifié conforme  
par le Président  
2 juillet 2021*

# CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 €

Siège social : 28, place Henri Dunant - UFR de médecine et de pharmacie – Hôtel d'entreprises

Clermont-Ferrand 63001

RCS CLERMONT-FERRAND 793 372 525

## STATUTS

- également modifiés suite à l'Assemblée générale du 22 juin 2021
- également modifiés suite à L'Assemblée générale du 23 juin 2020
- également modifiés suite au Conseil d'Administration du 4 mai 2020
- également modifiés suite à l'Assemblée générale du 24 septembre 2019
- également modifiés suite au Conseil d'Administration du 21 mai 2019
- également modifiés suite à l'Assemblée Générale du 4 décembre 2018
- également modifiés par sous seing privé des associés signé le 27 mars 2018
- également modifiés suite à l'Assemblée Générale du 21 juin 2016
- également modifiés suite à l'Assemblée Générale du 22 octobre 2015
- également modifiés suite à l'Assemblée Générale du 23 juin 2014
- modifiés suite au Conseil d'Administration du 25 juin 2013

**CLERMONT AUVERGNE INNOVATION, SAS**

**Société par actions simplifiée au capital de 1 000 000€**

**Siège social : 28 Place Henri DUNANT -  
63001 CLERMONT-FERRAND**

**RCS CLERMONT FERRAND 793 372 525**

**STATUTS**

**Signés le 15 mai 2013**

**Dernière mise à jour le 22 juin 2021**

Les soussignés :

**L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE,**

Etablissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel, inscrit sous le numéro Siret 130 022 775 00014, code APE 8542Z, dont le siège est situé 49 boulevard François Mitterrand – CS 60032 - 63000 CLERMONT-FERRAND, représentée par son Président, Monsieur Mathias BERNARD,

**L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT,**

INRAE, Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est 147 rue de l'Université, 75338 PARIS Cedex07, représenté par son Président-directeur général, Monsieur Philippe MAUGUIN

**Et**

**L'EPIC Bpifrance,**

Etablissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est à Maisons-Alfort (94710), 27-31, avenue du Général-Leclerc, identifié sous le n° 483 790 069 RCS Créteil, représenté par son Président-directeur général, Monsieur Christian BODIN,



## **Titre I - Forme - Objet social - Dénomination sociale - Siège - Durée**

### **Article 1er - Forme**

Il est formé entre les soussignés, une société par actions simplifiée, qui existera entre les propriétaires des actions ci-après créées, de celles qui pourront l'être ultérieurement et de leurs cessionnaires (la « **Société** »).

Cette Société sera régie par les lois en vigueur, et notamment par les articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce relatifs aux sociétés par actions simplifiées, et par les présents statuts.

Elle ne pourra offrir ses titres au public ni faire admettre ses actions aux négociations sur un marché réglementé d'instruments financiers.

### **Article 2 - Objet social**

**L'assemblée générale du 22/06/2021 a décidé de modifier l'article 2 comme suit :**

La Société est une filiale de valorisation de la recherche publique, notamment pour les thématiques des agro-écosystèmes durables, de la mobilité, de l'énergie et production durables, de la santé liée à la mobilité et de la gestion des risques naturels et socio-économiques, ces thématiques étant liées aux challenges de CAP 20-25. Elle a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger, dans le cadre de la valorisation de la recherche, la protection, la valorisation et la promotion des innovations de ses associés et de leurs filiales à titre principal et de ses autres clients à titre subsidiaire par le biais :

- (i) du financement et de l'accompagnement des phases de maturation des inventions et de preuve de concept (les « **Projets** ») notamment à travers les activités suivantes :
  - informer les chercheurs sur les débouchés potentiels de leurs travaux, les positionner par rapport à la concurrence internationale, identifier les projets innovants les plus prometteurs, et les croiser avec les besoins du marché, notamment ceux exprimés par les entreprises des pôles de compétitivité,
  - financer la maturation des projets les plus prometteurs et en assurer le suivi et la commercialisation, soit au profit d'unités de recherche publiques, soit en co-maturation, soit en co-développement, notamment, dans le cadre de partenariats avec des petites et moyennes entreprises, créées ou en création ;
  - financer le dépôt, l'entretien et la défense de droits de propriété intellectuelle et industrielle (les « **Droits** »), négocier tous types de contrats en lien avec des déclarations d'inventions des associés (accords de confidentialité, accords de transferts de matériels, contrat de collaboration de recherche, contrat de consortium avec des tiers publics et/ou privés contrat de co-maturation, de co-développement, contrat de prestations , etc ... ;
  - détecter des innovations, dont des inventions, ayant un potentiel de valorisation,
  - détecter les besoins des entreprises,
  - gérer dans le cadre de prestations de services, des portefeuilles de Droits (licensing),
  - exercer des activités d'appui à la négociation de contrats relatifs à des projets de recherche avec des entreprises,
  - analyser les coûts et les bénéfices de chacune des actions susvisées ;

A titre subsidiaire :

- sensibiliser des personnels et étudiants à l'innovation notamment à sa dimension de propriété intellectuelle,
- promouvoir et réaliser des actions de veille, de cartographie de l'offre de recherche et de plates-formes technologiques, et détection de partenaires,
- gérer les contrats de recherche, gestion contractuelle de plateaux techniques ou de plates-formes technologiques, financement et accompagnement de l'incubation d'entreprises innovantes provenant de ou liées à la recherche publique, après intégration de structures d'incubation

- existantes financées sur fonds publics, sensibilisation des personnels et étudiants à l'entrepreneuriat, etc ... ,
- proposer des formations afin de compléter l'offre d'accompagnement aux entrepreneurs (ou accompagner les entrepreneurs en proposant notamment des formations en matière de propriété intellectuelle, comptabilité, ressources humaines...)
- (ii) de la fourniture de prestations de service ; de valorisation, d'assistance, de conseil et toute activité fonctionnelle pouvant être nécessitée notamment auprès de ses Associés et des sociétés dans lesquelles les Associés ou la Société détiennent des participations (les « **Prestations** ») notamment à travers les activités suivantes :
- détecter, dans le cadre de prestations de services, des innovations, dont des inventions, ayant un potentiel de valorisation,
  - détecter, notamment dans le cadre de prestations de services, les besoins des entreprises,
  - gérer, dans le cadre de prestations de services, des portefeuilles de Droits (licensing),
  - exercer des activités d'appui à la négociation de contrats relatifs à des projets de recherche avec des entreprises,
  - sensibiliser des personnels et étudiants à l'innovation notamment à sa dimension de propriété intellectuelle,
  - promouvoir et réaliser des actions de veille, de cartographie de l'offre de recherche et de plateformes technologiques, et détection de partenaires,
  - , gérer administrativement et financièrement des contrats de recherche, gérer des contrats utilisant des plateaux techniques ou de plates-formes technologiques,
  - financer et accompagner l'incubation de projets d'entreprise le démarrage et l'accélération d'entreprises innovantes dans les domaines reliés notamment aux sciences du vivant et de la santé, à l'informatique, aux techniques de communication, à l'électronique, aux matériaux, à la mécanique et à l'énergie après intégration de structures d'incubation et d'accélération existantes financées sur fonds publics,
  - sensibiliser des personnels et étudiants à l'entrepreneuriat, etc ;
- (iii) de la conclusion de tous contrats, quels qu'ils soient, nécessaires à la réalisation de son objet social en ce compris tout contrat de sous-traitance de certaines activités à d'autres opérateurs de valorisation en fonction de leur expertise thématique,
- (iv) de la participation de la Société à toutes entités, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets précités ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entités dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de son objet social, et ce par tout moyen, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport ou achat de titres ou droits sociaux, fusions, alliances, associations, groupements d'intérêt économique ou autres,
- (v) et généralement de toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, aux objets ci-dessus spécifiés ou à tout autre objet connexe ou complémentaire.

Par exception à ce qui précède, la Société ne peut pas prendre des participations en espèces au capital de sociétés en amorçage, en capital-risque et en capital développement, ou de toutes sociétés sans relation avec son objet social.

### **Article 3 - Dénomination sociale**

La dénomination de la Société est : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION (CAI), SAS. La dénomination commerciale de la société est CLERMONT AUVERGNE INNOVATION.

Tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer cette dénomination, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS", de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, conformément aux articles R. 123-238 et L. 238-3 du Code de commerce.

**Le conseil d'administration du 21/05/2019 a décidé de modifier l'article 4 comme suit :**

#### **Article 4 - Siège social**

Le siège social est fixé : à **CLERMONT FERRAND (63001) 28, Place Henri DUNANT, BP 38 – cedex 1.**

Le déplacement du siège social ne peut s'effectuer que sur le périmètre géographique d'intervention de la Société. Il ne peut intervenir que sur décision du Conseil d'Administration délibérant dans les conditions de majorité prévues à l'article 11.2.4 des présents statuts. Lors d'un changement de siège social décidé par le Conseil d'Administration, le Président est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

#### **Article 5 - Durée**

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président provoquera une décision des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée ; cette décision devra être prise à l'unanimité des suffrages exprimés. A défaut, tout associé pourra demander, conformément aux dispositions de l'article 1844-6 du Code civil, au président du tribunal de commerce statuant sur simple requête, la désignation d'un mandataire chargé d'obtenir une décision collective des associés sur la prorogation éventuelle de la Société.

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

### **Titre II - Apports - Capital social - Actions**

#### **Article 6 - Apports**

A la constitution, il a été fait apport à la Société d'une somme totale en numéraire de un million (1 000 000) d'euros.

Les versements des fonds correspondants ont été régulièrement déposés sur un compte ouvert au nom de la société en formation, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation 56, rue de Lille – 75356 PARIS cedex 07 SP, et dépositaire des fonds et les versements des souscripteurs ont été constatés par un certificat établi conformément à la loi et délivré par ledit dépositaire, auquel est annexée la liste des souscripteurs avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

**Les actionnaires par acte sous seing privé en date du 27/03/2018 ont modifié l'article 6 comme suit :**

Par décisions unanimes en date du 27 mars 2018, il a été décidé (i) une augmentation de capital d'un montant de 4 231 000 euros par émission de 4 231 actions nouvelles de 1 000 euros de valeur nominale chacune, portant le capital à un montant de 5 231 000 euros puis (ii), sous condition suspensive de la réalisation de ladite augmentation de capital, une réduction de capital d'un montant de 4 231 000 euros en vue de procéder à l'apurement des pertes d'un montant équivalent. A l'issue de ces opérations, le capital social est d'un montant de 1 000 000 euros.

En l'absence d'apport en nature, le montant total des apports s'élève à un million (1 000 000) d'euros, total égal au capital social énoncé ci-après.

#### **Article 7 - Capital social - Actions**

**7.1 - Le capital social est fixé à la somme de un million (1.000.000) d'euros.**

Le capital social de la Société est réparti de la manière suivante :



- les établissements et organismes de recherche ou leurs structures porteuses (les « **Associés A** ») détiennent au maximum 67% du capital et des droits de vote de la Société,
- L'EPIC Bpifrance (« **Bpifrance** » ou l'« **Associé B** »), agissant pour le compte de l'Etat dans le cadre du programme investissements d'avenir, détient au minimum 26 % et au maximum 33 % du capital et des droits de vote de la Société.

Le capital est divisé en 1.000 (mille) actions ordinaires de 1.000 euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, souscrites en totalité et intégralement libérées.

**7.2** - Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

À la demande d'un Associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Les droits et obligations attachés aux actions les suivent au cours de leur transmission ; la propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts.

Les Associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les Associés peuvent consentir à la Société des avances en compte courant dans les conditions autorisées par la loi.

Tout Associé a le droit, à toute époque, d'obtenir à ses frais, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La Société doit annexer à ce document les coordonnées du Commissaire aux Comptes en exercice.

Deux fois par an, les Associés pourront également obtenir communication des livres et documents sociaux et peuvent poser par écrit des questions au Président de la Société sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation ; la réponse du Président devra être communiquée au Commissaire aux Comptes.

**7.3** - Le prêt, la location et le nantissement (ou toute sureté équivalente) des actions sont interdits.

**7.4** - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société, pour les décisions collectives des Associés, par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire des actions ou par un mandataire commun de leur choix.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

## **Article 8 – Modifications du capital**

### **8.1 - Augmentation du capital**

Le capital social peut être augmenté - soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence ou de tout autre droit donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital soit par majoration de la valeur nominale des titres de capital existants - par décision collective des Associés prise sur le rapport du Président et dans les conditions de majorité prévues à l'article 16.2 des statuts ci-après.

Les titres nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

La collectivité des Associés, dans les conditions de majorité prévues par l'article 16.2 ci-après, peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Les actions nouvelles sont libérées soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit par apport en nature, soit par fusion ou scission, soit par tout autre mode prévu par la loi. Il peut être créé des actions de préférence ayant ou non le droit de vote.

Les Associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions émises pour réaliser une augmentation de capital. Les Associés peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

Toute personne n'ayant pas la qualité d'Associé ne peut entrer dans la Société, à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les Associés statuant dans les conditions précisées sous l'article 9.5 ci-après pour l'agrément des Cessions de Titres. L'attributaire des actions nouvelles doit dans ce cas solliciter son agrément préalablement à la souscription.

## **8.2 - Réduction du capital**

Le capital social peut être réduit, en vertu d'une décision collective des Associés, prise sur le rapport du Président et dans les conditions de majorité prévues à l'article 16.2 ci-après, par voie de réduction du nombre d'actions ou de leur valeur nominale, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit notamment dans les cas de pertes constatées mais, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre Associés.

## **8.3 - Droit à maintien du niveau de la participation**

L'Associé B bénéficie du droit permanent de maintenir le niveau de sa participation dans la Société. En conséquence, pour toute émission de Titres nouveaux, (i) la valeur de la Société retenue doit être la valeur de marché, et (ii) l'Associé B sera mis en mesure d'y participer par souscription en numéraire et ce, à des conditions notamment de prix d'émission, identiques à celles auxquelles les Titres nouveaux seront émis, de manière à lui permettre de conserver un pourcentage de participation identique à celui qu'il avait auparavant.

Si l'Associé B n'a pas été mis en mesure de participer par souscription à des conditions identiques ou en cas d'émission de Titres réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'un tiers ou d'un Associé A et/ou de(s) Autre(s) Associé(s), les Associés A et/ou de(s) Autre(s) Associé(s), devront maintenir, dans le capital social postérieur à l'émission de Titres nouveaux dilutive et à l'émission réservée visée ci-après, le pourcentage du capital détenu par l'Associé B antérieurement à l'émission de Titres nouveaux dilutive, par le biais de la souscription à une émission réservée de Titres aux mêmes conditions que l'émission de Titres nouveaux dilutive.

## **Article 9 - Transmission de Titres**

### **9.1 - Forme de la transmission**

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

En cas de transmission d'actions, pour quelque cause que ce soit, les bénéficiaires de la mutation devront fournir à la Société tous documents justifiant la régularité de leurs droits.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.

### **9.2 - Principes généraux applicables aux Cessions**

Tout Associé envisageant de procéder à une Cession de Titres (le « **Cédant** ») devra notifier préalablement (dans un délai minimum de 60 jours avant la date de Cession envisagée) à la Société et aux autres Associés,

par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec accusé de réception (la « **Notification** »), le projet de Cession qui devra, à peine d'irrecevabilité, mentionner :

- le nombre et la nature des Titres qu'il envisage de céder,
- l'identité du cessionnaire (le « **Cessionnaire** »),
- la nature juridique de la Cession envisagée,
- les modalités significatives de la Cession, en ce compris sa date de réalisation,
- le prix offert de bonne foi et les conditions du règlement de ce prix, ou la valorisation retenue,
- la copie de l'engagement irrévocable émanant du Cessionnaire d'acquiescer les Titres concernés.

Pour les besoins des présentes, le terme « **Titres** » désigne :

- (i) les actions émises par la Société,
- (ii) toutes valeurs mobilières ou autres droits donnant accès immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société, en ce compris, notamment, les options de souscription ou d'achat d'actions,
- (iii) tout droit de souscription attaché aux actions et valeurs mobilières ou autres droits visés au (ii) ci-dessus, en cas d'émission d'actions ou de valeurs mobilières, donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société, et
- (iv) les droits d'attribution gratuite d'actions ou d'autres valeurs mobilières attachés aux actions et autres valeurs mobilières visées à l'alinéa (ii) ci-dessus.

Et le terme « **Cession** » désigne, toute mutation, transfert ou cession de Titres à caractère gratuit ou onéreux et ce, quel qu'en soit le mode juridique. Ces opérations comprennent notamment, et sans que cette énumération soit limitative, la vente publique ou non, l'échange, l'apport en société y compris à une société en participation, la fusion, la scission, ou toute opération assimilée, la donation, le transfert de nue-propriété ou usufruit, etc, de tout ou partie des Titres qui sont ou deviendraient la propriété des Associés, ainsi que toute forme de promesse, d'option, d'émission de valeurs mobilières portant sur ou emportant le transfert immédiat ou à terme de la propriété des Titres.

### **9.3 - Cession de ses Titres par l'Associé B**

Toute Cession de ses Titres par l'Associé B est libre et entraîne transmission automatique au Cessionnaire, dans les mêmes termes, de la totalité des droits attribués à l'Associé B par les présents statuts.

### **9.4 - Droits de préemption**

Toute Cession de Titres par un Associé A et/ou de(s) Autre(s) Associé(s), est soumise aux Droits de Préemption.

Les Droits de Préemption seront mis en œuvre par priorité à la procédure d'agrément visée à l'article 9.5 ci-dessous.

A compter de la Notification, l'Associé B disposera d'un délai de 30 jours (le « **Délai de Préemption** ») pour indiquer au Cédant et au Président s'il souhaite exercer son Droit de Préemption Prioritaire.

Le Droit de Préemption Prioritaire devra s'exercer sur la totalité des Titres dont la Cession est envisagée selon les mêmes conditions de prix ou de valorisation que celles proposées par le Cessionnaire.

L'exercice du Droit de Préemption Prioritaire au-delà du Délai de Préemption sera considéré comme nul et non avenu. L'exercice du Droit de Préemption Prioritaire dans le Délai de Préemption emportera transfert de propriété dans les relations entre les parties et selon les modalités des présentes, sous réserve de complet paiement.

A la clôture du Délai de Préemption et au plus tard dans les 8 jours de cette clôture, le Cédant notifiera (la « **Seconde Notification** ») à l'ensemble des Associés A et/ou de(s) Autre(s) Associé(s), l'exercice ou non par l'Associé B de son Droit de Préemption Prioritaire.

En cas de non exercice par l'Associé B de son Droit de Préemption Prioritaire, les Associés A et/ou de(s) Autre(s) Associé(s), disposeront alors d'un délai de 30 jours à compter de la Seconde Notification pour indiquer au Cédant s'ils souhaitent exercer leur Droit de Préemption Secondaire.



Le Droit de Prémption Secondaire devra s'exercer sur la totalité des Titres dont la Cession est envisagée selon les mêmes conditions de prix ou de valorisation que celles proposées par le Cessionnaire. Les Titres seront répartis entre chaque Associé A et/ou de(s) Autre(s) Associé(s), exerçant son Droit de Prémption Secondaire au prorata de sa participation, c'est-à-dire par rapport à l'ensemble des Titres détenus par les Associés A et/ou de(s) Autre(s) Associé(s).

Si les Droits de Prémption ne portent pas respectivement sur la totalité des Titres dont la Cession est proposée, ils seront réputés n'avoir jamais été exercés et le Cédant pourra procéder à la Cession envisagée (telle que décrite dans la Notification), sous réserve du respect de la procédure d'agrément et du droit de sortie conjointe prévus ci-après.

Pour les besoins des présentes, le « **Droit de Prémption Prioritaire** » désigne le droit dont dispose l'Associé B de préempter les Titres des Associés A et/ou de(s) Autre(s) Associé(s), qui sont l'objet d'une Cession conformément aux présentes ; le « **Droit de Prémption Secondaire** » désigne le droit dont disposent tout Associé A et/ou de(s) Autre(s) Associé(s), de préempter les Titres des autres Associés A qui sont l'objet d'une Cession conformément aux présentes ; et le Droit de Prémption Prioritaire et le Droit de Prémption Secondaire sont désignés ensemble les « **Droits de Prémption** ».

### **9.5 - Agrément de la Cession**

A défaut d'exercice des Droits de Prémption, toute Cession de Titres par un Associé A est soumise à une procédure d'agrément, dans les conditions décrites ci-après.

A la suite de la Notification visée à l'article 9.2, le Président devra convoquer le Conseil d'Administration pour une réunion devant se tenir avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de l'expiration du Délai de Prémption, afin de statuer sur l'agrément de la Cession envisagée, et informer chacun des Associés de cette convocation concomitamment. A défaut de réunion du Conseil d'Administration avant l'expiration de ce délai, l'agrément sera réputé être acquis.

Le Conseil d'Administration statue sur la demande d'agrément dans les conditions de majorité fixées à l'article 11.2.4, la voix du Cédant pour lui-même et comme mandataire n'étant pas pris en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Le Président dispose d'un délai de 15 jours à compter de réunion du Conseil d'Administration ayant statué sur l'agrément pour faire connaître au Cédant et aux autres Associés la décision du Conseil d'Administration. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément n'ont pas à être motivées.

En cas d'agrément, le Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa Notification, sous réserve de respecter le Droit de Sortie Conjointe Proportionnelle visé à l'article 9.6.1. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 30 jours de l'expiration du délai d'exercice du Délai de Sortie Conjointe ou le cas échéant dans les trente (30) jours de la décision d'agrément. A défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément est frappé de caducité.

En cas de refus d'agrément du Cessionnaire proposé et à moins que le Cédant décide de renoncer à la Cession envisagée, le Président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les Titres, soit par un associé ou par un tiers agréé, soit par la Société en vue d'une réduction de capital, mais en ce cas, avec le consentement du Cédant.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil les frais d'expertise étant supportés par moitié par le Cédant et par moitié par le ou les Cessionnaires.

Dans les huit jours de la détermination du prix, avis est donné au Cédant de se présenter au siège social à l'effet de signer les ordres de mouvement. Faute pour le Cédant de se présenter dans un délai de quinze (15) jours à compter du précédent avis, la Cession pourra être régularisée d'office par la Société.

En cas d'achat des Titres par les associés ou par un tiers agréé par le Conseil d'Administration, le prix est payé comptant.

En cas de rachat des Titres par la Société, le prix est payable dans les trois mois de la signature de l'ordre de mouvement ou de l'acte de cession. Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, le prix n'est pas payé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

Tout projet de Cession conjointe de tout ou partie de leurs Titres par plusieurs Associés A et/ou par tout Autre Associé à un tiers pourra faire l'objet d'une demande d'agrément unique comportant les mentions visées à l'**Article 9.2** et en particulier la mention du nombre de Titres que chaque Associé A et/ou par tout Autre Associé envisage de céder audit tiers dans le cadre du projet. Ledit projet de Cession sera soumis dans son ensemble à l'agrément préalable du Conseil d'Administration dans les conditions prévues ci-dessus.

## **9.6 - Droits de sortie de l'Associé B**

### **9.6.1 - Droit de sortie conjointe proportionnelle**

Pour toute Cession réalisée par un ou plusieurs Associé(s) A et/ou par tout Autre Associé au profit d'un tiers, qui n'aurait pas donné lieu à exercice des Droits de Prémption et qui aurait obtenu l'agrément de la Société conformément à l'article 9.5, les Associés A et/ou par tout Autre Associé ne pourront pas exécuter la Cession sans avoir assuré en priorité à l'Associé B, la Cession d'un nombre de Titres calculé selon la formule mentionnée ci-après, dans les mêmes conditions de prix que celles proposées par le Cessionnaire envisagé et mentionnées dans la Notification.

Le nombre de Titres pouvant être cédés par l'Associé B est le suivant :

$$(TC / TA) \times TB$$

où : TC est le nombre de Titres cédés par l'Associé A, et/ou par tout Autre Associé  
TA est le nombre de Titres détenus par l'Associé A cédant des Titres, et/ou par tout Autre Associé  
TB est le nombre de Titres détenu par l'Associé B exerçant son droit.

L'Associé B disposera, à compter de la notification par le Président de l'agrément du Conseil d'Administration, d'un délai de 30 jours (le « **Délai de Sortie Conjointe** ») pour indiquer au Cédant s'il souhaite exercer son droit de sortie conjointe proportionnelle. L'absence de réponse dans le Délai de Sortie Conjointe vaudra renonciation au droit de sortie conjointe proportionnelle.

Le droit de sortie conjointe proportionnelle s'exercera selon les mêmes conditions de prix ou de valorisation que celles proposées par le Cessionnaire envisagé et mentionnées dans la Notification.

En cas d'exercice du droit de sortie conjointe et proportionnelle par l'Associé B et sauf renonciation du Cédant à la Cession, l'Associé A et/ou par tout Autre Associé(s) Cédant(s) ne pourra pas procéder à la Cession notifiée, dans le délai de 30 jours stipulé ci-dessous, sans qu'intervienne concomitamment, la Cession d'un nombre de Titres, calculé selon la formule prévue ci-dessus, de l'Associé B ayant exercé son droit de sortie conjointe et proportionnelle.

A défaut d'exercice du présent droit de sortie conjointe et proportionnelle, le Cédant pourra procéder à la Cession notifiée dans les conditions visées dans la Notification dans un délai de 30 jours à compter de l'expiration du délai d'exercice du Délai de Sortie Conjointe.

### **9.6.2 - Droit de retrait**

Le non-respect par un ou plusieurs Associés A et/ou par tout Autre Associé d'une stipulation, considérée comme essentielle par l'Associé B, du Contrat Bénéficiaire visé à l'article 9.8 (le « **Cas de Retrait** ») donnera lieu à un droit de retrait au profit de l'Associé B par le biais d'une promesse irrévocable de la part des Associés

A et/ou par tout Autre Associé d'acheter (la « **Promesse d'achat** ») à l'Associé B la totalité des Titres dont il se trouverait alors propriétaire, étant entendu que l'Associé B se réserve la faculté d'en demander ou non la réalisation.

L'Associé B qui entendra exercer la Promesse d'achat devra notifier son intention aux Associés A et/ou par tout Autre Associé (ci-après la « **Notification R** »), dans les 60 jours de la survenance du Cas de Retrait.

Dans le cadre de l'exercice de la Promesse d'achat, cette Cession a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant supportés par les Associés A et/ou le(s) Autre(s) Associé(s) au prorata de leur participation.

Toutefois, l'Associé B ayant exercé son droit de retrait pourra y renoncer à charge de notifier sa renonciation aux Associés A dans les 5 jours suivant la notification du prix fixé par le tiers expert.

En cas d'exercice du droit de retrait, la Cession devra être régularisée au plus tard dans le délai de 60 jours suivant la notification du prix fixé.

Les Titres seront répartis entre chaque Associé A et/ou par tout Autre Associé au prorata de sa participation, c'est-à-dire par rapport à l'ensemble des Titres détenus par les Associés A et/ou par tout Autre Associé.

#### **9.7 - Cession des Avances en Compte Courant**

Toute Cession de Titres par un Associé de la Société s'accompagnera simultanément de la Cession au Cessionnaire d'une proportion de l'avance en compte courant accordée par ledit Associé à la Société, égale à la proportion du nombre de Titres faisant l'objet de la Cession ramené au nombre total de Titres qu'il détient.

**9.8 -** Toute Cession effectuée en violation des articles 9.4, 9.5, 9.6 et 9.7 est nulle.

### **Titre III - Administration de la Société**

**L'assemblée générale du 04/12/2018 a décidé de modifier l'article 10 comme suit :**

#### **Article 10 - Président**

**10.1 -** La Société est représentée par un Président exécutif (le « Président »), personne physique **non associée ou une personne morale, associée ou non associée. Dans le cas où le Président de la Société est une personne morale, celle-ci devra obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.**

Le Président est nommé ou renouvelé par le Conseil d'Administration statuant dans les conditions prévues à l'article 11.2.4 des présents statuts.

**Le conseil d'administration du 22/10/2015 a décidé de modifier l'article 10 comme suit :**

La durée du mandat du Président est **en principe** fixée à trois (3) ans, avec possibilité d'être renouvelé sans limitation du nombre de mandats pour une période maximale de trois (3) ans pour chaque renouvellement. **A titre exceptionnel, la durée du mandat du Président peut être d'une durée inférieure à trois (3) ans, sur décision prise en vertu de l'article 11.2.3, avec possibilité d'être à nouveau présentée. Les mandats**



**d'une durée de trois (3) ans** expire à la réunion de la collectivité des Associés statuant sur l'approbation des comptes du dernier exercice clos et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat du Président. **Le mandat d'une durée inférieure à trois (3) ans expire à l'issue de la réunion du Conseil d'Administration qui suit immédiatement la date de fin de ce mandat.**

Les fonctions de Président peuvent prendre fin soit par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination, soit par son décès, soit par sa démission, sous réserve de respecter un préavis de trente (30) jours, soit par sa révocation *ad nutum* par le Conseil d'Administration statuant dans les conditions prévues à l'article 11.2.4 des présents statuts.

**10.2** - Le Président représente la Société dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social. Le Président assure la gestion de la Société, sous réserve des pouvoirs accordés par les statuts au Conseil d'Administration et à la collectivité des Associés.

**10.3** - Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président de la Société.

**10.4** - Le Président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement raisonnablement engagés et sur présentation des justificatifs correspondants et à une rémunération dans les conditions fixées à l'article 11.2.4.

**10.5** En cas d'empêchement du Président pour exercer ses fonctions, de révocation, de démission ou de décès, le Conseil d'Administration se réunit dans les trente (30) jours afin de statuer sur son remplacement dans les conditions prévues à l'article 11.2 des présents statuts et peut nommer ou renouveler une personne physique (salarié ou non de la Société) de préférence ou à une personne morale (associée ou non de la Société) par défaut comme Président par intérim, dans les conditions prévues à l'article 11.2.4 des présents statuts. Le Conseil d'administration détermine la durée du mandat qui ne peut excéder six (6) mois. Ce mandat est renouvelable une fois pour une durée n'excédant pas six (6) mois.

Les fonctions du Président par intérim peuvent prendre fin par la démission, le décès ou par l'expiration de la durée normale des fonctions ou par la révocation *ad nutum* décidée par le Conseil d'administration dans les conditions prévues à l'Article 11.2.4. et qui peut intervenir à tout moment, ou encore par sa nomination en tant que Président.

Vis-à-vis des tiers, le Président par intérim est habilité à exercer les pouvoirs confiés au Président et notamment à représenter la Société, conformément aux dispositions de l'article L. 227-6 du Code de commerce et ceux identifiés dans les présents statuts.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président par intérim.

Le Président par intérim a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement raisonnablement engagés et sur présentation des justificatifs correspondants et à une rémunération dans les conditions fixées à l'article 11.2.4.

## **Article 11 - Conseil d'Administration**

**L'Assemblée générale du 23 juin 2020 a modifié l'article 11.1 comme suit :**

### **11.1 - Composition**

Le Conseil d'Administration se compose au maximum de 13 administrateurs, et à titre exceptionnel 14 dont :

- au maximum 8 administrateurs et au minimum 3 nommés par les des Associés A et leurs suppléants le cas échéant ;
- 3 administrateurs nommés par l'Associé B.
  - un représentant de Bpifrance et son suppléant ;

- deux représentants de l'Etat : un représentant le ministère en charge de la recherche et un représentant le ministère en charge de l'industrie, ainsi que leurs suppléants venant des mêmes ministères cités ;

- 1 administrateur, et à titre exceptionnel, au maximum 2 administrateurs nommés par les Autre(s) Associé(s).

Un règlement intérieur (le « **Règlement Intérieur** ») précise les droits et obligations des administrateurs ainsi que les règles de fonctionnement du Conseil d'Administration.

Les membres du Conseil sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Associé ou le collège d'associés, et peuvent être révoqués à tout moment dans les mêmes conditions. Le mode de désignation de ces membres est libre.

L'Associé ou le collège d'Associés notifieront, chacun pour ce qui le concerne, à la Société par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception l'identité des personnes qu'il(s) désigne(nt) en qualité de membres du Conseil d'Administration.

En cas de changement d'un membre du Conseil d'Administration ou d'un membre suppléant pour quelque raison que ce soit, l'Associé ou le collège d'Associés concerné(s) doi(ven)t procéder à la même notification dans les meilleurs délais et au plus tard avant la date de la prochaine réunion du Conseil d'Administration à laquelle le nouveau membre souhaite participer.

Le nombre d'administrateurs du collège des Associés A doit être compris entre 3 et 8 membres, Si le nombre d'Associés A dans la Société :

- est supérieur à huit (8), le collège des Associés A se réunit et désigne au maximum huit (8) membres et au minimum trois (3) ayant pour charge de les représenter au sein du Conseil d'Administration, lors d'un vote à la majorité simple des suffrages exprimés, chaque Associé A détenant autant de voix que d'actions,
- est inférieur ou égal à huit (8), la représentation des Associés A au Conseil d'Administration se fait au prorata de leur participation au capital social, chaque Associé A devant avoir au moins un représentant.

Si le nombre de(s) Autre(s) Associé(s) dans la Société :

- est supérieur ou égal à deux (2), les Autres Associés doivent se concerter pour occuper leur siège de façon collégiale. A titre exceptionnel et avec l'accord des représentants de l'Etat au Conseil d'administration, un siège supplémentaire peut être attribué, portant à 14 le nombre de sièges au sein du Conseil d'Administration.
- est égal à un (1), l'Autre Associé ne dispose que d'un représentant ou il peut décider ne pas désigner d'administrateur.

Les membres du Conseil peuvent être des personnes physiques ou morales. Les membres personnes morales sont tenus lors de leur nomination de désigner un représentant permanent titulaire et un suppléant, personne physique, qui sont soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient membre en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'ils représentent ; ils doivent être renouvelés à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Lorsque la personne morale révoque son représentant qu'il soit titulaire ou suppléant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, par lettre recommandée avec avis de réception et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent dans les meilleurs délais et au plus tard avant la date de la prochaine réunion du Conseil d'Administration ; il en est de même en cas de décès ou de démission

du représentant permanent qu'il soit titulaire ou suppléant.

La durée des fonctions des membres du Conseil est de trois (3) années. Les membres du Conseil d'Administration sont toujours rééligibles.

## **11.2 - Quorum - Majorités - Pouvoirs du Conseil d'Administration**

11.2.1- Le *quorum* imposé en toutes circonstances est constitué par la participation (par présence ou représentation) d'au moins trois (3) administrateurs nommés par les Associés A et trois (3) administrateurs nommés par de l'Associé B au Conseil d'Administration, étant précisé que tout administrateur en situation de conflit d'intérêt devra en informer le Président et s'abstenir de participer aux débats ainsi qu'au vote des délibérations du Conseil d'administration correspondantes sans que cela n'impacte le quorum. Le cas échéant, le nombre de votes positifs exigé par les articles 11.2.3 et 11.2.4 est revu à la baisse en conséquence. Le Conseil d'Administration est compétent pour prendre les décisions suivantes dans les conditions de majorité prévues au présent article.

11.2.2 - Sont prises à la majorité simple des voix détenues par les membres du Conseil d'Administration présents ou représentés, les abstentions et les votes blancs ou nuls équivalant à des votes défavorables, les décisions suivantes :

- (i) la désignation d'un président de séance du Conseil d'Administration en cas d'absence du Président pour quelle que raison que ce soit,
- (ii) toute demande au Président de convoquer une Assemblée générale,
- (iii) la détermination de l'ordre du jour de l'Assemblée générale à convoquer,
- (iv) la création et la détermination des conditions d'intervention de comités d'études chargés d'étudier les questions que le Conseil d'Administration ou le Président leurs soumettent, pour avis et qui exercent leurs attributions sous sa responsabilité.
- (v) toute décision portant sur un projet d'investissement en maturation dont le montant global est supérieur à 120 000 euros, et comprenant la détermination des modalités d'investissement, la mise en œuvre et la réalisation des investissements ;
- (vi) toute décision portant sur un projet d'Investissement inférieur à 120 000 euros si le Président entend ne pas suivre l'avis du Comité d'Investissement
- (vii) toute décision de désinvestissement liée à un investissement en maturation ;
- (viii) les conventions relatives à une ou plusieurs des prestations de service de valorisation définies à l'article 2 (ii) des présents statuts financées intégralement par les Associés A et/ou le(s) Autre(s) Associé(s) et réalisées pour leur compte.

11.2.3 - Les décisions suivantes sont prises à la majorité simple incluant nécessairement le vote positif deux (2) administrateurs ou de leurs suppléants nommés par l'Associé B au Conseil d'Administration, les abstentions et les votes blancs ou nuls équivalant à des votes défavorables :

- (i) l'acquisition ou la cession de participations qui seraient réalisées conformément au cadre fixé à l'article 2 ;

11.2.4 - Les décisions suivantes sont prises à la majorité simple incluant nécessairement le vote positif des trois (3) administrateurs ou de leurs suppléants nommés par l'Associé B au Conseil d'Administration, les abstentions et les votes blancs ou nuls équivalant à des votes défavorables :

- (i) la nomination, le renouvellement, la révocation et la rémunération éventuelle du Président ainsi que la durée de son mandat ;,
- (ii) la nomination, le renouvellement, la révocation et la rémunération éventuelle d'un Président par intérim ainsi que la durée de son mandat ;
- (iii) la nomination, le remplacement, la révocation et les conditions de l'intervention des membres du Comité d'Investissement,
- (iv) l'arrêté et la validation du plan d'affaires et du budget annuel,
- (v) toute décision relative à l'engagement des fonds de la Société par le Président au-delà d'un montant

de 120000 euros, quelle que soit la nature de l'opération ce qui ne comprend pas les décisions d'investissement en maturation relevant du 11.2.2 ;

- (vi) toute décision relative à l'embauche ou le licenciement d'un salarié de la Société, au titre d'un contrat prévoyant un salaire annuel ou annualisé par extrapolation s'il s'agit d'un temps partiel, supérieur à 80 000 euros, ou d'octroi d'un avantage particulier (en espèce ou en nature) audit salarié de la Société,
- (vii) la conclusion, la modification ou la résiliation de tout contrat de prêt, de financement ou de refinancement de la Société non prévu au budget annuel approuvé, d'un montant égal ou supérieur à 50 000 euros en principal,
- (viii) la résolution de tout litige par voie transactionnelle impliquant un montant supérieur à 50 000 euros,
- (ix) la conclusion, modification, résiliation de tout contrat de bail ou de tout autre titre d'occupation des locaux commerciaux de la Société non prévus dans le budget annuel approuvé de la Société,
- (x) la constitution de toute sûreté, cautions, avals et garanties au profit d'un tiers non prévu dans le budget annuel approuvé de la Société et impliquant un montant supérieur à 50 000 euros.
- (xi) toute proposition de modification de l'objet social de la Société,
- (xii) toute mesure entraînant un défaut ou une inexécution actuelle ou potentielle par la Société au titre du Contrat Bénéficiaire,
- (xiii) la création, la transformation, l'acquisition, la cession ou la liquidation de succursales, filiales, bureaux ou autres établissements distincts,
- (xiv) l'arrêté du résultat de l'exercice social, distribution de dividendes, acomptes sur dividendes, réserves, primes d'émission, ou toute autre distribution aux Associés de la Société,
- (xv) toute proposition à la collectivité des Associés de modification du capital social de la Société,
- (xvi) l'autorisation préalable des conventions visées l'article L. 227-10 du Code de commerce (les « **Conventions Réglementées** »), à l'exclusion des conventions relatives à une ou plusieurs des prestations de service de valorisation définies à l'article 2 (ii) des présents statuts financées intégralement par les Associés A et réalisées pour leur compte,
- (xvii) la nomination du/des observateurs prévus à l'article 11.3.8.
- (xviii) l'agrément des Cessions de Titres à un tiers prévues à l'article 9.4 des présents statuts,
- (xix) le transfert du siège social de la Société.
- (xx) La révision du niveau des pouvoirs d'engagement du Président tels qu'ils résultent du présent article. Une telle décision ne pourra intervenir avant l'expiration d'une période de 2 ans suivant la date de publication des statuts,
- (xxi) L'adoption et la révision du règlement intérieur portant sur les droits et obligations des administrateurs ainsi que les règles de fonctionnement du Conseil d'Administration.
- (xxii) La nomination à titre exceptionnel d'un second membre représentant les Autres Associés, et portant à quatorze le nombre de membres du Conseil d'Administration.

Pour les besoins des présents statuts, un « **Investissement** » désigne un engagement financier de la Société dans le cadre d'un Projet et un « **Désinvestissement** » désigne toute sortie totale ou partielle de la Société d'un Investissement notamment par cession ou liquidation.

En cas de partage des voix, le bloc des votants comportant la majorité des administrateurs représentant l'Associé B a voix prépondérante.

11.2.5 - Le Conseil d'Administration peut confier à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés dans la limite des pouvoirs qu'il tient des présents statuts.

Le Conseil d'Administration a l'obligation de créer, un Comité d'audit permanent composé de deux (2) représentants des Associés A et deux (2) représentants de l'Associé B, qui en réfère à tout moment aux membres du Conseil d'administration. Le Comité d'audit a pour objet notamment (i) le suivi régulier et précis de la situation financière de la Société, (ii) le suivi de l'exercice par le Président de ses pouvoirs et (iii) d'assister et de permettre à l'Associé B de remplir ses obligations d'information au titre des Conventions. Dans ce cadre, le Comité d'audit a un pouvoir d'investigation permanent et pourra se faire assister d'un Cabinet d'expertise comptable à tout moment. Les frais des audits raisonnablement engagés et sur présentation des justificatifs correspondants seront supportés par la Société dans la limite de 40 000 euros.



Les « **Conventions** » désignent la convention conclue entre l'Etat et l'ANR publiée au Journal Officiel n°0193 du 21 août 2019 portant avenant à la convention du 29 juillet 2010 telle que modifiée par ses avenants n° 1, 2, 3, 4, 5 et 6, et la convention conclue entre l'Etat, l'ANR et Bpifrance publiée au Journal Officiel n°0193 du 21 août 2019.

Le Comité d'audit est saisi autant que de besoin par le Conseil d'administration ou par lui-même. Ses avis et analyses sont transmis aux membres du Conseil d'administration et au Président.

Un Comité de nomination et de rémunération constitué de deux (2) représentants de l'Associé A et de deux (2) représentants de l'Associé B, a pour objet de suivre les questions ressources humaines et rémunération de la Société. Il se réunira dès que nécessaire et sur demande d'un ou plusieurs Associés A et/ou B.

Dans ce cadre, le Comité d'audit et le Comité de nomination et de rémunération ont un pouvoir d'investigation permanent et pourront se faire assister d'un Cabinet d'expertise à tout moment. Les frais des audits raisonnablement engagés et sur présentation des justificatifs correspondants seront supportés par la Société dans les modalités validées préalablement par le Conseil d'administration.

11.2.6 - Le Conseil d'Administration doit avoir été préalablement consulté et avoir autorisé les Conventions Réglementées dans les conditions prévues à l'article 11.2.4 des présents statuts.

Toutes les Conventions Réglementées sont communiquées au Commissaire aux Comptes. Le Commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur ces Conventions Réglementées. Les Associés statuent sur ce rapport dans les conditions prévues à l'article 16.2 des présents statuts.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

11.2.7 - Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, aux membres du Conseil d'Administration.

### **11.3 - Délibérations du Conseil - Procès-verbaux**

11.3.1 - Le Président est chargé d'organiser et de diriger les débats et travaux du Conseil d'Administration auxquels il assiste et participe de plein droit, sans droit de vote. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

11.3.2 - Les membres sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par le Président de la Société qui fixe l'ordre du jour, par tous moyens (y compris par courrier électronique) permettant de s'assurer de la réception et de la prise de connaissance effective de ladite convocation par son destinataire, au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion à moins que tous les administrateurs n'y renoncent expressément par tous moyens écrits (y compris par courrier électronique) ou soient tous présents ou représentés. Les pièces nécessaires à l'examen de l'ordre du jour doivent être transmises également avec l'ordre du jour ou être accessibles au même moment que la convocation. Le Conseil d'Administration est tenu de se réunir au moins quatre (4) fois par an et aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Une séance extraordinaire doit être convoquée par le Président dès lors que trois (3) administrateurs lui en font la demande.

Si à l'expiration d'un délai de huit (8) jours à compter de la demande ou de la survenance de la difficulté, le Conseil d'Administration n'a pas été convoqué par le Président, la convocation du Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé peut être directement effectuée par tout administrateur.

11.3.3 - Les réunions du Conseil d'Administration peuvent se tenir par tous moyens (y compris par voie téléphonique ou électronique lorsque les sujets le permettent) et en tout lieu ; étant précisé que les membres du Conseil d'Administration participant aux réunions par voie de conférence téléphonique ou de visioconférence sont alors réputés présents auxdites réunions et sont pris en compte pour le calcul du quorum

et de la majorité des membres qui participent à la réunion du Conseil d'Administration.

Sans préjudice du droit pour les administrateurs de se faire représenter par leurs administrateurs suppléants conformément à l'article 11.1, chaque membre du Conseil d'Administration, à défaut d'assister personnellement à la réunion du Conseil d'Administration, peut se faire représenter par un mandataire : autre membre du Conseil d'Administration. Le mandataire ne peut en aucun cas subdéléguer les pouvoirs de représentation qu'il a reçu de son mandant ni se substituer une autre personne en vue de représenter son mandant. Tout mandat doit être écrit et signé par le mandant ou un représentant dûment habilité de ce dernier. Il ne peut valoir que pour une seule réunion du Conseil d'Administration.

11.3.4 - Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres participant à la séance du Conseil d'Administration.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social. Le Président veille à l'établissement du procès-verbal de chaque séance et le fait approuver à la séance suivante.

11.3.5 - Le Président de la Société n'assiste pas aux débats du Conseil d'Administration concernant sa situation personnelle.

11.3.6 - En cas d'absence du Président pour quelque raison que ce soit, les membres du Conseil d'Administration désignent parmi eux, dans les conditions de majorité indiquées à l'article 11.2.2 ci-dessus, en début de séance et pour la seule réunion concernée, un président de séance chargé d'organiser et de diriger les débats et travaux du Conseil d'Administration.

11.3.7 - Le Président, le président de séance ou les auteurs de la convocation peuvent convier aux réunions du Conseil d'Administration des personnes extérieures à ce Conseil, ces dernières ne prenant pas part au vote. Ces personnes assistent aux Conseils d'Administration, selon les besoins en fonction des points inscrits à l'ordre du jour.

11.3.8 - Le Conseil d'Administration peut nommer à sa convenance dans les conditions visées à l'article 11.2.4 et pour une durée qu'il détermine un à cinq observateurs au Conseil d'Administration sans voix délibérative.

11.3.9 - Le Président devra prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir le respect par les personnes extérieures visées aux paragraphes 11.3.7 et 11.3.8 de la confidentialité des informations échangées au cours des réunions du Conseil d'Administration.

## **Article 12 - Comité d'Investissement**

Un comité d'investissement sera créé conformément aux modalités prévues à l'article 11.2.4 des présents statuts pour l'instruction de toute décision d'Investissement et de Désinvestissement (le « **Comité d'Investissement** »).

**L'assemblée générale du 21 juin 2016 a décidé de modifier le deuxième paragraphe de l'article 12 de la manière suivante :**

Il sera composé **de 5 à 15** membres nommés intuitu personae par le Conseil d'Administration et choisis parmi des experts disposant de qualifications en relation avec le plan stratégique de la Société. Au moins un tiers (1/3) de ces experts doit être issu d'entreprises publiques ou privées. (hors Bpifrance). En sus, un à deux membres sont des représentants de Bpifrance qui ne pourront être ni défrayés ni rémunérés par la Société dans le cadre de ce mandat. **La participation d'au moins 4 (quatre) membres est requise pour que le comité d'investissement puisse délibérer et émettre ses avis.**

Avant toute prise de décision d'Investissement ou de Désinvestissement, le Conseil d'Administration devra recueillir l'avis du Comité d'Investissement. Cet avis est donné à titre consultatif et ne lie pas le Conseil d'Administration.

Lorsque le Comité d'Investissement se prononce sur un Investissement, il s'assure de sa cohérence avec les moyens et les compétences internes dont dispose la Société pour suivre cet Investissement.

Chaque membre du Comité d'Investissement détient un droit de vote dans le cadre du fonctionnement du Comité d'Investissement pour délivrer ses avis. Tout avis de ce Comité d'Investissement est pris à la majorité simple des suffrages exprimés.

### **Article 13 - Commissaire aux Comptes**

Le contrôle de la Société est exercé par un (1) Commissaire aux Comptes titulaire nommé par la collectivité des associés pour six (6) exercices dans les conditions prévues à l'article 16.2 des présents statuts.

Un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, démission, décès ou relèvement, est nommé en même temps et dans les mêmes conditions que le Commissaire aux Comptes titulaire et pour la même durée.

Le Commissaire aux Comptes a pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de veiller au respect des normes comptables et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte au Conseil d'Administration et à la collectivité des Associés.

### **Article 14 : Représentation du CSE auprès des organes sociaux de la société :**

Conformément aux articles L. 2312-72 et suivants du code du travail, le comité social et économique des entreprises de 50 salariés et plus est représenté au conseil d'administration.

Les membres du comité social et économique, désignés par le comité, assistent avec voix consultatives à toutes les séances du conseil d'administration. Ces derniers ont droit aux mêmes documents que ceux adressés ou remis aux membres de cette instance à l'occasion de leurs réunions. Ils peuvent soumettre les vœux du comité social et économique au conseil d'administration, lequel donne un avis motivé sur ces vœux.

Les membres du comité social et économique, désignés par le comité, peuvent assister aux assemblées générales. Ils sont entendus, à leur demande, lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés.

Indépendamment du droit de désigner également des représentants aux assemblées générales, le comité social et économique dispose d'autres prérogatives dans le cadre des assemblées générales de la société. Selon l'article L. 2312-77 du code du travail, il peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des actionnaires en cas d'urgence. L'ordonnance fixe l'ordre du jour. Il peut également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées. Ces demandes d'inscription, accompagnées du texte des projets de résolutions, doivent être adressées au Président par tous moyens écrits, dans les délais prévus par l'article R. 2312-32 du code du travail. Le Président accuse réception de ces demandes dans les cinq (5) jours de leur réception par lettre recommandée ou par voie électronique dans les conditions définies à l'article R. 225-63 du code de commerce.

## **Titre IV - Décisions des associés**

### **15 - Stipulations générales**

Les Associés ont seule compétence pour délibérer et statuer sur les décisions ci-dessous limitativement énumérées.

Lorsque ces décisions sont prises en assemblée, elles le sont dans les conditions de majorité visées à l'article 16 ci-dessous.

Les assemblées générales peuvent se tenir par conférence téléphonique ou visioconférence étant précisé que

les associés participant aux assemblées générales par voie de conférence téléphonique ou de visioconférence sont alors réputés présents auxdites assemblées générales et sont pris en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

## **16 - Décisions relevant d'une décision collective des associés et majorités**

Le *quorum* imposé en toutes circonstances est constitué par la participation (par présence ou représentation) de l'Associé B.

**16.1** - Les décisions collectives suivantes sont adoptées à l'unanimité des associés :

- les décisions requérant l'unanimité en vertu de la loi,
- la transformation de la Société en une autre forme,
- la dissolution ou la liquidation de la Société,
- la prorogation de la Société,
- toute augmentation des engagements des Associés.

**16.2** - Les décisions collectives suivantes sont adoptées par la collectivité des Associés statuant à la majorité des trois-quarts des voix dont disposent les Associés présents ou représentés :

- augmentation, réduction et amortissement du capital,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- nomination des Commissaires aux Comptes titulaire ou suppléant,
- approbation des comptes annuels,
- approbation des Conventions Réglementées,
- toute modification statutaire,
- affectation des résultats annuels et distribution de réserves ou toute autre distribution,
- annulation des Titres cédés rachetés par la Société suite à un refus d'agrément,
- toutes autres décisions qui, en vertu des dispositions du Code de commerce ou des présents statuts, relèvent de la compétence de la collectivité des associés dans les sociétés par actions simplifiées (et dont la compétence n'est pas dévolue par les présents statuts à un autre organe social ou à une règle de majorité différente).

Toute autre décision relève de la compétence du Président, sous réserve des compétences du Conseil d'Administration prévues dans les présents statuts.

## **17 - Modalités de prise de décisions collectives**

Les décisions collectives sont prises (i) soit en Assemblée générale dans les conditions de l'article 17.1, (ii) soit par acte sous seing privé dans les conditions de l'article 17.2.

### **17.1 - Assemblée générale des Associés**

17.1.1 - L'Assemblée générale est convoquée, soit par le Président sur demande du Conseil d'Administration, soit à la demande d'un ou plusieurs Associés réunissant 26 % au moins du capital.

Elle peut également être convoquée par le Commissaire aux Comptes.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée générale est convoquée par le ou les liquidateurs.

La convocation des Associés en Assemblée générale précise le lieu, la date et l'heure de la tenue de l'assemblée, ainsi que l'ordre du jour et les projets de résolution.

L'Assemblée générale est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze (15) jours avant la date de l'Assemblée, soit par lettre recommandée avec avis de réception adressée à chaque associé, soit par télécopie ou courrier électronique sous réserve qu'il soit donné une confirmation écrite de la réception de la convocation par le destinataire.



Le Commissaire aux Comptes de la Société est convoqué aux assemblées générales par lettre recommandée avec accusé de réception.

17.1.2 - L'ordre du jour de l'Assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs Associés, représentant au moins 26 % du capital social, ou tout administrateur, agissant dans le délai de sept (7) jours suivant la convocation, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tout moyen de communication visés ci-dessus.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

17.1.3 - Tout Associé a le droit de participer aux Assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom et ont été libérés des versements exigibles.

Chaque Associé, à défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, peut se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Le mandataire ne peut en aucun cas subdéléguer les pouvoirs de représentation qu'il a reçu de son mandant ni se substituer une autre personne en vue de représenter son mandant. Tout mandat doit être écrit et signé par l'Associé mandant ou un représentant dûment habilité de ce dernier. Il ne peut valoir que pour une seule Assemblée.

17.1.4 - Une feuille de présence est émarginée par les Associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

L'Assemblée est présidée par le plus âgé des Associés (ou son représentant) présents.

Il désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors des membres de l'Assemblée.

## **17.2 - Actes sous seing privé**

Les décisions collectives peuvent encore résulter du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte sous seing privé signé par tous les associés ou leurs mandataires.

## **17.3 - Procès-verbaux**

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotées. Ces feuilles ou registre sont tenus au siège de la Société. Ils sont signés par le Président ou, le cas échéant, le président de séance.

Les procès-verbaux indiquent le mode de délibération, la date de délibération, les Associés présents, représentés ou absents et toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution, le sens du vote des Associés (adoption, abstention ou rejet).

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

## **Article 18 - Droit d'information et de communication des associés**

Les Associés ont un droit général d'information sur la marche des affaires sociales et le droit d'obtenir, avant toute consultation, les documents nécessaires pour leur permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

Les Associés, le cas échéant avec l'assistance du Comité d'audit, ont le droit d'obtenir les documents nécessaires pour leur permettre de remplir leurs obligations d'information au titre des Conventions, dans les délais fixés par lesdites Conventions.

## **Titre V - Comptes sociaux - Affectation et répartition des bénéfices**

### **Article 19 - Inventaire - Comptes annuels**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

Il sera entre outre tenu une comptabilité analytique. Il devra être opéré au sein de la comptabilité de la Société une distinction entre (i) ses activités relevant des Investissements réalisés pour les besoins des projets de maturation et (ii) celles relevant des Prestations ou de toute autre activité économique qu'elle serait susceptible d'exercer.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux articles L.123-12 et suivants du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

### **Article 20 - Affectation et répartition des bénéfices**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des Associés détermine la part attribuée aux Associés sous forme de dividendes, pour la réalisation de leurs missions statutaires et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux Associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital.

La collectivité des Associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

La réserve légale doit être servie avant toute répartition, jusqu'au plafond fixé par la loi.

Ce bénéfice est réparti entre tous les Associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

## **Article 21 - Mise en paiement des dividendes**

La collectivité des Associés statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque Associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la collectivité des Associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des Associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits

## **Titre VI - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital - Transformation - Dissolution - Liquidation**

### **Article 22 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les Associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des Associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les Associés n'ont pu délibérer valablement. Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

### **Article 23 - Transformation**

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les Associés, aux conditions de *quorum* et de majorité ci-avant fixées sur le rapport du Commissaire aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

#### **Article 24 – Fusion - scission**

La collectivité des Associés peut décider de la fusion de la Société, soit par absorption de celle-ci par une autre Société, soit par absorption d'une autre Société, soit par création d'une Société nouvelle.

Elle peut également décider de la scission de la Société au profit de sociétés existantes, par création de sociétés nouvelles.

#### **Article 25 - Dissolution – Liquidation**

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision collective des Associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par décision collective des Associés.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

La collectivité des Associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant nominal des actions et, le cas échéant, du solde des avances en compte courant, le produit net de la liquidation est réparti entre les Associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

En cas de liquidation amiable ou judiciaire de la Société, les Associés conviennent en effet de procéder à une répartition particulière de la contrepartie globale résultant pour eux d'une telle opération.

### **Titre VII - Contestations**

#### **Article 26 - Contestations**

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le Président et la Société, soit entre les Associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales sera de la compétence exclusive des tribunaux compétents du ressort du siège social de la Société.

### **Titre VIII – Constitution de la Société**

#### **Article 27 - Publicité - Pouvoirs**

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président qui est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.



# Comptes annuels 2019

Période du 01/01/2019 au 31/12/2019

**CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS**

28 place Henri Dunant  
63001 Clermont-Ferrand  
0473601830

# Bilan Actif

Période du 01/01/19 au 31/12/19

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES  | BRUT              | Amortissements   | Net (N)<br>31/12/2019 | Net (N-1)<br>31/12/2018 |
|--|-------------------|------------------|-----------------------|-------------------------|
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ                                |                   |                  |                       |                         |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                              |                   |                  |                       |                         |
| Frais d'établissement                                      |                   |                  |                       |                         |
| Frais de développement                                     |                   |                  |                       |                         |
| Concession, brevets et droits similaires                   | 41 711            | 41 711           |                       |                         |
| Fonds commercial   |                   |                  |                       |                         |
| Autres immobilisations incorporelles                       | 1 158 124         | 264 410          | 893 714               | 966 791                 |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles      |                   |                  |                       |                         |
| <b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>               | <b>1 199 835</b>  | <b>306 121</b>   | <b>893 714</b>        | <b>966 791</b>          |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES                                |                   |                  |                       |                         |
| Terrains   |                   |                  |                       |                         |
| Constructions  |                   |                  |                       |                         |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | 154 664           | 152 416          | 2 248                 | 16 582                  |
| Autres immobilisations corporelles                         | 239 850           | 220 669          | 19 181                | 24 226                  |
| Immobilisations en cours                                   | 250 280           |                  | 250 280               | 177 018                 |
| Avances et acomptes  |                   |                  |                       |                         |
| <b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>                 | <b>644 794</b>    | <b>373 085</b>   | <b>271 709</b>        | <b>217 826</b>          |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES                                |                   |                  |                       |                         |
| Participations évaluées par mise en équivalence            |                   |                  |                       |                         |
| Autres participations                                      |                   |                  |                       |                         |
| Créances rattachées à des participations                   |                   |                  |                       |                         |
| Autres titres immobilisés                                  |                   |                  |                       |                         |
| Prêts  |                   |                  |                       |                         |
| Autres immobilisations financières                         | 1 800             |                  | 1 800                 | 5 035                   |
| <b>TOTAL immobilisations financières :</b>                 | <b>1 800</b>      |                  | <b>1 800</b>          | <b>5 035</b>            |
| <b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>                                    | <b>1 846 429</b>  | <b>679 206</b>   | <b>1 167 223</b>      | <b>1 189 652</b>        |
| STOCKS ET EN-COURS   |                   |                  |                       |                         |
| Matières premières et approvisionnement                    |                   |                  |                       |                         |
| Stocks d'en-cours de production de biens                   |                   |                  |                       |                         |
| Stocks d'en-cours production de services                   | 5 985 104         | 5 122 384        | 862 720               | 3 288 870               |
| Stocks produits intermédiaires et finis                    |                   |                  |                       |                         |
| Stocks de marchandises                                     |                   |                  |                       |                         |
| <b>TOTAL stocks et en-cours :</b>                          | <b>5 985 104</b>  | <b>5 122 384</b> | <b>862 720</b>        | <b>3 288 870</b>        |
| CRÉANCES   |                   |                  |                       |                         |
| Avances, acomptes versés sur commandes                     |                   |                  |                       |                         |
| Créances clients et comptes rattachés                      | 252 984           | 112 909          | 140 075               | 289 552                 |
| Autres créances  | 3 663 382         |                  | 3 663 382             | 3 194 561               |
| Capital souscrit et appelé, non versé                      |                   |                  |                       |                         |
| <b>TOTAL créances :</b>                                    | <b>3 916 366</b>  | <b>112 909</b>   | <b>3 803 457</b>      | <b>3 484 113</b>        |
| DISPONIBILITÉS ET DIVERS                                   |                   |                  |                       |                         |
| Valeurs mobilières de placement                            |                   |                  |                       |                         |
| Disponibilités   | 2 662 242         |                  | 2 662 242             | 4 762 812               |
| Charges constatées d'avance                                | 5 070             |                  | 5 070                 | 31 751                  |
| <b>TOTAL disponibilités et divers :</b>                    | <b>2 667 312</b>  |                  | <b>2 667 312</b>      | <b>4 794 563</b>        |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                                     | <b>12 568 783</b> | <b>5 235 293</b> | <b>7 333 489</b>      | <b>11 567 546</b>       |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler                       |                   |                  |                       |                         |
| Primes remboursement des obligations                       |                   |                  |                       |                         |
| Écarts de conversion actif                                 |                   |                  |                       |                         |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                       | <b>14 415 211</b> | <b>5 914 499</b> | <b>8 500 712</b>      | <b>12 757 198</b>       |

# Bilan Passif

Période du 01/01/19 au 31/12/19

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES  | Net (N)<br>31/12/2019 | Net (N-1)<br>31/12/2018 |
|--|-----------------------|-------------------------|
| <b>SITUATION NETTE</b>                                 |                       |                         |
| Capital social ou individuel dont versé                | 1 000 000             | 1 000 000               |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...            |                       |                         |
| Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence        |                       |                         |
| Réserve légale   |                       |                         |
| Réserves statutaires ou contractuelles                 |                       |                         |
| Réserves réglementées                                  |                       |                         |
| Autres réserves  |                       |                         |
| Report à nouveau                                       | (1 340 443)           | (3 019 337)             |
| <b>Résultat de l'exercice</b>                          | 1 261 974             | 1 678 894               |
| <b>TOTAL situation nette :</b>                         | <b>921 531</b>        | <b>(340 443)</b>        |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                           |                       |                         |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES                                |                       |                         |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                | <b>921 531</b>        | <b>(340 443)</b>        |
| Produits des émissions de titres participatifs         |                       |                         |
| Avances conditionnées                                  |                       |                         |
| <b>AUTRES FONDS PROPRES</b>                            |                       |                         |
| Provisions pour risques                                |                       | 16 500                  |
| Provisions pour charges                                | 248 000               | 23 000                  |
| <b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>              | <b>248 000</b>        | <b>39 500</b>           |
| <b>DETTES FINANCIÈRES</b>                              |                       |                         |
| Emprunts obligataires convertibles                     |                       |                         |
| Autres emprunts obligataires                           |                       |                         |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit |                       |                         |
| Emprunts et dettes financières divers                  | 6 654 000             | 12 254 000              |
| <b>TOTAL dettes financières :</b>                      | <b>6 654 000</b>      | <b>12 254 000</b>       |
| AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS       |                       |                         |
| <b>DETTES DIVERSES</b>                                 |                       |                         |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés               | 451 374               | 597 176                 |
| Dettes fiscales et sociales                            | 221 958               | 206 965                 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés        |                       |                         |
| Autres dettes  | 3 849                 |                         |
| <b>TOTAL dettes diverses :</b>                         | <b>677 181</b>        | <b>804 141</b>          |
| PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE                            |                       |                         |
| <b>DETTES</b>  | <b>7 331 181</b>      | <b>13 058 141</b>       |
| Ecarts de conversion passif                            |                       |                         |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                   | <b>8 500 712</b>      | <b>12 757 198</b>       |

# Compte de Résultat (Première Partie)

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES   | France         | Export | Net (N)<br>31/12/2019 | Net (N-1)<br>31/12/2018 |
|---|----------------|--------|-----------------------|-------------------------|
| Ventes de marchandises  |                |        |                       |                         |
| Production vendue de biens                                      |                |        |                       |                         |
| Production vendue de services                                   | 168 801        |        | 168 801               | 398 312                 |
| <b>Chiffres d'affaires nets</b>                                 | <b>168 801</b> |        | <b>168 801</b>        | <b>398 312</b>          |
|   |                |        | (215 463)             | (573 604)               |
| Production stockée  |                |        |                       | 662 374                 |
| Production immobilisée  |                |        | 120 000               |                         |
| Subventions d'exploitation                                      |                |        | 1 191 365             | 1 529 728               |
| Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges |                |        | 61 260                | 193 639                 |
| Autres produits   |                |        |                       |                         |
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>                                  |                |        | <b>1 325 963</b>      | <b>2 210 450</b>        |
| <b>CHARGES EXTERNES</b>   |                |        |                       |                         |
| Achats de marchandises [et droits de douane]                    |                |        | 124                   | 578                     |
| Variation de stock de marchandises                              |                |        |                       |                         |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements       |                |        |                       |                         |
| Variation de stock [matières premières et approvisionnements]   |                |        |                       |                         |
| Autres achats et charges externes                               |                |        | 1 004 773             | 1 822 223               |
| <b>TOTAL charges externes :</b>                                 |                |        | <b>1 004 897</b>      | <b>1 822 801</b>        |
| <b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS</b>                    |                |        | 61 985                | 163 597                 |
| <b>CHARGES DE PERSONNEL</b>                                     |                |        |                       |                         |
| Salaires et traitements   |                |        | 874 910               | 1 190 775               |
| Charges sociales  |                |        | 374 893               | 543 529                 |
| <b>TOTAL charges de personnel :</b>                             |                |        | <b>1 249 803</b>      | <b>1 734 304</b>        |
| <b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>                                 |                |        |                       |                         |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations                |                |        | 179 057               | 161 632                 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations                    |                |        |                       | 75 000                  |
| Dotations aux provisions sur actif circulant                    |                |        | 3 215 306             | 2 250 094               |
| Dotations aux provisions pour risques et charges                |                |        |                       |                         |
| <b>TOTAL dotations d'exploitation :</b>                         |                |        | <b>3 394 363</b>      | <b>2 486 726</b>        |
| <b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</b>                            |                |        | 2 828                 | 6 901                   |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>                                   |                |        | <b>5 713 875</b>      | <b>6 214 329</b>        |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>                                  |                |        | <b>(4 387 912)</b>    | <b>(4 003 878)</b>      |



# Compte de Résultat (Seconde Partie)

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES  | Net (N)<br>31/12/2019 | Net (N-1)<br>31/12/2018 |
|--|-----------------------|-------------------------|
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>   | <b>(4 387 912)</b>    | <b>(4 003 878)</b>      |
| Bénéfice attribué ou perte transférée<br>Perte supportée ou bénéfice transféré |                       |                         |
| <b>PRODUITS FINANCIERS</b>   |                       |                         |
| Produits financiers de participation   |                       |                         |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé       |                       |                         |
| Autres intérêts et produits assimilés  | 5 600 000             | 5 037 946               |
| Reprises sur provisions et transferts de charges                               |                       |                         |
| Différences positives de change  |                       | 842                     |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement                  |                       |                         |
|  | <b>5 600 000</b>      | <b>5 038 788</b>        |
| <b>CHARGES FINANCIÈRES</b>   |                       |                         |
| Dotations financières aux amortissements et provisions                         |                       |                         |
| Intérêts et charges assimilées   | 34                    | 6 003                   |
| Différences négatives de change  | 93                    | 67                      |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement                 |                       |                         |
|  | <b>127</b>            | <b>6 070</b>            |
| <b>RÉSULTAT FINANCIER</b>  | <b>5 599 873</b>      | <b>5 032 717</b>        |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>   | <b>1 211 960</b>      | <b>1 028 839</b>        |
| <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>  |                       |                         |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion                               | 5 829                 | 5 280                   |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital                               | 160                   |                         |
| Reprises sur provisions et transferts de charges                               | 16 500                |                         |
|  | <b>22 489</b>         | <b>5 280</b>            |
| <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>   |                       |                         |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion                              | 28                    | 2 213                   |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital                              |                       |                         |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions                     | 321 594               |                         |
|  | <b>321 622</b>        | <b>2 213</b>            |
| <b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>   | <b>(299 133)</b>      | <b>3 067</b>            |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise                       |                       |                         |
| Impôts sur les bénéfices   | (349 147)             | (646 988)               |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>  | <b>6 948 452</b>      | <b>7 254 518</b>        |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>   | <b>5 686 477</b>      | <b>5 575 624</b>        |
| <b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>   | <b>1 261 974</b>      | <b>1 678 894</b>        |

# Immobilisations

Période du 01/01/19 au 31/12/19

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES  | Valeur brute début exercice | Augmentations par réévaluation | Acquisitions apports, création virements |
|--|-----------------------------|--------------------------------|--|
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>             |                             |                                |  |
| Frais d'établissement et de développement        |                             |                                |  |
| Autres immobilisations incorporelles             | 1 365 515                   |                                |  |
| <b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>     | <b>1 365 515</b>            |                                |  |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>               |                             |                                |  |
| Terrains   |                             |                                |  |
| Constructions sur sol propre                     |                             |                                |  |
| Constructions sur sol d'autrui                   |                             |                                |  |
| Constructions installations générales            |                             |                                |  |
| Installations techniques et outillage industriel | 154 664                     |                                |  |
| Installations générales, agencements et divers   | 9 328                       |                                |  |
| Matériel de transport                            |                             |                                |  |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier     | 220 327                     |                                | 10 195                                   |
| Emballages récupérables et divers                |                             |                                |  |
| Immobilisations corporelles en cours             | 177 018                     |                                | 73 262                                   |
| Avances et acomptes                              |                             |                                |  |
| <b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>       | <b>561 338</b>              |                                | <b>83 457</b>                            |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>               |                             |                                |  |
| Participations évaluées par mises en équivalence |                             |                                |  |
| Autres participations                            |                             |                                |  |
| Autres titres immobilisés                        |                             |                                |  |
| Prêts et autres immobilisations financières      | 5 035                       |                                | 100                                      |
| <b>TOTAL immobilisations financières :</b>       | <b>5 035</b>                |                                | <b>100</b>                               |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                             | <b>1 931 888</b>            |                                | <b>83 557</b>                            |

| RUBRIQUES                                     | Diminutions par virement | Diminutions par cessions mises hors service | Valeur brute fin d'exercice | Réévaluations légales |
|---|--------------------------|---|-----------------------------|-----------------------|
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>          |                          |   |                             |                       |
| Frais d'étab. et de développement             |                          |   |                             |                       |
| Autres immobilisations incorporelles          |                          | 165 680                                     | 1 199 835                   |                       |
| <b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>  |                          | <b>165 680</b>                              | <b>1 199 835</b>            |                       |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>            |                          |   |                             |                       |
| Terrains                                      |                          |   |                             |                       |
| Constructions sur sol propre                  |                          |   |                             |                       |
| Constructions sur sol d'autrui                |                          |   |                             |                       |
| Constructions installations générales         |                          |   |                             |                       |
| Install. techn., matériel et out. industriels |                          |   | 154 664                     |                       |
| Inst. générales, agencements et divers        |                          |   | 9 328                       |                       |
| Matériel de transport                         |                          |   |                             |                       |
| Mat. de bureau, informatique et mobil.        |                          |   | 230 522                     |                       |
| Emballages récupérables et divers             |                          |   |                             |                       |
| Immobilisations corporelles en cours          |                          |   | 250 280                     |                       |
| Avances et acomptes                           |                          |   |                             |                       |
| <b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>    |                          |   | <b>644 794</b>              |                       |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>            |                          |   |                             |                       |
| Participations mises en équivalence           |                          |   |                             |                       |
| Autres participations                         |                          |   |                             |                       |
| Autres titres immobilisés                     |                          |   |                             |                       |
| Prêts et autres immo. financières             |                          | 3 335                                       | 1 800                       |                       |
| <b>TOTAL immobilisations financières :</b>    |                          | <b>3 335</b>                                | <b>1 800</b>                |                       |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                          |                          | <b>169 015</b>                              | <b>1 846 429</b>            |                       |

# Amortissements

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE       |                        |                         |                      |                      |
|--|------------------------|-------------------------|----------------------|----------------------|
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES                | Montant début exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin exercice |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                |                        |                         |                      |                      |
| Frais d'étab. et de développement.           |                        |                         |                      |                      |
| Autres immobilisations incorporelles         | 200 724                | 246 077                 | 165 680              | 281 121              |
| <b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b> | <b>200 724</b>         | <b>246 077</b>          | <b>165 680</b>       | <b>281 121</b>       |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES                  |                        |                         |                      |                      |
| Terrains                                     |                        |                         |                      |                      |
| Constructions sur sol propre                 |                        |                         |                      |                      |
| Constructions sur sol d'autrui               |                        |                         |                      |                      |
| Constructions installations générales        |                        |                         |                      |                      |
| Installations techn. et outillage industriel | 138 082                | 14 334                  |                      | 152 416              |
| Inst. générales, agencements et divers       | 6 213                  | 405                     |                      | 6 617                |
| Matériel de transport                        |                        |                         |                      |                      |
| Mat. de bureau, informatique et mobil.       | 199 217                | 14 835                  |                      | 214 052              |
| Emballages récupérables et divers            |                        |                         |                      |                      |
| <b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>   | <b>343 512</b>         | <b>29 573</b>           |                      | <b>373 085</b>       |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                         | <b>544 236</b>         | <b>275 651</b>          | <b>165 680</b>       | <b>654 206</b>       |

| VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE |                          |                           |                              |
|---|--------------------------|---------------------------|------------------------------|
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES                               | Amortissements linéaires | Amortissements dégressifs | Amortissements exceptionnels |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                               |                          |                           |                              |
| Frais d'établissement et de développement                   |                          |                           |                              |
| Autres immobilisations incorporelles                        | 149 483                  |                           | 96 594                       |
| <b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>                | <b>149 483</b>           |                           | <b>96 594</b>                |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES                                 |                          |                           |                              |
| Terrains  |                          |                           |                              |
| Constructions sur sol propre                                |                          |                           |                              |
| Constructions sur sol d'autrui                              |                          |                           |                              |
| Constructions installations générales                       |                          |                           |                              |
| Installations techniques et outillage industriel            | 14 334                   |                           |                              |
| Installations générales, agencements et divers              | 405                      |                           |                              |
| Matériel de transport                                       |                          |                           |                              |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier                | 14 835                   |                           |                              |
| Emballages récupérables et divers                           |                          |                           |                              |
| <b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>                  | <b>29 573</b>            |                           |                              |
| Frais d'acquisition de titres de participations             |                          |                           |                              |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>  | <b>179 057</b>           |                           | <b>96 594</b>                |

# Provisions Inscrites au Bilan

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES  | Montant début exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin exercice |
|--|------------------------|-------------------------|----------------------|----------------------|
| Prov. pour reconstitution des gisements<br>Provisions pour investissement<br>Provisions pour hausse des prix<br>Amortissements dérogatoires<br>Dont majorations exceptionnelles de 30%<br>Provisions pour prêts d'installation<br>Autres provisions réglementées |                        |                         |                      |                      |
| <b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>   |                        |                         |                      |                      |

|   |               |                |               |                |
|---|---------------|----------------|---------------|----------------|
| Provisions pour litiges<br>Prov. pour garant. données aux clients<br>Prov. pour pertes sur marchés à terme<br>Provisions pour amendes et pénalités<br>Provisions pour pertes de change<br>Prov. pour pensions et obligat. simil.<br>Provisions pour impôts<br>Prov. pour renouvellement des immo.<br>Provisions pour gros entretien et grandes révisions<br>Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer<br>Autres prov. pour risques et charges | 16 500        |                | 16 500        |                |
|   | 23 000        | 225 000        |               | 248 000        |
| <b>PROV. POUR RISQUES ET CHARGES</b>  | <b>39 500</b> | <b>225 000</b> | <b>16 500</b> | <b>248 000</b> |

|   |                  |                  |                  |                  |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Prov. sur immobilisations incorporelles<br>Prov. sur immobilisations corporelles<br>Prov. sur immo. titres mis en équival.<br>Prov. sur immo. titres de participation<br>Prov. sur autres immo. financières<br>Provisions sur stocks et en cours<br>Provisions sur comptes clients<br>Autres provisions pour dépréciation | 198 000          |                  | 173 000          | 25 000           |
|   | 2 911 697        | 3 159 677        | 948 990          | 5 122 384        |
|   | 126 580          | 55 629           | 69 300           | 112 909          |
| <b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>   | <b>3 236 277</b> | <b>3 215 306</b> | <b>1 191 290</b> | <b>5 260 293</b> |

|                      |                  |                  |                  |                  |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b> | <b>3 275 777</b> | <b>3 440 306</b> | <b>1 207 790</b> | <b>5 508 293</b> |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|

# État des Échéances des Créances et Dettes

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| ÉTAT DES CRÉANCES  | Montant brut     | A 1 an au plus   | A plus d'1 an    |
|--|------------------|------------------|------------------|
| <b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>                             |                  |                  |                  |
| Créances rattachées à des participations                 |                  |                  |                  |
| Prêts  |                  |                  |                  |
| Autres immobilisations financières                       | 1 800            | 1 700            | 100              |
| <b>TOTAL de l'actif immobilisé :</b>                     | <b>1 800</b>     | <b>1 700</b>     | <b>100</b>       |
| <b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>                              |                  |                  |                  |
| Clients douteux ou litigieux                             |                  |                  |                  |
| Autres créances clients                                  | 252 984          | 252 984          |                  |
| Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie |                  |                  |                  |
| Personnel et comptes rattachés                           | 1 500            | 1 500            |                  |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux            | 7 786            | 7 786            |                  |
| État - Impôts sur les bénéfiques                         | 3 399 561        | 1 341 122        | 2 058 439        |
| État - Taxe sur la valeur ajoutée                        | 249 026          | 249 026          |                  |
| État - Autres impôts, taxes et versements assimilés      |                  |                  |                  |
| État - Divers  |                  |                  |                  |
| Groupe et associés                                       |                  |                  |                  |
| Débiteurs divers   | 5 509            | 5 509            |                  |
| <b>TOTAL de l'actif circulant :</b>                      | <b>3 916 366</b> | <b>1 857 927</b> | <b>2 058 439</b> |
| <b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>                       | 5 070            | 5 070            |                  |

|                      |                  |                  |                  |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b> | <b>3 923 236</b> | <b>1 864 697</b> | <b>2 058 539</b> |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|

| ÉTAT DES DETTES                        | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an et 5 ans au plus | A plus de 5 ans |
|--|--------------|----------------|--------------------------------|-----------------|
| Emprunts obligataires convertibles     |              |                |                                |                 |
| Autres emprunts obligataires           |              |                |                                |                 |
| Auprès des établissements de crédit :  |              |                |                                |                 |
| - à 1 an maximum à l'origine           |              |                |                                |                 |
| - à plus d' 1 an à l'origine           |              |                |                                |                 |
| Emprunts et dettes financières divers  |              |                |                                |                 |
| Fournisseurs et comptes rattachés      | 451 374      | 451 374        |                                |                 |
| Personnel et comptes rattachés         | 74 344       | 74 344         |                                |                 |
| Sécurité sociale et autres organismes  | 139 932      | 139 932        |                                |                 |
| Impôts sur les bénéfiques              |              |                |                                |                 |
| Taxe sur la valeur ajoutée             |              |                |                                |                 |
| Obligations cautionnées                |              |                |                                |                 |
| Autres impôts, taxes et assimilés      | 7 682        | 7 682          |                                |                 |
| Dettes sur immo. et comptes rattachés  |              |                |                                |                 |
| Groupe et associés                     | 6 654 000    |                | 6 654 000                      |                 |
| Autres dettes                          | 3 849        | 3 849          |                                |                 |
| Dette représentat. de titres empruntés |              |                |                                |                 |
| Produits constatés d'avance            |              |                |                                |                 |

|                      |                  |                |                  |
|----------------------|------------------|----------------|------------------|
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b> | <b>7 331 181</b> | <b>677 181</b> | <b>6 654 000</b> |
|----------------------|------------------|----------------|------------------|



# Eléments Relevant de Plusieurs Postes du Bilan

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| POSTES DU BILAN  | Montant concernant les entreprises |   | Montant des dettes ou créances représentées par effets de commerce |
|--|------------------------------------|---|--|
|  | Liées                              | Avec lesquelles la société à un lien de participation |  |
| Capital souscrit non appelé                            |                                    |   |  |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles  |                                    |   |  |
| Avances et acomptes sur immobilisations corporelles    |                                    |   |  |
| Participations   |                                    |   |  |
| Créances rattachées à des participations               |                                    |   |  |
| Prêts  |                                    |   |  |
| Autres titres immobilisés                              |                                    |   |  |
| Autres immobilisations financières                     | 100                                |   |  |
| Avances et acomptes versés sur commandes               |                                    |   |  |
| Créances clients et comptes rattachés                  |                                    |   |  |
| Autres créances  |                                    |   |  |
| Capital souscrit appelé, non versé                     |                                    |   |  |
| Valeurs mobilières de placement                        |                                    |   |  |
| Disponibilités   |                                    |   |  |
| Emprunts obligataires convertibles                     |                                    |   |  |
| Autres emprunts obligataires                           |                                    |   |  |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit |                                    |   |  |
| Emprunts et dettes financières divers                  |                                    | 6 654 000   |  |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours       |                                    |   |  |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés               | 130 001                            |   |  |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés        |                                    |   |  |
| Autres dettes  |                                    |   |  |

# Charges à Payer

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN  | Montant            |
|---|--------------------|
| Emprunts obligataires convertibles<br>Autres emprunts obligataires<br>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit<br>Emprunts et dettes financières divers<br>Dettes fournisseurs et comptes rattachés<br>Dettes fiscales et sociales<br>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés<br>Disponibilités, charges à payer<br>Autres dettes | 120 837<br>106 958 |
| <b>TOTAL</b>  | <b>227 795</b>     |

# Produits à Recevoir

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| <b>MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR<br/>INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN</b>  | <b>Montant</b> |
|--|----------------|
| <b>Immobilisations financières</b><br>Créances rattachées à des participations<br>Autres immobilisations financières<br><br><b>Créances</b><br>Créances clients et comptes rattachés<br>Personnel<br>Organismes sociaux<br>État<br>Divers, produits à recevoir<br>Autres créances<br><br><b>Valeurs Mobilières de Placement</b><br><br><b>Disponibilités</b> | 106            |
| <b>TOTAL</b>   | <b>106</b>     |

# Charges et Produits Constatés d'Avance

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES                          | Charges | Produits |
|------------------------------------|---------|----------|
| Charges ou produits d'exploitation | 5 070   |          |
| Charges ou produits financiers     |         |          |
| Charges ou produits exceptionnels  |         |          |

|              |              |  |
|--------------|--------------|--|
| <b>TOTAL</b> | <b>5 070</b> |  |
|--------------|--------------|--|

# Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES                               | Montant      | Taux d'amortissem. |
|---|--------------|--------------------|
| Charges différées                       |              |                    |
| Frais d'acquisition des immobilisations |              |                    |
| Frais d'émission des emprunts           |              |                    |
| Charges à étaler                        |              |                    |
|   | <b>TOTAL</b> |                    |



# Effectif Moyen

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| EFFECTIFS                         | Personnel<br>salarié | Personnel<br>mis à disposition<br>de l'entreprise |
|-----------------------------------|----------------------|---|
| Cadres                            | 12,3                 | 1,05  |
| Agents de maîtrise et techniciens | 4,04                 |   |
| Employés                          |                      |   |
| Ouvriers                          |                      |   |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>16,34</b>         | <b>1,05</b>                                       |

# Composition du Capital Social

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| CATEGORIES DE TITRES   | Nombre | Valeur nominale |
|--|--------|-----------------|
| 1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice | 1000   | 1000            |
| 2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice                        |        |                 |
| 3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice                   |        |                 |
| 4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice    | 1000   | 1000            |

# Frais d'Etablissement

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| ÉLÉMENTS                        | Valeurs nettes | Taux d'amortissem. |
|---------------------------------|----------------|--------------------|
| Frais de constitution           |                |                    |
| Frais de premier établissement  |                |                    |
| Frais d'augmentation de capital |                |                    |
| <b>TOTAL</b>                    |                |                    |

# Engagements Financiers

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION SAS

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

| ENGAGEMENTS DONNÉS  | Montant    |
|---|------------|
| Effets escomptés non échus                                  |            |
| Avals et cautions   |            |
| Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités |            |
| Autres engagements donnés :                                 | 10 550 000 |
| Retour à meilleure fortune suite abandon de créance 2018    | 4 950 000  |
| Retour à meilleure fortune suite abandon de créance 2019    | 5 600 000  |

|              |                   |
|--------------|-------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>10 550 000</b> |
|--------------|-------------------|

| ENGAGEMENTS RECUS              | Montant |
|--------------------------------|---------|
| Avals et cautions et garanties |         |
| Autres engagements reçus :     |         |

|              |  |
|--------------|--|
| <b>TOTAL</b> |  |
|--------------|--|

# CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

28 place Henri Dunant  
BP 38 UFR Médecine et Pharmacie  
63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

## EXCO Clermont-Ferrand

CLERMONT-FERRAND

9 avenue Léonard de Vinci - La Pardieu

63057 Clermont-Ferrand cedex 1

Tél : +33(0)4 73 29 42 50

Fax : +33(0)4 73 93 58 64

e-mail : [excoclermont@exco.fr](mailto:excoclermont@exco.fr)

VICHY

L'Atrium - 37 avenue de Gramont

03200 Vichy

Tél : +33(0)4 73 29 42 53

Fax : +33(0)4 73 93 58 64

e-mail : [cab.ab@exco.fr](mailto:cab.ab@exco.fr)



## **COMPTES ANNUELS du 01/01/2020 au 31/12/2020**

*- Rapport de présentation*

### **COMPTES ANNUELS**

*- Bilan actif-passif  
- Compte de résultat  
- Annexe*

### **ETATS DETAILLES**

*- Détail des comptes bilan actif passif  
- Détail Compte de résultat*

### **DOSSIER FISCAL**

*- Liasses 2050 à 2059-F  
- Liasse 2067  
- Liasse 2065  
- Annexes fiscales*

### **DOSSIER DE GESTION**

*- Soldes intermédiaires de gestion*

## RAPPORT DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

En notre qualité d'expert-comptable, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION  
28 place Henri Dunant  
BP 38 UFR Médecine et Pharmacie  
63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1

relatifs à l'exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Les comptes annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

|                           |                 |
|---------------------------|-----------------|
| - Total du bilan,         | 6 944 121 Euros |
| - Chiffre d'affaires HT,  | 412 850 Euros   |
| - Résultat net comptable, | 1 008 133 Euros |

Fait à CLERMONT FERRAND  
Le 28/04/2021

Anne BONNICHON

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION  
28 place Henri Dunant  
BP 38 UFR Médecine et Pharmacie  
63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1



## COMPTES ANNUELS

## BILAN ACTIF

| ACTIF                                    |   | Exercice N<br>31/12/2020 12 |   |                  | Exercice N-1<br>31/12/2019 12 | Ecart N / N-1  |         |
|--|---|-----------------------------|---|------------------|-------------------------------|----------------|---------|
|  |   | Brut                        | Amortissements<br>et dépréciations<br>(à déduire) | Net              | Net                           | Euros          | %       |
|  | Capital souscrit non appelé (I)                 |                             |   |                  |                               |                |         |
| ACTIF IMMOBILISÉ                         | <b>Immobilisations incorporelles</b>            |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | Frais d'établissement                           |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | Frais de développement                          |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | Concessions, brevets et droits similaires       | 267 666                     | 62 408  | 205 258          |                               | 205 258        |         |
|  | Fonds commercial (1)                            |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | Autres immobilisations incorporelles            | 1 158 124                   | 380 760   | 777 364          | 893 714                       | - 116 350      | - 13.02 |
|  | Avances et acomptes                             |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | <b>Immobilisations corporelles</b>              |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | Terrains  |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | Constructions                                   |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | Installations techniques, matériel et outillage | 154 664                     | 154 664   |                  | 2 248                         | - 2 248        | 100.00  |
|  | Autres immobilisations corporelles              | 241 302                     | 228 970   | 12 333           | 19 181                        | - 6 848        | - 35.70 |
|  | Immobilisations en cours                        | 250 280                     | 250 280   |                  | 250 280                       | - 250 280      | 100.00  |
|  | Avances et acomptes                             |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | <b>Immobilisations financières (2)</b>          |                             |   |                  |                               |                |         |
| Participations mises en équivalence      |   |                             |   |                  |                               |                |         |
| Autres participations                    |   |                             |   |                  |                               |                |         |
| Créances rattachées à des participations |   |                             |   |                  |                               |                |         |
| Autres titres immobilisés                |   |                             |   |                  |                               |                |         |
| Prêts                                    |   |                             |   |                  |                               |                |         |
| Autres immobilisations financières       | 708   |                             | 708   | 1 800            | - 1 093                       | - 60.69        |         |
| <b>Total II</b>                          | <b>2 072 743</b>                                | <b>1 077 082</b>            | <b>995 662</b>                                    | <b>1 167 223</b> | <b>- 171 561</b>              | <b>- 14.70</b> |         |
| ACTIF CIRCULANT                          | <b>Stocks et en cours</b>                       |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | Matières premières, approvisionnements          |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | En-cours de production de biens                 |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | En-cours de production de services              | 5 814 380                   | 5 149 850   | 664 530          | 862 720                       | - 198 190      | - 22.97 |
|  | Produits intermédiaires et finis                |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | Marchandises                                    |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | Avances et acomptes versés sur commandes        |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | <b>Créances (3)</b>                             |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | Clients et comptes rattachés                    | 294 346                     | 169 560   | 124 786          | 140 075                       | - 15 289       | - 10.91 |
|  | Autres créances                                 | 3 461 479                   |   | 3 461 479        | 3 663 382                     | - 201 903      | - 5.51  |
| Capital souscrit - appelé, non versé     |   |                             |   |                  |                               |                |         |
| Valeurs mobilières de placement          | 130 016   |                             | 130 016   |                  | 130 016                       |                |         |
| Disponibilités                           | 1 555 843                                       |                             | 1 555 843   | 2 662 242        | - 1 106 399                   | - 41.56        |         |
| Charges constatées d'avance (3)          | 11 806  |                             | 11 806  | 5 070            | 6 735                         | 132.84         |         |
| <b>Total III</b>                         | <b>11 267 870</b>                               | <b>5 319 410</b>            | <b>5 948 459</b>                                  | <b>7 333 489</b> | <b>- 1 385 030</b>            | <b>- 18.89</b> |         |
| Comptes de Régularisation                | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)        |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | Primes de remboursement des obligations (V)     |                             |   |                  |                               |                |         |
|  | Ecart de conversion actif (VI)                  |                             |   |                  |                               |                |         |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>  | <b>13 340 613</b>                               | <b>6 396 492</b>            | <b>6 944 121</b>                                  | <b>8 500 712</b> | <b>- 1 556 591</b>            | <b>- 18.31</b> |         |

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

708

1 002 563

## BILAN PASSIF

| PASSIF                               |   | Exercice N<br>31/12/2020 12 | Exercice N-1<br>31/12/2019 12 | Ecart N / N-1    |                |
|--------------------------------------|---|-----------------------------|-------------------------------|------------------|----------------|
|                                      |   |                             |                               | Euros            | %              |
| CAPITAUX<br>PROPRES                  | Capital (Dont versé : 1 000 000 )<br>Primes d'émission, de fusion, d'apport<br>Ecart de réévaluation  | 1 000 000                   | 1 000 000                     |                  |                |
|                                      | <b>Réserves</b><br>Réserve légale<br>Réserves statutaires ou contractuelles<br>Réserves réglementées<br>Autres réserves   |                             |                               |                  |                |
|                                      | Report à nouveau  | - 78 469                    | - 1 340 443                   | 1 261 974        | 94.15          |
|                                      | <b>Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)</b>   | 1 008 133                   | 1 261 974                     | - 253 842        | - 20.11        |
|                                      | Subventions d'investissement<br>Provisions réglementées   |                             |                               |                  |                |
|                                      | <b>Total I</b>  | 1 929 664                   | 921 531                       | 1 008 133        | 109.40         |
|                                      | <b>AUTRES<br/>FONDS<br/>PROPRES</b>   |                             |                               |                  |                |
|                                      | Produit des émissions de titres participatifs<br>Avances conditionnées  |                             |                               |                  |                |
|                                      | <b>Total II</b>   |                             |                               |                  |                |
| <b>PROVISIONS</b>                    |   |                             |                               |                  |                |
|                                      | Provisions pour risques<br>Provisions pour charges  | 23 000                      | 248 000                       | - 225 000        | - 90.73        |
|                                      | <b>Total III</b>  | 23 000                      | 248 000                       | - 225 000        | - 90.73        |
| <b>DETTES (1)</b>                    |   |                             |                               |                  |                |
|                                      | <b>Dettes financières</b><br>Emprunts obligataires convertibles<br>Autres emprunts obligataires<br>Emprunts auprès d'établissements de crédit<br>Concours bancaires courants<br>Emprunts et dettes financières diverses | 4 154 000                   | 6 654 000                     | - 2 500 000      | - 37.57        |
|                                      | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours  |                             |                               |                  |                |
|                                      | <b>Dettes d'exploitation</b><br>Dettes fournisseurs et comptes rattachés<br>Dettes fiscales et sociales   | 549 672<br>282 649          | 451 374<br>221 958            | 98 298<br>60 691 | 21.78<br>27.34 |
|                                      | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés<br>Autres dettes  | 5 137                       | 3 849                         | 1 288            | 33.46          |
| <b>Comptes de<br/>Régularisation</b> |   |                             |                               |                  |                |
|                                      | Produits constatés d'avance (1)   |                             |                               |                  |                |
|                                      | <b>Total IV</b>   | 4 991 458                   | 7 331 181                     | - 2 339 723      | - 31.91        |
|                                      | Ecart de conversion passif (V)  |                             |                               |                  |                |
|                                      | <b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>  | 6 944 121                   | 8 500 712                     | - 1 556 591      | - 18.31        |

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

4 991 458

7 331 181

**COMPTE DE RESULTAT**

|   | Exercice N 31/12/2020 12 |             |             | Exercice N-1<br>31/12/2019 12 | Ecart N / N-1 |         |
|---|--------------------------|-------------|-------------|-------------------------------|---------------|---------|
|   | France                   | Exportation | Total       |                               | Euros         | %       |
| <b>Produits d'exploitation (1)</b>  |                          |             |             |                               |               |         |
| Ventes de marchandises  |                          |             |             |                               |               |         |
| Production vendue de biens  |                          |             |             |                               |               |         |
| Production vendue de services   | 412 850                  |             | 412 850     | 168 801                       | 244 050       | 144.58  |
| <b>Chiffre d'affaires NET</b>   | 412 850                  |             | 412 850     | 168 801                       | 244 050       | 144.58  |
| Production stockée  |                          |             | - 170 724   | - 215 463                     | 44 739        | 20.76   |
| Production immobilisée  |                          |             | 225 955     |                               | 225 955       |         |
| Subventions d'exploitation  |                          |             | 120 000     | 120 000                       |               |         |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges |                          |             | 667 466     | 1 191 365                     | - 523 899     | - 43.97 |
| Autres produits   |                          |             | 19 028      | 61 260                        | - 42 233      | - 68.94 |
| <b>Total des Produits d'exploitation (I)</b>                                      |                          |             | 1 274 575   | 1 325 963                     | - 51 388      | - 3.88  |
| <b>Charges d'exploitation (2)</b>   |                          |             |             |                               |               |         |
| Achats de marchandises  |                          |             |             | 124                           | - 124         | 100.00  |
| Variation de stock (marchandises)   |                          |             |             |                               |               |         |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements                         |                          |             |             |                               |               |         |
| Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)              |                          |             |             |                               |               |         |
| Autres achats et charges externes *   |                          |             | 873 989     | 1 004 773                     | - 130 784     | - 13.02 |
| Impôts, taxes et versements assimilés   |                          |             | 48 422      | 61 985                        | - 13 562      | - 21.88 |
| Salaires et traitements   |                          |             | 788 593     | 874 910                       | - 86 317      | - 9.87  |
| Charges sociales  |                          |             | 303 258     | 374 893                       | - 71 635      | - 19.11 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations                                     |                          |             |             |                               |               |         |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements                                |                          |             | 147 595     | 179 057                       | - 31 461      | - 17.57 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations                                 |                          |             | 250 280     |                               | 250 280       |         |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations                                 |                          |             | 508 592     | 3 215 306                     | - 2 706 714   | - 84.18 |
| Dotations aux provisions  |                          |             |             |                               |               |         |
| Autres charges  |                          |             | 1 209       | 2 828                         | - 1 619       | - 57.24 |
| <b>Total des Charges d'exploitation (II)</b>                                      |                          |             | 2 921 939   | 5 713 875                     | - 2 791 937   | - 48.86 |
| <b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>   |                          |             | - 1 647 364 | - 4 387 912                   | 2 740 548     | 62.46   |
| <b>Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun</b>                    |                          |             |             |                               |               |         |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III)                                       |                          |             |             |                               |               |         |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)  |                          |             |             |                               |               |         |

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs



**COMPTE DE RESULTAT**

|  | Exercice N       |    | Exercice N-1     |    | Ecart N / N-1      |                 |
|--|------------------|----|------------------|----|--------------------|-----------------|
|  | 31/12/2020       | 12 | 31/12/2019       | 12 | Euros              | %               |
| <b>Produits financiers</b>   |                  |    |                  |    |                    |                 |
| Produits financiers de participations (3)                                    |                  |    |                  |    |                    |                 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) |                  |    |                  |    |                    |                 |
| Autres intérêts et produits assimilés (3)                                    | 2 500 000        |    | 5 600 000        |    | - 3 100 000        | - 55. 36        |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges              |                  |    |                  |    |                    |                 |
| Différences positives de change  | 29               |    |                  |    | 29                 |                 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement                |                  |    |                  |    |                    |                 |
| <b>Total V</b>   | <b>2 500 029</b> |    | <b>5 600 000</b> |    | <b>- 3 099 971</b> | <b>- 55. 36</b> |
| <b>Charges financières</b>   |                  |    |                  |    |                    |                 |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions                    |                  |    |                  |    |                    |                 |
| Intérêts et charges assimilées (4)   |                  |    | 34               |    | - 34               | 100. 00         |
| Différences négatives de change  | 56               |    | 93               |    | - 37               | - 39. 87        |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement               |                  |    |                  |    |                    |                 |
| <b>Total VI</b>  | <b>56</b>        |    | <b>127</b>       |    | <b>- 71</b>        | <b>- 56. 14</b> |
| <b>2. Résultat financier (V-VI)</b>  | <b>2 499 973</b> |    | <b>5 599 873</b> |    | <b>- 3 099 900</b> | <b>- 55. 36</b> |
| <b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>                   | <b>852 609</b>   |    | <b>1 211 960</b> |    | <b>- 359 351</b>   | <b>- 29. 65</b> |
| <b>Produits exceptionnels</b>  |                  |    |                  |    |                    |                 |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion                             | 960              |    | 5 829            |    | - 4 869            | - 83. 53        |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital                             |                  |    | 160              |    | - 160              | 100. 00         |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges              |                  |    | 16 500           |    | - 16 500           | 100. 00         |
| <b>Total VII</b>   | <b>960</b>       |    | <b>22 489</b>    |    | <b>- 21 529</b>    | <b>- 95. 73</b> |
| <b>Charges exceptionnelles</b>   |                  |    |                  |    |                    |                 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion                            | 4 484            |    | 1                |    | 4 483              | NS              |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital                            |                  |    | 27               |    | - 27               | 100. 00         |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions                    |                  |    | 321 594          |    | - 321 594          | 100. 00         |
| <b>Total VIII</b>  | <b>4 484</b>     |    | <b>321 622</b>   |    | <b>- 317 138</b>   | <b>- 98. 61</b> |
| <b>4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)</b>                                   | <b>- 3 524</b>   |    | <b>- 299 133</b> |    | <b>295 609</b>     | <b>98. 82</b>   |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)                |                  |    |                  |    |                    |                 |
| Impôts sur les bénéfices (X)   | - 159 047        |    | - 349 147        |    | 190 100            | 54. 45          |
| <b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>                                      | <b>3 775 564</b> |    | <b>6 948 452</b> |    | <b>- 3 172 888</b> | <b>- 45. 66</b> |
| <b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>                                | <b>2 767 431</b> |    | <b>5 686 477</b> |    | <b>- 2 919 046</b> | <b>- 51. 33</b> |
| <b>5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)</b>         | <b>1 008 133</b> |    | <b>1 261 974</b> |    | <b>- 253 842</b>   | <b>- 20. 11</b> |

\* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier

: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

EXCO CLERMONT FERRAND

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 6 944 121.32 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 412 850.30 Euros et dégageant un bénéfice de 1 008 132.62 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

### FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Recentrage de la société sur l'Auvergne

En 2020, l'activité de la société a été recentrée sur l'Auvergne dans le prolongement des décisions prises l'exercice précédent.

Dans ce contexte, l'objectif de la société est de valoriser les actifs de l'Université Clermont Auvergne.

A la suite de ces décisions, la société a procédé au licenciement de 5 personnes et à la conclusion d'une rupture conventionnelle.

Les impacts avaient été pris en compte en 2019 par la constatation d'une provision pour restructuration de 225 000 €.

Abandons de créances

Sur l'exercice, l'EPIC BPI France a abandonné une partie de son compte courant à hauteur de 2 500 000 € avec clause de retour à meilleure fortune.

Après prise en compte de cet abandon de créance, le montant du compte courant BPI France dans la société s'établit à 4 154 000 €.

### Conséquences de l'événement Covid-19 : IMPACT NON SIGNIFICATIF

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise. Etant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

### EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Conciliation

Une procédure de conciliation a été ouverte en janvier 2021

Transfert des activités de BUSI

Les activités de l'incubateur BUSI ont été transférées à la société, dans le cadre d'une convention de successeur, à effet du 1er janvier 2021.

## **ANNEXE**

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

### **- REGLES ET METHODES COMPTABLES -**

(PCG Art. 831-1/1)

#### **Principes et conventions générales**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

#### **Changement de méthode**

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

Les produits tirés des redevances et brevets étaient constatés auparavant en compte "751xx Concessions de brevets et Licences". A partir de cet exercice ceux-ci sont constatés en "708800 Produits des redevances et Brevets", et rentrent donc dans le chiffre d'affaires.

Ce changement de méthode a été opéré dans un but d'uniformisation comptable des SATT et, de plus ceux-ci constituent un élément de leur activité principale.

Si nous avions remonté ces produits en chiffre d'affaires en N-1, celui-ci aurait atteint 229 801 €

### **- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

### Etat des immobilisations

|  | Valeur brute<br>début<br>d'exercice | Augmentations |                |
|--|-------------------------------------|---------------|----------------|
|  |                                     | Réévaluations | Acquisitions   |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles              | 1 199 835                           |               | 225 955        |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | 154 664                             |               |                |
| Installations générales agencements aménagements divers    | 9 328                               |               |                |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier               | 230 522                             |               | 1 452          |
| Immobilisations corporelles en cours                       | 250 280                             |               |                |
| <b>TOTAL</b>   | <b>644 794</b>                      |               | <b>1 452</b>   |
| Prêts, autres immobilisations financières                  | 1 800                               |               |                |
| <b>TOTAL</b>   | <b>1 800</b>                        |               |                |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                       | <b>1 846 429</b>                    |               | <b>227 407</b> |

|  | Diminutions   |              | Valeur brute<br>en fin<br>d'exercice | Réévaluation<br>Valeur d'origine<br>fin exercice |
|--|---------------|--------------|--------------------------------------|--|
|  | Poste à Poste | Cessions     |                                      |  |
| Autres immobilisations incorporelles                       |               |              | 1 425 790                            | 1 425 790  |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel |               |              | 154 664                              | 154 664  |
| Installations générales agencements aménagements divers    |               |              | 9 328                                | 9 328  |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier               |               |              | 231 974                              | 231 974  |
| Immobilisations corporelles en cours                       |               |              | 250 280                              | 250 280  |
| <b>TOTAL</b>   |               |              | <b>646 246</b>                       | <b>646 246</b>                                   |
| Prêts, autres immobilisations financières                  |               | 1 093        | 708                                  | 708  |
| <b>TOTAL</b>   |               | <b>1 093</b> | <b>708</b>                           | <b>708</b>                                       |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                       |               | <b>1 093</b> | <b>2 072 743</b>                     | <b>2 072 743</b>                                 |

### Etat des amortissements

| Situations et mouvements de l'exercice                     | Montant début<br>d'exercice | Dotations<br>de l'exercice | Diminutions<br>Reprises | Montant fin<br>d'exercice |
|--|-----------------------------|----------------------------|-------------------------|---------------------------|
| Autres immobilisations incorporelles                       | 281 121                     | 137 047                    |                         | 418 168                   |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | 152 416                     | 2 248                      |                         | 154 664                   |
| Installations générales agencements aménagements divers    | 6 617                       | 406                        |                         | 7 023                     |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier               | 214 052                     | 7 894                      |                         | 221 946                   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>373 085</b>              | <b>10 548</b>              |                         | <b>383 633</b>            |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                       | <b>654 206</b>              | <b>147 595</b>             |                         | <b>801 801</b>            |

| Ventilation des dotations<br>de l'exercice  | Amortissements<br>linéaires | Amortissements<br>dégressifs | Amortissements<br>exceptionnels | Amortissements dérogatoires |          |
|---|-----------------------------|------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|----------|
|   |                             |                              |                                 | Dotations                   | Reprises |
| Autres immob.incorporelles                  | 137 047                     |                              |                                 |                             |          |
| Instal.techniques matériel outillage indus. | 2 248                       |                              |                                 |                             |          |
| Instal.générales agenc.aménag.divers        | 406                         |                              |                                 |                             |          |
| Matériel de bureau informatique mobilier    | 7 894                       |                              |                                 |                             |          |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>10 548</b>               |                              |                                 |                             |          |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                        | <b>147 595</b>              |                              |                                 |                             |          |

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

### Etat des provisions

| Provisions pour risques et charges        | Montant début d'exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Montants utilisés | Diminutions Montants non utilisés | Montant fin d'exercice |
|---|--------------------------|-------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| Autres provisions pour risques et charges | 248 000                  |                         | 225 000                       |                                   | 23 000                 |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>248 000</b>           |                         | <b>225 000</b>                |                                   | <b>23 000</b>          |

| Provisions pour dépréciation                     | Montant début d'exercice | Augmentations Dotations | Diminutions Montants utilisés | Diminutions Montants non utilisés | Montant fin d'exercice |
|--|--------------------------|-------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| Sur immobilisations incorporelles                | 25 000                   |                         |                               |                                   | 25 000                 |
| Sur immobilisations corporelles                  |                          | 250 280                 |                               |                                   | 250 280                |
| Sur stocks et en cours                           | 5 122 384                | 451 941                 | 424 475                       |                                   | 5 149 850              |
| Sur comptes clients                              | 112 909                  | 56 651                  |                               |                                   | 169 560                |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>5 260 293</b>         | <b>758 872</b>          | <b>424 475</b>                |                                   | <b>5 594 690</b>       |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                             | <b>5 508 293</b>         | <b>758 872</b>          | <b>649 475</b>                |                                   | <b>5 617 690</b>       |
| <b>Dont dotations et reprises d'exploitation</b> |                          | <b>758 872</b>          | <b>649 475</b>                |                                   |                        |

### Etat des échéances des créances et des dettes

| <b>Etat des créances</b>                      | Montant brut     | A 1 an au plus   | A plus d'1 an    |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Autres immobilisations financières            | 708              | 708              |                  |
| Autres créances clients                       | 294 346          | 294 346          |                  |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 9 707            | 9 707            |                  |
| Impôts sur les bénéfiques                     | 3 153 301        | 2 150 738        | 1 002 563        |
| Taxe sur la valeur ajoutée                    | 293 679          | 293 679          |                  |
| Débiteurs divers                              | 4 793            | 4 793            |                  |
| Charges constatées d'avance                   | 11 806           | 11 806           |                  |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>3 768 338</b> | <b>2 765 775</b> | <b>1 002 563</b> |

| <b>Etat des dettes</b>                        | Montant brut     | A 1 an au plus   | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans |
|---|------------------|------------------|--------------|-----------------|
| Fournisseurs et comptes rattachés             | 549 672          | 549 672          |              |                 |
| Personnel et comptes rattachés                | 98 000           | 98 000           |              |                 |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 76 756           | 76 756           |              |                 |
| Taxe sur la valeur ajoutée                    | 99 279           | 99 279           |              |                 |
| Autres impôts taxes et assimilés              | 8 614            | 8 614            |              |                 |
| Groupe et associés                            | 4 154 000        | 4 154 000        |              |                 |
| Autres dettes                                 | 5 137            | 5 137            |              |                 |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>4 991 458</b> | <b>4 991 458</b> |              |                 |

La créance figurant à l'actif pour 3 153301 concernant l'impôt sur les bénéfiques tiens comptes de créances de crédit impôt recherche à recevoir pour 2 941 644 € réparti de la manière suivante :

- CIR 2016 : 858 K€ (remboursé en 03/2021)
- CIR 2017 : 928 K€ (demande de remboursement sur imprimé 2573 en mai 2021)
- CIR 2018 : 647 K€
- CIR 2019 : 349 K€
- CIR 2020 : 159 K€

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

### Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

| Différentes catégories de titres | Valeurs<br>nominales<br>en euros | Nombre de titres |       |            |        |
|----------------------------------|----------------------------------|------------------|-------|------------|--------|
|                                  |                                  | Au début         | Créés | Remboursés | En fin |
| actions                          | 1 000.0000                       | 10 000           |       |            | 10 000 |

### Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition.

|   | Valeurs | Taux<br>d'amortissement |
|---|---------|-------------------------|
| Concession Brevets et Licences - IRSTEASPEED  | 29 876  | 5.00                    |
| Concession Brevets et Licences - UDA LAPARAUG | 196 079 | 10.00                   |
| Diverses licences informatiques ou autres     | 37 219  | 33.33                   |
| Diverses licences informatiques ou autres     | 4 492   | 100.00                  |

### Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

### Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

| Catégorie                   | Mode     | Durée      |
|-----------------------------|----------|------------|
| Agencements et aménagements | Linéaire | 3 à 10 ans |
| Matériels et outillages     | Linéaire | 1 à 3 ans  |
| Matériel de bureau          | Linéaire | 3 à 5 ans  |
| Mobilier                    | Linéaire | 3 à 5 ans  |

### Evaluation des produits et en cours

(PCG Art. 831-2)

En-cours de production

Les prestations en cours constatent des projets non abandonnés par la société et qui devraient être facturés aux clients donneurs d'ordre.

La valorisation de ces en-cours inclut mes coûts directement imputables à chacun desdits projets, ainsi qu'une quote part de frais généraux estimée forfaitairement à 15% des coûts directs.

Lorsque les projets donnent lieu au dépôt d'un brevet par la société, qui accorde à ses clients une licence d'exploitation, ceux-ci sont transférés en immobilisations.

Le montant transféré sur l'exercice s'élève à 226 K€

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

### Variation détaillée des stocks et des en-cours

|  | A la fin de l'exercice | Au début de l'exercice | Variation des stocks |            |
|--|------------------------|------------------------|----------------------|------------|
|  |                        |                        | Augmentation         | Diminution |
| <b>Marchandises</b>  |                        |                        |                      |            |
| <b>Approvisionnements</b>  |                        |                        |                      |            |
| <b>Production</b>  |                        |                        |                      |            |
| <b>Production en cours</b>   |                        |                        |                      |            |
| - Prestations de services  | 5 814 380              | 5 985 104              |                      | 170 724    |
| <b>Total III</b>   | 5 814 380              | 5 985 104              |                      | 170 724    |
| <b>Production stockée (ou déstockage de production) (II + III)</b> |                        |                        |                      | 170 724    |

### Dépréciation des stocks

(PCG 831-2/3.2 et 831-2/6)

En fonction du risque quant à la probabilité et au niveau de la facturation, une dépréciation de 50%, 75% ou 100% desdits en-cours est constatée.

### Charges à payer

| Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan | Montant        |
|--|----------------|
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                               | 88 925         |
| Dettes fiscales et sociales  | 148 393        |
| Autres dettes  | 5 137          |
| <b>Total</b>   | <b>242 455</b> |

### Charges et produits constatés d'avance

| Charges constatées d'avance | Montant       |
|-----------------------------|---------------|
| Charges d'exploitation      | 11 806        |
| <b>Total</b>                | <b>11 806</b> |



## ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

### - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

#### Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

| Répartition par secteur d'activité | Montant |
|------------------------------------|---------|
| Prestations de services            | 345 350 |
| Total                              | 345 350 |

| Répartition par secteur géographique | Montant |
|--------------------------------------|---------|
| France                               | 354 350 |
| Total                                | 354 350 |

### - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

#### Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

##### Engagements donnés

|                             |           |            |
|-----------------------------|-----------|------------|
| Autres engagements donnés : |           | 13 050 000 |
| Abandon c/c BPI 2018        | 4 950 000 |            |
| Abandon c/c BPI 2019        | 5 600 000 |            |
| Abandon c/c BPI 2020        | 2 500 000 |            |
| Total (1)                   |           | 13 050 000 |

La clause de retour à meilleure fortune trouvera à s'appliquer lors de la réalisation d'un bénéfice net fiscal au cours de trois exercices sociaux consécutifs et interviendra après constatation du bénéfice net fiscal du troisième exercice, à hauteur de 50 % de ce bénéfice net fiscal.

##### Engagements reçus

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION  
28 place Henri Dunant  
BP 38 UFR Médecine et Pharmacie  
63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1



## ETATS DETAILLES

**DETAIL BILAN ACTIF**

| ACTIF  | Exercice N<br>31/12/2020 12 | Exercice N-1<br>31/12/2019 12 | Ecart N / N-1 |          |
|--|-----------------------------|-------------------------------|---------------|----------|
|  |                             |                               | Euros         | %        |
| <b>CONCESSIONS, BREVETS ET DROITS SIMILAIRES</b>                   | 205 258                     |                               | 205 258       |          |
| 2050000 Concessions et droits similaire                            | 29 876                      |                               | 29 876        |          |
| 2051000 Licences informatiques                                     | 39 279                      | 39 279                        |               |          |
| 2051500 Licences informatiques sur pro                             | 2 432                       | 2 432                         |               |          |
| 2051520 Licences info uda laparaug                                 | 196 079                     |                               | 196 079       |          |
| 2805000 Amortissement licences irstea                              | - 1 089                     |                               | - 1 089       |          |
| 2805100 Amort. licences informatiques                              | - 39 279                    | - 39 279                      |               |          |
| 2805150 Amort. licences informatiques/                             | - 2 432                     | - 2 432                       |               |          |
| 28051520 Amort licences info uda                                   | - 19 608                    |                               | - 19 608      |          |
| <b>AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>                        | 777 364                     | 893 714                       | - 116 350     | - 13.02  |
| 2081000 Autres immo incorp. projets tr                             | 1 158 124                   | 1 158 124                     |               |          |
| 2808100 Mali de fusion sur actifs inco                             | - 355 760                   | - 239 410                     | - 116 350     | - 48.60  |
| 2908100 Mali de fusion sur actifs inco                             | - 25 000                    | - 25 000                      |               |          |
| <b>INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIELS</b> |                             | 2 248                         | - 2 248       | - 100.00 |
| 2155000 Outillage industriel                                       | 154 664                     | 154 664                       |               |          |
| 2815500 Outillage industriel                                       | - 154 664                   | - 152 416                     | - 2 248       | - 1.47   |
| <b>AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                          | 12 333                      | 19 181                        | - 6 848       | - 35.70  |
| 2181000 Installations générales, agenc                             | 9 328                       | 9 328                         |               |          |
| 2183000 Matériel de bureau et matériel                             | 3 732                       | 2 280                         | 1 452         | 63.68    |
| 2183100 Materiel infrastructure                                    | 39 991                      | 39 991                        |               |          |
| 2183200 Materiel utilisateur                                       | 119 346                     | 119 346                       |               |          |
| 2184000 Mobilier   | 48 605                      | 48 605                        |               |          |
| 2184100 Mobilier limoges   | 5 513                       | 5 513                         |               |          |
| 2184200 Mobilier tours   | 2 965                       | 2 965                         |               |          |
| 2184300 Mobilier orleans   | 5 393                       | 5 393                         |               |          |
| 2184400 Mobilier poitier   | 6 429                       | 6 429                         |               |          |
| 2818100 Installations générales, agenc                             | - 7 023                     | - 6 617                       | - 406         | - 6.14   |
| 2818300 Amort materiel de bureau et in                             | - 1 229                     |                               | - 1 229       |          |
| 28183100 Amort. materiel infrastructure                            | - 34 715                    | - 32 076                      | - 2 639       | - 8.23   |
| 28183200 Amort. materiel utilisateur                               | - 119 346                   | - 118 624                     | - 722         | - 0.61   |
| 28184000 Mobilier  | - 47 528                    | - 45 985                      | - 1 543       | - 3.36   |
| 28184100 Amort. mobilier limoges                                   | - 5 076                     | - 4 415                       | - 661         | - 14.97  |
| 28184200 Amort. mobilier tours                                     | - 2 903                     | - 2 788                       | - 115         | - 4.13   |
| 28184300 Amort. mobilier orleans                                   | - 4 721                     | - 3 930                       | - 791         | - 20.13  |
| 28184400 Amort. mobilier poitiers                                  | - 6 429                     | - 6 234                       | - 195         | - 3.12   |
| <b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>                                    |                             | 250 280                       | - 250 280     | - 100.00 |
| 23110100 Immo en cours 0343 polylium su                            | 179 417                     | 179 417                       |               |          |
| 23110200 Immo en cours 0376 gui                                    | 70 864                      | 70 864                        |               |          |
| 29310000 Depreciation immo en cours                                | - 250 280                   |                               | - 250 280     |          |
| <b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>                          | 708                         | 1 800                         | - 1 093       | - 60.69  |
| 27500000 Cautionnements  | 708                         | 1 800                         | - 1 093       | - 60.69  |
| <b>Total II</b>  | 995 662                     | 1 167 223                     | - 171 561     | - 14.70  |
| <b>EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES</b>                          | 664 530                     | 862 720                       | - 198 190     | - 22.97  |
| 34500000 Prestations de services en cou                            | 5 814 380                   | 2 351 869                     | 3 462 511     | 147.22   |
| 34510000 Prest. de services en cours cn                            |                             | 1 989 570                     | - 1 989 570   | NS       |
| 34520000 Prest. de services en cours ud                            |                             | 263 453                       | - 263 453     | NS       |
| 34530000 Prest. de services en cours ud                            |                             | 420 814                       | - 420 814     | NS       |
| 34540000 Prest. de services en cours uf                            |                             | 662 689                       | - 662 689     | NS       |

**DETAIL BILAN ACTIF**

| ACTIF                                   | Exercice N<br>31/12/2020 12 | Exercice N-1<br>31/12/2019 12 | Ecart N / N-1      |                |
|---|-----------------------------|-------------------------------|--------------------|----------------|
|   |                             |                               | Euros              | %              |
| 34550000 Prest. de services en cours un |                             | 296 709                       | - 296 709          | NS             |
| 39400000 Prestation de service en cours | - 5 149 850                 | - 1 489 146                   | - 3 660 704        | NS             |
| 39410000 Etudes en cours                |                             | - 1 989 571                   | 1 989 571          | 100.00         |
| 39420000 Prestation de service ud       |                             | - 263 453                     | 263 453            | 100.00         |
| 39430000 Prestation en cours ud         |                             | - 420 815                     | 420 815            | 100.00         |
| 39440000 Prestation de service uf       |                             | - 662 690                     | 662 690            | 100.00         |
| 39450000 Prestation de services en cour |                             | - 296 709                     | 296 709            | 100.00         |
| <b>CLIENTS ET COMPTES RATTACHES</b>     | <b>124 786</b>              | <b>140 075</b>                | <b>- 15 289</b>    | <b>- 10.91</b> |
| 41100000 Clients                        | 294 346                     | 252 984                       | 41 362             | 16.35          |
| 49100000 Dépréciations des comptes de c | - 169 560                   | - 112 909                     | - 56 651           | - 50.17        |
| <b>AUTRES CREANCES</b>                  | <b>3 461 479</b>            | <b>3 663 382</b>              | <b>- 201 903</b>   | <b>- 5.51</b>  |
| 40100000 Fournisseurs                   | 4 793                       | 5 102                         | - 310              | - 6.07         |
| 40800000 Fournisseurs fnp               |                             | 301                           | - 301              | NS             |
| 40980000 Rabais, remises, ristournes à  |                             | 106                           | - 106              | NS             |
| 42503900 Avances gardarin aurelie       |                             | 600                           | - 600              | NS             |
| 42505500 Avances eggenspiller antoine   |                             | 600                           | - 600              | NS             |
| 42509300 Avance bardon alexa            |                             | 300                           | - 300              | NS             |
| 43780000 Tickets restaurant             | 9 707                       | 7 786                         | 1 921              | 24.67          |
| 44400000 Etat - impôts sur les bénéfice | 211 657                     | 258 627                       | - 46 970           | - 18.16        |
| 44410000 Etat- cir et cii               | 2 941 644                   | 3 140 934                     | - 199 290          | - 6.34         |
| 44520000 Tva due intracommunautaire     | 2 888                       |                               | 2 888              |                |
| 44562000 Tva sur immobilisations        | 45 191                      |                               | 45 191             |                |
| 44565100 Tva déd. sur immo à 20%        |                             | 1 429                         | - 1 429            | NS             |
| 44565700 Tva déd. sur immo à 10%        |                             | 1                             | - 1                | NS             |
| 44566000 Tva sur autres biens et servic |                             | 41                            | - 41               | NS             |
| 44566500 Tva deductible 5,5%            |                             | 32                            | - 32               | NS             |
| 44566510 Tva ded sur abs                | 56 101                      |                               | 56 101             |                |
| 44566520 Tva ded sur immobilisations    | 3 293                       |                               | 3 293              |                |
| 44567000 Crédit de tva à reporter       | 38 080                      | 226 956                       | - 188 876          | - 83.22        |
| 44583000 Remboursement de taxes sur le  | 125 940                     |                               | 125 940            |                |
| 44586000 Taxes sur le chiffre d'affaire | 21 330                      | 20 568                        | 762                | 3.71           |
| 44587000 Tva sur fae                    | 856                         |                               | 856                |                |
| <b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>  | <b>130 016</b>              |                               | <b>130 016</b>     |                |
| 50820000 Bsa surgar                     | 130 016                     |                               | 130 016            |                |
| <b>DISPONIBILITES</b>                   | <b>1 555 843</b>            | <b>2 662 242</b>              | <b>- 1 106 399</b> | <b>- 41.56</b> |
| 51120000 Chèques à encaisser            |                             | 2 055                         | - 2 055            | NS             |
| 51200000 Banque spendesk                | 4 490                       |                               | 4 490              |                |
| 51212000 Banque nuger                   | 40 086                      | 9 242                         | 30 844             | 333.74         |
| 51216000 Crédit agricole                | 508 935                     | 516 732                       | - 7 797            | - 1.51         |
| 51217000 Banque cic                     | 958 980                     | 2 104 095                     | - 1 145 115        | - 54.42        |
| 51218000 Banque arkéa                   | 43 335                      | 30 076                        | 13 260             | 44.09          |
| 53110000 Caisse en monnaie nationale    | 16                          | 43                            | - 27               | - 62.44        |
| <b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>      | <b>11 806</b>               | <b>5 070</b>                  | <b>6 735</b>       | <b>132.84</b>  |
| 48600000 Charges constatées d'avance    | 11 806                      | 5 070                         | 6 735              | 132.84         |
| <b>Total III</b>                        | <b>5 948 459</b>            | <b>7 333 489</b>              | <b>- 1 385 030</b> | <b>- 18.89</b> |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                    | <b>6 944 121</b>            | <b>8 500 712</b>              | <b>- 1 556 591</b> | <b>- 18.31</b> |

**DETAIL BILAN PASSIF**

| PASSIF  | Exercice N<br>31/12/2020 12 | Exercice N-1<br>31/12/2019 12 | Ecart N / N-1 |         |
|---|-----------------------------|-------------------------------|---------------|---------|
|   |                             |                               | Euros         | %       |
| <b>CAPITAL</b>                                    | 1 000 000                   | 1 000 000                     |               |         |
| 10100000 Capital social                           | 1 000 000                   | 1 000 000                     |               |         |
| <b>REPORT A NOUVEAU</b>                           | - 78 469                    | - 1 340 443                   | 1 261 974     | 94.15   |
| 11900000 Report a nouveau                         | - 78 469                    | - 1 340 443                   | 1 261 974     | 94.15   |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)</b> | 1 008 133                   | 1 261 974                     | - 253 842     | - 20.11 |
| <b>Total I</b>                                    | 1 929 664                   | 921 531                       | 1 008 133     | 109.40  |
| <b>PROVISIONS POUR CHARGES</b>                    | 23 000                      | 248 000                       | - 225 000     | - 90.73 |
| 15400000 Provisions pour restructuratio           |                             | 225 000                       | - 225 000     | NS      |
| 15800000 Provision pour risques                   | 23 000                      | 23 000                        |               |         |
| <b>Total III</b>                                  | 23 000                      | 248 000                       | - 225 000     | - 90.73 |
| <b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES</b>    | 4 154 000                   | 6 654 000                     | - 2 500 000   | - 37.57 |
| 45511000 Bpi ex cdc                               | 4 154 000                   | 6 654 000                     | - 2 500 000   | - 37.57 |
| <b>DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES</b>   | 549 672                     | 451 374                       | 98 298        | 21.78   |
| 40100000 Fournisseurs                             | 460 747                     | 330 236                       | 130 511       | 39.52   |
| 40810000 Fournisseurs fnp                         | 88 925                      | 115 730                       | - 26 805      | - 23.16 |
| 40820000 Fournisseurs fac à recevoir              |                             | 5 409                         | - 5 409       | NS      |
| <b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>                | 282 649                     | 221 958                       | 60 691        | 27.34   |
| 42200000 Comités d'entreprises, d'établ           |                             | 328                           | - 328         | NS      |
| 42210000 Cheques cadhoc                           |                             | 23                            | - 23          | NS      |
| 42820000 Dettes provisionnées pour cong           | 37 577                      | 45 158                        | - 7 581       | - 16.79 |
| 42830000 Dettes provisionnés prime                | 60 423                      | 28 834                        | 31 589        | 109.55  |
| 43100000 Sécurité sociale                         | 18 161                      | 39 536                        | - 21 375      | - 54.07 |
| 43710000 Malakoff                                 | 13 668                      | 24 238                        | - 10 570      | - 43.61 |
| 43720000 Retraite fd cas pension                  |                             | 1 835                         | - 1 835       | NS      |
| 43730000 Raft retraite add fonction pub           | 522                         | 43                            | 479           | NS      |
| 43740000 Autres organismes sociaux                |                             | 42 456                        | - 42 456      | NS      |
| 43820000 Charges sociales sur congés à            | 16 980                      | 22 368                        | - 5 388       | - 24.09 |
| 43830000 Autres charges à payer                   | 27 305                      | 9 293                         | 18 012        | 193.81  |
| 43860000 Autres charges à payer                   | 120                         | 162                           | - 42          | - 26.15 |
| 44210000 Prélèvements à la source (impô           | 2 626                       | 6 540                         | - 3 914       | - 59.85 |
| 44526900 Tva ded. acquisitions intraco            | 2 921                       |                               | 2 921         |         |
| 44571000 Tva collectée                            | 96 358                      |                               | 96 358        |         |
| 44860000 Charges à payer                          | 5 988                       | 1 142                         | 4 846         | 424.33  |
| <b>AUTRES DETTES</b>                              | 5 137                       | 3 849                         | 1 288         | 33.46   |
| 41980000 Clients avoir a etablir                  | 5 137                       |                               | 5 137         |         |
| 46700000 Autres comptes débiteurs ou cr           |                             | 3 406                         | - 3 406       | NS      |
| 46720000 Autes cpts créditeur/débiteur            |                             | 443                           | - 443         | NS      |
| <b>Total IV</b>                                   | 4 991 458                   | 7 331 181                     | - 2 339 723   | - 31.91 |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                              | 6 944 121                   | 8 500 712                     | - 1 556 591   | - 18.31 |

**DETAIL COMPTE DE RESULTAT**

|   | Exercice N<br>31/12/2020 12 | Exercice N-1<br>31/12/2019 12 | Ecart N / N-1 |           |
|---|-----------------------------|-------------------------------|---------------|-----------|
|   |                             |                               | Euros         | %         |
| <b>PRODUCTION VENDUE DE SERVICES</b>                                    | 412 850                     | 168 801                       | 244 050       | 144. 58   |
| 70600000 Prestations de services  | 224 896                     | 28 346                        | 196 550       | 693. 40   |
| 70610000 Prestations de service   | 120 454                     | 140 455                       | - 20 000      | - 14. 24  |
| 70880000 Produits des redev et brevets                                  | 67 500                      |                               | 67 500        |           |
| <b>Chiffre d'affaires NET</b>   | 412 850                     | 168 801                       | 244 050       | 144. 58   |
| <b>PRODUCTION STOCKEE</b>   | - 170 724                   | - 215 463                     | 44 739        | 20. 76    |
| 71345000 Prestations de Serv. en cours                                  | - 170 724                   | - 215 463                     | 44 739        | 20. 76    |
| <b>PRODUCTION IMMOBILISEE</b>   | 225 955                     |                               | 225 955       |           |
| 72100000 Production immo incorporelles                                  | 225 955                     |                               | 225 955       |           |
| <b>SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>                                       | 120 000                     | 120 000                       |               |           |
| 74010000 Subventions  | 120 000                     | 120 000                       |               |           |
| <b>REPRISES SUR DEPRECIATIONS, PROV. (ET AMORT.), TRANSF.DE CHARGES</b> | 667 466                     | 1 191 365                     | - 523 899     | - 43. 97  |
| 78150000 Reprise prov restructuration                                   | 225 000                     |                               | 225 000       |           |
| 78161800 Reprise prov dép actif financi                                 |                             | 173 000                       | - 173 000     | NS        |
| 78173000 Reprise dépréciation en-cours                                  | 424 475                     | 948 990                       | - 524 515     | - 55. 27  |
| 78174000 Repris prov clients douteux                                    |                             | 69 300                        | - 69 300      | NS        |
| 79100000 Transfert de charges d'exploit                                 | 13 340                      | 75                            | 13 265        | NS        |
| 79140000 Transfert de charges de person                                 | 4 651                       |                               | 4 651         |           |
| <b>AUTRES PRODUITS</b>  | 19 028                      | 61 260                        | - 42 233      | - 68. 94  |
| 75181000 Redevances pour concessions, b                                 |                             | 60 000                        | - 60 000      | NS        |
| 75182000 Redevances pour concessions, b                                 |                             | 1 000                         | - 1 000       | NS        |
| 75800000 Produits divers de gestion cou                                 | 19 027                      | 7                             | 19 020        | NS        |
| 75899900 Produits ?cart de r?glement                                    | 1                           | 253                           | - 253         | - 99. 73  |
| <b>Total des Produits d'exploitation</b>                                | 1 274 575                   | 1 325 963                     | - 51 388      | - 3. 88   |
| <b>ACHATS DE MARCHANDISES</b>   |                             | 124                           | - 124         | - 100. 00 |
| 60700000 Achat de marchandise   |                             | 124                           | - 124         | NS        |
| <b>AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES</b>                                | 873 989                     | 1 004 773                     | - 130 784     | - 13. 02  |
| 60400000 Achats d'études et prestations                                 | 7 136                       | 18 143                        | - 11 007      | - 60. 67  |
| 60410000 Prestations prématurations                                     | 2 133                       | - 10 500                      | 12 633        | 120. 31   |
| 60420000 Prestations maturations  | 245 690                     | 293 713                       | - 48 023      | - 16. 35  |
| 60430000 Prestations insa   |                             | 13 288                        | - 13 288      | NS        |
| 60440000 Prestations u  |                             | 26 061                        | - 26 061      | NS        |
| 60450000 Prestation novagraaf   |                             | 1 850                         | - 1 850       | NS        |
| 60500000 Achat de matér,équipmt/travaux                                 |                             | - 47 709                      | 47 709        | 100. 00   |
| 60520000 Achats maturations - 605200                                    | 37 245                      |                               | 37 245        |           |
| 60521000 Achats maturations_materiaux                                   |                             | - 18 951                      | 18 951        | 100. 00   |
| 60610000 Fournitures non stockables                                     | 1 511                       | 385                           | 1 126         | 292. 82   |
| 60611000 Electricité  |                             | 1 936                         | - 1 936       | NS        |
| 60612000 Fournitures consommables                                       | 1 222                       |                               | 1 222         |           |
| 60613000 Eau  |                             | 84                            | - 84          | NS        |
| 60620000 Fourniture et petit équipement                                 |                             | 1 959                         | - 1 959       | NS        |
| 60630000 Fournitures d'entretien et de                                  | 250                         | 3 613                         | - 3 363       | - 93. 07  |
| 60640000 Fournitures administratives                                    | 1 347                       | 3 243                         | - 1 896       | - 58. 46  |
| 61320000 Locations immobilières   | 65 263                      | 61 916                        | 3 348         | 5. 41     |
| 61332000 Location véhicules   | 9 144                       | 15 335                        | - 6 192       | - 40. 38  |
| 61340000 Location mobilière   |                             | 432                           | - 432         | NS        |

**DETAIL COMPTE DE RESULTAT**

|   | Exercice N<br>31/12/2020 12 | Exercice N-1<br>31/12/2019 12 | Ecart N / N-1 |        |
|---|-----------------------------|-------------------------------|---------------|--------|
|   |                             |                               | Euros         | %      |
| 61350000 Locations mobilières           | 8 914                       | 6 201                         | 2 713         | 43.76  |
| 61360000 Location multifonction         | 48                          | 1 601                         | -1 553        | -97.00 |
| 61400000 Charges locations              |                             | 4 625                         | -4 625        | NS     |
| 61500000 Entretien/réparation           |                             | 2 500                         | -2 500        | NS     |
| 61510000 Entretien/réparation véhicule  |                             | 4 591                         | -4 591        | NS     |
| 61520000 Entretien et réparations sur b |                             | 3 957                         | -3 957        | NS     |
| 61530000 Entretien locaux               |                             | 2 810                         | -2 810        | NS     |
| 61550000 Entretien et réparations sur b | 8                           | 29 643                        | -29 635       | -99.97 |
| 61553000 Nettoyage des locaux           | 1 600                       |                               | 1 600         |        |
| 61560000 Maintenance                    | 14 017                      | 330                           | 13 687        | NS     |
| 61610000 Assurances                     | 1 036                       | 14 010                        | -12 974       | -92.61 |
| 61620000 Assurance asselio              |                             | 4 968                         | -4 968        | NS     |
| 61630000 Assurance véhicule             |                             | 4 345                         | -4 345        | NS     |
| 61710000 Etudes et recherche            |                             | 12 840                        | -12 840       | NS     |
| 61800000 Abon creditsafe                | 1 030                       | 4 315                         | -3 285        | -76.13 |
| 61810000 Documentation générale         | 2 643                       | 11 259                        | -8 616        | -76.53 |
| 61831000 Abonnements informatiques      | 17 344                      | 11 000                        | 6 344         | 57.67  |
| 61832000 Abonnements divers             | 16 115                      | 14 672                        | 1 443         | 9.84   |
| 61833000 Abon aefc                      |                             | 4 795                         | -4 795        | NS     |
| 61840000 Documentation                  |                             | 245                           | -245          | NS     |
| 61850000 Frais de colloques, séminaires | 125                         | 5 111                         | -4 986        | -97.55 |
| 61860000 Documentation technique        |                             | 12 711                        | -12 711       | NS     |
| 61888600 Frais de formation             | 1 286                       |                               | 1 286         |        |
| 62100000 Personnel extérieur entreprise | 47 651                      | 80 962                        | -33 311       | -41.14 |
| 62260000 Honoraires                     | 40 784                      | 15 617                        | 25 167        | 161.16 |
| 62261000 Honoraires cpi                 | 207 519                     | 281 219                       | -73 700       | -26.21 |
| 62261500 Traduction pi                  | 34 106                      | 18 055                        | 16 051        | 88.90  |
| 62262000 Honor étude brevet/antério cpi |                             | 1 325                         | -1 325        | NS     |
| 62263000 Honoraires commissaires aux co | 26 400                      | 13 000                        | 13 400        | 103.08 |
| 62263100 Honoraires sociaux             | 4 093                       |                               | 4 093         |        |
| 62263200 Honoraires cir                 | 20 000                      |                               | 20 000        |        |
| 62263300 Honoraires comptable           | 12 750                      |                               | 12 750        |        |
| 62270000 Frais d'actes et de contentieu | 840                         |                               | 840           |        |
| 62271000 Frais d'actes                  |                             | 833                           | -833          | NS     |
| 62300000 Publicité, publication         |                             | 3 300                         | -3 300        | NS     |
| 62310000 Annonces et insertions         | 4 706                       |                               | 4 706         |        |
| 62311000 Publicité documentation        |                             | 426                           | -426          | NS     |
| 62320000 Echantillons                   |                             | 236                           | -236          | NS     |
| 62330000 Foires et expositions          | 175                         |                               | 175           |        |
| 62340000 Cadeaux à la clientèle         |                             | 55                            | -55           | NS     |
| 62400000 Transport de bien et collectif |                             | 11                            | -11           | NS     |
| 62410000 Transports sur achats          | 55                          | 1 994                         | -1 939        | -97.24 |
| 62500000 Déplacement, missions, recept  | 1 698                       | 2 077                         | -379          | -18.25 |
| 62510000 Voyages et déplacements        |                             | 4 967                         | -4 967        | NS     |
| 62511000 Peages                         |                             | 1 329                         | -1 329        | NS     |
| 62512000 Parking                        |                             | 226                           | -226          | NS     |
| 62515700 Voyage et déplacements 5700    |                             | 149                           | -149          | NS     |
| 62515900 Voyage et déplacement 59000    |                             | 100                           | -100          | NS     |
| 62518500 Abt transport latour sandrine  | 624                         | 1 019                         | -395          | -38.76 |
| 62520000 Voyage et déplacements         |                             | 1 078                         | -1 078        | NS     |
| 62530000 Voyage et déplacements         |                             | 1 715                         | -1 715        | NS     |
| 62550000 Frais de déménagement          | 2 000                       | 10 315                        | -8 315        | -80.61 |
| 62561000 Repas                          |                             | 1 129                         | -1 129        | NS     |
| 62562000 Logements                      |                             | 2 302                         | -2 302        | NS     |
| 62570000 Réceptions                     | 1 141                       | 165                           | 977           | 593.58 |



**DETAIL COMPTE DE RESULTAT**

|  | Exercice N<br>31/12/2020 12 | Exercice N-1<br>31/12/2019 12 | Ecart N / N-1   |                 |
|--|-----------------------------|-------------------------------|-----------------|-----------------|
|  |                             |                               | Euros           | %               |
| 62571000 Réceptions                          |                             | 433                           | - 433           | NS              |
| 62580000 Réceptions                          |                             | 2 212                         | - 2 212         | NS              |
| 62600000 Frais de télécommun                 | 25 704                      | 12 472                        | 13 232          | 106. 10         |
| 62610000 Frais postaux                       | 776                         | 1 151                         | - 375           | - 32. 56        |
| 62620000 Telephone fixe siege                |                             | 1 468                         | - 1 468         | NS              |
| 62650000 Téléphone portable                  |                             | 12 138                        | - 12 138        | NS              |
| 62660000 Licences informatique               |                             | 5 434                         | - 5 434         | NS              |
| 62670000 Audio conf?rence                    |                             | 649                           | - 649           | NS              |
| 62712000 Frais bancaires nuger               | 1 097                       | 683                           | 414             | 60. 54          |
| 62715000 Frais bancaire crédit mutuel        | 430                         |                               | 430             |                 |
| 62716000 Frais bancaire crédit agricole      | 257                         | 753                           | - 496           | - 65. 87        |
| 62717000 Frais bancaires cic                 | 1 247                       | 1 270                         | - 22            | - 1. 77         |
| 62718000 Frais bancaire arkéa                |                             | 420                           | - 420           | NS              |
| 62750000 Frais sur effets                    | 517                         |                               | 517             |                 |
| 62800000 Divers                              | 17                          | 762                           | - 745           | - 97. 82        |
| 62810000 Concours divers                     | 4 298                       |                               | 4 298           |                 |
| <b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b> | <b>48 422</b>               | <b>61 985</b>                 | <b>- 13 562</b> | <b>- 21. 88</b> |
| 63330000 Participation des employeurs à      | 9 575                       | 9 089                         | 486             | 5. 35           |
| 63340000 Particip des employeu à effor       |                             | 1 363                         | - 1 363         | NS              |
| 63350000 Vers.libéra ouvr droit exo ta       | 9 538                       |                               | 9 538           |                 |
| 63380000 Csp                                 | 24 796                      |                               | 24 796          |                 |
| 63511000 Contrib économ et territoriale      | 4 283                       |                               | 4 283           |                 |
| 63512000 Taxe foncières                      |                             | 7 919                         | - 7 919         | NS              |
| 63514000 Taxe sur véhicule société           | 230                         | 1 142                         | - 912           | - 79. 86        |
| 63710000 Contrib soc et solidar société      |                             | 40 226                        | - 40 226        | NS              |
| 63711000 Taxes delivrance                    |                             | 45                            | - 45            | NS              |
| 63712000 Taxes annuités                      |                             | 2 137                         | - 2 137         | NS              |
| 63780000 Taxes diverses                      |                             | 63                            | - 63            | NS              |
| <b>SALAIRES ET TRAITEMENTS</b>               | <b>788 593</b>              | <b>874 910</b>                | <b>- 86 317</b> | <b>- 9. 87</b>  |
| 64110000 Rémunération du personnel           | 606 307                     | 807 623                       | - 201 316       | - 24. 93        |
| 64120000 Procisions cp                       | - 7 581                     | - 13 231                      | 5 650           | 42. 70          |
| 64130000 Prime et gratification              | 43 517                      | 1 045                         | 42 472          | NS              |
| 64132000 Pvo                                 | - 11 928                    | 11 928                        | - 23 857        | NS              |
| 64140000 Indemnité et avantage divers        | 10 541                      |                               | 10 541          |                 |
| 64140300 Indemnités licenciement             | 117 374                     |                               | 117 374         |                 |
| 64140500 Indemnité de rupture conventio      | 30 363                      |                               | 30 363          |                 |
| 64141700 Indemnités licenciement km sc       |                             | 20 332                        | - 20 332        | NS              |
| 64142400 Indemnités licenciement fv          |                             | 27 426                        | - 27 426        | NS              |
| 64143700 Indemnité rupt conventionnel        |                             | 8 500                         | - 8 500         | NS              |
| 64144900 Indemnités licenciement fg          |                             | 5 271                         | - 5 271         | NS              |
| 64145900 Indemnité rupt conventionnel        |                             | 6 015                         | - 6 015         | NS              |
| <b>CHARGES SOCIALES</b>                      | <b>303 258</b>              | <b>374 893</b>                | <b>- 71 635</b> | <b>- 19. 11</b> |
| 64510000 URSSAF                              | 179 493                     | 236 465                       | - 56 973        | - 24. 09        |
| 64520900 Cotisations mutuelles               | 19 381                      | 1 601                         | 17 780          | NS              |
| 64530000 MALAKOFF                            | 73 798                      | 98 722                        | - 24 924        | - 25. 25        |
| 64540900 Cotisations retraite addition       | 261                         | 22                            | 239             | NS              |
| 64580000 Adesatt                             | 120                         | 162                           | - 42            | - 26. 15        |
| 64700000 Ijss                                |                             | 3 129                         | - 3 129         | NS              |
| 64711000 Tickets restaurant                  | 12 929                      | 19 661                        | - 6 732         | - 34. 24        |
| 64740000 Vers aux autres oeuvres social      |                             | 2 185                         | - 2 185         | NS              |
| 64750000 Médecine du travail, pharmacie      | 25                          | 2 778                         | - 2 753         | - 99. 10        |
| 64800000 Autres charges de personnel         | 17 253                      | 10 169                        | 7 084           | 69. 67          |

**DETAIL COMPTE DE RESULTAT**

|  | Exercice N<br>31/12/2020 12 | Exercice N-1<br>31/12/2019 12 | Ecart N / N-1      |                 |
|--|-----------------------------|-------------------------------|--------------------|-----------------|
|  |                             |                               | Euros              | %               |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS | 147 595                     | 179 057                       | - 31 461           | - 17. 57        |
| 68111000 Dota° aux amort immo incorpore          | 137 047                     | 149 483                       | - 12 436           | - 8. 32         |
| 68112000 Dota°aux amort immo corporel            | 10 548                      | 29 573                        | - 19 025           | - 64. 33        |
| DOTATIONS AUX DEPRECIATIONS SUR IMMOBILISATIONS  | 250 280                     |                               | 250 280            |                 |
| 68162000 Dépréciation immo corporelles           | 250 280                     |                               | 250 280            |                 |
| DOTATIONS AUX DEPRECIATIONS SUR ACTIF CIRCULANT  | 508 592                     | 3 215 306                     | - 2 706 714        | - 84. 18        |
| 68173000 Dota°stock en cours                     | 451 941                     | 446 188                       | 5 753              | 1. 29           |
| 68173100 Dota° stock                             |                             | 1 544 536                     | - 1 544 536        | NS              |
| 68173200 Dota° stock                             |                             | 15 749                        | - 15 749           | NS              |
| 68173300 Dota° stock                             |                             | 448 803                       | - 448 803          | NS              |
| 68173400 Dota° stock                             |                             | 467 741                       | - 467 741          | NS              |
| 68173500 Dota° stock                             |                             | 236 660                       | - 236 660          | NS              |
| 68174000 Créances                                | 56 651                      | 55 629                        | 1 022              | 1. 84           |
| AUTRES CHARGES                                   | 1 209                       | 2 828                         | - 1 619            | - 57. 24        |
| 65100000 Redevances pour concession,br           |                             | 117                           | - 117              | NS              |
| 65300000 Jetons de présence                      |                             | 2 400                         | - 2 400            | NS              |
| 65310000 Jetons de présence                      |                             | 300                           | - 300              | NS              |
| 65800000 Charges diverses de gestion co          | 1 209                       | 8                             | 1 201              | NS              |
| 65899900 Charge diverses de gestion cou          |                             | 3                             | - 3                | NS              |
| <b>Total des Charges d'exploitation</b>          | <b>2 921 939</b>            | <b>5 713 875</b>              | <b>- 2 791 937</b> | <b>- 48. 86</b> |
| <b>Résultat d'exploitation</b>                   | <b>- 1 647 364</b>          | <b>- 4 387 912</b>            | <b>2 740 548</b>   | <b>62. 46</b>   |
| AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES            | 2 500 000                   | 5 600 000                     | - 3 100 000        | - 55. 36        |
| 76810000 Abandon de créance                      | 2 500 000                   | 5 600 000                     | - 3 100 000        | - 55. 36        |
| DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE                  | 29                          |                               | 29                 |                 |
| 76600000 Gains de change                         | 29                          |                               | 29                 |                 |
| <b>Total des Produits financiers</b>             | <b>2 500 029</b>            | <b>5 600 000</b>              | <b>- 3 099 971</b> | <b>- 55. 36</b> |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES                   |                             | 34                            | - 34               | - 100. 00       |
| 66880000 Autres charges financières              |                             | 34                            | - 34               | NS              |
| DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE                  | 56                          | 93                            | - 37               | - 39. 87        |
| 66600000 Pertes de change                        | 56                          | 93                            | - 37               | - 39. 87        |
| <b>Total des Charges financières</b>             | <b>56</b>                   | <b>127</b>                    | <b>- 71</b>        | <b>- 56. 14</b> |
| <b>Résultat financier</b>                        | <b>2 499 973</b>            | <b>5 599 873</b>              | <b>- 3 099 900</b> | <b>- 55. 36</b> |
| <b>Résultat courant avant impôts</b>             | <b>852 609</b>              | <b>1 211 960</b>              | <b>- 359 351</b>   | <b>- 29. 65</b> |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION | 960                         | 5 829                         | - 4 869            | - 83. 53        |
| 77100000 Produits exceptionnels s/ op            |                             | 417                           | - 417              | NS              |
| 77111000 Produits exceptionnels s/ op            |                             | 4 281                         | - 4 281            | NS              |
| 77180000 Poduits exceptionnels                   | 960                         |                               | 960                |                 |
| 77200000 Produits exceptionnels s/exo            |                             | 1 131                         | - 1 131            | NS              |

## DETAIL COMPTE DE RESULTAT

|   | Exercice N<br>31/12/2020 12 | Exercice N-1<br>31/12/2019 12 | Ecart N / N-1 |          |
|---|-----------------------------|-------------------------------|---------------|----------|
|   |                             |                               | Euros         | %        |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS EN CAPITAL                |                             | 160                           | - 160         | - 100.00 |
| 77500000 Prix de cession elements actif                         |                             | 160                           | - 160         | NS       |
| REPRISES SUR DEPRECIATIONS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES |                             | 16 500                        | - 16 500      | - 100.00 |
| 78750000 Reprise prov pour risques                              |                             | 16 500                        | - 16 500      | NS       |
| <b>Total des Produits exceptionnels</b>                         | 960                         | 22 489                        | - 21 529      | - 95.73  |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION               | 4 484                       | 1                             | 4 483         | NS       |
| 67120000 Péna,amend fiscale et pénale                           |                             | 1                             | - 1           | NS       |
| 67180000 Charges exceptionnelles                                | 4 484                       |                               | 4 484         |          |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS EN CAPITAL               |                             | 27                            | - 27          | - 100.00 |
| 67800000 Autres charges exceptionnelles                         |                             | 27                            | - 27          | NS       |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS       |                             | 321 594                       | - 321 594     | - 100.00 |
| 68710000 Dota° exceptionnelle des immos                         |                             | 96 594                        | - 96 594      | NS       |
| 68750000 Dota° aux prov exceptionnelle                          |                             | 225 000                       | - 225 000     | NS       |
| <b>Total des Charges exceptionnelles</b>                        | 4 484                       | 321 622                       | - 317 138     | - 98.61  |
| <b>Résultat exceptionnel</b>                                    | - 3 524                     | - 299 133                     | 295 609       | 98.82    |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES  | - 159 047                   | - 349 147                     | 190 100       | 54.45    |
| 69910000 Credit impot recherche                                 | - 159 047                   | - 349 147                     | 190 100       | 54.45    |
| <b>Total des produits</b>                                       | 3 775 564                   | 6 948 452                     | - 3 172 888   | - 45.66  |
| <b>Total des charges</b>  | 2 767 431                   | 5 686 477                     | - 2 919 046   | - 51.33  |
| <b>Bénéfice ou perte (Produits - Charges)</b>                   | 1 008 133                   | 1 261 974                     | - 253 842     | - 20.11  |

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION  
28 place Henri Dunant  
BP 38 UFR Médecine et Pharmacie  
63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1



## DOSSIER FISCAL

Désignation de l'entreprise : **CLERMONT AUVERGNE INNOVATION** Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois\* **12**  
 Adresse de l'entreprise **28 place Henri Dunant** **63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1** Durée de l'exercice précédent\* **12**

Numéro SIRET\* **7 9 3 3 7 2 5 2 5 0 0 0 1 4** Néant  \*

|  |   |   |                                 | Exercice N clos le, <b>13 11 22 02 0</b> |                  | N-1 <b>13 11 22 01 9</b>               |  |
|--|---|---|---------------------------------|--|------------------|--|--|
|  |   | Brut<br>1   | Amortissements, provisions<br>2 | Net<br>3                                 | Net<br>4         |  |  |
| <b>Capital souscrit non appelé (I)</b> |   |   |                                 |  |                  |  |  |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES          | AA  |   |                                 |  |                  |  |  |
|  | AB  | Frais d'établissement *   |                                 | AC                                       |                  |  |  |
|  | CX  | Frais de développement *  |                                 | CQ                                       |                  |  |  |
|  | AF  | 267 666   | 62 408                          | 205 258                                  |                  |  |  |
|  | AH  | Fonds commercial (1)  |                                 | AI                                       |                  |  |  |
|  | AJ  | 1 158 124   | 380 760                         | 777 364                                  | 893 714          |  |  |
|  | AL  | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles             |                                 | AM                                       |                  |  |  |
|  | AN  | Terrains  |                                 | AO                                       |                  |  |  |
|  | AP  | Constructions   |                                 | AQ                                       |                  |  |  |
|  | AR  | 154 664   | 154 664                         |  | 2 248            |  |  |
| AT                                     | 241 302   | 228 970   | 12 333                          | 19 181                                   |                  |  |  |
| AV                                     | 250 280   | 250 280   |                                 | 250 280                                  |                  |  |  |
| AX                                     | Avances et acomptes   |   | AY                              |  |                  |  |  |
| CS                                     | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence |   | CT                              |  |                  |  |  |
| CU                                     | Autres participations   |   | CV                              |  |                  |  |  |
| BB                                     | Créances rattachées à des participations                        |   | BC                              |  |                  |  |  |
| BD                                     | Autres titres immobilisés                                       |   | BE                              |  |                  |  |  |
| BF                                     | Prêts   |   | BG                              |  |                  |  |  |
| BH                                     | 708   |   | 708                             | 1 800                                    |                  |  |  |
| <b>TOTAL (II)</b>                      |   | <b>2 072 743</b>  | <b>1 077 082</b>                | <b>995 662</b>                           | <b>1 167 223</b> |  |  |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES            | BL  | Matières premières, approvisionnements                            |                                 | BM                                       |                  |  |  |
|  | BN  | En cours de production de biens                                   |                                 | BO                                       |                  |  |  |
|  | BP  | 5 814 380   | 5 149 850                       | 664 530                                  | 862 720          |  |  |
|  | BR  | Produits intermédiaires et finis                                  |                                 | BS                                       |                  |  |  |
|  | BT  | Marchandises  |                                 | BU                                       |                  |  |  |
|  | BV  | Avances et acomptes versés sur commandes                          |                                 | BW                                       |                  |  |  |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (C)        | BX  | 294 346   | 169 560                         | 124 786                                  | 140 075          |  |  |
|  | BZ  | 3 461 479   |                                 | 3 461 479                                | 3 663 382        |  |  |
|  | CB  | Capital souscrit et appelé, non versé                             |                                 | CC                                       |                  |  |  |
| DIVERS                                 | CD  | 130 016   |                                 | 130 016                                  |                  |  |  |
|  | CF  | 1 555 843   |                                 | 1 555 843                                | 2 662 242        |  |  |
| Comptes de régularisation              | CH  | 11 806  |                                 | 11 806                                   | 5 070            |  |  |
|  | CJ  | 11 267 870  | 5 319 410                       | 5 948 459                                | 7 333 489        |  |  |
|  | CW  | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)                          |                                 | CM                                       |                  |  |  |
|  | CM  | Primes de remboursement des obligations (V)                       |                                 | CN                                       |                  |  |  |
|  | CN  | Ecart de conversion actif* (VI)                                   |                                 | CO                                       |                  |  |  |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)</b>          |   | <b>13 340 613</b>   | <b>6 396 492</b>                | <b>6 944 121</b>                         | <b>8 500 712</b> |  |  |
| Renvois : (1) Dont droit au bail       |   | (2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : |                                 | CP                                       | 708              | (3) Part à plus d'un an : CR 1 002 563 |  |

Clause de réserve de propriété : \* Immobilisations : Stocks : Créances :

\* Des évaluations concernant cette rubrique sont données dans le bilan n° 2022. Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable En Euros.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

|  |  | Exercice N | Exercice N-1 |               |
|--|--|------------|--------------|---------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>  | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : .....1...0.0.0...0.0.0.....)   | DA         | 1 000 000    | 1 000 000     |
|  | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...  | DB         |              |               |
|  | Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <b>EK</b> )   | DC         |              |               |
|  | Réserve légale (3)   | DD         |              |               |
|  | Réserves statutaires ou contractuelles   | DE         |              |               |
|  | Réserves réglementées (3)* ( Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <b>B1</b> )               | DF         |              |               |
|  | Autres réserves ( Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <b>EJ</b> )                 | DG         |              |               |
|  | Report à nouveau   | DH         | ( 78 469 )   | ( 1 340 443 ) |
|  | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)   | DI         | 1 008 133    | 1 261 974     |
|  | Subventions d'investissement   | DJ         |              |               |
|  | Provisions réglementées *  | DK         |              |               |
|  | <b>TOTAL (I)</b>   | DL         | 1 929 664    | 921 531       |
| <b>Autres fonds propres</b>  | Produit des émissions de titres participatifs  | DM         |              |               |
|  | Avances conditionnées  | DN         |              |               |
|  | <b>TOTAL (II)</b>  | DO         |              |               |
| <b>Provisions pour risques et charges</b>                                    | Provisions pour risques  | DP         |              |               |
|  | Provisions pour charges  | DQ         | 23 000       | 248 000       |
|  | <b>TOTAL (III)</b>   | DR         | 23 000       | 248 000       |
| <b>DETTES (4)</b>  | Emprunts obligataires convertibles   | DS         |              |               |
|  | Autres emprunts obligataires   | DT         |              |               |
|  | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)   | DU         |              |               |
|  | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <b>EI</b> )   | DV         | 4 154 000    | 6 654 000     |
|  | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours   | DW         |              |               |
|  | Dettes fournisseurs et comptes rattachés   | DX         | 549 672      | 451 374       |
|  | Dettes fiscales et sociales  | DY         | 282 649      | 221 958       |
|  | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés  | DZ         |              |               |
|  | Autres dettes  | EA         | 5 137        | 3 849         |
| <b>Compte régul.</b>   | EB   |            |              |               |
|  | EC   | 4 991 458  | 7 331 181    |               |
|  | ED   |            |              |               |
| <b>TOTAL (IV)</b>  | EE   | 6 944 121  | 8 500 712    |               |
|  | EF   |            |              |               |
|  | EG   |            |              |               |
|  | EH   |            |              |               |
| <b>RENOIS</b>  | (1) Ecart de réévaluation incorporé au capital   | IB         |              |               |
|  | (2) Dont {<br>Réserve spéciale de réévaluation (1959)<br>Ecart de réévaluation libre<br>Réserve de réévaluation (1976) | IC         |              |               |
|  |  | ID         |              |               |
|  |  | IE         |              |               |
|  | (3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *   | EF         |              |               |
| (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an                    | EG   | 4 991 458  | 7 331 181    |               |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH   |            |              |               |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

|   |   | Exercice N                                      |                                   |  |         | Exercice (N-1) |             |             |
|---|---|---|-----------------------------------|--|---------|----------------|-------------|-------------|
|   |   | France  |                                   | Exportations et livraisons intracommunautaires |         |                | Total       |             |
| PRODUITS D'EXPLOITATION   | Ventes de marchandises*   | FA  |                                   | FB   | FC      |                |             |             |
|   | Production vendue   | } biens*  | FD                                |  | FE      | FF             |             |             |
|   |   |   | } services*                       | FG   | 412 850 | FH             | FI          | 412 850     |
|   | Chiffres d'affaires nets*   | FJ  |                                   | 412 850  | FK      | FL             | 412 850     | 168 801     |
|   | Production stockée*   |   |                                   |  | FM      | (170 724)      | (215 463)   |             |
|   | Production immobilisée*   |   |                                   |  | FN      | 225 955        |             |             |
|   | Subventions d'exploitation  |   |                                   |  | FO      | 120 000        | 120 000     |             |
|   | Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges* (9)                    |   |                                   |  | FP      | 667 466        | 1 191 365   |             |
|   | Autres produits (1) (11)  |   |                                   |  | FQ      | 19 028         | 61 260      |             |
|   | <b>Total des produits d'exploitation (2) (I)</b>  |   |                                   |  |         |                | FR          | 1 274 575   |
| CHARGES D'EXPLOITATION  | Achats de marchandises (y compris droits de douane)*                                    |   |                                   |  | FS      |                | 124         |             |
|   | Variation de stock (marchandises)*  |   |                                   |  | FT      |                |             |             |
|   | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* |   |                                   |  | FU      |                |             |             |
|   | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*                          |   |                                   |  | FV      |                |             |             |
|   | Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *   |   |                                   |  | FW      | 873 989        | 1 004 773   |             |
|   | Impôts, taxes et versements assimilés*  |   |                                   |  | FX      | 48 422         | 61 985      |             |
|   | Salaires et traitements*  |   |                                   |  | FY      | 788 593        | 874 910     |             |
|   | Charges sociales (10)   |   |                                   |  | FZ      | 303 258        | 374 893     |             |
|   | DOTATIONS D'EXPLOITATION  | Sur immobilisations                             | } - dotations aux amortissements* |  |         | GA             | 147 595     | 179 057     |
|   |   |   |                                   |  |         | GB             | 250 280     |             |
|   |   | Sur actif circulant : dotations aux provisions* |                                   |  | GC      | 508 592        | 3 215 306   |             |
|   | Pour risques et charges : dotations aux provisions                                      |   |                                   | GD   |         |                |             |             |
|   | Autres charges (12)   |   |                                   |  | GE      | 1 209          | 2 828       |             |
| <b>Total des charges d'exploitation (4) (II)</b>                      |   |   |                                   |  |         | GF             | 2 921 939   | 5 713 875   |
| <b>1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>                           |   |   |                                   |  |         | GG             | (1 647 364) | (4 387 912) |
| opérations en commun  | Bénéfice attribué ou perte transférée*  |   |                                   |  | GH      |                |             |             |
|   | Perte supportée ou bénéfice transféré*  |   |                                   |  | GI      |                |             |             |
| PRODUITS FINANCIERS   | Produits financiers de participations (5)   |   |                                   |  | GJ      |                |             |             |
|   | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)            |   |                                   |  | GK      |                |             |             |
|   | Autres intérêts et produits assimilés (5)   |   |                                   |  | GL      | 2 500 000      | 5 600 000   |             |
|   | Reprises sur provisions et transferts de charges  |   |                                   |  | GM      |                |             |             |
|   | Différences positives de change   |   |                                   |  | GN      | 29             |             |             |
|   | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement                           |   |                                   |  | GO      |                |             |             |
| <b>Total des produits financiers (V)</b>                              |   |   |                                   |  |         | GP             | 2 500 029   | 5 600 000   |
| CHARGES FINANCIÈRES   | Dotations financières aux amortissements et provisions*                                 |   |                                   |  | GQ      |                |             |             |
|   | Intérêts et charges assimilées (6)  |   |                                   |  | GR      |                | 34          |             |
|   | Différences négatives de change   |   |                                   |  | GS      | 56             | 93          |             |
|   | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement                          |   |                                   |  | GT      |                |             |             |
| <b>Total des charges financières (VI)</b>                             |   |   |                                   |  |         | GU             | 56          | 127         |
| <b>2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>                                |   |   |                                   |  |         | GV             | 2 499 973   | 5 599 873   |
| <b>3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)</b> |   |   |                                   |  |         | GW             | 852 609     | 1 211 960   |

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT



|  |   |   |  |  |    |  |                          |  |    |                                  |           |                        |  |
|--|---|---|--|--|----|--|--------------------------|--|----|----------------------------------|-----------|------------------------|--|
| Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION   |   |   |  |  |    |  |                          |  |    | Néant <input type="checkbox"/> * |           |                        |  |
|  |   |   |  |  |    |  |                          |  |    | Exercice N                       |           | Exercice N-1           |  |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS   | Produits exceptionnels sur opérations de gestion                    |   |  |  |    |  |                          |  |    | HA                               | 960       | 5 829                  |  |
|  | Produits exceptionnels sur opérations en capital *                  |   |  |  |    |  |                          |  |    | HB                               |           | 160                    |  |
|  | Reprises sur provisions et transferts de charges                    |   |  |  |    |  |                          |  |    | HC                               |           | 16 500                 |  |
|  | <b>Total des produits exceptionnels (7) (VII)</b>                   |   |  |  |    |  |                          |  |    | HD                               | 960       | 22 489                 |  |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES  | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)           |   |  |  |    |  |                          |  |    | HE                               | 4 484     | 1                      |  |
|  | Charges exceptionnelles sur opérations en capital *                 |   |  |  |    |  |                          |  |    | HF                               |           | 27                     |  |
|  | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions          |   |  |  |    |  |                          |  |    | HG                               |           | 321 594                |  |
|  | <b>Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)</b>                 |   |  |  |    |  |                          |  |    | HH                               | 4 484     | 321 622                |  |
| <b>4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>  |   |   |  |  |    |  |                          |  |    | HI                               | (3 524)   | (299 133)              |  |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)  |   |   |  |  |    |  |                          |  |    | HJ                               |           |                        |  |
| Impôts sur les bénéfices *   |   |   |  |  |    |  |                          |  |    | HK                               | (159 047) | (349 147)              |  |
| <b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>  |   |   |  |  |    |  |                          |  |    | HL                               | 3 775 564 | 6 948 452              |  |
| <b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>  |   |   |  |  |    |  |                          |  |    | HM                               | 2 767 431 | 5 686 477              |  |
| <b>5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)</b>  |   |   |  |  |    |  |                          |  |    | HN                               | 1 008 133 | 1 261 974              |  |
| RENVois  | (1)   | Dont produits nets partiels sur opérations à long terme   |  |  |    |  |                          |  |    | HO                               |           |                        |  |
|  | (2)   | Dont  | produits de locations immobilières   |  |    |  |                          |  |    | HY                               |           |                        |  |
|  |   |   | produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) |  |    |  |                          |  |    | IG                               |           |                        |  |
|  | (3)   | Dont  | - Crédit bail mobilier *   |  |    |  |                          |  |    | HP                               |           |                        |  |
|  |   |   | - Crédit bail immobilier   |  |    |  |                          |  |    | HQ                               |           |                        |  |
|  | (4)   | Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)                     |  |  |    |  |                          |  |    | IH                               |           |                        |  |
|  | (5)   | Dont produits concernant les entreprises liées  |  |  |    |  |                          |  |    | IJ                               |           |                        |  |
|  | (6)   | Dont intérêts concernant les entreprises liées  |  |  |    |  |                          |  |    | IK                               |           |                        |  |
|  | (6bis)  | Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)   |  |  |    |  |                          |  |    | HX                               |           |                        |  |
|  | (6ter)  | Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)  |  |  |    |  |                          |  |    | RC                               |           |                        |  |
|  |   | Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles ( art. 39 quinquies D)                             |  |  |    |  |                          |  |    | RD                               |           |                        |  |
|  | (9)   | Dont transferts de charges  |  |  |    |  |                          |  |    | A1                               | 17 991    | 75                     |  |
|  | (10)  | Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS) |  |  |    |  |                          |  |    | A5                               |           |                        |  |
| (11)   | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) |   |  |  |    |  |                          |  | A3 |                                  | 61 000    |                        |  |
| (12)   | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)  |   |  |  |    |  |                          |  | A4 |                                  | 117       |                        |  |
| (13)   | Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :           |   | facultatives   |  | A6 |  | obligatoires             |  | A9 |                                  |           |                        |  |
|  | Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite |   |  |  | A8 |  | dont cotisations Madelin |  | A7 |                                  |           |                        |  |
| (7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) |   |   |  |  |    |  |                          |  |    | Exercice N                       |           |                        |  |
| diverses régularisation de tiers   |   |   |  |  |    |  |                          |  |    | Charges exceptionnelles          |           | Produits exceptionnels |  |
|  |   |   |  |  |    |  |                          |  |    | 4 484                            |           | 960                    |  |
|  |   |   |  |  |    |  |                          |  |    |                                  |           |                        |  |
| (8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :  |   |   |  |  |    |  |                          |  |    | Exercice N                       |           |                        |  |
|  |   |   |  |  |    |  |                          |  |    | Charges antérieures              |           | Produits antérieurs    |  |
|  |   |   |  |  |    |  |                          |  |    |                                  |           |                        |  |
|  |   |   |  |  |    |  |                          |  |    |                                  |           |                        |  |

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Cegid Quadra

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

| Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION |   |  |                   |   |           |   |           |   |           | Néant  |           | *       |       |
|--|---|--|-------------------|---|-----------|---|-----------|---|-----------|--|-----------|---------|-------|
| CADRE A  |   | IMMOBILISATIONS  |                   |   |           | Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice |           | Augmentations   |           |  |           |         |       |
|  |   |  |                   |   |           |   |           | Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence |           | Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste |           |         |       |
|  |   |  |                   |   |           | 1   |           | 2   |           | 3  |           |         |       |
| INCO   | Frais d'établissement et de développement                   | TOTAL I  |                   |   |           | CZ  |           | D8  |           | D9   |           |         |       |
|  | Autres postes d'immobilisations incorporelles               | TOTAL II   |                   |   |           | KD  | 1 199 835 | KE  |           | KF   | 225 955   |         |       |
| CORP   | Terrains  |  |                   |   | KG        |   | KH        |   | KI        |  |           |         |       |
|  | Constructions   | Sur sol propre   | [ Dont Composants | L9  |           | KJ  |           | KK  |           | KL   |           |         |       |
|  |   | Sur sol d'autrui   | [ Dont Composants | M1  |           | KM  |           | KN  |           | KO   |           |         |       |
|  |   | Installations générales, agencements et aménagements des constructions * | [ Dont Composants | M2  |           | KP  |           | KQ  |           | KR   |           |         |       |
|  | Installations techniques, matériel et outillage industriels |  | [ Dont Composants | M3  |           | KS  | 154 664   | KT  |           | KU   |           |         |       |
|  | Autres immobilisations corporelles                          | Installations générales, agencements aménagements divers *               |                   |   |           | KV  | 9 328     | KW  |           | KX   |           |         |       |
|  |   | Matériel de transport *  |                   |   |           | KY  |           | KZ  |           | LA   |           |         |       |
|  |   | Matériel de bureau et mobilier informatique                              |                   |   |           | LB  | 230 522   | LC  |           | LD   | 1 452     |         |       |
|  |   | Emballages récupérables et divers *                                      |                   |   |           | LE  |           | LF  |           | LG   |           |         |       |
|  | Immobilisations corporelles en cours                        |  |                   |   | LH        | 250 280   | LI        |   | LJ        |  |           |         |       |
|  | Avances et acomptes   |  |                   |   | LK        |   | LL        |   | LM        |  |           |         |       |
|  | TOTAL III   |  |                   |   | LN        | 644 794   | LO        |   | LP        | 1 452  |           |         |       |
|  | FINAN   | Participations évaluées par mise en équivalence                          |                   |   |           | 8G  |           | 8M  |           | 8T   |           |         |       |
| Autres participations                                      |   |  |                   | 8U  |           | 8V  |           | 8W  |           |  |           |         |       |
| Autres titres immobilisés                                  |   |  |                   | 1P  |           | 1R  |           | 1S  |           |  |           |         |       |
| Prêts et autres immobilisations financières                |   |  |                   | 1T  | 1 800     | 1U  |           | 1V  |           |  |           |         |       |
| TOTAL IV   |   |  |                   | LQ  | 1 800     | LR  |           | LS  |           |  |           |         |       |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)                          |   |  |                   | ØG  | 1 846 429 | ØH  |           | ØJ  | 227 407   |  |           |         |       |
| CADRE B  |   | IMMOBILISATIONS  |                   |   |           | Diminutions   |           | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice   |           | Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence    |           |         |       |
|  |   | par virement de poste à poste  |                   | par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence |           | 3   |           | 4   |           |  |           |         |       |
|  |   | 1  |                   | 2   |           |   |           |   |           |  |           |         |       |
| INCO   | Frais d'établissement et de développement                   | TOTAL I  |                   | IN  |           | CØ  |           | DØ  |           | D7   |           |         |       |
|  | Autres postes d'immobilisations incorporelles               | TOTAL II   |                   | IO  |           | LV  |           | LW  | 1 425 790 | IX   | 1 425 790 |         |       |
| CORP   | Terrains  |  |                   |   | IP        |   | LX        |   | LY        |  | LZ        |         |       |
|  | Constructions   | Sur sol propre   |                   |   | IQ        |   | MA        |   | MB        |  | MC        |         |       |
|  |   | Sur sol d'autrui   |                   |   | IR        |   | MD        |   | ME        |  | MF        |         |       |
|  |   | Inst. gales, agencts et am. des constructions                            |                   |   | IS        |   | MG        |   | MH        |  | MI        |         |       |
|  | Installations techniques, matériel et outillage industriels |  |                   |   | IT        |   | MJ        | 154 664   | MK        | 154 664  | ML        | 154 664 |       |
|  | Autres immobilisations corporelles                          | Inst. gales, agencts, aménagements divers                                |                   |   |           | IU  |           | MM  | 9 328     | MN   | 9 328     | MO      | 9 328 |
|  |   | Matériel de transport  |                   |   |           | IV  |           | MP  |           | MQ   |           | MR      |       |
|  | Matériel de bureau et mobilier informatique, mobilier       |  |                   |   | IW        |   | MS        | 231 974   | MT        | 231 974  | MU        | 231 974 |       |
|  | Emballages récupérables et divers *                         |  |                   |   | IX        |   | MV        |   | MW        |  | MX        |         |       |
|  | Immobilisations corporelles en cours                        |  |                   |   | MY        |   | MZ        | 250 280   | NA        | 250 280  | NB        | 250 280 |       |
| Avances et acomptes  |   |  |                   | NC  |           | ND  |           | NE  |           | NF   |           |         |       |
| TOTAL III  |   |  |                   | IY  |           | NG  | 646 246   | NH  | 646 246   | NI   | 646 246   |         |       |
| FINAN  | Participations évaluées par mise en équivalence             |  |                   |   | IZ        |   | ØU        |   | M7        |  | ØW        |         |       |
|  | Autres participations                                       |  |                   |   | IØ        |   | ØX        |   | ØY        |  | ØZ        |         |       |
|  | Autres titres immobilisés                                   |  |                   |   | I1        |   | 2B        |   | 2C        |  | 2D        |         |       |
|  | Prêts et autres immobilisations financières                 |  |                   |   | I2        |   | 2E        | 1 093   | 2F        | 708  | 2G        | 708     |       |
|  | TOTAL IV  |  |                   |   | I3        |   | NJ        | 1 093   | NK        | 708  | 2H        | 708     |       |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)                          |   |  |                   | I4  |           | ØK  | 1 093     | ØL  | 2 072 743 | ØM   | 2 072 743 |         |       |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert ComptableEn Euros.

Exercice N, clos le : 3 1 1 2 2 0 2 0

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col.6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

| CADRE A  | Détermination du montant des écarts<br>(col. 1 - col. 2) (1)    |   | Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement     |   |  | Montant de la<br>provision spéciale à<br>la fin de l'exercice<br>[(col. 1 - col.2)<br>- col. 5 (5)] |
|--|---|---|--|---|--|---|
|  | Augmentation<br>du montant brut<br>des immobilisations<br><br>1 | Augmentation<br>du montant<br>des amortissements<br><br>2 | Au cours de l'exercice                                     |   | Montant cumulé<br>à la fin de l'exercice<br>(4)<br><br>5 |   |
|  |   |   | Montant<br>des suppléments<br>d'amortissement (2)<br><br>3 | Fraction résiduelle<br>correspondant aux<br>éléments cédés (3)<br><br>4 |  |   |
| 1 Concessions, brevets et<br>droits similaires         |   |   |  |   |  |   |
| 2 Fonds commercial                                     |   |   |  |   |  |   |
| 3 Terrains   |   |   |  |   |  |   |
| 4 Constructions  |   |   |  |   |  |   |
| 5 Installations techniques<br>mat. et out. industriels |   |   |  |   |  |   |
| 6 Autres immobilisations<br>corporelles                |   |   |  |   |  |   |
| 7 Immobilisations en cours                             |   |   |  |   |  |   |
| 8 Participations                                       |   |   |  |   |  |   |
| 9 Autres titres immobilisés                            |   |   |  |   |  |   |
| 10 TOTAUX  |   |   |  |   |  |   |

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis J du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées, cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :  
a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;  
b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n°2051) à la ligne «Provisions réglementées».

### CADRE B DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

- 1 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE
- 2 - FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
- 3 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE

|   |  |
|---|--|
|   |  |
| - |  |
| = |  |

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES  
(OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF)\*

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES                               |  | Montant des amortissements au début de l'exercice |         | Augmentations : dotations de l'exercice |         | Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises |  | Montant des amortissements à la fin de l'exercice |         |
|---|--|---|---------|---|---------|---|--|---|---------|
| Frais d'établissement et de développement                   | TOTAL I  | CY  |         | EL                                      |         | EM  |  | EN  |         |
| Autres immobilisations incorporelles                        | TOTAL II   | PE  | 281 121 | PF                                      | 137 047 | PG  |  | PH  | 418 168 |
| Terrains  |  | PI  |         | PJ                                      |         | PK  |  | PL  |         |
| Constructions   | Sur sol propre   | PM  |         | PN                                      |         | PO  |  | PQ  |         |
|   | Sur sol d'autrui   | PR  |         | PS                                      |         | PT  |  | PU  |         |
|   | Inst. générales, agencements et aménagements des constructions | PV  |         | PW                                      |         | PX  |  | PY  |         |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels |  | PZ  | 152 416 | QA                                      | 2 248   | QB  |  | QC  | 154 664 |
| Autres immobilisations corporelles                          | Inst. générales, agencements, aménagements divers              | QD  | 6 617   | QE                                      | 406     | QF  |  | QG  | 7 023   |
|   | Matériel de transport  | QH  |         | QI                                      |         | QJ  |  | QK  |         |
|   | Matériel de bureau et informatique, mobilier                   | QL  | 214 052 | QM                                      | 7 894   | QN  |  | QO  | 221 946 |
|   | Emballages récupérables et divers                              | QP  |         | QR                                      |         | QS  |  | QT  |         |
| TOTAL III   |  | QU  | 373 085 | QV                                      | 10 548  | QW  |  | QX  | 383 633 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)                                    |  | ØN  | 654 206 | ØP                                      | 147 595 | ØQ  |  | ØR  | 801 801 |

CADRE B

## VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

| Immobilisations amortissables                   | DOTATIONS                                    |    |                             |    |  |    | REPRISES                                     |    |                             |    |  |    | Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice |    |
|---|--|----|-----------------------------|----|--|----|--|----|-----------------------------|----|--|----|---|----|
|   | Colonne 1<br>Différentiel de durée et autres |    | Colonne 2<br>Mode dégressif |    | Colonne 3<br>Amortissement fiscal exceptionnel |    | Colonne 4<br>Différentiel de durée et autres |    | Colonne 5<br>Mode dégressif |    | Colonne 6<br>Amortissement fiscal exceptionnel |    |   |    |
| Frais établissement                             | M9   |    | N1                          |    | N2   |    | N3   |    | N4                          |    | N5   |    | N6  |    |
| TOTAL I   |  |    |                             |    |  |    |  |    |                             |    |  |    |   |    |
| Autres immob. incorporelles                     | N7   |    | N8                          |    | P6   |    | P7   |    | P8                          |    | P9   |    | Q1  |    |
| TOTAL II  |  |    |                             |    |  |    |  |    |                             |    |  |    |   |    |
| Terrains  | Q2   |    | Q3                          |    | Q4   |    | Q5   |    | Q6                          |    | Q7   |    | Q8  |    |
| Constructions                                   | Sur sol propre                               | Q9 |                             | R1 |  | R2 |  | R3 |                             | R4 |  | R5 |   | R6 |
|   | Sur sol d'autrui                             | R7 |                             | R8 |  | R9 |  | S1 |                             | S2 |  | S3 |   | S4 |
|   | Inst.gales.agenc et am.des const.            | S5 |                             | S6 |  | S7 |  | S8 |                             | S9 |  | T1 |   | T2 |
| Inst. techniques mat. et outillage              | T3   |    | T4                          |    | T5   |    | T6   |    | T7                          |    | T8   |    | T9  |    |
| Autres immobilisations corporelles              | Inst.gales.agenc am. divers                  | U1 |                             | U2 |  | U3 |  | U4 |                             | U5 |  | U6 |   | U7 |
|   | Matériel de transport                        | U8 |                             | U9 |  | V1 |  | V2 |                             | V3 |  | V4 |   | V5 |
|   | Mat. bureau et inform. mobilier              | V6 |                             | V7 |  | V8 |  | V9 |                             | W1 |  | W2 |   | W3 |
|   | Emballages récup.et divers                   | W4 |                             | W5 |  | W6 |  | W7 |                             | W8 |  | W9 |   | X1 |
| TOTAL III                                       | X2   |    | X3                          |    | X4   |    | X5   |    | X6                          |    | X7   |    | X8  |    |
| Frais d'acquisition de titres de participations | NL   |    |                             |    |  |    | NM   |    |                             |    |  |    | NO  |    |
| TOTAL IV  |  |    |                             |    |  |    |  |    |                             |    |  |    |   |    |
| Total général (I+II+III+IV)                     | NP   |    | NQ                          |    | NR   |    | NS   |    | NT                          |    | NU   |    | NV  |    |
| Total général non ventilé (NP + NQ + NR)        | NW   |    |                             |    |  |    | NS + NT + NU                                 | NY |                             |    |  |    | NZ  |    |
| Total général non ventilé (NW - NY)             |  |    |                             |    |  |    |  |    |                             |    |  |    |   |    |

CADRE C

| MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES* | Montant net au début de l'exercice | Augmentations | Dotations de l'exercice aux amortissements | Montant net à la fin de l'exercice |
|---|------------------------------------|---------------|--|------------------------------------|
| Frais d'émission d'emprunt à étaler   |                                    |               | Z9   | Z8                                 |
| Primes de remboursement des obligations   |                                    |               | SP   | SR                                 |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert ComptableEn Euros.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

| Nature des provisions              |  | Montant au début<br>de l'exercice<br>1 | AUGMENTATIONS :<br>Dotations de l'exercice<br>2 | DIMINUTIONS :<br>Reprises de l'exercice<br>3 | Montant<br>à la fin de l'exercice<br>4 |         |         |           |           |
|------------------------------------|--|--|---|--|--|---------|---------|-----------|-----------|
| Provisions réglementées            | Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers * | 3T                                     | TA  | TB   | TC                                     |         |         |           |           |
|                                    | Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)*                  | 3U                                     | TD  | TE   | TF                                     |         |         |           |           |
|                                    | Provisions pour hausse des prix (1)*                                 | 3V                                     | TG  | TH   | TI                                     |         |         |           |           |
|                                    | Amortissements dérogatoires  | 3X                                     | TM  | TN   | TO                                     |         |         |           |           |
|                                    | Dont majorations exceptionnelles de 30 %                             | D3                                     | D4  | D5   | D6                                     |         |         |           |           |
|                                    | Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquiés H du CGI)    | IJ                                     | IK  | IL   | IM                                     |         |         |           |           |
|                                    | Autres provisions réglementées (1)                                   | 3Y                                     | TP  | TQ   | TR                                     |         |         |           |           |
|                                    | TOTAL I  | 3Z                                     | TS  | TT   | TU                                     |         |         |           |           |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour litiges  | 4A                                     | 4B  | 4C   | 4D                                     |         |         |           |           |
|                                    | Provisions pour garanties données aux clients                        | 4E                                     | 4F  | 4G   | 4H                                     |         |         |           |           |
|                                    | Provisions pour pertes sur marchés à terme                           | 4J                                     | 4K  | 4L   | 4M                                     |         |         |           |           |
|                                    | Provisions pour amendes et pénalités                                 | 4N                                     | 4P  | 4R   | 4S                                     |         |         |           |           |
|                                    | Provisions pour pertes de change                                     | 4T                                     | 4U  | 4V   | 4W                                     |         |         |           |           |
|                                    | Provisions pour pensions et obligations similaires                   | 4X                                     | 4Y  | 4Z   | 5A                                     |         |         |           |           |
|                                    | Provisions pour impôts (1)   | 5B                                     | 5C  | 5D   | 5E                                     |         |         |           |           |
|                                    | Provisions pour renouvellement des immobilisations *                 | 5F                                     | 5H  | 5J   | 5K                                     |         |         |           |           |
|                                    | Provisions pour gros entretien et grandes révisions                  | EO                                     | EP  | EQ   | ER                                     |         |         |           |           |
|                                    | Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *    | 5R                                     | 5S  | 5T   | 5U                                     |         |         |           |           |
|                                    | Autres provisions pour risques et charges (1)                        | 5V                                     | 248 000   | 5W   | 225 000                                | 5Y      | 23 000  |           |           |
|                                    | TOTAL II   | 5Z                                     | 248 000   | TV   | 225 000                                | TX      | 23 000  |           |           |
| Provisions pour dépréciation       | sur immobilisations  | - incorporelles                        | 6A  | 25 000                                       | 6B                                     | 6C      | 6D      | 25 000    |           |
|                                    |  | - corporelles                          | 6E  |  | 6F                                     | 250 280 | 6G      | 6H        | 250 280   |
|                                    |  | - titres mis en équivalence            | O2  |  | O3                                     |         | O4      | O5        |           |
|                                    |  | - titres de participation              | 9U  |  | 9V                                     |         | 9W      | 9X        |           |
|                                    | - autres immobilisations financières(1)*                             | O6                                     |   | O7   |  | O8      | O9      |           |           |
|                                    | Sur stocks et en cours   | 6N                                     | 5 122 384                                       | 6P   | 451 941                                | 6R      | 424 475 | 6S        | 5 149 850 |
|                                    | Sur comptes clients  | 6T                                     | 112 909   | 6U   | 56 651                                 | 6V      |         | 6W        | 169 560   |
|                                    | Autres provisions pour dépréciation (1) *                            | 6X                                     |   | 6Y   |  | 6Z      |         | 7A        |           |
| TOTAL III                          | 7B   | 5 260 293                              | TY  | 758 872                                      | TZ                                     | 424 475 | UA      | 5 594 690 |           |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)       | 7C   | 5 508 293                              | UB  | 758 872                                      | UC                                     | 649 475 | UD      | 5 617 690 |           |
| Dont dotations et reprises         | - d'exploitation   |  | UE  | 758 872                                      | UF                                     | 649 475 |         |           |           |
|                                    | - financières  |  | UG  |  | UH                                     |         |         |           |           |
|                                    | - exceptionnelles  |  | UJ  |  | UK                                     |         |         |           |           |

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I.

10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au C.G.I.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032



EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

| Désignation de l'entreprise :  |  | CLERMONT AUVERGNE INNOVATION                                  |           | Néant <input type="checkbox"/> * |  |   |           |                                |           |                 |  |
|--|--|---|-----------|----------------------------------|--|---|-----------|--------------------------------|-----------|-----------------|--|
| CADRE A  |  | ÉTAT DES CRÉANCES   |           | Montant brut                     |  | A 1 an au plus  |           | A plus d'un an                 |           |                 |  |
|  |  |   |           | 1                                |  | 2   |           | 3                              |           |                 |  |
| DE L'ACTIF<br>IMMOBILISÉ   | Créances rattachées à des participations   |   | UL        |                                  | UM   |   | UN        |                                |           |                 |  |
|  | Prêts (1) (2)  |   | UP        |                                  | UR   |   | US        |                                |           |                 |  |
|  | Autres immobilisations financières   |   | UT        | 708                              | UV   | 708   | UW        |                                |           |                 |  |
| DE L'ACTIF<br>CIRCULANT  | Clients douteux ou litigieux   |   | VA        |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
|  | Autres créances clients  |   | UX        | 294 346                          |  | 294 346   |           |                                |           |                 |  |
|  | Créance représentative de titres<br>prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation<br>antérieurement constituée * UO ) |   | ZI        |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
|  | Personnel et comptes rattachés   |   | UY        |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
|  | Sécurité sociale et autres organismes sociaux  |   | UZ        | 9 707                            |  | 9 707   |           |                                |           |                 |  |
|  | Etat et autres<br>collectivités<br>publiques   | Impôts sur les bénéfices                                      | VM        | 3 153 301                        |  | 2 150 738   |           | 1 002 563                      |           |                 |  |
|  |  | Taxe sur la valeur ajoutée                                    | VB        | 293 679                          |  | 293 679   |           |                                |           |                 |  |
|  | Autres impôts, taxes et versements assimilés   |   | VN        |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
|  |  | Divers  | VP        |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
|  | Groupe et associés (2)   |   | VC        |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
|  | Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations<br>de pension de titres)  |   | VR        | 4 793                            |  | 4 793   |           |                                |           |                 |  |
|  | Charges constatées d'avance  |   | VS        | 11 806                           |  | 11 806  |           |                                |           |                 |  |
|  | <b>TOTAUX</b>  |   |           | VT                               | 3 768 338  | VU  | 2 765 775 | VV                             | 1 002 563 |                 |  |
| RENOIS   | (1)  | Montant - Prêts accordés en cours d'exercice                  | VD        |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
|  |  | des - Remboursements obtenus en cours d'exercice              | VE        |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
|  | (2)  | Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | VF        |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
| CADRE B  |  | ÉTAT DES DETTES   |           | Montant brut                     |  | A 1 an au plus  |           | A plus d'1 an et 5 ans au plus |           | A plus de 5 ans |  |
|  |  |   |           | 1                                |  | 2   |           | 3                              |           | 4               |  |
| Emprunts obligataires convertibles (1)   |  | 7Y  |           |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
| Autres emprunts obligataires (1)   |  | 7Z  |           |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
| Emprunts et dettes<br>auprès des<br>établissements<br>de crédit (1)            | à 1 an maximum à l'origine   | VG  |           |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
|  | à plus de 1 an à l'origine   | VH  |           |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
| Emprunts et dettes financières divers (1) (2)                                  |  | 8A  |           |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
| Fournisseurs et comptes rattachés  |  | 8B  | 549 672   |                                  | 549 672  |   |           |                                |           |                 |  |
| Personnel et comptes rattachés   |  | 8C  | 98 000    |                                  | 98 000   |   |           |                                |           |                 |  |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux                                  |  | 8D  | 76 756    |                                  | 76 756   |   |           |                                |           |                 |  |
| Etat et<br>autres<br>collectivités<br>publiques                                | Impôts sur les bénéfices   | 8E  |           |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
|  | Taxe sur la valeur ajoutée   | VW  | 99 279    |                                  | 99 279   |   |           |                                |           |                 |  |
| Obligations cautionnées  |  | VX  |           |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
|  | Autres impôts, taxes et assimilés  | VQ  | 8 614     |                                  | 8 614  |   |           |                                |           |                 |  |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                                |  | 8J  |           |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
| Groupe et associés (2)   |  | VI  | 4 154 000 |                                  | 4 154 000  |   |           |                                |           |                 |  |
| Autres dettes (dont dettes relatives à des<br>opérations de pension de titres) |  | 8K  | 5 137     |                                  | 5 137  |   |           |                                |           |                 |  |
| Dettes représentatives de titres empruntés<br>ou remis en garantie *           |  | ZZ  |           |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
| Produits constatés d'avance  |  | 8L  |           |                                  |  |   |           |                                |           |                 |  |
| <b>TOTAUX</b>  |  |   | VY        | 4 991 458                        | VZ   | 4 991 458   |           |                                |           |                 |  |
| RENOIS   | (1)  | Emprunts souscrits en cours d'exercice                        | VJ        |                                  | (2)  | Montant des divers emprunts et dettes contrac-<br>tés auprès des associés personnes physiques | VL        |                                |           |                 |  |
|  |  | Emprunts remboursés en cours d'exercice                       | VK        |                                  | * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 |   |           |                                |           |                 |  |

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code Général des Impôts)  
 \* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

|   |   |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
|---|---|--|--|---|---|----|--|--|-----|-----------------|-----------|--|
| Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION  |   | Néant <input type="checkbox"/> *   |  | Exercice N, clos le :   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
|   |   |  |  | 3   | 1   | 1  | 2  | 2  | 0   | 2               | 0         |  |
| <b>I. RÉINTEGRATIONS</b>  |   |  |  | <b>BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE</b>   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
| Charges non admises en déduction du résultat fiscal   | Rémunération du travail de l'exploitant (entreprises IR) ou des associés de sociétés                                  |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
|   | Avantages personnels non déductibles * (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)                                |  | WD   | Amortissements excédentaires (art. 39-4 du CGI) et autres amortissements non déductibles        |   | WE | 505  |  | 735 |                 |           |  |
|   | Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.)  |  | WF   | Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprise à l'IS)   |   | WG | 230  |  |     |                 |           |  |
|   | Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option                       |  | RA   | ( Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D)                                |   | RB |  |  |     |                 |           |  |
|   | Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)   |  | WI   | Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067-BIS) |   | XX |  |  |     |                 |           |  |
|   | Amendes et pénalités  |  | WJ   | Charges financières (art. 39-1-3° et 212 bis)   |   | XZ |  |  |     |                 |           |  |
|   | Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI*  |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
|   | Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)   |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
|   | Quote-part  | Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un G.I.E.                       |  | WL  | Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI  |    | L7   |  |     |                 |           |  |
|   | Régimes d'imposition particuliers et impositions différées  | Moins-values nettes à long terme   |  | - imposées au taux de 15 % ou de 19 % (12.8 % pour les entreprises à l'IR)                      |   |    |  |  |     |                 |           |  |
|   |   | - imposées au taux de 0 %  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
| Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs *  |   | - Plus-values nettes à court terme<br>- Plus-values soumises au régime des fusions |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
| Ecart de valeurs liquidatives sur OPCVM * (entreprises à l'IS)  |   |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
| Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé   | DONT *  |  | Intérêts excédentaires (art. 39-1-3e et 212 du C.G.I.)   |   | SU  |    |  | Zones d'entreprises * (activité exonérée)      |     | SW              |           |  |
|   |   |  | Déficits étrangers antérieurement déduit par les PME (Art.209C)  |   | SX  |    |  | Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro |     | M8              |           |  |
| Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage  |   |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
| Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage   |   |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
|   |   |  |  |   |   |    |  |  |     | <b>TOTAL I</b>  | 1 008 868 |  |
| <b>II. DÉDUCTIONS</b>   |   |  |  | <b>PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE</b>  |   |    |  |  |     |                 |           |  |
| Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E *  |   |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
| Prov. et charges à payer non déduc., antér. taxées et réinté. ds les résultats comptables de l'exerc. (cf. tableau 2058-B, cadre III) |   |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées  | Plus-values nettes à long terme   |  | - imposées au taux de 15 % (12.8 % pour les entreprises soumises à l'IR)<br>- imposées aux taux de 0 % (8% pour les exercices ouverts avant le 01 01 2007)<br>- imposées aux taux de 19 %<br>- imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures<br>- imputées sur les déficits antérieurs |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
|   | Autres plus-values imposées au taux de 19 %   |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
|   | Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée*                           |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
|   | Régime des sociétés mères et des filiales *   |  | Produit net des actions et parts d'intérêts :  |   | (Quote-part de frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participations |    | 2A   |  |     |                 |           |  |
|   | Produits de participations inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99 % (art. 223 B du CGI) |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
|   | Dédution autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer*.                         |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
| Mesures d'incitation  | Majoration d'amortissement *  |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
|   | Entreprises nouvelles (reprise d'entreprises en difficultés 44 septies)   |  | K9   | Entreprises nouvelles 44 sexies   |   | L2 | Jeunes entreprises innovantes (art. 44 sexies A)         |  | L5  |                 |           |  |
|   |   |  |  | Sociétés d'investissements immobiliers cotées (art. 208C)                                       |   | K3 | Zone de restructuration de la défense (art.44 terdecies) |  | PA  |                 |           |  |
|   | Zone franche urbaine - TE (art. 44 octies et octies A)  |  | ØV   | Bassin d'emploi à redynamiser (art. 44 duodécies)   |   | IF | Z. franche d'activité NG (art. 44 quaterdecies)          |  | XC  |                 |           |  |
|   | Bassin urbain à dynamiser (art 44 sexdecies)  |  | PP   | Zone de développement prioritaire (art. 44 Septdecies)  |   | PB | Z. de revitalisation rurale (art. 44 quindecies)         |  | PC  |                 |           |  |
|   | Ecart de valeurs liquidatives sur OPCVM * (entreprises à l'IS)  |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
| Dédutions diverses à détailler sur feuillet séparé (EXT 2)  |   | Dont déduction exceptionnelle (art.39 decies)                                      |  | X9  | Créance dé gagée par le report en arrière du déficit  |    | ZI   |  |     | 159 047         |           |  |
| Dédution des produits affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage   |   |  |  |   |   |    |  |  |     |                 |           |  |
|   |   |  |  |   |   |    |  |  |     | <b>TOTAL II</b> | 159 047   |  |
| Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables   |   | bénéfice (I moins II)  |  | XI  | 849 821   |    |  |  |     |                 |           |  |
|   |   | déficit (II moins I)   |  | XJ  |   |    |  |  |     |                 |           |  |
| Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)*  |   |  |  | ZL  |   |    |  |  |     |                 |           |  |
| Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)*   |   |  |  | XL  | 849 821   |    |  |  |     |                 |           |  |
| <b>RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)</b>  |   |  |  | XN  | 0   |    | XO   |  |     |                 |           |  |





|   |  |                                  |               |
|---|--|----------------------------------|---------------|
| Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION  |  | Néant <input type="checkbox"/> * |               |
| <b>I. SUIVI DES DÉFICITS</b>  |  |                                  |               |
| Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)  |  | K4                               | 7 833 402     |
| Déficits transférés de plein droit (art. 209-II-2 du CGI)   |  | K4bis                            |               |
| Nombre d'opérations sur l'exercice  |  | K4ter                            |               |
| Déficits imputés (total des lignes XB et XL du tableau 2058-A)  |  | K5                               | 849 821       |
| Déficits reportables (différence K4 + K4bis - K5)   |  | K6                               | 6 983 581     |
| Déficits de l'exercice (Tableau 2058A, ligne XO)  |  | YJ                               |               |
| Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)   |  | YK                               | 6 983 581     |
| <b>II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS A PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES</b>   |  |                                  |               |
| Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1e bis Al. 1er du CGI, dotations de l'exercice |  | ZT                               | 54 557        |
| <b>III. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT</b>   |  |                                  |               |
| (à détailler, sur feuillet séparé)  |  | Dotations de l'exercice          |               |
|   |  | Reprises sur l'exercice          |               |
| Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1e bis Al. 2 du CGI * |  | ZV                               | ZW            |
| <b>Provisions pour risques et charges *</b>   |  |                                  |               |
|   |  | 8X                               | 8Y            |
|   |  | 8Z                               | 9A            |
|   |  | 9B                               | 9C            |
| <b>Provisions pour dépréciation *</b>   |  |                                  |               |
|   |  | 9D                               | 9E            |
|   |  | 9F                               | 9G            |
|   |  | 9H                               | 9J            |
| <b>Charges à payer</b>  |  |                                  |               |
|   |  | 9K                               | 9L            |
|   |  | 9M                               | 9N            |
|   |  | 9P                               | 9R            |
|   |  | 9S                               | 9T            |
| TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T)   |  | YN                               | YO            |
| à reporter au tableau 2058-A :  |  | ↓<br>ligne WI                    | ↓<br>ligne WU |

**CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 septies du CGI)**

|  |                                |             |                                    |
|--|--------------------------------|-------------|------------------------------------|
| Montant de la réintégration ou de la déduction | Montant au début de l'exercice | Imputations | Montant net à la fin de l'exercice |
|  | L1                             |             |                                    |

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

11

**TABLEAU D'AFECTATION DU RÉSULTAT  
ET RENSEIGNEMENTS DIVERS**

|  |  |           |                   |                                       |                           |  |                   |                            |               |                                  |  |                |  |
|--|--|-----------|-------------------|---------------------------------------|---------------------------|--|-------------------|----------------------------|---------------|----------------------------------|--|----------------|--|
| Désignation de l'entreprise : <u>CLERMONT AUVERGNE INNOVATION</u>  |  |           |                   |                                       |                           |  |                   |                            |               | Néant <input type="checkbox"/> * |  |                |  |
| <b>ORIGINES</b>  | Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie                                    | <b>OC</b> | ( 1 3 4 0 4 4 3 ) | <b>AFECTATIONS</b>                    | Affectations aux réserves | - Réserves légales   | <b>ZB</b>         |                            |               |                                  |  |                |  |
|  | Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie  | <b>OD</b> | 1 2 6 1 9 7 4     |                                       | Dividendes                | - Autres réserves  | <b>ZD</b>         |                            |               |                                  |  |                |  |
|  | Prélèvements sur les réserves  | <b>OE</b> |                   |                                       | Autres répartitions       |  | <b>ZE</b>         |                            |               |                                  |  |                |  |
|  |  |           |                   |                                       | Report à nouveau          |  | <b>ZF</b>         |                            |               |                                  |  |                |  |
|  | <b>TOTAL I</b>   | <b>OF</b> | ( 7 8 4 6 9 )     |                                       | <b>TOTAL II</b>           |  |                   |                            |               | ( 7 8 4 6 9 )                    |  |                |  |
| <b>RENSEIGNEMENTS DIVERS</b>   |  |           |                   |                                       |                           |  |                   |                            |               | Exercice N :                     |  | Exercice N-1 : |  |
| <b>ENGAGEMENTS</b>   | - Engagements de crédit-bail mobilier ( précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail )  | <b>J7</b> |                   |                                       | <b>YQ</b>                 |  |                   |                            |               |                                  |  |                |  |
|  | - Engagements de crédit-bail immobilier  |           |                   |                                       | <b>YR</b>                 |  |                   |                            |               |                                  |  |                |  |
|  | - Effets portés à l'escompte et non échus  |           |                   |                                       | <b>YS</b>                 |  |                   |                            |               |                                  |  |                |  |
| <b>DETAIL DES POSTES<br/>AUTRES ACHATS ET CHARGES<br/>EXTERNES</b>   | - Sous-traitance   |           |                   |                                       | <b>YT</b>                 | 2 9 2 2 0 3  |                   |                            | 2 7 5 8 9 5   |                                  |  |                |  |
|  | - Locations, charges locatives et de copropriété ( dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois )              | <b>J8</b> | 8 3 3 2 1         |                                       | <b>XQ</b>                 | 8 3 3 6 9  |                   |                            | 9 0 1 1 0     |                                  |  |                |  |
|  | - Personnel extérieur à l'entreprise   |           |                   |                                       | <b>YU</b>                 | 4 7 6 5 1  |                   |                            | 8 0 9 6 2     |                                  |  |                |  |
|  | - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)  |           |                   |                                       | <b>SS</b>                 | 3 4 6 4 9 2  |                   |                            | 3 3 0 0 4 9   |                                  |  |                |  |
|  | - Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages   |           |                   |                                       | <b>YV</b>                 |  |                   |                            |               |                                  |  |                |  |
|  | - Autres comptes ( dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles )   | <b>ES</b> |                   |                                       | <b>ST</b>                 | 1 0 4 2 7 4  |                   |                            | 2 2 7 7 5 8   |                                  |  |                |  |
|  | Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052  |           |                   |                                       | <b>ZJ</b>                 | 8 7 3 9 8 9  |                   |                            | 1 0 0 4 7 7 3 |                                  |  |                |  |
| <b>IMPÔTS ET TAXES</b>   | - Taxe professionnelle *, CFE, CVAE  |           |                   |                                       | <b>YW</b>                 | 4 2 8 3  |                   |                            |               |                                  |  |                |  |
|  | - Autres impôts, taxes et versements assimilés   | <b>ZS</b> |                   |                                       | <b>9Z</b>                 | 4 4 1 3 9  |                   |                            | 6 1 9 8 5     |                                  |  |                |  |
|  | Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052   |           |                   |                                       | <b>YX</b>                 | 4 8 4 2 2  |                   |                            | 6 1 9 8 5     |                                  |  |                |  |
| <b>TVA</b>   | - Montant de la T.V.A. collectée (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers)  |           |                   |                                       | <b>YY</b>                 | 1 2 7 9 5 3  |                   |                            | 4 6 9 3 2     |                                  |  |                |  |
|  | - Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations |           |                   |                                       | <b>YZ</b>                 | 1 5 2 8 5 0  |                   |                            | 2 3 1 1 1 7   |                                  |  |                |  |
| <b>DIVERS</b>  | - Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS de 2020)*                                |           |                   |                                       | <b>OB</b>                 | 6 0 6 4 4 4  |                   |                            |               |                                  |  |                |  |
|  | - Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *                 |           |                   |                                       | <b>OS</b>                 |  |                   |                            |               |                                  |  |                |  |
|  | - Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *                                 |           |                   |                                       | <b>ZK</b>                 |  | %                 |                            | %             |                                  |  |                |  |
|  | - Numéro de centre de gestion agréé *  | <b>XP</b> |                   |                                       |                           | - Filiales et participations : (Liste au 2059-G prévu par art.38 II de l'ann. III au C.G.I.) |                   | Si oui cocher 1<br>Sinon 0 | <b>ZR</b>     | 0                                |  |                |  |
|  | - Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice                 |           |                   |                                       | <b>RG</b>                 |  |                   |                            |               |                                  |  |                |  |
| - Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI |  |           |                   | <b>RH</b>                             |                           |  |                   |                            |               |                                  |  |                |  |
| <b>RÉGIME DE GROUPE*</b>   | Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.  | <b>JA</b> |                   | Plus-values à 15 %                    | <b>JK</b>                 |  | Plus-values à 0 % | <b>JL</b>                  |               |                                  |  |                |  |
|  |  |           |                   | Plus-values à 19 %                    | <b>JM</b>                 |  | Imputations       | <b>JC</b>                  |               |                                  |  |                |  |
|  | Groupe : résultat d'ensemble.  | <b>JD</b> |                   | Plus-values à 15 %                    | <b>JN</b>                 |  | Plus-values à 0 % | <b>JO</b>                  |               |                                  |  |                |  |
|  |  |           |                   | Plus-values à 19 %                    | <b>JP</b>                 |  | Imputations       | <b>JF</b>                  |               |                                  |  |                |  |
|  | Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale   | <b>JH</b> |                   | N° SIRET de la société mère du groupe | <b>JJ</b>                 |  |                   |                            |               |                                  |  |                |  |

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice 2058-NOT pour le régime de groupe).

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION Néant  \*

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

|                       |    | Nature et date d'acquisition des éléments cédés* | Valeur d'origine * | Valeur nette réévaluée * | Amortissements pratiqués en franchise d'impôt | Autres amortissements * | Valeur résiduelle |
|-----------------------|----|--|--------------------|--------------------------|---|-------------------------|-------------------|
|                       |    | ①  | ②                  | ③                        | ④   | ⑤                       | ⑥                 |
| I - Immobilisations * | 1  |  |                    |                          |   |                         |                   |
|                       | 2  |  |                    |                          |   |                         |                   |
|                       | 3  |  |                    |                          |   |                         |                   |
|                       | 4  |  |                    |                          |   |                         |                   |
|                       | 5  |  |                    |                          |   |                         |                   |
|                       | 6  |  |                    |                          |   |                         |                   |
|                       | 7  |  |                    |                          |   |                         |                   |
|                       | 8  |  |                    |                          |   |                         |                   |
|                       | 9  |  |                    |                          |   |                         |                   |
|                       | 10 |  |                    |                          |   |                         |                   |
|                       | 11 |  |                    |                          |   |                         |                   |
|                       | 12 |  |                    |                          |   |                         |                   |

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées \*

|                       |    | Prix de vente | Montant global de la plus-value ou de la moins-value | Court terme | Long terme |   |   | Plus-values taxables à 19 % (1) |      |                |     |   |
|-----------------------|----|---------------|--|-------------|------------|---|---|---------------------------------|------|----------------|-----|---|
|                       |    |               |  |             | ⑦          | ⑧ | ⑨ |                                 | ⑩    |                |     | ⑪ |
|                       |    |               |  |             |            |   |   |                                 | 19 % | 15 % ou 12,8 % | 0 % |   |
| I - Immobilisations * | 1  |               |  |             |            |   |   |                                 |      |                |     |   |
|                       | 2  |               |  |             |            |   |   |                                 |      |                |     |   |
|                       | 3  |               |  |             |            |   |   |                                 |      |                |     |   |
|                       | 4  |               |  |             |            |   |   |                                 |      |                |     |   |
|                       | 5  |               |  |             |            |   |   |                                 |      |                |     |   |
|                       | 6  |               |  |             |            |   |   |                                 |      |                |     |   |
|                       | 7  |               |  |             |            |   |   |                                 |      |                |     |   |
|                       | 8  |               |  |             |            |   |   |                                 |      |                |     |   |
|                       | 9  |               |  |             |            |   |   |                                 |      |                |     |   |
|                       | 10 |               |  |             |            |   |   |                                 |      |                |     |   |
|                       | 11 |               |  |             |            |   |   |                                 |      |                |     |   |
|                       | 12 |               |  |             |            |   |   |                                 |      |                |     |   |

|                      |    |  |  |   |  |  |  |  |
|----------------------|----|--|--|---|--|--|--|--|
| II - Autres éléments | 13 | Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés  |  | + |  |  |  |  |
|                      | 14 | Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés   |  | + |  |  |  |  |
|                      | 15 | Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale   |  | + |  |  |  |  |
|                      | 16 | Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée |  | + |  |  |  |  |
|                      | 17 | Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice                                  |  |   |  |  |  |  |
|                      | 18 | Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme                                      |  |   |  |  |  |  |
|                      | 19 | Divers (détail à donner sur une note annexe)*  |  |   |  |  |  |  |

|           |  |  |  |     |                               |     |
|-----------|--|--|--|-----|-------------------------------|-----|
| CADRE A : | plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 19 de la colonne ⑨) |  |  |     |                               |     |
| CADRE B : | plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 19 de la colonne ⑩)  |  |  |     |                               |     |
| CADRE C : | autres plus-value taxable à 19 % (⑪)   |  |  | (A) | (B)<br>(ventilation par taux) | (C) |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032  
(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

**A** ELÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES A COURT TERME  
(à l'exclusion des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)

| Origine   |   | Montant net des plus-values réalisées*            | Montant antérieurement réintégré | Montant compris dans le résultat de l'exercice | Montant restant à réintégrer |  |
|---|---|---|----------------------------------|--|------------------------------|--|
| Plus-values réalisées au cours de l'exercice            | Imposition répartie sur 3 ans (entreprises à l'IR)                                    |   |                                  |  |                              |  |
|   | sur 10 ans  |   |                                  |  |                              |  |
|   | sur une durée différente (art.39 quaterdecies 1 ter et 1 quater CGI)                  |   |                                  |  |                              |  |
|   | <b>TOTAL 1</b>  |   |                                  |  |                              |  |
|   |   |   |                                  |  |                              |  |
| Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs | Imposition répartie sur 3 ans au titre de   | Montant net des plus-values réalisées à l'origine | Montant antérieurement réintégré | Montant rapporté au résultat de l'exercice     | Montant restant à réintégrer |  |
|   | N-1   |   |                                  |  |                              |  |
|   | N-2   |   |                                  |  |                              |  |
|   | Sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 quaterdecies 1ter et 1 quater du CGI) | N-1   |                                  |  |                              |  |
|   |   | N-2   |                                  |  |                              |  |
|   |   | N-3   |                                  |  |                              |  |
|   |   | N-4   |                                  |  |                              |  |
|   | N-5   |   |                                  |  |                              |  |
|   | N-6   |   |                                  |  |                              |  |
|   | N-7   |   |                                  |  |                              |  |
| N-8   |   |   |                                  |  |                              |  |
| N-9   |   |   |                                  |  |                              |  |
| <b>TOTAL 2</b>  |   |   |                                  |  |                              |  |

**B** PLUS-VALUES RÉINTÉGRÉES DANS LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES DES APPORTS

Cette rubrique ne comprend pas les plus-values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport.

Plus-values de fusion, d'apport partiel ou de scission  
(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)

Plus-values d'apport à une société d'une activité professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés)

| Origine des plus-values et date des fusions ou des apports | Montant net des plus-values réalisées à l'origine | Montant antérieurement réintégré | Montant rapporté au résultat de l'exercice | Montant restant à réintégrer |
|--|---|----------------------------------|--|------------------------------|
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
| <b>TOTAL</b>   |   |                                  |  |                              |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATIONNéant  \*

- ① Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés  
② Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

|   |  |
|---|--|
| Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15% ① ou 12,8 % ②.   |  |
| Gains nets retirés de la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art. 219 I a sexies-0 bis du CGI) ①* |  |
| Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€ (art. 219 I a sexies-0 du CGI) ① *                              |  |

## I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

| Origine   |      | Moins-values à 12,8 % | Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 12,8 % | Solde des moins-values à 12,8 % |
|---|------|-----------------------|--|---------------------------------|
| ①   |      | ②                     | ③  | ④                               |
| Moins-values nettes   | N    |                       |  |                                 |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1  |                       |  |                                 |
|   | N-2  |                       |  |                                 |
|   | N-3  |                       |  |                                 |
|   | N-4  |                       |  |                                 |
|   | N-5  |                       |  |                                 |
|   | N-6  |                       |  |                                 |
|   | N-7  |                       |  |                                 |
|   | N-8  |                       |  |                                 |
|   | N-9  |                       |  |                                 |
|   | N-10 |                       |  |                                 |

## II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS \*

| Origine   |      | Moins-values                 |  |  | Imputations sur les plus-values à long terme | Imputations sur le résultat de l'exercice | Solde des moins-values à reporter col. 7 = 2+3+4-5-6 |
|---|------|------------------------------|--|--|--|---|--|
|   |      | À 19 %, 16,5 % (1) ou à 15 % | À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I-a sexies-0 du CGI) | À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I-a sexies-0 bis du CGI) | À 15 % ou à 16,5 % (1)                       |   |  |
| ①   |      | ②                            | ③  | ④  | ⑤  | ⑥   | ⑦  |
| Moins-values nettes   | N    |                              |  |  |  |   |  |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1  |                              |  |  |  |   |  |
|   | N-2  |                              |  |  |  |   |  |
|   | N-3  |                              |  |  |  |   |  |
|   | N-4  |                              |  |  |  |   |  |
|   | N-5  |                              |  |  |  |   |  |
|   | N-6  |                              |  |  |  |   |  |
|   | N-7  |                              |  |  |  |   |  |
|   | N-8  |                              |  |  |  |   |  |
|   | N-9  |                              |  |  |  |   |  |
|   | N-10 |                              |  |  |  |   |  |

(1) Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5 % (article 219 I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE À CONSERVER PAR LE DECLARANT

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)\*

|  |   |
|--|---|
| Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION | Néant <input checked="" type="checkbox"/> * |
|--|---|

| I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N  |   |               |               |               |               |               |
|--|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme   |   |               |               |               |               |               |
|  |   | taxées à 10 % | taxées à 15 % | taxées à 18 % | taxées à 19 % | taxées à 25 % |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N-1)  | 1 |               |               |               |               |               |
| Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice   | 2 |               |               |               |               |               |
| <b>TOTAL</b> (lignes 1 et 2)   | 3 |               |               |               |               |               |
| Prélèvements opérés {<br>- donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés<br>- ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés | 4 |               |               |               |               |               |
|  | 5 |               |               |               |               |               |
| <b>TOTAL</b> (lignes 4 et 5)   | 6 |               |               |               |               |               |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 - ligne 6)  | 7 |               |               |               |               |               |

| II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS * (5e, 6e, 7e alinéas de l'art. 39-1-5e du CGI) |   |  |   |   |
|---|---|--|---|---|
| montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice<br>①  | réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année<br>② | montants prélevés sur la réserve       |   | montant de la réserve à la clôture de l'exercice<br>⑤ |
|   |   | donnant lieu à complément d'impôt<br>③ | ne donnant pas lieu à complément d'impôt<br>④ |   |
|   |   |  |   |   |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

**16**

Formulaire obligatoire (art. 53 A  
du Code Général des Impôts)

|   |  |                         |            |                                  |            |           |
|---|--|-------------------------|------------|----------------------------------|------------|-----------|
| Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION  |  |                         |            | Néant <input type="checkbox"/> * |            |           |
| Exercice ouvert le : 01/01/2020   |  | et clos le : 31/12/2020 |            | Durée en nombre de mois          |            |           |
|   |  |                         |            | 1                                | 2          |           |
| <b>DECLARATION DES EFFECTIFS</b>  |  |                         |            |                                  |            |           |
| Effectif moyen du personnel * :   |  |                         |            | YP                               | 0          |           |
| dont apprentis  |  |                         |            | YF                               |            |           |
| dont handicapés   |  |                         |            | YG                               |            |           |
| Effectifs affectés à l'activité artisanale  |  |                         |            | RL                               |            |           |
| <b>CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE</b>  |  |                         |            |                                  |            |           |
| <b>I- Chiffre d'affaires de référence CVAE</b>  |  |                         |            |                                  |            |           |
| Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises   |  |                         |            | OA                               | 345 350    |           |
| Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilées  |  |                         |            | OK                               | 67 500     |           |
| Plus-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante  |  |                         |            | OL                               |            |           |
| Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges   |  |                         |            | OT                               |            |           |
| <b>TOTAL 1</b>  |  |                         |            | OX                               | 412 850    |           |
| <b>II- Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée</b>  |  |                         |            |                                  |            |           |
| Autres produits de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)   |  |                         |            | OH                               | 19 028     |           |
| Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation   |  |                         |            | OE                               | 225 955    |           |
| Subventions d'exploitation reçues   |  |                         |            | OF                               | 120 000    |           |
| Variation positive des stocks   |  |                         |            | OD                               |            |           |
| Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée  |  |                         |            | OI                               |            |           |
| Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation  |  |                         |            | XT                               | 960        |           |
| <b>TOTAL 2</b>  |  |                         |            | OM                               | 365 943    |           |
| <b>III- Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée (1)</b>   |  |                         |            |                                  |            |           |
| Achats  |  |                         |            | ON                               |            |           |
| Variation négative des stocks   |  |                         |            | OQ                               | 170 724    |           |
| Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances   |  |                         |            | OR                               | 790 620    |           |
| Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois   |  |                         |            | OS                               | 48         |           |
| Taxes déductibles de la valeur ajoutée  |  |                         |            | OZ                               |            |           |
| Autres charges de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)  |  |                         |            | OW                               | 1 209      |           |
| Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée   |  |                         |            | OU                               |            |           |
| Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois                        |  |                         |            | O9                               |            |           |
| Moins-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante   |  |                         |            | OY                               |            |           |
| <b>TOTAL 3</b>  |  |                         |            | OJ                               | 962 601    |           |
| <b>IV- Valeur ajoutée produite</b>  |  |                         |            |                                  |            |           |
| Calcul de la valeur ajoutée   |  |                         |            | (total 1 + total 2 - total 3)    | OG         | (183 808) |
| <b>V- Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises</b>  |  |                         |            |                                  |            |           |
| Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les formulaires n°s 1330-CVAE pour les multi-établissements et sur les formulaires n°s 1329-AC et 1329-DEF. Si la VA calculée est négative, il convient de reporter un montant égal à 0 au cadre C des formulaire n°s 1329-AC et 1329-DEF). |  |                         |            | SA                               | (183 808)  |           |
| <b>Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE</b>   |  |                         |            |                                  |            |           |
| <b>Si vous êtes assujettis à la CVAE et mono-établissement au sens de la CVAE (cf. la notice du formulaire n° 1330-CVAE-SD), veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case 117, vous serez alors dispensés du dépôt du formulaire n° 1330-CVAE-SD</b>                                       |  |                         |            |                                  |            |           |
| Mono établissement au sens de la CVAE, cocher la case   |  | EV                      | x          |                                  |            |           |
| Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne OX, le cas échéant ajusté à 12 mois)   |  | GX                      | 412 850    | Effectifs au sens de la CVAE *   |            |           |
|   |  | EY                      |            | 13                               |            |           |
| Chiffre d'affaires du groupe économique (art. 223 A du CGI)   |  |                         |            | HX                               |            |           |
| Période de référence  |  | GY                      | 01/01/2020 | GZ                               | 31/12/2020 |           |
| Date de cessation   |  |                         |            | HR                               |            |           |

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 148 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 143, portées en ligne 128.

\* Des explications concernant ces cases sont données dans la notice n° 1330-CVAE-SD § Répartition des salariés et dans la notice n° 2033-NOT-SD § Cotisation foncière des entreprises : qualification des effectifs.



(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait  
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

N° de dépôt



(1)

Néant  \*

EXERCICE CLOS LE

3 1 1 2 2 0 2 0

N° SIRET

7 9 3 3 7 2 5 2 5 0 0 0 1 4

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

ADRESSE (voie)

28 place Henri Dunant

BP 38 UFR Médecine et Pharmaci

CODE POSTAL

63301

VILLE

CLERMONT FERRAND CEDEX 1

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise

P1

3

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes

P3

1 0 0 0

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise

P2

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes

P4

## I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique

ETS

Dénomination

UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

64.80

Nb de parts ou actions

648

Adresse :

N°

49

Voie

Boulevard

Code postal

63000

Commune

CLERMONT FERRAND

Pays

FR

Forme juridique

SAS

Dénomination

BPI FRANCE

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

33.00

Nb de parts ou actions

330

Adresse :

N°

27

Voie

AVENUE

Code postal

94700

Commune

MAISONS ALFORT

Pays

FR

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

## II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2)

Nom patronymique

Prénom(s)

Nom marital

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance :

Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

Titre (2)

Nom patronymique

Prénom(s)

Nom marital

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance :

Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame, MLE pour Mademoiselle.

\* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032.

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait  
dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

(1)

N° de dépôt

Néant  \*

EXERCICE CLOS LE 3 1 1 2 2 0 2 0

N° SIRET 7 9 3 3 7 2 5 2 5 0 0 0 1 4

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

ADRESSE (voie) 28 place Henri Dunant BP 38 UFR Médecine et Pharmaci

CODE POSTAL 63301 VILLE CLERMONT FERRAND CEDEX 1

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE P5

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

\* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032.

## RELEVÉ DE FRAIS GÉNÉRAUX

ANNÉE 2020 ou exercice

Désignation de l'entreprise CLERMONT AUVERGNE INNOVATION du 01/01/2020

Adresse 28 place Henri Dunant BP 38 UFR Médecine et Pharmacie 63301 CLERMONT au 31/12/2020

A - FRAIS ALLOUÉS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES : v. notice ①

| NOM, PRÉNOM ET EMPLOI OCCUPÉ |   | ADRESSE COMPLETE   |
|------------------------------|---|--|
| 1                            | IZOARD Yannick DGD                            | 196 Rue du Mas<br>63110 BEAUMONT                                     |
| 2                            | VERRHIEST Thiery DAF                          | 7 Rte du col de la Moreno LASCHAMPS<br>63122 SAINT-GENES CHAMPANELLE |
| 3                            | LATOURE SANDRINE DIRECTRICE RESSOURCE HUMAINE | 32 Rue Vingre<br>03200 VICHY   |
| 4                            | MARCUZZI LAURENT INGENIEUR BREVET             | 21 RUE DU CEP<br>63800 COURNON D AUVERGNE                            |
| 5                            | GARDARIN AURELIE CHEF DE PROJET INNOVATION    | 58 RUE CHATEAUBRIAND<br>63100 CLERMONT-FERRAND                       |
| 6                            |   |  |
| 7                            |   |  |
| 8                            |   |  |
| 9                            |   |  |
| 10                           |   |  |

| RÉMUNÉRATIONS DIRECTES OU INDIRECTES (dans l'ordre du tableau ci-dessus) |  |  |  |                          | Frais de voyages et de déplacements (v. notice ⑥) | DÉPENSES ET CHARGES AFFÉRENTES              |   | TOTAL DES COLONNES 5 à 8 |
|--|--|--|--|--------------------------|---|---|---|--------------------------|
| Montant des rémunérations de toute nature (v. notice ②)                  | Montant des indemnités et allocations diverses (v. notice ③) | Valeur des avantages en nature (v. notice ④) | Montant des remboursements de dépenses à caractère personnel (v. notice ⑤) | TOTAL DES COLONNES 1 à 4 |   | aux véhicules et autres biens (v. notice ⑦) | aux immeubles non affectés à l'exploitation (v. notice ⑧) |                          |
| 1  | 2  | 3  | 4  | 5                        | 6   | 7   | 8   | 9                        |
| 1  | 75 345   |  |  | 75 345                   |   |   |   | 75 345                   |
| 2  | 75 067   |  |  | 75 067                   |   |   |   | 75 067                   |
| 3  | 56 366   |  |  | 56 366                   |   |   |   | 56 366                   |
| 4  | 45 702   |  |  | 45 702                   |   |   |   | 45 702                   |
| 5  | 47 526   |  |  | 47 526                   |   |   |   | 47 526                   |
| 6  |  |  |  |                          |   |   |   |                          |
| 7  |  |  |  |                          |   |   |   |                          |
| 8  |  |  |  |                          |   |   |   |                          |
| 9  |  |  |  |                          |   |   |   |                          |
| 10   |  |  |  |                          |   |   |   |                          |
| **   | 300 006  |  |  | 300 006                  |   |   |   | 300 006                  |

\*\* TOTAUX

| B - AUTRES FRAIS  | 10 |
|---|----|
| Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets conçus spécialement pour la publicité, et dont la valeur unitaire ne dépasse pas 69 € par bénéficiaire (toutes taxes comprises) |    |
| Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles, qui se rattachent à la gestion de l'entreprise et dont la charge lui incombe normalement                  |    |
| <b>Total</b>  |    |

| C - ÉLÉMENTS DE RÉFÉRENCE (v. notice ① :            |         |                             |         |
|---|---------|-----------------------------|---------|
| Total des dépenses                                  |         | Bénéfices imposables ⑨      |         |
| - de l'exercice 2020 (total col.9 + total col.10) ⑩ | 300 006 | - de l'exercice 2020 ⑩      | 849 821 |
| - de l'exercice précédent ⑩                         |         | - de l'exercice précédent ⑩ |         |

Nom et qualité du signataire A CLERMONT FERRAND CEDEX 1  
Signature,

Les montants sont arrondis à l'unité la plus proche.

## IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

|  |          |            |          |                               |                                     |
|--|----------|------------|----------|-------------------------------|-------------------------------------|
| Exercice ouvert le   | 01012020 | et clos le | 31122020 | Régime simplifié d'imposition |                                     |
| Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe  |          |            |          | Régime réel normal            | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si PME innovantes, cocher la case ci-contre <input type="checkbox"/>   |          |            |          |                               |                                     |
| Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209-0 B (entreprises de transport maritime), cocher la case <input type="checkbox"/> |          |            |          |                               |                                     |

| A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE    |  |
|-------------------------------------|--|
| Désignation de la société:          | Adresse du siège social:   |
| CLERMONT AUVERGNE INNOVATION        | 28 place Henri Dunant<br>BP 38 UFR Médecine et Pharmacie<br>63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1 |
| SIRET 7 9 3 3 7 2 5 2 5 0 0 0 1 4   |  |
| Adresse du principal établissement: | Ancienne adresse en cas de changement:   |

| REGIME FISCAL DES GROUPES   |
|---|
| Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (art 223 A à U du CGI) |
| Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante   |
| Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère:                            |
| SIRET   |

| B ACTIVITE         |   |
|--------------------|---|
| Activités exercées | Si vous avez changé d'activité, cochez la case <input type="checkbox"/> |

| C RECAPITULATION DES ELEMENTS D'IMPOSITION (cf. notice de la déclaration n°2065)   |   |
|--|---|
| 1 Résultat fiscal  | Bénéfice imposable à 31% 0 Bénéfice imposable à 28% 0 Déficit   |
| Bénéfice imposable à 15% 0   | Résultat net de cession, de concession ou de sous-concession des brevets et droits de propriété industrielle assimilés imposable au taux de 10%                   |
| 2 Plus-values  | PV à long terme imposables à 15% PV à long terme imposables à 19%<br>Autres PV imposables à 19% PV à long terme imposables à 0% PV exonérées (art. 238 quinquies) |
| 3 Abattements et exonérations notamment en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches |   |
| Entreprises nouvelles, art 44 sexies <input type="checkbox"/>  | Jeunes entreprises innovantes, art. 44 sexies-0 A <input type="checkbox"/>  |
| Entreprises nouvelles, art 44 septies <input type="checkbox"/>   | Zone franche d'activité, art. 44 quaterdecies <input type="checkbox"/>  |
| Bassins urbains à dynamiser (BUD), art.44 sexdecies <input type="checkbox"/>   | Zones franches urbaines - Territoire entrepreneur, art 44 octies A <input type="checkbox"/>   |
| Société d'investissement immobilier cotée <input type="checkbox"/>   | Zone de développement prioritaire, art. 44 septdecies <input type="checkbox"/>  |
|  | Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas) Plus-values exonérées relevant du taux de 15%  |
| 4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer : dans le secteur productif, art. 244 quater W   |   |

| D IMPUTATIONS (cf. notice de la déclaration n°2065)  |
|--|
| 1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt   |
| 2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité. |

| E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. notice de la déclaration n° 2065) |
|---|
| Recettes nettes soumises à la contribution 2,50%  |

| F ENTREPRISES SOUMISES OU DÉSIGNÉES AU DÉPÔT DE LA DÉCLARATION PAYS PAR PAYS CbC/DAC4 (cf. notice de la déclaration n° 2065-SD)   |
|---|
| 1-Si vous êtes l'entreprise, tête de groupe, soumise au dépôt de la déclaration n° 2258-SD (art. 223 quinquies C-I-1), cocher la case ci-contre <input type="checkbox"/>  |
| 2-Si vous êtes la société tête de groupe et que vous avez désigné une autre entité du groupe pour souscrire la déclaration n° 2258-SD, indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de l'entité désignée |
| 3-Si vous êtes l'entreprise désignée au dépôt de la déclaration n° 2258-SD par la société tête de groupe (art. 223 quinquies C-I-2), cocher la case ci-contre <input type="checkbox"/>                                  |
| Dans ce cas, veuillez indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de la société tête de groupe  |

| G COMPTABILITÉ INFORMATISÉE   |
|---|
| L'entreprise dispose-t-elle d'une comptabilité informatisée ? OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/> Si oui, indication du logiciel utilisé CEGID |

Vous devez obligatoirement souscrire le formulaire n° 2065-SD par voie dématérialisée. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2 % prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr). Les notices des liasses fiscales sont désormais uniquement accessibles sur le site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).

|  |  |
|--|--|
| Nom et adresse du professionnel de l'expertise comptable:<br>EXCO CLERMONT FERRAND<br>9 AVENUE LEONARD DE VINCI<br>63000 CLERMONT FERRAND<br>Tél: 0473294250 | Nom et adresse du conseil:<br><br><br>Tél: |
| OGA/OMGA <input checked="" type="checkbox"/> Viseur conventionné (Cocher la case correspondante)   | Identité du déclarant:                     |
| Nom et adresse du CGA/OMGA ou du viseur conventionné:<br><br>N° d'agrément du CGA/OMGA/viseur conventionné   | Date: Lieu CLERMONT FERRAND CEDEX 1        |
| Examen de conformité fiscale (ECF)   | Qualité et nom du signataire:<br>Signature |

ANNEXE À LA DECLARATION N° 2065

**H REPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILES DISTRIBUES**

|  |               |  |   |
|--|---------------|--|---|
| Montant global brut des distributions (1) payées par la société elle-même  | a             | payées par un établissement chargé du service des titres | b |
| Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire(s) (2)               | c             |  |   |
| Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées | d             |  |   |
| Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci-dessus (3)   | e             |  |   |
|  | f             |  |   |
|  | g             |  |   |
|  | h             |  |   |
| Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI (4)                                       | i             |  |   |
| Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI                                       | j             |  |   |
| Montant des revenus répartis (5)   | Total (a à h) |  |   |

**I REMUNERATIONS NETTES VERSEES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIETES**

| Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-3 à 6 ann. III au CGI)<br>* SARL, tous les associés ;<br>* SCA, associés gérants ;<br>* SNC ou SCS, associés en nom ou commandités ;<br>* SEP et sté de copropriétaires de navires, associés, gérants ou coparticipants | Pour les S.A.R.L. | Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société. |   |  |   |  |                 |
|--|-------------------|--|---|--|---|--|-----------------|
|  |                   | Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit  | Année au cours de laquelle le versement à été effectué. | Montant des sommes versées :                                     |   |  |                 |
|  |                   |  |   | à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits. | à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement. | à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les |                 |
| 1  | 2                 | 3  | 4   | Indemnités forfaitaires.   | Remboursements.   | Indemnités forfaitaires.                                       | Remboursements. |
| 5  | 6                 | 7  | 8   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |
|  |                   |  |   |  |   |  |                 |

**J DIVERS**

\* NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

\* ADRESSES DES AUTRES ETABLISSEMENTS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

**K CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION**

| REMUNERATIONS   | MOINS-VALUES A LONG TERME IMPOSEES A 15%            |
|---|---|
| Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés (a) | MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice |
|   | MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice             |
| Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages (b)  | MVLT réalisée au cours de l'exercice                |
|   | MVLT restant à reporter                             |





## CA20 - DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

31/12/2020

| Charges constatées d'avance | Montants     |           |              |
|-----------------------------|--------------|-----------|--------------|
|                             | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
| CCA                         | 11 806       |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
| Total                       | 11 806       |           |              |



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## CRÉDIT D'IMPÔT EN FAVEUR DE LA RECHERCHE

Les déclarations 2069-A-SD, 2069-A-1-SD et 2069-A-2-SD peuvent être télé-déclarées en utilisant la procédure EDI-TDFC.

Pour plus d'information sur la télédéclaration, veuillez consulter le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr), rubrique « Professionnels ». Dans ces conditions, il n'est plus nécessaire d'adresser une copie au Ministère de la Recherche, les données lui étant directement transmises.

Le modèle de dossier justificatif du CIR est à la disposition des entreprises sur le site du Ministère de la Recherche. Ce dossier est à remplir chaque année par les entreprises pour justifier leur déclaration.

|                                   |            |         |            |
|-----------------------------------|------------|---------|------------|
| Exercice ouvert le <sup>(1)</sup> | 01/01/2020 | Clos le | 31/12/2020 |
|-----------------------------------|------------|---------|------------|

|                   |   |   |                           |       |
|-------------------|---|---|---------------------------|-------|
| Cachet du Service | Nom et prénoms ou dénomination et adresse de l'entreprise                               | N° SIREN de l'entreprise<br>793372525   | Code NACE                 | 7219Z |
|                   |   |   | Activités<br>(cf. notice) | H2    |
|                   | CLERMONT AUVERGNE INNOVATION<br>28 place Henri Dunant<br>63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1 | (Ancienne adresse en cas de changement) |                           |       |

|   |    |  |
|---|----|--|
| • Société bénéficiant du régime fiscal des groupes de sociétés (article 223 A du CGI)*  |    |  |
| N° SIREN de la société mère   | CX |  |
| Nombre de sociétés du groupe (y compris la société mère) pour lesquelles une déclaration 2069-A-SD est ou sera déposée  |    |  |
| Montant du crédit d'impôt du groupe<br>(à compléter exclusivement dans le cadre du dépôt de la déclaration de la société mère, renseignement non demandé à une société fille) | DX |  |

|   |    |  |
|---|----|--|
| Entreprises ayant engagé pour la 1ère fois des dépenses de recherche en 2020* | AZ |  |
|---|----|--|

|   |    |   |   |    |   |  |    |
|---|----|---|---|----|---|--|----|
| • Entreprises nouvelles créées en 2020*             | BZ |   | <i>Préciser la date de début d'activité (cf. notice)</i>                          |    |   |  |    |
| • PME au sens communautaire*                        | KZ | x | <i>Préciser si entreprise autonome, partenaire et/ou liée (cf. notice)</i><br>LIE |    |   |  |    |
| • Chiffre d'affaires HT                             | DZ |   | 412 850   |    |   |  |    |
| • Nombre de salariés                                | CZ |   | • Nombre de chercheurs et techniciens   | EZ | 7 | • Nombre de «jeunes docteurs»<br>(si dépenses déclarées ligne I-5) | FZ |
| • Sociétés de personnes n'ayant pas opté pour l'IS* | IZ |   | • Société bénéficiant du régime des JEI (article 44 sexies A du CGI)*             |    |   | GZ   |    |

| I - DÉPENSES DE RECHERCHE OUVRANT DROIT À CRÉDIT D'IMPÔT   | ANNÉE CIVILE 2020 |         |
|--|-------------------|---------|
| Dotations aux amortissements des immobilisations affectées à la recherche  | 1                 | 7 035   |
| Dotations aux amortissements pour les immobilisations sinistrées   | 2                 |         |
| Dépenses de personnel relatives aux chercheurs et techniciens de recherche (sauf dépenses lignes 4 et 5)   | 3                 | 63 331  |
| Rémunérations et justes prix au profit des salariés auteurs d'une invention résultant d'opérations de recherche  | 4                 |         |
| Dépenses de personnel relatives aux jeunes docteurs (à indiquer pour le double de leur montant pour les vingt-quatre premiers mois suivant leur premier recrutement) | 5                 |         |
| Autres dépenses de fonctionnement (hors frais de collection) :<br>(ligne 1 x 75 %) + [(ligne 3 + ligne 4) x 43 %] + ligne 5  | 6                 | 32 509  |
| <b>Montant total des dépenses de fonctionnement :</b><br>(ligne 1 + ligne 2 + ligne 3 + ligne 4 + ligne 5 + ligne 6)   | 7                 | 102 875 |

(1) Le crédit d'impôt est calculé par référence aux dépenses exposées au cours de l'année civile. En cas de clôture d'exercice en cours d'année, le montant du crédit d'impôt est calculé en prenant en compte les dépenses éligibles exposées au titre de l'année d'ouverture de l'exercice.

\* Cocher la case correspondante

|  |    |         |
|--|----|---------|
| Prise et maintenance de brevets et de certificats d'obtention végétale (COV)   | 8  | 207 519 |
| Dépenses de défense de brevets et de certificats d'obtention végétale (COV)  | 9  |         |
| Dotations aux amortissements de brevets acquis en vue de la recherche et du développement expérimental et de certificats d'obtention végétale (COV)  | 10 |         |
| Dépenses liées à la normalisation (à indiquer pour la moitié de leur montant cf. notice)   | 11 |         |
| Primes et cotisations ou part des primes et cotisations afférentes à des contrats d'assurance de protection juridique prévoyant la prise en charge des dépenses exposées dans le cadre de litiges portant sur un brevet ou un certificat d'obtention végétale dont l'entreprise est titulaire dans la limite de 60 000 € | 12 |         |
| Dépenses de veille technologique dans la limite de 60 000 €  | 13 | 19 207  |
| <b>Montant total des dépenses de recherche réalisées par l'entreprise (ligne 7 + ligne 8 + ligne 9 + ligne 10 + ligne 11 + ligne 12 + ligne 13)</b>  | 14 | 329 601 |

| <b>DÉPENSES DE SOUS-TRAITANCE<sup>(2)</sup></b><br><i>(joindre la liste des organismes à partir du formulaire n° 2069-A-2-SD)</i>   | <b>ANNÉE CIVILE 2020</b> |         |
|---|--------------------------|---------|
| <b>ORGANISMES PUBLICS</b>   |                          |         |
| Opérations confiées à des organismes de recherche publics, à des établissements d'enseignement supérieur délivrant un diplôme conférant un grade de master, à des fondations de coopération scientifique agréées, à des établissements publics de coopération scientifique, à des fondations reconnues d'utilité publique du secteur de la recherche agréées, à certaines associations régies par la loi de 1901 et sociétés de capitaux (3), aux instituts techniques agricoles ou agro-industriels et à leurs structures nationales de coordination, à des communautés d'universités et établissements, à des stations ou fermes expérimentales dans le secteur de la recherche scientifique et technique agricole ayant pour membre une chambre d'agriculture départementale ou régionale (4), <b>avec un lien de dépendance</b> : | 15a                      |         |
| en France :   |                          |         |
| à l'étranger (4) :  | 15b                      |         |
| Opérations confiées à des organismes de recherche publics, à des établissements d'enseignement supérieur délivrant un diplôme conférant un grade de master, à des fondations de coopération scientifique agréées, à des établissements publics de coopération scientifique, à des fondations reconnues d'utilité publique du secteur de la recherche agréées, à certaines associations régies par la loi de 1901 et sociétés de capitaux (2), aux instituts techniques agricoles ou agro-industriels et à leurs structures nationales de coordination, à des communautés d'universités et établissements, à des stations ou fermes expérimentales dans le secteur de la recherche scientifique et technique agricole ayant pour membre une chambre d'agriculture départementale ou régionale (3), <b>sans lien de dépendance</b> :    | 16a                      | 144 042 |
| en France :   |                          |         |
| (indiquer le double du montant) à l'étranger (4) :  | 16b                      |         |
| <b>Total des opérations confiées aux organismes de recherche publics mentionnés aux lignes 15a à 16b : (ligne 15a + ligne 15b + ligne 16a + ligne 16b)</b>  | 17                       | 144 042 |
| <b>ORGANISMES PRIVÉS</b>  |                          |         |
| Opérations confiées à des organismes de recherche privés ou experts scientifiques ou techniques agréés <b>avec un lien de dépendance</b> :  | 18a                      |         |
| en France :   |                          |         |
| à l'étranger (5) :  | 18b                      |         |
| Opérations confiées à des organismes de recherche privés ou experts scientifiques ou techniques agréés <b>sans lien de dépendance</b> :   | 19a                      | 56 514  |
| en France :   |                          |         |
| à l'étranger (4) :  | 19b                      |         |
| <b>Total des opérations confiées à des organismes de recherche privés ou experts scientifiques ou techniques agréés : (ligne 18a + ligne 18b + ligne 19a + ligne 19b)</b>   | 20                       | 56 514  |
| <b>Plafonnement des opérations de sous-traitance confiées à des organismes de recherche privés ou experts scientifiques ou techniques agréés</b><br><i>Si ligne 20 inférieure à [(ligne 14 + ligne 17) x 3], reporter le montant indiqué ligne 20</i><br><i>Si ligne 20 supérieure à [(ligne 14 + ligne 17) x 3], reporter le résultat du calcul précité</i>  | 21                       | 56 514  |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES DE SOUS-TRAITANCE</b>   |                          |         |
| <b>Total des opérations de sous-traitance : (ligne 17 + ligne 21)</b>   | 22                       | 200 556 |
| <b>Plafonnement des opérations de sous-traitance confiées à des organismes avec un lien de dépendance :</b><br>Si la somme des lignes 15a, 15b, 18a et 18b (dans la limite du montant figurant ligne 22) n'excède pas 2 000 000 €, reporter ce montant en ligne 23<br>Si la somme des lignes 15a, 15b, 18a et 18b excède 2 000 000 €, reporter 2 000 000 € en ligne 23<br>Pour la somme des lignes 18a et 18b, son montant ne doit pas excéder la limite du montant figurant ligne 21   | 23                       |         |

(2) Conformément à l'article 132 de la loi de finances pour 2020, les opérations de sous-traitance doivent être réalisées par des organismes publics éligibles ou des organismes privés agréés et le doublement d'assiette pour la sous-traitance publique est réservé à la part des dépenses afférentes aux opérations effectivement réalisées par les organismes publics éligibles

(3) Associations ayant pour fondateur et membre un organisme de recherche public ou un établissement d'enseignement supérieur délivrant un diplôme conférant un grade de master ; sociétés de capitaux dont le capital ou les droits de vote sont détenus pour plus de 50 % par un organisme de recherche public ou un établissement d'enseignement supérieur délivrant un diplôme conférant un grade de master. Se reporter à la notice pour connaître l'ensemble des conditions d'éligibilité.

(4) La prise en compte des opérations confiées à des stations ou fermes expérimentales dans le secteur de la recherche scientifique et technique agricole ayant pour membre une chambre d'agriculture départementale ou régionale dans le calcul du crédit d'impôt ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû (article 103 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016).

(5) Les prestataires publics ou privés peuvent être implantés en France, dans un État membre de l'Union Européenne ou de l'Espace économique européen (UE, Norvège, Islande et Liechtenstein).

|  |    |            |
|--|----|------------|
| <b>Montant plafonné des opérations de sous-traitance confiées à des organismes sans lien de dépendance</b><br>(ligne 16a + ligne 16b + ligne 19a + ligne 19b à prendre en compte dans la limite du montant suivant : (ligne 22 - ligne 23))  | 24 | 200 556    |
| <b>Plafonnement général des dépenses de sous-traitance</b><br>- Sont complétées les seules lignes 15a et/ou 15b et/ou 18a et/ou 18b (lignes 19a,b et 16a,b non complétées) : reporter 2 000 000 E ligne 25<br>- Sont complétées (les lignes 15a et/ou 15b et/ou 18a et/ou 18b) + (lignes 19a ou 19b) (lignes 16a,b non complétées) : reporter 10 000 000 E ligne 25<br>- Sont complétées les lignes [(15a + 15b + 18a + 18b) + (lignes 19a + 19b)] + (lignes 16a + 16b) : reporter [10 000 000 E + (ligne 16a + ligne 16b dans la limite de 2 000 000 E)] ligne 25 | 25 | 10 144 042 |
| <b>Montant total des dépenses de sous-traitance après plafonnements</b><br>Si la somme des lignes 23 et 24 n'excède pas la ligne 25 : reporter cette somme à la ligne 26<br>Si la somme des lignes 23 et 24 est supérieure à ligne 25 : reporter le montant indiqué ligne 25 à la ligne 26   | 26 | 200 556    |

| <b>MONTANT TOTAL DES DÉPENSES DE RECHERCHE</b>   | <b>ANNÉE CIVILE 2020</b> |         |
|--|--------------------------|---------|
| Montant des dépenses de recherche (ligne 14 + ligne 26)  | 27                       | 530 157 |
| Montant des subventions publiques remboursables ou non (6)   | 28a                      |         |
| Pour les sous-traitants, le montant des sommes encaissées au titre des opérations de recherche qui leur ont été confiées         | 28b                      |         |
| Montant des dépenses exposées auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt (7) | 29                       |         |
| Montant des remboursements de subventions publiques (8)  | 30                       |         |
| <b>Montant net total des dépenses de recherche (ligne 27 - ligne 28a - ligne 28b - ligne 29 + ligne 30)</b>                      | 31a                      | 530 157 |
| Dont montant net des dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un DOM                                   | 31b                      |         |

| <b>II - DÉPENSES DE COLLECTION OUVRANT DROIT À CRÉDIT D'IMPÔT</b>  | <b>ANNÉE CIVILE 2020</b> |  |
|--|--------------------------|--|
| Frais de collection  | 32                       |  |
| Frais de défense des dessins et modèles dans la limite de 60 000 €   | 33                       |  |
| Total des dépenses de collection (ligne 32 + ligne 33)   | 34                       |  |
| Montant des subventions publiques remboursables ou non (5)   | 35                       |  |
| Montant des dépenses exposées auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt (6) | 36                       |  |
| Montant des remboursements de subventions publiques (7)  | 37                       |  |
| <b>Montant net total des dépenses de collection (ligne 34 - ligne 35 - ligne 36 + ligne 37)</b>                                  | 38a                      |  |
| Dont montant net des dépenses de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM                                  | 38b                      |  |

|  |     |         |
|--|-----|---------|
| <b>MONTANT NET TOTAL DES DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE COLLECTION (ligne 31a + ligne 38a)</b>  | 39a | 530 157 |
| <b>Dont montant net des dépenses de recherche et de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM (ligne 31b + ligne 38b)</b> | 39b |         |

### **III - CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE DES DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE COLLECTION**

#### **A. LORSQUE LES DÉPENSES PORTÉES LIGNE 39 N'EXCÈDENT PAS 100 000 000 euros**

| <b>DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE RECHERCHE</b>  |     |         |
|--|-----|---------|
| Montant net total des dépenses de recherche (report de la ligne 31a)   | 40a | 530 157 |
| Dont montant net total des dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un DOM (report de la ligne 31b)  | 40b |         |
| Montant du crédit d'impôt [(ligne 40a - ligne 40b) × 30 % + ligne 40b × 50 %] (9)  | 41  | 159 047 |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87a) | 42  |         |
| Montant du crédit d'impôt pour les dépenses de recherche (ligne 41 + ligne 42)   | 43a | 159 047 |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche situées dans un DOM  | 43b |         |

| <b>DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE COLLECTION</b>   |     |  |
|--|-----|--|
| Montant net total des dépenses de collection (report de la ligne 38a)  | 44a |  |
| Dont montant net total des dépenses de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM (report de la ligne 38b) | 44b |  |

(6) Les subventions publiques, remboursables ou non, doivent être déduites de la base de calcul du crédit d'impôt calculé au titre de l'année ou des années au cours de laquelle ou desquelles les dépenses éligibles, que ces avances ou subventions ont vocation à couvrir, sont exposées, conformément au III de l'article 244 quater B du CGI. (BOI-BIC-RICI-10-10-30-20 § 10).

(7) Le montant des dépenses à déduire correspond soit au montant total des rémunérations allouées en contrepartie de ces prestations fixées proportionnellement au montant du crédit d'impôt obtenu par l'entreprise, soit le montant des dépenses exposées autres que les rémunérations proportionnelles excédant 15 000 euros hors taxes ou 5 % du montant des dépenses éligibles au crédit d'impôt minoré des subventions publiques (cf. notice).

(8) Le montant des remboursements de subventions publiques doit être multiplié par le rapport existant entre le taux du crédit d'impôt de l'année où la subvention remboursable a été déduite et le taux du crédit d'impôt de l'année où elle est remboursée partiellement ou totalement.

|  |     |  |
|--|-----|--|
| Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection exposées par l'entreprise avant plafonnement [(ligne 44a - ligne 44b) × 30 % + ligne 44b × 50 %] (8)   | 45  |  |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87b)   | 46  |  |
| Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection avant plafonnement des aides (ligne 45 + ligne 46)   | 47a |  |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection situées dans un DOM avant plafonnement  | 47b |  |
| Montant des aides de minimis accordées à l'entreprise dans les conditions du règlement (UE) (n° 1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis)   | 48  |  |
| Montant cumulé (ligne 47a + ligne 48)  | 49  |  |
| Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection après plafonnement :<br><i>Si le montant ligne 49 est égal à 200 000 euros, reporter zéro ligne 50a</i><br><i>Si le montant ligne 49 est inférieur à 200 000 euros, reporter à la ligne 50a le montant déterminé ligne 47a</i><br><i>Si le montant ligne 49 est supérieur à 200 000 euros, le montant à reporter ligne 50a est égal à (200 000 euros - montant ligne 48)</i> | 50a |  |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection situées dans un DOM après plafonnement  | 50b |  |

|   |     |         |
|---|-----|---------|
| <b>Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche et de collection (ligne 43a + ligne 50a)</b>                  | 51a | 159 047 |
| <b>Dont montant total du crédit d'impôt pour dépenses de recherche et de collection situées dans un DOM (ligne 43b + ligne 50b)</b> | 51b |         |

### B. LORSQUE LES DÉPENSES PORTÉES LIGNE 39a SONT SUPÉRIEURES À 100 000 000 euros

|  |     |  |
|--|-----|--|
| <b>DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE RECHERCHE</b>  |     |  |
| Montant net total des dépenses de recherche limité à 100 000 000 euros (montant indiqué ligne 31a dans la limite de 100 000 000 euros)                                     | 52a |  |
| Dont montant net total des dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un DOM (report de la ligne 31b dans la limite de 100 000 000 euros)          | 52b |  |
| Montant du crédit d'impôt relatif aux dépenses de recherche [(ligne 52a - ligne 52b) × 30 % + ligne 52b × 50 %] (8)  | 53  |  |
| Indiquer la part des dépenses de recherche supérieure à 100 000 000 euros (ligne 31a - 100 000 000 euros)  | 54  |  |
| Puis déterminer le montant du crédit d'impôt relatif à la fraction supérieure à 100 000 000 euros (ligne 54 × 5 %)   | 55  |  |
| Montant total du crédit d'impôt (ligne 53 + ligne 55)  | 56  |  |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87a) | 57  |  |
| Montant du crédit d'impôt pour les dépenses de recherche (ligne 56 + ligne 57)   | 58a |  |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche situées dans un DOM  | 58b |  |

|   |     |  |
|---|-----|--|
| <b>DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE COLLECTION</b>  |     |  |
| Montant net total des dépenses de collection (report du montant porté ligne 38a)  | 59a |  |
| Dont montant net total des dépenses de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM (report de la ligne 38b)  | 59b |  |
| Plafond disponible (100 000 000 euros - ligne 52a)  | 60  |  |
| Crédit d'impôt pour dépenses de collection exposées par l'entreprise [(Dépenses portées ligne 59a dans la limite de la ligne 60 - Dépenses portées ligne 59b dans la limite de la ligne 60) × 30 % + (Dépenses portées ligne 59b dans la limite de la ligne 60) × 50 %] (8)   | 61  |  |
| Lorsque la part des dépenses de collection excède le plafond disponible [(ligne 59a - ligne 60) > 0] le crédit d'impôt est égal à [(ligne 59a - ligne 60) × 5 %]  | 62  |  |
| Crédit d'impôt pour dépenses de collection exposées par l'entreprise avant plafonnement (ligne 61 + ligne 62)   | 63  |  |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87b)  | 64  |  |
| Montant du crédit d'impôt avant plafonnement des aides (ligne 63 + ligne 64)  | 65  |  |
| Montant des aides de minimis accordées à l'entreprise dans les conditions du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis  | 66  |  |
| Montant cumulé (ligne 65 + ligne 66)  | 67  |  |
| Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection après plafonnement :<br><i>Si le montant ligne 66 est égal à 200 000 euros, reporter zéro ligne 68a</i><br><i>Si le montant ligne 67 est inférieur à 200 000 euros, reporter à la ligne 68a le montant déterminé ligne 65</i><br><i>Si le montant ligne 67 est supérieur à 200 000 euros, le montant à reporter ligne 68a est égal à (200 000 euros - montant ligne 66)</i> | 68a |  |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection situées dans un DOM  | 68b |  |

|   |     |  |
|---|-----|--|
| <b>Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche et de collection (ligne 58a + ligne 68a)</b>            | 69a |  |
| <b>Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche et de collection situées dans un DOM (ligne 58b + ligne 68b)</b> | 69b |  |

(9) Ce taux est de 50 % pour les dépenses exposées à compter du 1er janvier 2015 dans des exploitations situées dans un département d'outre-mer

**IV - CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE DES DÉPENSES D'INNOVATION ENGAGÉES PAR LES PME AU SENS COMMUNAUTAIRE**

| DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT  | ANNÉE CIVILE 2020 |         |
|--|-------------------|---------|
| Dotations aux amortissements des immobilisations affectées aux opérations de conception de prototypes ou installations pilotes de nouveaux produits                        | 70                |         |
| Dépenses de personnel affecté à la réalisation d'opérations de conception de prototypes ou installations pilotes de nouveaux produits                                      | 71                |         |
| Autres dépenses de fonctionnement [(ligne 70 x 75 %) + (ligne 71 x 43 %)]  | 72                |         |
| Dotations aux amortissements, frais de prise et de maintenance de brevets et de certificats d'obtention végétale, frais de dépôt de dessins et modèles                     | 73                |         |
| Frais de défense des brevets, certificats d'obtention végétale, dessins et modèles   | 74                |         |
| Opérations confiées à des entreprises ou bureaux d'études et d'ingénierie agréés   | 75                |         |
| Montant total des dépenses d'innovation réalisées par l'entreprise (ligne 70 + ligne 71 + ligne 72 + ligne 73 + ligne 74 + ligne 75)                                       | 76                |         |
| Total des dépenses d'innovation après plafonnement (ligne 76 dans la limite de 400 000 euros)  | 77                |         |
| Montant des subventions publiques remboursables ou non (10)  | 78                |         |
| Pour les sous-traitants, montant des sommes encaissées au titre des travaux d'innovation qui leur ont été confiées   | 79                |         |
| Montant des dépenses exposées auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt (11)  | 80                |         |
| Montant des remboursements de subventions publiques (12)   | 81                |         |
| Montant net des dépenses d'innovation (ligne 77 - ligne 78 - ligne 79 - ligne 80 + ligne 81)   | 82a               |         |
| Dont montant net des dépenses d'innovation exposées dans des exploitations situées dans un DOM   | 82b               |         |
| Dont montant net des dépenses d'innovation exposées par les micro et petites entreprises dans des exploitations situées sur le territoire de la collectivité de Corse      | 82c               |         |
| Dont montant net des dépenses d'innovation exposées par les moyennes entreprises dans des exploitations situées sur le territoire de la collectivité de Corse              | 82d               |         |
| Montant total du crédit d'impôt [(ligne 82a - ligne 82b - ligne 82c - ligne 82d) x 20% + ligne 82bx40% + ligne 82cx40% + ligne 82dx35%] (13)                               | 83                |         |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87c) | 84                |         |
| Montant du crédit d'impôt au titre des dépenses d'innovation (ligne 83 + ligne 84)   | 85a               |         |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses d'innovation situées dans un DOM  | 85b               |         |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses d'innovation exposées dans des exploitations situées sur le territoire de la collectivité de Corse                            | 85c               |         |
| <b>Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche, de collection et d'innovation (ligne 51a ou 69a + ligne 85a)</b>                                    | 86a               | 159 047 |
| <b>Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche, de collection et d'innovation situées dans un DOM (ligne 51b ou 69b + ligne 85b)</b>                         | 86b               |         |

**V - CADRE À SERVIR PAR LES ENTREPRISES DÉCLARANTES QUI DÉTIENNENT DES PARTICIPATIONS DANS DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS**

| Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises) | % de droits détenus dans la société | Quote-part du crédit d'impôt |                             |                            |
|--|-------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
|  |                                     | Pour dépenses de recherche   | Pour dépenses de collection | Pour dépenses d'innovation |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  | <b>TOTAL</b>                        | 87a                          | 87b                         | 87c                        |

(10) Les subventions publiques, remboursables ou non, doivent être déduites de la base de calcul du crédit d'impôt calculé au titre de l'année ou des années au cours de laquelle ou desquelles les dépenses éligibles, que ces avances ou subventions ont vocation à couvrir, sont exposées, conformément au III de l'article 244 quater B du CGI. (BOI-BIC-RICI-10-10-30-20 § 10).

(11) Le montant des dépenses à déduire correspond soit au montant total des rémunérations allouées en contrepartie de ces prestations fixées proportionnellement au montant du crédit d'impôt obtenu par l'entreprise, soit le montant des dépenses exposées autres que les rémunérations proportionnelles excédant 15 000 euros hors taxes ou 5 % du montant des dépenses éligibles au crédit d'impôt minoré des subventions publiques (cf. notice).

(12) Le montant des remboursements de subventions publiques doit être multiplié par le rapport existant entre le taux du crédit d'impôt de l'année où la subvention remboursable a été déduite et le taux du crédit d'impôt de l'année où elle est remboursée partiellement ou totalement.

(13) Ce taux est porté à 40 % pour les dépenses exposées à compter du 1er janvier 2015 dans des exploitations situées dans un département d'outre-mer. Ce taux est porté respectivement à 35 % pour les moyennes entreprises et à 40 % pour les petites entreprises pour les dépenses exposées dans des exploitations situées sur le territoire de la collectivité de Corse.

**VI - CADRE À SERVIR POUR LA RÉPARTITION DU CRÉDIT D'IMPÔT ENTRE LES ASSOCIÉS MEMBRES DE SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS**

| Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises) | % de droits détenus dans la société | Quote-part du crédit d'impôt |                             |                            |
|--|-------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
|  |                                     | Pour dépenses de recherche   | Pour dépenses de collection | Pour dépenses d'innovation |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  | <b>TOTAL</b>                        | 88a                          | 88b                         | 88c                        |

**VII - UTILISATION DE LA CRÉANCE (14)**
**VII-1. Entreprises à l'impôt sur les sociétés :**

Reporter le montant du crédit d'impôt déterminé ligne 86a sur le relevé de solde n° 2572-SD et les montants déterminés lignes 86a et 86b sur la déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-SD.

**VII-2. Entreprises à l'impôt sur le revenu :**

Reporter le montant du crédit d'impôt déterminé ligne 86a sur la déclaration de revenus n° 2042-C-PRO et les montants déterminés lignes 86a et 86b sur la déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-SD.

**VII-3. Mobilisation de créance auprès d'un établissement de crédit :**

|  |    |
|--|----|
| Montant des créances dont la mobilisation est demandée | 89 |
|--|----|

Les demandes de remboursement immédiat ou à l'issue de la période d'imputation du crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur les sociétés sont formulées sur l'imprimé n°2573-SD par voie dématérialisée (procédure EDI ou EFI) ou sur l'imprimé n°2573-SD disponible sur le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).

**VIII - SIGNATURE**

|                    |           |
|--------------------|-----------|
| A.....             | Le.....   |
| Nom.....           | Signature |
| Qualité.....       |           |
| Adresse email..... |           |
| Téléphone.....     |           |

(14) S'agissant des sociétés relevant du régime de groupe prévu à l'article 223 A du CGI, la société mère joint les déclarations spéciales des sociétés du groupe y compris sa propre déclaration au relevé de solde 2572 relatif au résultat d'ensemble. Le crédit d'impôt de chaque société du groupe est porté sur la déclaration n°2058-CG.

**CRÉDIT D'IMPÔT EN FAVEUR DE LA RECHERCHE - ÉTAT ANNEXE**

|                    |            |         |            |
|--------------------|------------|---------|------------|
| Exercice ouvert le | 01/01/2020 | Clos le | 31/12/2020 |
|--------------------|------------|---------|------------|

Cachet du Service

|   |   |   |       |
|---|---|---|-------|
| Nom et prénoms ou dénomination<br>et adresse de l'entreprise                          | N° SIREN de l'entreprise<br><br>793372525 | Code NACE                               | 7219Z |
|   |   | Activités<br>(cf. notice)               | H2    |
| CLERMONT AUVERGNE INNOVATION<br>28 place Henri Dunant<br>63301 CLERMONT FERRAND CEDEX |   | (ancienne adresse en cas de changement) |       |

Les entreprises qui ont confié des opérations de R&D à des sous-traitants doivent remplir cet état annexe. Il doit être renseigné en indiquant, opérateur par opérateur (organisme de recherche public ou privé) auquel la société a confié des opérations de recherche, les informations suivantes : le n° SIREN, la dénomination et l'adresse du sous-traitant, le dispositif dans lequel se situe l'opération de sous-traitance (CIR ou CII), le montant des dépenses et la ligne de la déclaration 2069-A-SD sur laquelle la dépense a été inscrite.

Contrairement aux montants à faire figurer dans la déclaration 2069-A-SD, le montant à inscrire est bien le montant non plafonné et non doublé.

| LISTE DES OPERATEURS |                       |  | DISPOSITIF* |     | SOUS-TRAITANCE   |   |
|----------------------|-----------------------|--|-------------|-----|--|---|
| SIREN                | Dénomination          | Adresse  | CIR         | CII | Montant des dépenses<br>de sous-traitance réalisées<br>par l'organisme | Ligne de la<br>2069-A-SD sur<br>laquelle la dépense<br>a été inscrite * |
| 130028061            | UCA                   | 49 BD F MITTERAND<br>CS60032<br>63001 CLERMONT-FERRAND CEDEX                   | x           |     | 1 010  | 16a   |
| 180070039            | INRAE                 | CENTRE DE CLERMONT ARA<br>5 chemin de Beaulieu<br>63039 CLERMONT-FERRAND CEDEX | x           |     | 17 049   | 16a   |
| 180089013            | CNRS dél IDF GIF s/ Y | Avenue de la terrasse<br>BP<br>91198 GIF SUR YVETTE CEDEX                      | x           |     | 1 500  | 16a   |
| 180089013            | CNRS dél Centre Lim P | 3e avenue de la Recherche Scie<br>BP<br>45071 ORLEANS CEDEX 2                  | x           |     | 49 447   | 16a   |
| 180036048            | INSERM DR RHOLES ALPE | 69675 BRON CEDEX   | x           |     | 883  | 16b   |
| 266307461            | CHU CLERMONT-FERRAND  | ADM CENTRALE<br>63000 CLEMRONT-FERRAND   | x           |     | 2 132  | 16a   |
| 349423301            | IRIS PHARMA           | Les Nertiers<br>Allée Hector Pintus<br>06610 LA GAUDE                          | x           |     | 56 514   | 19a   |
|                      |                       |  |             |     |  |   |
|                      |                       |  |             |     |  |   |
|                      |                       |  |             |     |  |   |
|                      |                       |  |             |     |  |   |
|                      |                       |  |             |     |  |   |
|                      |                       |  |             |     |  |   |
|                      |                       |  |             |     |  |   |
|                      |                       |  |             |     |  |   |

\* Les lignes de la déclaration 2069-A-SD sur lesquelles les dépenses de sous-traitance peuvent être inscrites sont : 15a, 15b, 16a, 16b, 18a, 18b, 19a, 19b ou 75.



## REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPÔTS

La déclaration récapitulative des réductions et crédits d'impôt doit être transmise par voie électronique.

| De l'année 20 20  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
|---|--|--|---|---|---|---|---|---|---|-------|----------------|---------------------------|----------------|
| Dénomination de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION   |  |  |   |   |   |   |   |   |   | Néant |                |                           |                |
| SIREN de l'entreprise   |  |  | 7 | 9 | 3 | 3 | 7 | 2 | 5 | 2     | 5              | PME au sens communautaire | Cocher la case |
| Si vous êtes la société mère, cocher la case ci-contre  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       | Cocher la case |                           |                |
| Dénomination de la société dont les réductions et crédits d'impôt sont déclarés :   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| SIREN de la société déclarante  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Dénomination de la société mère :   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| SIREN de la société mère  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| <b>I - RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT NE DONNANT PAS LIEU AU DÉPÔT D'UNE DÉCLARATION SPÉCIALE (1)</b>  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| <b>CREANCES REPORTABLES</b>   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Réduction d'impôt en faveur du mécénat (2)  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Dont montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Dont montant des dons au profit de la reconstruction de Notre-Dame de Paris   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Montant total [ligne 1 x 9 %] + [ligne 2 x 9 %] x 10/90 + ligne 3)  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Dont préfinancement   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt versées à des salariés affectés à des exploitations situées à Mayotte <span style="float: right;">1</span>  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Montant des rémunérations éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L.3141-30 du code du travail <span style="float: right;">2</span> |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés <span style="float: right;">3</span>   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| <b>CRÉANCES NON REPORTABLES ET RESTITUABLES AU TITRE DE L'EXERCICE</b>  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Crédit d'impôt formation des dirigeants d'entreprise  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Crédit d'impôt pour le rachat d'une entreprise par ses salariés   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Crédit d'impôt en faveur des bailleurs pour abandon de loyers commerciaux   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres audiovisuelles   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres cinématographiques   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Crédit d'impôt pour dépenses de production de films et d'oeuvres audiovisuelles étrangers   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Crédit d'impôt spectacles vivants musicaux ou de variétés et représentations théâtrales d'ouvrages dramatiques  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Crédit d'impôt en faveur des PME pour rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Autres créances non reportables et restituables au titre de l'exercice  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| <b>CREANCES NON REPORTABLES ET NON RESTITUABLES</b>   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |
| Réduction d'impôt pour mise à disposition d'une flotte de vélos (article 220 undecies A du CGI)   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |       |                |                           |                |

NOUVEAUTÉS :

- Trois nouveaux crédits d'impôt ont été créés par la loi de finances pour 2021 :

- le crédit d'impôt pour les bailleurs, personnes physiques domiciliées en France au sens de l'article 4 B du code général des impôts ou personnes morales au titre des abandons ou renoncations définitifs des loyers hors taxes et hors accessoires échus au titre du mois de novembre 2020, lorsqu'ils sont afférents à des locaux situés en France et consentis, au plus tard le 31 décembre 2021, au profit d'entreprises locataires (art. 20 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021) ;
- le crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'ouvrages dramatiques (art. 220 sexdecies du CGI) au titre des dépenses de création, d'exploitation et de numérisation de représentations théâtrales d'ouvrages dramatiques qui s'applique aux demandes d'agrément provisoire déposées à compter du 1er janvier 2021 (art. 22 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021) ;
- le crédit d'impôt en faveur des petites et moyennes entreprises au titre des dépenses engagées entre le 1er octobre 2020 et le 31 décembre 2021 pour la rénovation énergétique des bâtiments ou parties de bâtiments à usage tertiaire dont elles sont propriétaires ou locataires et qu'elles affectent à l'exercice de leur activité industrielle, commerciale, artisanale, libérale ou agricole (art. 27 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021) ;



**II - CRÉDITS D'IMPÔT AVEC DÉPÔT OBLIGATOIRE D'UNE DÉCLARATION SPÉCIALE (3)****CRÉANCES NON REPORTABLES ET NON RESTITUABLES**

|  |  |
|--|--|
| Crédits d'impôts afférents aux valeurs mobilières  |  |
| Autre créances non reportables et non restituables |  |

**CRÉANCES REPORTABLES**

|   |         |
|---|---------|
| Crédit d'impôt pour investissement en Corse                           |         |
| Crédit d'impôt en faveur de la recherche                              | 159 047 |
| dont montant du crédit d'impôt pour les dépenses situées dans les DOM |         |
| Autres créances reportables   |         |

**CRÉANCES NON REPORTABLES ET RESTITUABLES AU TITRE DE L'ANNÉE**

|  |  |
|--|--|
| Crédit d'impôt famille   |  |
| Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique   |  |
| Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres phonographiques                                   |  |
| Crédit d'impôt en faveur des métiers d'art   |  |
| Crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo   |  |
| Crédit d'impôt sur les avances remboursables pour travaux d'amélioration de la performance énergétique |  |
| Crédit d'impôt prêt à taux zéro renforcé   |  |
| Crédit d'impôt en faveur du remplacement temporaire de l'exploitant agricole                           |  |
| Crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur productif                                |  |
| Crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur du logement social                       |  |

**III - CAS PARTICULIERS****CI déposé en cas de cessation au titre de l'année N**

|  |  |
|--|--|
| Crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété                                       |  |
| Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique   |  |
| Crédit d'impôt formation des dirigeants d'entreprise   |  |
| Crédit d'impôt en faveur des métiers d'art   |  |
| Crédit d'impôt en faveur des maîtres restaurateurs   |  |
| Crédit d'impôt prêt à taux zéro renforcé   |  |
| Crédit d'impôt en faveur de la recherche   |  |
| Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi   |  |
| Crédit d'impôt sur les avances remboursables pour travaux d'amélioration de la performance énergétique |  |
| Crédit d'impôt en faveur des bailleurs pour abandon de loyers commerciaux                              |  |
| Crédit d'impôt en faveur des PME pour rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire           |  |

**CI déposé au titre de l'année civile N-2, N-1 en cas d'exercice de plus de 12 mois**

|  |  |
|--|--|
| Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage  |  |
| Crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété                                       |  |
| Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique   |  |
| Crédit d'impôt formation des dirigeants d'entreprise   |  |
| Crédit d'impôt en faveur des métiers d'art   |  |
| Crédit d'impôt en faveur des maîtres restaurateurs   |  |
| Crédit d'impôt prêt à taux zéro renforcé   |  |
| Crédit d'impôt en faveur de la recherche   |  |
| Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi   |  |
| Crédit d'impôt sur les avances remboursables pour travaux d'amélioration de la performance énergétique |  |
| Crédit d'impôt en faveur des bailleurs pour abandon de loyers commerciaux                              |  |
| Crédit d'impôt en faveur des PME pour rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire           |  |

- (1) Les déclarations spéciales des réductions et crédits d'impôt figurants au I ont été supprimées. Le formulaire n° 2069-RCI-SD constitue le seul support déclaratif de ces crédits d'impôt.
- (2) Si le montant des dons et versements ouvrant droit à la réduction d'impôt en faveur du mécénat est supérieur à 10 000 E au cours de l'exercice, remplir le tableau III en annexe
- (3) Les crédits d'impôt figurant au II doivent faire l'objet d'une déclaration spéciale distincte du formulaire n° 2069-RCI-SD.

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION  
28 place Henri Dunant  
BP 38 UFR Médecine et Pharmacie  
63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1



## DOSSIER DE GESTION

**SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION**

|   | Exercice N    | %       | Exercice N-1  | %       | Ecart N / N-1 |        |
|---|---------------|---------|---------------|---------|---------------|--------|
|   | 31/12/2020 12 | CA      | 31/12/2019 12 | CA      | Euros         | %      |
| <b>Ventes marchandises + Production</b>                     | 468 081       | 100.00  | - 46 662      | 100.00  | 514 743       | NS     |
| + Ventes de marchandises                                    |               |         |               |         |               |        |
| - Coût d'achat des marchandises vendues                     |               |         | 124           |         | - 124         | 100.00 |
| <b>Marge commerciale</b>                                    |               |         | - 124         |         | 124           | 100.00 |
| + Production vendue   | 412 850       | 88.20   | 168 801       | 361.75  | 244 050       | 144.58 |
| + Production stockée ou déstockage                          | - 170 724     | -36.47  | - 215 463     | 461.75  | 44 739        | 20.76  |
| + Production immobilisée                                    | 225 955       | 48.27   |               |         | 225 955       |        |
| <b>Production de l'exercice</b>                             | 468 081       | 100.00  | - 46 662      | 100.00  | 514 743       | NS     |
| - Matières premières, approvisionnements consommés          |               |         |               |         |               |        |
| - Sous traitance directe                                    | 292 203       | 62.43   | 275 895       | 591.26  | 16 308        | 5.91   |
| <b>Marge brute de production</b>                            | 175 878       | 37.57   | - 322 557     | 691.26  | 498 435       | 154.53 |
| <b>Marge brute globale</b>                                  | 175 878       | 37.57   | - 322 681     | 691.52  | 498 558       | 154.51 |
| - Autres achats + charges externes                          | 581 786       | 124.29  | 728 879       | NS      | - 147 093     | -20.18 |
| <b>Valeur ajoutée</b>                                       | - 405 908     | -86.72  | - 1 051 559   | NS      | 645 651       | 61.40  |
| + Subventions d'exploitation                                | 120 000       | 25.64   | 120 000       | 257.17  |               |        |
| - Impôts, taxes et versements assimilés                     | 48 422        | 10.34   | 61 985        | 132.84  | - 13 562      | -21.88 |
| - Salaires du personnel                                     | 788 593       | 168.47  | 874 910       | NS      | - 86 317      | - 9.87 |
| - Charges sociales du personnel                             | 303 258       | 64.79   | 374 893       | 803.42  | - 71 635      | -19.11 |
| <b>Excédent brut d'exploitation</b>                         | - 1 426 181   | -304.69 | - 2 243 347   | NS      | 817 166       | 36.43  |
| + Autres produits de gestion courante                       | 19 028        | 4.07    | 61 260        | 131.28  | - 42 233      | -68.94 |
| - Autres charges de gestion courante                        | 1 209         | 0.26    | 2 828         | - 6.06  | - 1 619       | -57.24 |
| + Reprises amortissements provisions, transferts de charges | 667 466       | 142.60  | 1 191 365     | NS      | - 523 899     | -43.97 |
| - Dotations aux amortissements                              | 147 595       | 31.53   | 179 057       | 383.73  | - 31 461      | -17.57 |
| - Dotations aux provisions                                  | 758 872       | 162.12  | 3 215 306     | NS      | - 2 456 434   | -76.40 |
| <b>Résultat d'exploitation</b>                              | - 1 647 364   | -351.94 | - 4 387 912   | NS      | 2 740 548     | 62.46  |
| + Quotes parts de résultat sur opérations en commun         |               |         |               |         |               |        |
| + Produits financiers                                       | 2 500 029     | 534.10  | 5 600 000     | NS      | - 3 099 971   | -55.36 |
| - Charges financières                                       | 56            | 0.01    | 127           | - 0.27  | - 71          | -56.14 |
| <b>Résultat courant</b>                                     | 852 609       | 182.15  | 1 211 960     | NS      | - 359 351     | -29.65 |
| + Produits exceptionnels                                    | 960           | 0.21    | 22 489        | - 48.19 | - 21 529      | -95.73 |
| - Charges exceptionnelles                                   | 4 484         | 0.96    | 321 622       | 689.25  | - 317 138     | -98.61 |
| <b>Résultat exceptionnel</b>                                | - 3 524       | -0.75   | - 299 133     | 641.06  | 295 609       | 98.82  |
| - Impôt sur les bénéfices                                   | - 159 047     | -33.98  | - 349 147     | 748.24  | 190 100       | 54.45  |
| - Participation des salariés                                |               |         |               |         |               |        |
| <b>Résultat NET</b>   | 1 008 133     | 215.38  | 1 261 974     | NS      | - 253 842     | -20.11 |

# CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

28 place Henri Dunant  
BP 38 UFR Médecine et Pharmacie  
63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

## EXCO Clermont-Ferrand

CLERMONT-FERRAND  
9 avenue Léonard de Vinci - La Pardieu  
63057 Clermont-Ferrand cedex 1  
Tél : +33(0)4 73 29 42 50  
Fax : +33(0)4 73 93 58 64  
e-mail : [excoclermont@exco.fr](mailto:excoclermont@exco.fr)

VICHY  
L'Atrium - 37 avenue de Gramont  
03200 Vichy  
Tél : +33(0)4 73 29 42 53  
Fax : +33(0)4 73 93 58 64  
e-mail : [cab.ab@exco.fr](mailto:cab.ab@exco.fr)

## **COMPTES ANNUELS du 01/01/2021 au 31/12/2021**

### ***COMPTES ANNUELS***

- *Bilan actif-passif*
- *Compte de résultat*

### ***ETATS DETAILLES***

- *Détail des comptes bilan actif passif*
- *Détail Compte de résultat*

### ***DOSSIER FISCAL***

- *Liasses 2050 à 2059-F*
- *Liasse 2067*
- *Liasse 2065*
- *Annexes fiscales*

### ***DOSSIER DE GESTION***

- *Soldes intermédiaires de gestion*

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

28 place Henri Dunant

BP 38 UFR Médecine et Pharmacie

63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1



## COMPTES ANNUELS

**BILAN ACTIF**

| ACTIF                                    |   | Exercice N<br>31/12/2021 12 |   |           | Exercice N-1<br>31/12/2020 12 | Ecart N / N-1 |        |
|--|---|-----------------------------|---|-----------|-------------------------------|---------------|--------|
|  |   | Brut                        | Amortissements<br>et dépréciations<br>(à déduire) | Net       | Net                           | Euros         | %      |
|  | Capital souscrit non appelé (I)                 |                             |   |           |                               |               |        |
| ACTIF IMMOBILISÉ                         | <b>Immobilisations incorporelles</b>            |                             |   |           |                               |               |        |
|  | Frais d'établissement                           |                             |   |           |                               |               |        |
|  | Frais de développement                          |                             |   |           |                               |               |        |
|  | Concessions, brevets et droits similaires       | 658 781                     | 93 967  | 564 814   | 205 258                       | 359 556       | 175.17 |
|  | Fonds commercial (1)                            |                             |   |           |                               |               |        |
|  | Autres immobilisations incorporelles            | 1 158 124                   | 496 612   | 661 512   | 777 364                       | -115 851      | -14.90 |
|  | Avances et acomptes                             |                             |   |           |                               |               |        |
|  | <b>Immobilisations corporelles</b>              |                             |   |           |                               |               |        |
|  | Terrains  |                             |   |           |                               |               |        |
|  | Constructions                                   |                             |   |           |                               |               |        |
|  | Installations techniques, matériel et outillage | 154 664                     | 154 664   |           |                               |               |        |
|  | Autres immobilisations corporelles              | 249 170                     | 236 287   | 12 882    | 12 333                        | 550           | 4.46   |
|  | Immobilisations en cours                        | 293 080                     | 250 280   | 42 800    |                               | 42 800        |        |
|  | Avances et acomptes                             |                             |   |           |                               |               |        |
| <b>Immobilisations financières (2)</b>   |   |                             |   |           |                               |               |        |
| Participations mises en équivalence      |   |                             |   |           |                               |               |        |
| Autres participations                    |   |                             |   |           |                               |               |        |
| Créances rattachées à des participations |   |                             |   |           |                               |               |        |
| Autres titres immobilisés                |   |                             |   |           |                               |               |        |
| Prêts                                    |   |                             |   |           |                               |               |        |
| Autres immobilisations financières       |   |                             |   | 708       | -708                          | -100.00       |        |
| <b>Total II</b>                          | 2 513 818                                       | 1 231 809                   | 1 282 009   | 995 662   | 286 347                       | 28.76         |        |
| ACTIF CIRCULANT                          | <b>Stocks et en cours</b>                       |                             |   |           |                               |               |        |
|  | Matières premières, approvisionnements          |                             |   |           |                               |               |        |
|  | En-cours de production de biens                 |                             |   |           |                               |               |        |
|  | En-cours de production de services              | 5 942 781                   | 5 246 444   | 696 337   | 664 530                       | 31 807        | 4.79   |
|  | Produits intermédiaires et finis                |                             |   |           |                               |               |        |
|  | Marchandises                                    |                             |   |           |                               |               |        |
|  | Avances et acomptes versés sur commandes        |                             |   |           |                               |               |        |
|  | <b>Créances (3)</b>                             |                             |   |           |                               |               |        |
|  | Clients et comptes rattachés                    | 560 960                     | 232 482   | 328 478   | 124 786                       | 203 692       | 163.23 |
|  | Autres créances                                 | 1 560 167                   |   | 1 560 167 | 3 461 461                     | -1 901 295    | -54.93 |
| Capital souscrit - appelé, non versé     |   |                             |   |           |                               |               |        |
| Valeurs mobilières de placement          | 130 316   |                             | 130 316   | 130 016   | 300                           | 0.23          |        |
| Disponibilités                           | 2 637 958                                       |                             | 2 637 958   | 1 555 843 | 1 082 115                     | 69.55         |        |
| Charges constatées d'avance (3)          | 18 199  |                             | 18 199  | 11 806    | 6 393                         | 54.15         |        |
| <b>Total III</b>                         | 10 850 380                                      | 5 478 926                   | 5 371 454   | 5 948 441 | -576 987                      | -9.70         |        |
| Comptes de Régularisation                | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)        |                             |   |           |                               |               |        |
|  | Primes de remboursement des obligations (V)     |                             |   |           |                               |               |        |
|  | Ecart de conversion actif (VI)                  |                             |   |           |                               |               |        |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>  | 13 364 198                                      | 6 710 735                   | 6 653 463   | 6 944 103 | -290 640                      | -4.19         |        |

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

**BILAN PASSIF**

| <b>PASSIF</b>  |   | <b>Exercice N</b> |           | <b>Exercice N-1</b> |           | <b>Ecart N / N-1</b> |         |
|--|---|-------------------|-----------|---------------------|-----------|----------------------|---------|
|  |   | 31/12/2021        | 12        | 31/12/2020          | 12        | Euros                | %       |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>  | Capital (Dont versé : 1 000 000)<br>Primes d'émission, de fusion, d'apport<br>Ecart de réévaluation | 1 000 000         |           | 1 000 000           |           |                      |         |
|  | <b>Réserves</b>   |                   |           |                     |           |                      |         |
|  | Réserve légale  | 50 407            |           |                     |           | 50 407               |         |
|  | Réserves statutaires ou contractuelles  |                   |           |                     |           |                      |         |
|  | Réserves réglementées   |                   |           |                     |           |                      |         |
|  | Autres réserves   |                   |           |                     |           |                      |         |
|  | Report à nouveau  | 879 257           |           | -78 469             |           | 957 726              | NS      |
|  | <b>Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)</b>   | 1 225 201         |           | 1 008 133           |           | 217 069              | 21.53   |
| Subventions d'investissement<br>Provisions réglementées          |   |                   |           |                     |           |                      |         |
| <b>Total I</b>   | 3 154 865   |                   | 1 929 664 |                     | 1 225 201 | 63.49                |         |
| <b>AUTRES FONDS PROPRES</b>                                      | Produit des émissions de titres participatifs<br>Avances conditionnées                              |                   |           |                     |           |                      |         |
|  | <b>Total II</b>   |                   |           |                     |           |                      |         |
| <b>PROVISIONS</b>  | Provisions pour risques<br>Provisions pour charges  |                   |           | 23 000              |           | -23 000              | -100.00 |
|  | <b>Total III</b>  |                   |           | 23 000              |           | -23 000              | -100.00 |
| <b>DETTES (1)</b>  | <b>Dettes financières</b>   |                   |           |                     |           |                      |         |
|  | Emprunts obligataires convertibles  |                   |           |                     |           |                      |         |
|  | Autres emprunts obligataires  |                   |           |                     |           |                      |         |
|  | Emprunts auprès d'établissements de crédit  |                   |           |                     |           |                      |         |
|  | Concours bancaires courants   | 313               |           |                     |           | 313                  |         |
|  | Emprunts et dettes financières diverses   | 2 154 000         |           | 4 154 000           |           | -2 000 000           | -48.15  |
|  | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours  | 2 700             |           |                     |           | 2 700                |         |
| <b>Dettes d'exploitation</b>                                     |   |                   |           |                     |           |                      |         |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                         | 220 819   |                   | 549 672   |                     | -328 853  | -59.83               |         |
| Dettes fiscales et sociales                                      | 378 554   |                   | 282 631   |                     | 95 924    | 33.94                |         |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés<br>Autres dettes | 4 121   |                   | 5 137     |                     | -1 016    | -19.77               |         |
| <b>Comptes de Régularisation</b>                                 | Produits constatés d'avance (1)   | 738 091           |           |                     |           | 738 091              |         |
|  | <b>Total IV</b>   | 3 498 598         |           | 4 991 440           |           | -1 492 841           | -29.91  |
|  | Ecart de conversion passif (V)  |                   |           |                     |           |                      |         |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>                             |   | 6 653 463         |           | 6 944 103           |           | -290 640             | -4.19   |

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

3 498 598 4 991 440



**COMPTE DE RESULTAT**

|   | Exercice N 31/12/2021 12 |             |           | Exercice N-1 31/12/2020 12 |  | Ecart N / N-1 |         |
|---|--------------------------|-------------|-----------|----------------------------|--|---------------|---------|
|   | France                   | Exportation | Total     |                            |  | Euros         | %       |
| <b>Produits d'exploitation (1)</b>  |                          |             |           |                            |  |               |         |
| Ventes de marchandises  | 334                      |             | 334       |                            |  | 334           |         |
| Production vendue de biens  |                          |             |           |                            |  |               |         |
| Production vendue de services   | 483 414                  | 5 000       | 488 414   | 412 850                    |  | 75 564        | 18.30   |
| <b>Chiffre d'affaires NET</b>   | 483 748                  | 5 000       | 488 748   | 412 850                    |  | 75 898        | 18.38   |
| Production stockée  |                          |             | 128 401   | -170 724                   |  | 299 125       | 175.21  |
| Production immobilisée  |                          |             | 389 815   | 225 955                    |  | 163 860       | 72.52   |
| Subventions d'exploitation  |                          |             | 377 013   | 120 000                    |  | 257 013       | 214.18  |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges |                          |             | 88 324    | 667 466                    |  | -579 142      | -86.77  |
| Autres produits   |                          |             | 81        | 19 028                     |  | -18 947       | -99.58  |
| <b>Total des Produits d'exploitation (I)</b>                                      |                          |             | 1 472 382 | 1 274 575                  |  | 197 807       | 15.52   |
| <b>Charges d'exploitation (2)</b>   |                          |             |           |                            |  |               |         |
| Achats de marchandises  |                          |             | 334       |                            |  | 334           |         |
| Variation de stock (marchandises)   |                          |             |           |                            |  |               |         |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements                         |                          |             | 39        |                            |  | 39            |         |
| Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)              |                          |             |           |                            |  |               |         |
| Autres achats et charges externes *   |                          |             | 777 234   | 873 989                    |  | -96 755       | -11.07  |
| Impôts, taxes et versements assimilés   |                          |             | 16 659    | 48 422                     |  | -31 764       | -65.60  |
| Salaires et traitements   |                          |             | 766 387   | 788 593                    |  | -22 206       | -2.82   |
| Charges sociales  |                          |             | 347 980   | 303 258                    |  | 44 721        | 14.75   |
| Dotations aux amortissements et dépréciations                                     |                          |             |           |                            |  |               |         |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements                                |                          |             | 154 728   | 147 595                    |  | 7 133         | 4.83    |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations                                 |                          |             |           | 250 280                    |  | -250 280      | -100.00 |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations                                 |                          |             | 161 756   | 508 592                    |  | -346 836      | -68.20  |
| Dotations aux provisions  |                          |             |           |                            |  |               |         |
| Autres charges  |                          |             | 236 394   | 1 209                      |  | 235 185       | NS      |
| <b>Total des Charges d'exploitation (II)</b>                                      |                          |             | 2 461 509 | 2 921 939                  |  | -460 430      | -15.76  |
| <b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>   |                          |             | -989 126  | -1 647 364                 |  | 658 238       | 39.96   |
| <b>Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun</b>                    |                          |             |           |                            |  |               |         |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III)                                       |                          |             |           |                            |  |               |         |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)  |                          |             |           |                            |  |               |         |

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

**COMPTE DE RESULTAT**

|  | Exercice N |    | Exercice N-1 |    | Ecart N / N-1 |         |
|--|------------|----|--------------|----|---------------|---------|
|  | 31/12/2021 | 12 | 31/12/2020   | 12 | Euros         | %       |
| <b>Produits financiers</b>   |            |    |              |    |               |         |
| Produits financiers de participations (3)                                    |            |    |              |    |               |         |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) |            |    |              |    |               |         |
| Autres intérêts et produits assimilés (3)                                    | 2 005 040  |    | 2 500 000    |    | -494 960      | -19.80  |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges              |            |    |              |    |               |         |
| Différences positives de change  |            |    | 29           |    | -29           | -100.00 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement                |            |    |              |    |               |         |
| <b>Total V</b>   | 2 005 040  |    | 2 500 029    |    | -494 989      | -19.80  |
| <b>Charges financières</b>   |            |    |              |    |               |         |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions                    |            |    |              |    |               |         |
| Intérêts et charges assimilées (4)   |            |    |              |    |               |         |
| Différences négatives de change  |            |    | 56           |    | -56           | -100.00 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement               |            |    |              |    |               |         |
| <b>Total VI</b>  |            |    | 56           |    | -56           | -100.00 |
| <b>2. Résultat financier (V-VI)</b>  | 2 005 040  |    | 2 499 973    |    | -494 933      | -19.80  |
| <b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>                   | 1 015 914  |    | 852 609      |    | 163 304       | 19.15   |
| <b>Produits exceptionnels</b>  |            |    |              |    |               |         |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion                             | 47 158     |    | 960          |    | 46 198        | NS      |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital                             |            |    |              |    |               |         |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges              |            |    |              |    |               |         |
| <b>Total VII</b>   | 47 158     |    | 960          |    | 46 198        | NS      |
| <b>Charges exceptionnelles</b>   |            |    |              |    |               |         |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion                            | 20         |    | 4 484        |    | -4 463        | -99.55  |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital                            |            |    |              |    |               |         |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions                    |            |    |              |    |               |         |
| <b>Total VIII</b>  | 20         |    | 4 484        |    | -4 463        | -99.55  |
| <b>4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)</b>                                   | 47 138     |    | -3 524       |    | 50 661        | NS      |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)                |            |    |              |    |               |         |
| Impôts sur les bénéfices (X)   | -162 150   |    | -159 047     |    | -3 103        | -1.95   |
| <b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>                                      | 3 524 580  |    | 3 775 564    |    | -250 983      | -6.65   |
| <b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>                                | 2 299 379  |    | 2 767 431    |    | -468 052      | -16.91  |
| <b>5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)</b>         | 1 225 201  |    | 1 008 133    |    | 217 069       | 21.53   |

\* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier  
: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

EXCO CLERMONT FERRAND

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

28 place Henri Dunant

BP 38 UFR Médecine et Pharmacie

63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1



## ETATS DETAILLES

**DETAIL BILAN ACTIF**

| ACTIF  | Exercice N     | Exercice N-1   | Ecart N / N-1   |               |
|--|----------------|----------------|-----------------|---------------|
|  | 31/12/2021     | 12 31/12/2020  | Euros           | %             |
| <b>CONCESSIONS, BREVETS ET DROITS SIMILAIRES</b>                   | <b>564 814</b> | <b>205 258</b> | <b>359 556</b>  | <b>175.17</b> |
| 20500000 Concessions et droits similaire                           | 31 176         | 29 876         | 1 300           | 4.35          |
| 20510000 Licences informatiques                                    | 39 279         | 39 279         |                 |               |
| 20515000 Licences informatiques sur pro                            | 2 432          | 2 432          |                 |               |
| 20515200 Licences info uda laparaug                                | 196 079        | 196 079        |                 |               |
| 20515300 UBP RLG 201   | 227 243        |                | 227 243         |               |
| 20515400 UBP ETALONNAG   | 42 130         |                | 42 130          |               |
| 20515500 COLLYRE VETO  | 118 158        |                | 118 158         |               |
| 20515700 APPRENTISSAGE OPTIQUE                                     | 1 898          |                | 1 898           |               |
| 20555600 SIMULATION PROCESS  | 386            |                | 386             |               |
| 28050000 Amortissement licences irstea                             | -2 583         | -1 089         | -1 494          | NS            |
| 28051000 Amort. licences informatiques                             | -39 279        | -39 279        |                 |               |
| 28051500 Amort. licences informatiques/                            | -2 432         | -2 432         |                 |               |
| 28051520 Amort licences info uda                                   | -39 216        | -19 608        | -19 608         | NS            |
| 28051530   | -1 121         |                | -1 121          |               |
| 28051540   | -208           |                | -208            |               |
| 28051550   | -9 097         |                | -9 097          |               |
| 28051570   | -1             |                | -1              |               |
| 28055560   | -30            |                | -30             |               |
| <b>AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>                        | <b>661 512</b> | <b>777 364</b> | <b>-115 851</b> | <b>-14.90</b> |
| 20810000 Autres immo incorp. projets tr                            | 1 158 124      | 1 158 124      |                 |               |
| 28081000 Mali de fusion sur actifs inco                            | -471 612       | -355 760       | -115 851        | -32.56        |
| 29081000 Mali de fusion sur actifs inco                            | -25 000        | -25 000        |                 |               |
| <b>INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIELS</b> |                |                |                 |               |
| 21550000 Outillage industriel                                      | 154 664        | 154 664        |                 |               |
| 28155000 Outillage industriel                                      | -154 664       | -154 664       |                 |               |
| <b>AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                          | <b>12 882</b>  | <b>12 333</b>  | <b>550</b>      | <b>4.46</b>   |
| 21810000 Installations générales, agenc                            | 9 328          | 9 328          |                 |               |
| 21830000 Matériel de bureau et matériel                            | 11 599         | 3 732          | 7 867           | 210.81        |
| 21831000 Materiel infrastructure                                   | 39 991         | 39 991         |                 |               |
| 21832000 Materiel utilisateur                                      | 119 346        | 119 346        |                 |               |
| 21840000 Mobilier  | 48 605         | 48 605         |                 |               |
| 21841000 Mobilier limoges  | 5 513          | 5 513          |                 |               |
| 21842000 Mobilier tours  | 2 965          | 2 965          |                 |               |
| 21843000 Mobilier orleans  | 5 393          | 5 393          |                 |               |
| 21844000 Mobilier poitier  | 6 429          | 6 429          |                 |               |
| 28181000 Installations générales, agenc                            | -7 429         | -7 023         | -406            | -5.78         |
| 28183000 Amort materiel de bureau et in                            | -3 307         | -1 229         | -2 078          | NS            |
| 28183100 Amort. materiel infrastructure                            | -37 354        | -34 715        | -2 639          | -7.60         |
| 28183200 Amort. materiel utilisateur                               | -119 346       | -119 346       |                 |               |
| 28184000 Mobilier  | -48 551        | -47 528        | -1 023          | -2.15         |
| 28184100 Amort. mobilier limoges                                   | -5 513         | -5 076         | -437            | -8.61         |
| 28184200 Amort. mobilier tours                                     | -2 965         | -2 903         | -63             | -2.16         |
| 28184300 Amort. mobilier orleans                                   | -5 393         | -4 721         | -672            | -14.23        |
| 28184400 Amort. mobilier poitiers                                  | -6 429         | -6 429         |                 |               |
| <b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>                                    | <b>42 800</b>  |                | <b>42 800</b>   |               |
| 23110100 Immo en cours 0343 polylium su                            | 179 417        | 179 417        |                 |               |
| 23110200 Immo en cours 0376 gui                                    | 70 864         | 70 864         |                 |               |
| 23110300 Immo en cours SI  | 42 800         |                | 42 800          |               |
| 29310000 Depreciation immo en cours                                | -250 280       | -250 280       |                 |               |

**DETAIL BILAN ACTIF**

| <b>ACTIF</b>                            | <b>Exercice N</b> | <b>Exercice N-1</b> | <b>Ecart N / N-1</b> |         |
|---|-------------------|---------------------|----------------------|---------|
|   | 31/12/2021        | 12 31/12/2020       | Euros                | %       |
| AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES      |                   | 708                 | -708                 | -100.00 |
| 27500000 Cautionnements                 |                   | 708                 | -708                 | NS      |
| <b>Total II</b>                         | 1 282 009         | 995 662             | 286 347              | 28.76   |
| EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES      | 696 337           | 664 530             | 31 807               | 4.79    |
| 34500000 Prestations de services en cou | 5 942 781         | 5 814 380           | 128 401              | 2.21    |
| 39400000 Prestation de service en cours | -5 246 444        | -5 149 850          | -96 594              | -1.88   |
| CLIENTS ET COMPTES RATTACHES            | 328 478           | 124 786             | 203 692              | 163.23  |
| 41100000 Clients                        | 400 680           | 294 346             | 106 334              | 36.13   |
| 41810000 CLIENT FACTURE A ETABLIR       | 160 280           |                     | 160 280              |         |
| 49100000 Dépréciations des comptes de c | -232 482          | -169 560            | -62 922              | -37.11  |
| AUTRES CREANCES                         | 1 560 167         | 3 461 461           | -1 901 295           | -54.93  |
| 40100000 Fournisseurs                   | 2 648             | 4 793               | -2 144               | -44.74  |
| 43780000 Tickets restaurant             | 3 128             | 9 707               | -6 579               | -67.78  |
| 44400000 Etat - impôts sur les bénéfice | 27 904            | 211 657             | -183 753             | -86.82  |
| 44410000 Etat- cir et cii               | 1 325 856         | 2 941 644           | -1 615 788           | -54.93  |
| 44520000 Tva due intracommunautaire     |                   | 2 888               | -2 888               | NS      |
| 44562000 Tva sur immobilisations        | 78 701            | 45 191              | 33 510               | 74.15   |
| 44566510 Tva ded sur abs                | 17 082            | 56 083              | -39 002              | -69.54  |
| 44566520 Tva ded sur immobilisations    |                   | 3 293               | -3 293               | NS      |
| 44567000 Crédit de tva à reporter       |                   | 38 080              | -38 080              | NS      |
| 44583000 Remboursement de taxes sur le  | 66 787            | 125 940             | -59 153              | -46.97  |
| 44586000 Taxes sur le chiffre d'affaire | 29 031            | 21 330              | 7 701                | 36.10   |
| 44587000 Tva sur fae                    |                   | 856                 | -856                 | NS      |
| 46870000 PRODUIT A RECEVOIR             | 9 030             |                     | 9 030                |         |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT         | 130 316           | 130 016             | 300                  | 0.23    |
| 50820000 Bsa surgar                     | 130 016           | 130 016             |                      |         |
| 50830000 BSA NUTRITHERAGEN              | 300               |                     | 300                  |         |
| DISPONIBILITES                          | 2 637 958         | 1 555 843           | 1 082 115            | 69.55   |
| 51200000 Banque spendesk                | 6 277             | 4 490               | 1 787                | 39.79   |
| 51212000 Banque nuger                   | 46 098            | 40 086              | 6 012                | 15.00   |
| 51216000 Crédit agricole                | 508 377           | 508 935             | -559                 | -0.11   |
| 51217000 Banque cic                     | 2 031 262         | 958 980             | 1 072 282            | 111.81  |
| 51218000 Banque arkéa                   | 45 928            | 43 335              | 2 593                | 5.98    |
| 53110000 Caisse en monnaie nationale    | 16                | 16                  |                      |         |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE             | 18 199            | 11 806              | 6 393                | 54.15   |
| 48600000 Charges constatées d'avance    | 18 199            | 11 806              | 6 393                | 54.15   |
| <b>Total III</b>                        | 5 371 454         | 5 948 441           | -576 987             | -9.70   |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                    | 6 653 463         | 6 944 103           | -290 640             | -4.19   |

**DETAIL BILAN PASSIF**

| PASSIF   | Exercice N<br>31/12/2021 | 12 | Exercice N-1<br>31/12/2020 | 12 | Ecart N / N-1 |         |
|--|--------------------------|----|----------------------------|----|---------------|---------|
|  |                          |    |                            |    | Euros         | %       |
| <b>CAPITAL</b>   |                          |    |                            |    |               |         |
| 10100000 Capital social                                | 1 000 000                |    | 1 000 000                  |    |               |         |
|  | 1 000 000                |    | 1 000 000                  |    |               |         |
| <b>RESERVE LEGALE</b>                                  |                          |    |                            |    |               |         |
| 10610000 RESERVE LEGALE                                | 50 407                   |    |                            |    | 50 407        |         |
|  | 50 407                   |    |                            |    | 50 407        |         |
| <b>REPORT A NOUVEAU</b>                                |                          |    |                            |    |               |         |
| 11000000 Report à nouveau créditeur                    | 879 257                  |    | -78 469                    |    | 957 726       | NS      |
| 11900000 Report a nouveau                              | 879 257                  |    | -78 469                    |    | 879 257       |         |
|  |                          |    |                            |    | 78 469        | 100.00  |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)</b>      |                          |    |                            |    |               |         |
|  | 1 225 201                |    | 1 008 133                  |    | 217 069       | 21.53   |
| <b>Total I</b>   |                          |    |                            |    |               |         |
|  | 3 154 865                |    | 1 929 664                  |    | 1 225 201     | 63.49   |
| <b>PROVISIONS POUR CHARGES</b>                         |                          |    |                            |    |               |         |
| 15800000 Provision pour risques                        |                          |    | 23 000                     |    | -23 000       | -100.00 |
|  |                          |    | 23 000                     |    | -23 000       | NS      |
| <b>Total III</b>                                       |                          |    |                            |    |               |         |
|  |                          |    | 23 000                     |    | -23 000       | -100.00 |
| <b>CONCOURS BANCAIRES COURANTS</b>                     |                          |    |                            |    |               |         |
| 51860000 FRAIS BANCAIRE A PAYER                        | 313                      |    |                            |    | 313           |         |
|  | 313                      |    |                            |    | 313           |         |
| <b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES</b>         |                          |    |                            |    |               |         |
| 45511000 Bpi ex cdc                                    | 2 154 000                |    | 4 154 000                  |    | -2 000 000    | -48.15  |
|  | 2 154 000                |    | 4 154 000                  |    | -2 000 000    | -48.15  |
| <b>AVANCES ET ACOMPTE RECUS SUR COMMANDES EN COURS</b> |                          |    |                            |    |               |         |
| 41910000 CLIENTS ACOMPTE SUR VENTES                    | 2 700                    |    |                            |    | 2 700         |         |
|  | 2 700                    |    |                            |    | 2 700         |         |
| <b>DETTE FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES</b>         |                          |    |                            |    |               |         |
| 40100000 Fournisseurs                                  | 220 819                  |    | 549 672                    |    | -328 853      | -59.83  |
| 40800000 Fournisseurs fnp                              | 100 610                  |    | 460 747                    |    | -360 137      | -78.16  |
| 40810000 Fournisseurs fnp                              | 120 209                  |    | 88 925                     |    | 120 209       |         |
|  |                          |    |                            |    | -88 925       | NS      |
| <b>DETTE FISCALES ET SOCIALES</b>                      |                          |    |                            |    |               |         |
| 42100000 Personnel - rémunérations dues                | 378 554                  |    | 282 631                    |    | 95 924        | 33.94   |
| 42820000 Dettes provisionnées pour cong                | 2 591                    |    |                            |    | 2 591         |         |
| 42830000 Dettes provisionnés prime                     | 55 899                   |    | 37 577                     |    | 18 322        | 48.76   |
| 42860000 PROVISION PRIMES                              | 42830000                 |    | 60 423                     |    | -60 423       | NS      |
| 43100000 Sécurité sociale                              | 58 964                   |    |                            |    | 58 964        |         |
| 43710000 Malakoff                                      | 31 268                   |    | 18 161                     |    | 13 107        | 72.17   |
| 43711000 Harmonie mutuelle                             | 18 410                   |    | 13 668                     |    | 4 742         | 34.69   |
| 43712000 Klésia (prévoyance)                           | 150                      |    |                            |    | 150           |         |
| 43730000 Raft retraite add fonction pub                | 440                      |    |                            |    | 440           |         |
| 43820000 Charges sociales sur congés à                 | 538                      |    | 522                        |    | 16            | 3.04    |
| 43830000 Autres charges à payer                        | 27 275                   |    | 16 980                     |    | 10 294        | 60.63   |
| 43860000 Autres charges à payer                        | 27 713                   |    | 27 305                     |    | -27 305       | NS      |
| 44210000 Prélèvements à la source (impô                | 27 713                   |    | 120                        |    | 27 594        | NS      |
| 44526900 Tva ded. acquisitions intraco                 | 4 147                    |    | 2 626                      |    | 1 521         | 57.92   |
| 44551000 Tva à décaisser                               | 2 903                    |    | 2 903                      |    | -2 903        | NS      |
| 44571000 Tva collectée                                 | 776                      |    |                            |    | 776           |         |
| 44587000 Tva sur fae                                   | 143 465                  |    | 96 358                     |    | 47 107        | 48.89   |
| 44860000 Charges à payer                               | 2 693                    |    | 5 988                      |    | 2 693         |         |
|  | 4 227                    |    |                            |    | -1 761        | -29.40  |

## DETAIL BILAN PASSIF

| PASSIF                          | Exercice N<br>31/12/2021 12 | Exercice N-1<br>31/12/2020 12 | Ecart N / N-1 |        |
|---------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|---------------|--------|
|                                 |                             |                               | Euros         | %      |
| AUTRES DETTES                   | 4 121                       | 5 137                         | -1 016        | -19.77 |
| 41980000 Clients avoir a etablr | 4 121                       | 5 137                         | -1 016        | -19.77 |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE     | 738 091                     |                               | 738 091       |        |
| 48700000                        | 738 091                     |                               | 738 091       |        |
| <b>Total IV</b>                 | 3 498 598                   | 4 991 440                     | -1 492 841    | -29.91 |
| <b>TOTAL GENERAL</b>            | 6 653 463                   | 6 944 103                     | -290 640      | -4.19  |

**DETAIL COMPTE DE RESULTAT**

|   | Exercice N |           | Exercice N-1 |           | Ecart N / N-1 |        |
|---|------------|-----------|--------------|-----------|---------------|--------|
|   | 31/12/2021 | 12        | 31/12/2020   | 12        | Euros         | %      |
| <b>VENTES DE MARCHANDISES</b>   |            | 334       |              |           | 334           |        |
| 70700000 Ventes de marchandises   |            | 334       |              |           | 334           |        |
| <b>PRODUCTION VENDUE DE SERVICES</b>                                    |            | 488 414   |              | 412 850   | 75 564        | 18.30  |
| 70600000 Prestations de services  |            | 33 879    |              | 224 896   | -191 017      | -84.94 |
| 70610000 Prestation Propriété Intellect                                 |            | 131 040   |              | 120 454   | 10 586        | 8.79   |
| 70612000 Prestations de service Intraco                                 |            | 5 000     |              |           | 5 000         |        |
| 70880000 Produits des redev et brevets                                  |            | 318 495   |              | 67 500    | 250 995       | 371.84 |
| <b>Chiffre d'affaires NET</b>   |            | 488 748   |              | 412 850   | 75 898        | 18.38  |
| <b>PRODUCTION STOCKEE</b>   |            | 128 401   |              | -170 724  | 299 125       | 175.21 |
| 71345000 Prestation de service en cours                                 |            | 128 401   |              | -170 724  | 299 125       | 175.21 |
| <b>PRODUCTION IMMOBILISEE</b>   |            | 389 815   |              | 225 955   | 163 860       | 72.52  |
| 72100000 Production immo incorporelles                                  |            | 389 815   |              | 225 955   | 163 860       | 72.52  |
| <b>SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>                                       |            | 377 013   |              | 120 000   | 257 013       | 214.18 |
| 74010000 Subventions Prog DEEPTTECH                                     |            | 15 605    |              | 120 000   | -104 395      | -87.00 |
| 74100000 SUBVENTION PROJ INCUB-18                                       |            | 158 000   |              |           | 158 000       |        |
| 74110000 SUBVENTION MESRI   |            | 26 408    |              |           | 26 408        |        |
| 74120000 SUBVENTION CPER  |            | 37 000    |              |           | 37 000        |        |
| 74130000 SUBVENTION CAM   |            | 140 000   |              |           | 140 000       |        |
| <b>REPRISES SUR DEPRECIATIONS, PROV. (ET AMORT.), TRANSF.DE CHARGES</b> |            | 88 324    |              | 667 466   | -579 142      | -86.77 |
| 78150000 Reprise prov risque  |            | 23 000    |              | 225 000   | -202 000      | -89.78 |
| 78173000 Reprise dépréciation en-cours                                  |            |           |              | 424 475   | -424 475      | NS     |
| 78174000 Repris prov clients douteux                                    |            | 2 240     |              |           | 2 240         |        |
| 79100000 Transfert de charges d'exploit                                 |            | 25 930    |              | 13 340    | 12 589        | 94.37  |
| 79140000 Transfert de charges de person                                 |            | 37 154    |              | 4 651     | 32 504        | 698.87 |
| <b>AUTRES PRODUITS</b>  |            | 81        |              | 19 028    | -18 947       | -99.58 |
| 75800000 Produits divers de gestion cou                                 |            | 81        |              | 19 027    | -18 946       | -99.58 |
| 75899900 Produits ?cart de r?glement                                    |            |           |              | 1         | -1            | NS     |
| <b>Total des Produits d'exploitation</b>                                |            | 1 472 382 |              | 1 274 575 | 197 807       | 15.52  |
| <b>ACHATS DE MARCHANDISES</b>   |            | 334       |              |           | 334           |        |
| 60700000 Achat de marchandise   |            | 334       |              |           | 334           |        |
| <b>ACHATS DE MATIERES PREMIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS</b>        |            | 39        |              |           | 39            |        |
| 60800000 Récapitulation des frais accès                                 |            | 39        |              |           | 39            |        |
| <b>AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES</b>                                |            | 777 234   |              | 873 989   | -96 755       | -11.07 |
| 60400000 Achats d'études et prestations                                 |            | 33 656    |              | 7 136     | 26 520        | 371.63 |
| 60410000 Prestations prematurations                                     |            | 4 193     |              | 2 133     | 2 060         | 96.57  |
| 60420000 Prestations maturations  |            | 136 196   |              | 245 690   | -109 493      | -44.57 |
| 60520000 Achats maturations - 605200                                    |            | 34 898    |              | 37 245    | -2 346        | -6.30  |
| 60610000 Fournitures non stockables                                     |            |           |              | 1 511     | -1 511        | NS     |
| 60612000 Fournitures consommables                                       |            | 1 493     |              | 1 222     | 271           | 22.21  |
| 60630000 Fournitures d'entretien et de                                  |            | 3 076     |              | 250       | 2 825         | NS     |
| 60640000 Fournitures administratives                                    |            | 874       |              | 1 347     | -473          | -35.13 |
| 61320000 Locations immobilières   |            | 67 021    |              | 65 263    | 1 758         | 2.69   |
| 61332000 Location véhicules   |            | 9 134     |              | 9 144     | -10           | -0.11  |
| 61350000 Locations mobilières   |            | 13 434    |              | 8 914     | 4 520         | 50.71  |



**DETAIL COMPTE DE RESULTAT**

|  | Exercice N<br>31/12/2021 | Exercice N-1<br>31/12/2020 | Ecart N / N-1  |               |
|--|--------------------------|----------------------------|----------------|---------------|
|  |                          |                            | Euros          | %             |
| 61360000 Location multifonction              |                          | 48                         | -48            | NS            |
| 61510000 Entretien/réparation véhicule       | 832                      |                            | 832            |               |
| 61550000 Entretien et réparations sur b      |                          | 8                          | -8             | NS            |
| 61553000 Nettoyage des locaux                | 2 103                    | 1 600                      | 503            | 31.40         |
| 61560000 Maintenance                         | 567                      | 14 017                     | -13 450        | -95.95        |
| 61610000 Assurances                          | 4 541                    | 1 036                      | 3 505          | 338.43        |
| 61800000 Abon creditsafe                     |                          | 1 030                      | -1 030         | NS            |
| 61810000 Documentation générale              | 6 899                    | 2 643                      | 4 256          | 161.04        |
| 61831000 Abonnements et maint inform         | 44 633                   | 17 344                     | 27 289         | 157.34        |
| 61832000 Abonnements divers                  | 13 351                   | 16 115                     | -2 763         | -17.15        |
| 61850000 Frais de colloques, séminaires      | 6 078                    | 125                        | 5 953          | NS            |
| 61888000 Services extérieurs (import in      | 3 682                    |                            | 3 682          |               |
| 61888600 Frais de formation                  | 29 410                   | 1 286                      | 28 124         | NS            |
| 62100000 Personnel extérieur entreprise      |                          | 47 651                     | -47 651        | NS            |
| 62260000 Honoraires                          | 6 564                    | 40 784                     | -34 220        | -83.90        |
| 62261000 Honoraires cpi                      | 271 821                  | 207 519                    | 64 302         | 30.99         |
| 62261500 Traduction pi                       |                          | 34 106                     | -34 106        | NS            |
| 62263000 Honoraires commissaires aux co      | 13 900                   | 26 400                     | -12 500        | -47.35        |
| 62263100 Honoraires sociaux                  | 10 561                   | 4 093                      | 6 469          | 158.05        |
| 62263200 Honoraires cir                      | 8 000                    | 20 000                     | -12 000        | -60.00        |
| 62263300 Honoraires comptable                | 14 200                   | 12 750                     | 1 450          | 11.37         |
| 62270000 Frais d'actes et de contentieu      | -37                      | 840                        | -877           | NS            |
| 62280000 Prestations diverses                | 1 012                    |                            | 1 012          |               |
| 62310000 Annonces et insertions              | 5 386                    | 4 706                      | 681            | 14.46         |
| 62330000 Foires et expositions               |                          | 175                        | -175           | NS            |
| 62340000 Cadeaux à la clientèle              | 2 000                    |                            | 2 000          |               |
| 62410000 Transports sur achats               | 920                      | 55                         | 865            | NS            |
| 62500000 Déplacement, missions, recept       | 3 028                    | 1 698                      | 1 330          | 78.36         |
| 62518500 Abt transport latour sandrine       |                          | 624                        | -624           | NS            |
| 62550000 Frais de déménagement               | 1 245                    | 2 000                      | -755           | -37.75        |
| 62560000 Missions                            | 1 988                    |                            | 1 988          |               |
| 62570000 Réceptions                          |                          | 1 141                      | -1 141         | NS            |
| 62600000 Frais de télécommun                 | 5 387                    | 25 704                     | -20 317        | -79.04        |
| 62610000 Frais postaux                       | 658                      | 776                        | -119           | -15.28        |
| 62712000 Frais bancaires nuger               | 963                      | 1 097                      | -134           | -12.20        |
| 62715000 Frais banc Cred Mut / Arkea         | 430                      | 430                        |                |               |
| 62716000 Frais bancaire crédit agricole      | 559                      | 257                        | 302            | 117.37        |
| 62717000 Frais bancaires cic                 | 2 029                    | 1 247                      | 782            | 62.68         |
| 62750000 Frais Spendesk                      | 2 310                    | 517                        | 1 793          | 347.07        |
| 62800000 Divers                              |                          | 17                         | -17            | NS            |
| 62810000 Concours divers                     | 8 239                    | 4 298                      | 3 942          | 91.71         |
| <b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b> | <b>16 659</b>            | <b>48 422</b>              | <b>-31 764</b> | <b>-65.60</b> |
| 63330000 Participation des employeurs à      | 7 931                    | 9 575                      | -1 644         | -17.17        |
| 63350000 Taxe apprentissage                  | 4 997                    | 9 538                      | -4 541         | -47.61        |
| 63380000 Csp                                 |                          | 24 796                     | -24 796        | NS            |
| 63511000 Contrib économ et territoriale      | 2 954                    | 4 283                      | -1 329         | -31.03        |
| 63514000 Taxe sur véhicule société           | 776                      | 230                        | 546            | 237.39        |
| <b>SALAIRES ET TRAITEMENTS</b>               | <b>766 387</b>           | <b>788 593</b>             | <b>-22 206</b> | <b>-2.82</b>  |
| 64110000 Rémunération du personnel           | 734 887                  | 606 307                    | 128 580        | 21.21         |
| 64120000 Procisions ep                       | 18 322                   | -7 581                     | 25 902         | 341.68        |
| 64130000 Prime et gratification              | -1 459                   | 43 517                     | -44 976        | NS            |
| 64131000 Gratification                       | 5 350                    |                            | 5 350          |               |
| 64132000 Pvo                                 |                          | -11 928                    | 11 928         | 100.00        |

**DETAIL COMPTE DE RESULTAT**

|   | Exercice N<br>31/12/2021 | Exercice N-1<br>31/12/2020 | Ecart N / N-1   |                |
|---|--------------------------|----------------------------|-----------------|----------------|
|   |                          |                            | Euros           | %              |
| 64140000 Indemnité et avantage divers                   | 9 288                    | 10 541                     | -1 253          | -11.89         |
| 64140300 Indemnités licenciement                        |                          | 117 374                    | -117 374        | NS             |
| 64140500 Indemnité de rupture conventio                 |                          | 30 363                     | -30 363         | NS             |
| <b>CHARGES SOCIALES</b>                                 | <b>347 980</b>           | <b>303 258</b>             | <b>44 721</b>   | <b>14.75</b>   |
| 64510000 Urssaf   | 213 255                  | 80 362                     | 132 893         | 165.37         |
| 64510100 Urssaf m.boularand                             |                          | 12 226                     | -12 226         | NS             |
| 64510300 Urssaf e.frioli                                |                          | 1 720                      | -1 720          | NS             |
| 64510400 Urssaf l.gonthier                              |                          | 3 494                      | -3 494          | NS             |
| 64510500 Urssaf t.verrhiest                             |                          | 29 130                     | -29 130         | NS             |
| 64510700 Urssaf y.izoard                                |                          | 24 002                     | -24 002         | NS             |
| 64510800 Urssaf l.marcuzzi                              |                          | 12 272                     | -12 272         | NS             |
| 64510900 Urssaf s.vallin                                |                          | 6 820                      | -6 820          | NS             |
| 64511100 Urssaf p.bouvier marion                        |                          | 2 586                      | -2 586          | NS             |
| 64511300 Urssaf c.david                                 |                          | 4 708                      | -4 708          | NS             |
| 64511400 Urssaf c.labrunie                              |                          | 1 262                      | -1 262          | NS             |
| 64511500 Urssaf cristelle fabre                         |                          | 910                        | -910            | NS             |
| 64520900 Retraite pension civile et mi                  | 19 966                   | 19 381                     | 585             | 3.02           |
| 64530000 Malakoff                                       | 85 944                   | 73 798                     | 12 146          | 16.46          |
| 64540900 Cotisations retraite addition                  | 269                      | 261                        | 8               | 3.04           |
| 64580000 Adesatt  | 252                      | 120                        | 132             | 110.34         |
| 64711000 Tickets restaurant                             | 15 677                   | 12 929                     | 2 749           | 21.26          |
| 64750000 Médecine du travail, pharmacie                 | 1 915                    | 25                         | 1 890           | NS             |
| 64800000 Autres charges de personnel                    | 10 702                   | 17 253                     | -6 550          | -37.97         |
| <b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS</b> | <b>154 728</b>           | <b>147 595</b>             | <b>7 133</b>    | <b>4.83</b>    |
| 68111000 Dota° aux amort immo incorpore                 | 147 410                  | 137 047                    | 10 363          | 7.56           |
| 68112000 Dota°aux amort immo corporel                   | 7 317                    | 10 548                     | -3 231          | -30.63         |
| <b>DOTATIONS AUX DEPRECIATIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>  |                          | <b>250 280</b>             | <b>-250 280</b> | <b>-100.00</b> |
| 68162000 Dépréciation immo corporelles                  |                          | 250 280                    | -250 280        | NS             |
| <b>DOTATIONS AUX DEPRECIATIONS SUR ACTIF CIRCULANT</b>  | <b>161 756</b>           | <b>508 592</b>             | <b>-346 836</b> | <b>-68.20</b>  |
| 68173000 Dota°stock en cours                            | 96 594                   | 451 941                    | -355 347        | -78.63         |
| 68174000 Créances                                       | 65 162                   | 56 651                     | 8 511           | 15.02          |
| <b>AUTRES CHARGES</b>                                   | <b>236 394</b>           | <b>1 209</b>               | <b>235 185</b>  | <b>NS</b>      |
| 65110000 Redevances                                     | 233 995                  |                            | 233 995         |                |
| 65410000 Ikamba organics                                | 2 240                    |                            | 2 240           |                |
| 65800000 Charges diverses de gestion co                 | 160                      | 1 209                      | -1 050          | -86.80         |
| <b>Total des Charges d'exploitation</b>                 | <b>2 461 509</b>         | <b>2 921 939</b>           | <b>-460 430</b> | <b>-15.76</b>  |
| <b>Résultat d'exploitation</b>                          | <b>-989 126</b>          | <b>-1 647 364</b>          | <b>658 238</b>  | <b>39.96</b>   |
| <b>AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES</b>            | <b>2 005 040</b>         | <b>2 500 000</b>           | <b>-494 960</b> | <b>-19.80</b>  |
| 76310000 Revenus sur créances commercia                 | 5 040                    |                            | 5 040           |                |
| 76810000 Abandon de créance                             | 2 000 000                | 2 500 000                  | -500 000        | -20.00         |
| <b>DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE</b>                  |                          | <b>29</b>                  | <b>-29</b>      | <b>-100.00</b> |
| 76600000 Gains de change                                |                          | 29                         | -29             | NS             |
| <b>Total des Produits financiers</b>                    | <b>2 005 040</b>         | <b>2 500 029</b>           | <b>-494 989</b> | <b>-19.80</b>  |

**DETAIL COMPTE DE RESULTAT**

|   | <b>Exercice N</b> |           | <b>Exercice N-1</b> |           | <b>Ecart N / N-1</b> |          |
|---|-------------------|-----------|---------------------|-----------|----------------------|----------|
|   | 31/12/2021        | 12        | 31/12/2020          | 12        | <b>Euros</b>         | <b>%</b> |
| DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE                   |                   |           |                     | 56        | -56                  | -100.00  |
| 66600000 Pertes de change                         |                   |           |                     | 56        | -56                  | NS       |
| <b>Total des Charges financières</b>              |                   |           |                     | 56        | -56                  | -100.00  |
| <b>Résultat financier</b>                         | 2 005 040         |           | 2 499 973           |           | -494 933             | -19.80   |
| <b>Résultat courant avant impôts</b>              | 1 015 914         |           | 852 609             |           | 163 304              | 19.15    |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION  |                   | 47 158    |                     | 960       | 46 198               | NS       |
| 77180000 Produits exceptionnels                   |                   | 47 158    |                     | 960       | 46 198               | NS       |
| <b>Total des Produits exceptionnels</b>           |                   | 47 158    |                     | 960       | 46 198               | NS       |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION |                   | 20        |                     | 4 484     | -4 463               | -99.55   |
| 67180000 Charges exceptionnelles                  |                   | 20        |                     | 4 484     | -4 463               | -99.55   |
| <b>Total des Charges exceptionnelles</b>          |                   | 20        |                     | 4 484     | -4 463               | -99.55   |
| <b>Résultat exceptionnel</b>                      |                   | 47 138    |                     | -3 524    | 50 661               | NS       |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES                          |                   | -162 150  |                     | -159 047  | -3 103               | -1.95    |
| 69500000 IMPOT SUR LES SOCIETES                   |                   | 8 524     |                     |           | 8 524                |          |
| 69910000 Credit impot recherche                   |                   | -170 674  |                     | -159 047  | -11 627              | -7.31    |
| <b>Total des produits</b>                         |                   | 3 524 580 |                     | 3 775 564 | -250 983             | -6.65    |
| <b>Total des charges</b>                          |                   | 2 299 379 |                     | 2 767 431 | -468 052             | -16.91   |
| <b>Bénéfice ou perte (Produits - Charges)</b>     |                   | 1 225 201 |                     | 1 008 133 | 217 069              | 21.53    |

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION  
28 place Henri Dunant  
BP 38 UFR Médecine et Pharmacie  
63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1



## DOSSIER FISCAL

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois\* 12  
 Adresse de l'entreprise 28 place Henri Dunant 63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1 Durée de l'exercice précédent\* 12

Numéro SIRET\* 79337252500014 Néant  \*

Exercice N clos le, 31122021 N-1 31122020

|  |    | Brut<br>1  | Amortissements, provisions<br>2 | Net<br>3  | Net<br>4  |
|--|----|------------|---------------------------------|-----------|-----------|
| <b>Capital souscrit non appelé (I)</b> |    |            |                                 |           |           |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES          | AA |            |                                 |           |           |
|  | AB |            |                                 |           |           |
|  | CX |            |                                 |           |           |
|  | AF | 658 781    | 93 967                          | 564 814   | 205 258   |
|  | AH |            |                                 |           |           |
|  | AJ | 1 158 124  | 496 612                         | 661 512   | 777 364   |
|  | AL |            |                                 |           |           |
|  | AN |            |                                 |           |           |
|  | AP |            |                                 |           |           |
|  | AR | 154 664    | 154 664                         |           |           |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES            | AT | 249 170    | 236 287                         | 12 882    | 12 333    |
|  | AV | 293 080    | 250 280                         | 42 800    |           |
|  | AX |            |                                 |           |           |
|  | CS |            |                                 |           |           |
|  | CU |            |                                 |           |           |
|  | BB |            |                                 |           |           |
|  | BD |            |                                 |           |           |
|  | BF |            |                                 |           |           |
|  | BH |            |                                 |           | 708       |
|  | BJ | 2 513 818  | 1 231 809                       | 1 282 009 | 995 662   |
| <b>TOTAL (II)</b>                      |    |            |                                 |           |           |
| STOCKS *                               | BL |            |                                 |           |           |
|  | BN |            |                                 |           |           |
|  | BP | 5 942 781  | 5 246 444                       | 696 337   | 664 530   |
|  | BR |            |                                 |           |           |
|  | BT |            |                                 |           |           |
|  | BV |            |                                 |           |           |
|  | BX | 560 960    | 232 482                         | 328 478   | 124 786   |
|  | BZ | 1 560 167  |                                 | 1 560 167 | 3 461 461 |
|  | CB |            |                                 |           |           |
|  | CD | 130 316    |                                 | 130 316   | 130 016   |
| CREANCES                               | CF | 2 637 958  |                                 | 2 637 958 | 1 555 843 |
|  | CH | 18 199     |                                 | 18 199    | 11 806    |
|  | CJ | 10 850 380 | 5 478 926                       | 5 371 454 | 5 948 441 |
|  | CW |            |                                 |           |           |
|  | CM |            |                                 |           |           |
|  | CN |            |                                 |           |           |
|  | CO | 13 364 198 | 6 710 735                       | 6 653 463 | 6 944 103 |
|  | IA |            |                                 |           |           |
|  | IB |            |                                 |           |           |
|  | IC |            |                                 |           |           |
| DIVERS                                 | CP |            |                                 |           |           |
|  | CR |            |                                 |           |           |
|  | CS |            |                                 |           |           |
| <b>TOTAL (III)</b>                     |    |            |                                 |           |           |
| Comptes de régularisation              | CV |            |                                 |           |           |
|  | CM |            |                                 |           |           |
|  | CN |            |                                 |           |           |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)</b>          |    |            |                                 |           |           |

Renvois : (1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : (3) Part à plus d'un an :  
 Clause de réserve de propriété : \* Immobilisations : Stocks : Créances :

\* Des applications concernant cette rubrique sont données dans le Guide de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable En Euros.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Cegid-Quadr

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

|  |  | Exercice N | Exercice N-1 |           |
|--|--|------------|--------------|-----------|
| CAPITAUX PROPRES   | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : .....1...0.0.0...0.0.0.....)   | DA         | 1 000 000    | 1 000 000 |
|  | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...  | DB         |              |           |
|  | Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <b>EK</b> )   | DC         |              |           |
|  | Réserve légale (3)   | DD         | 50 407       |           |
|  | Réserves statutaires ou contractuelles   | DE         |              |           |
|  | Réserves réglementées (3)* ( Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <b>B1</b> )               | DF         |              |           |
|  | Autres réserves ( Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <b>EJ</b> )                 | DG         |              |           |
|  | Report à nouveau   | DH         | 879 257      | (78 469)  |
|  | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)   | DI         | 1 225 201    | 1 008 133 |
|  | Subventions d'investissement   | DJ         |              |           |
|  | Provisions réglementées *  | DK         |              |           |
|  | <b>TOTAL (I)</b>   | DL         | 3 154 865    | 1 929 664 |
| Autres fonds propres   | Produit des émissions de titres participatifs  | DM         |              |           |
|  | Avances conditionnées  | DN         |              |           |
|  | <b>TOTAL (II)</b>  | DO         |              |           |
| Provisions pour risques et charges   | Provisions pour risques  | DP         |              |           |
|  | Provisions pour charges  | DQ         |              | 23 000    |
|  | <b>TOTAL (III)</b>   | DR         |              | 23 000    |
| DETTES (4)   | Emprunts obligataires convertibles   | DS         |              |           |
|  | Autres emprunts obligataires   | DT         |              |           |
|  | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)   | DU         | 313          |           |
|  | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <b>EI</b> )   | DV         | 2 154 000    | 4 154 000 |
|  | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours   | DW         | 2 700        |           |
|  | Dettes fournisseurs et comptes rattachés   | DX         | 220 819      | 549 672   |
|  | Dettes fiscales et sociales  | DY         | 378 554      | 282 631   |
|  | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés  | DZ         |              |           |
|  | Autres dettes  | EA         | 4 121        | 5 137     |
| Compte régul.  | Produits constatés d'avance (4)  | EB         | 738 091      |           |
| <b>TOTAL (IV)</b>  | EC   | 3 498 598  | 4 991 440    |           |
|  | Ecarts de conversion passif * (V)  | ED         |              |           |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL (I à V)</b>   | EE   | 6 653 463  | 6 944 103    |           |
| RENOIS   | (1) Ecart de réévaluation incorporé au capital   | 1B         |              |           |
|  | (2) Dont {<br>Réserve spéciale de réévaluation (1959)<br>Ecart de réévaluation libre<br>Réserve de réévaluation (1976) | 1C         |              |           |
|  |  | 1D         |              |           |
|  |  | 1E         |              |           |
|  | (3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *   | EF         |              |           |
|  | (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an  | EG         | 3 498 598    | 4 991 440 |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH   |            |              |           |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

|   |   | Exercice N   |   |  |       | Exercice (N-1) |           |             |
|---|---|--|---|--|-------|----------------|-----------|-------------|
|   |   | France   |   | Exportations et livraisons intracommunautaires |       |                | Total     |             |
| PRODUITS D'EXPLOITATION   | Ventes de marchandises*   | FA   | 334   | FB   | FC    | 334            |           |             |
|   | Production vendue   | { biens*<br>services*                              | FD  |  | FE    | FF             |           |             |
|   |   |  | FG  | 483 414  | FH    | 5 000          | FI        | 488 414     |
|   | Chiffres d'affaires nets*   | FJ   | 483 748   | FK   | 5 000 | FL             | 488 748   |             |
|   | Production stockée*   |  |   |  | FM    | 128 401        | (170 724) |             |
|   | Production immobilisée*   |  |   |  | FN    | 389 815        | 225 955   |             |
|   | Subventions d'exploitation  |  |   |  | FO    | 377 013        | 120 000   |             |
|   | Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges* (9)                    |  |   |  | FP    | 88 324         | 667 466   |             |
|   | Autres produits (1) (11)  |  |   |  | FQ    | 81             | 19 028    |             |
|   | <b>Total des produits d'exploitation (2) (I)</b>  |  |   |  |       |                | FR        | 1 472 382   |
| CHARGES D'EXPLOITATION  | Achats de marchandises (y compris droits de douane)*                                    |  |   |  | FS    | 334            |           |             |
|   | Variation de stock (marchandises)*  |  |   |  | FT    |                |           |             |
|   | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* |  |   |  | FU    | 39             |           |             |
|   | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*                          |  |   |  | FV    |                |           |             |
|   | Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *   |  |   |  | FW    | 777 234        | 873 989   |             |
|   | Impôts, taxes et versements assimilés*  |  |   |  | FX    | 16 659         | 48 422    |             |
|   | Salaires et traitements*  |  |   |  | FY    | 766 387        | 788 593   |             |
|   | Charges sociales (10)   |  |   |  | FZ    | 347 980        | 303 258   |             |
|   | DOTATIONS D'EXPLOITATION  | Sur immobilisations                                | { - dotations aux amortissements*<br>- dotations aux provisions |  |       | GA             | 154 728   | 147 595     |
|   |   |  |   |  |       | GB             |           | 250 280     |
|   |   | Sur actif circulant : dotations aux provisions*    |   |  | GC    | 161 756        | 508 592   |             |
|   |   | Pour risques et charges : dotations aux provisions |   |  | GD    |                |           |             |
|   | Autres charges (12)   |  |   |  | GE    | 236 394        | 1 209     |             |
| <b>Total des charges d'exploitation (4) (II)</b>                      |   |  |   |  |       | GF             | 2 461 509 | 2 921 939   |
| <b>1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>                           |   |  |   |  |       | GG             | (989 126) | (1 647 364) |
| opérations en commun  | Bénéfice attribué ou perte transférée*  | (III)  |   |  |       | GH             |           |             |
|   | Perte supportée ou bénéfice transféré*  | (IV)   |   |  |       | GI             |           |             |
| PRODUITS FINANCIERS   | Produits financiers de participations (5)   |  |   |  |       | GJ             |           |             |
|   | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)            |  |   |  |       | GK             |           |             |
|   | Autres intérêts et produits assimilés (5)   |  |   |  |       | GL             | 2 005 040 | 2 500 000   |
|   | Reprises sur provisions et transferts de charges  |  |   |  |       | GM             |           |             |
|   | Différences positives de change   |  |   |  |       | GN             |           | 29          |
|   | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement                           |  |   |  |       | GO             |           |             |
| <b>Total des produits financiers (V)</b>                              |   |  |   |  |       | GP             | 2 005 040 | 2 500 029   |
| CHARGES FINANCIÈRES   | Dotations financières aux amortissements et provisions*                                 |  |   |  |       | GQ             |           |             |
|   | Intérêts et charges assimilées (6)  |  |   |  |       | GR             |           |             |
|   | Différences négatives de change   |  |   |  |       | GS             |           | 56          |
|   | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement                          |  |   |  |       | GT             |           |             |
| <b>Total des charges financières (VI)</b>                             |   |  |   |  |       | GU             |           | 56          |
| <b>2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>                                |   |  |   |  |       | GV             | 2 005 040 | 2 499 973   |
| <b>3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)</b> |   |  |   |  |       | GW             | 1 015 914 | 852 609     |

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

|  |  |  |                         |                        |  |
|--|--|--|-------------------------|------------------------|--|
| Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION   |  | Néant <input type="checkbox"/> *   |                         |                        |  |
|  |  | Exercice N   | Exercice N-1            |                        |  |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS   | Produits exceptionnels sur opérations de gestion   | HA   | 47 158                  | 960                    |  |
|  | Produits exceptionnels sur opérations en capital *   | HB   |                         |                        |  |
|  | Reprises sur provisions et transferts de charges   | HC   |                         |                        |  |
|  | <b>Total des produits exceptionnels (7) (VII)</b>  | HD   | 47 158                  | 960                    |  |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES  | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)  | HE   | 20                      | 4 484                  |  |
|  | Charges exceptionnelles sur opérations en capital *  | HF   |                         |                        |  |
|  | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions   | HG   |                         |                        |  |
|  | <b>Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)</b>  | HH   | 20                      | 4 484                  |  |
| <b>4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>  |  | HI   | 47 138                  | (3 524)                |  |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)  |  | HJ   |                         |                        |  |
| Impôts sur les bénéfices * (X)   |  | HK   | (162 150)               | (159 047)              |  |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)   |  | HL   | 3 524 580               | 3 775 564              |  |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)   |  | HM   | 2 299 379               | 2 767 431              |  |
| <b>5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)</b>  |  | HN   | 1 225 201               | 1 008 133              |  |
| RENVVOIS   | (1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme  | HO   |                         |                        |  |
|  | (2) Dont {   | produits de locations immobilières   | HY                      |                        |  |
|  |  | produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IG                      |                        |  |
|  | (3) Dont {   | - Crédit bail mobilier *   | HP                      |                        |  |
|  |  | - Crédit bail immobilier   | HQ                      |                        |  |
|  | (4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)                      | IH   |                         |                        |  |
|  | (5) Dont produits concernant les entreprises liées   | IJ   |                         |                        |  |
|  | (6) Dont intérêts concernant les entreprises liées   | IK   |                         |                        |  |
|  | (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)   | HX   |                         |                        |  |
|  | (6ter) Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)                                      |  | RC                      |                        |  |
|  |  | Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles ( art. 39 quinquies D)    | RD                      |                        |  |
|  | (9) Dont transferts de charges   | A1   | 63 084                  | 17 991                 |  |
|  | (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS) | A5   |                         |                        |  |
| (11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)   | A3   |  |                         |                        |  |
| (12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)  | A4   | 233 995  |                         |                        |  |
| (13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :   | facultatives   | A6   |                         |                        |  |
|  | obligatoires   | A9   |                         |                        |  |
|  | Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite  | A8   |                         |                        |  |
| (7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) |  |  | Exercice N              |                        |  |
|  |  |  | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels |  |
|  | Solde aide sur événement de 2019   |  |                         | 19 344                 |  |
|  | divers regularisation tiers et prov N-1  |  | 20                      | 27 489                 |  |
| Cession de matériels non immobilisés   |  |  | 325                     |                        |  |
| (8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :  |  |  | Exercice N              |                        |  |
|  |  |  | Charges antérieures     | Produits antérieurs    |  |
|  |  |  |                         |                        |  |

Cegid Quadra

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.



| Designation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION |  |  |                   |    |                   |   |           |   |           | Néant  |           | *         |           |
|--|--|--|-------------------|----|-------------------|---|-----------|---|-----------|--|-----------|-----------|-----------|
| CADRE A  |  | IMMOBILISATIONS  |                   |    |                   | Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice |           | Augmentations   |           |  |           |           |           |
|  |  |  |                   |    |                   | 1   |           | Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence |           | 3  |           |           |           |
|  |  |  |                   |    |                   |   |           | 2   |           | Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste |           |           |           |
| INCO RP.   | Frais d'établissement et de développement                                |  |                   |    | TOTAL I           |   | CZ        |   | D8        |  | D9        |           |           |
|  | Autres postes d'immobilisations incorporelles                            |  |                   |    | TOTAL II          |   | KD        | 1 425 790   | KE        |  | KF        | 391 115   |           |
| CORPO RE L L E S   | Terrains   |  |                   |    |                   |   | KG        |   | KH        |  | KI        |           |           |
|  | Constructions  | Sur sol propre   | [ Dont Composants | L9 |                   |   | KJ        |   | KK        |  | KL        |           |           |
|  |  | Sur sol d'autrui   | [ Dont Composants | M1 |                   |   | KM        |   | KN        |  | KO        |           |           |
|  | Installations générales, agencements et aménagements des constructions * |  |                   |    | [ Dont Composants | M2  |           |   | KP        |  | KR        |           |           |
|  | Installations techniques, matériel et outillage industriels              |  |                   |    | [ Dont Composants | M3  |           |   | KS        | 154 664  | KT        |           |           |
|  | Autres immobilisations corporelles                                       | Installations générales, agencements aménagements divers * |                   |    |                   |   |           | KV  | 9 328     | KW   |           | KX        |           |
|  |  | Matériel de transport *                                    |                   |    |                   |   |           | KY  |           | KZ   |           | LA        |           |
|  | Matériel de bureau et mobilier informatique                              |  |                   |    |                   |   | LB        | 231 974   | LC        |  | LD        | 7 867     |           |
|  | Emballages récupérables et divers *                                      |  |                   |    |                   |   | LE        |   | LF        |  | LG        |           |           |
|  | Immobilisations corporelles en cours                                     |  |                   |    |                   |   | LH        | 250 280   | LI        |  | LJ        | 42 800    |           |
|  | Avances et acomptes  |  |                   |    |                   |   | LK        |   | LL        |  | LM        |           |           |
|  | TOTAL III  |  |                   |    |                   |   | LN        | 646 246   | LO        |  | LP        | 50 667    |           |
|  | FIN AN CI È R E S  | Participations évaluées par mise en équivalence            |                   |    |                   |   |           | 8G  |           | 8M   |           | 8T        |           |
| Autres participations                                      |  |  |                   |    |                   | 8U  |           | 8V  |           | 8W   |           |           |           |
| Autres titres immobilisés                                  |  |  |                   |    |                   | 1P  |           | 1R  |           | 1S   |           |           |           |
| Prêts et autres immobilisations financières                |  |  |                   |    |                   | 1T  | 708       | 1U  |           | 1V   |           |           |           |
| TOTAL IV   |  |  |                   |    |                   | LQ  | 708       | LR  |           | LS   |           |           |           |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)                          |  |  |                   |    |                   | ØG  | 2 072 743 | ØH  |           | ØJ   | 441 782   |           |           |
| CADRE B  |  | IMMOBILISATIONS  |                   |    |                   | Diminutions   |           | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice   |           | Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence    |           |           |           |
|  |  |  |                   |    |                   | par virement de poste à poste                           |           | 3   |           | 4  |           |           |           |
|  |  |  |                   |    |                   | 1   |           | 2   |           | Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice         |           |           |           |
|  |  |  |                   |    |                   |   |           |   |           |  |           |           |           |
| INCO RP.   | Frais d'établissement et de développement                                |  |                   |    | TOTAL I           |   | IN        |   | DØ        |  | D7        |           |           |
|  | Autres postes d'immobilisations incorporelles                            |  |                   |    | TOTAL II          |   | IO        |   | LW        | 1 816 905  | IX        | 1 816 905 |           |
| CORPO RE L L E S   | Terrains   |  |                   |    |                   |   | IP        |   | LY        |  | LZ        |           |           |
|  | Constructions  | Sur sol propre   |                   |    |                   | IQ  |           | MA  |           | MB   |           |           |           |
|  |  | Sur sol d'autrui   |                   |    |                   |   | IR        |   | MD        |  | ME        |           |           |
|  | Inst. gales, agencts et am. des constructions                            |  |                   |    |                   |   | IS        |   | MG        |  | MH        |           |           |
|  | Installations techniques, matériel et outillage industriels              |  |                   |    |                   |   | IT        |   | MJ        | 154 664  | ML        | 154 664   |           |
|  | Autres immobilisations corporelles                                       | Inst. gales, agencts, aménagements divers                  |                   |    |                   |   |           | IU  |           | MM   | 9 328     | MO        | 9 328     |
|  |  | Matériel de transport                                      |                   |    |                   |   |           | IV  |           | MP   |           | MR        |           |
|  | Matériel de bureau et informatique, mobilier                             |  |                   |    |                   |   | IW        |   | MS        | 239 841  | MT        | 239 841   |           |
|  | Emballages récupérables et divers *                                      |  |                   |    |                   |   | IX        |   | MV        |  | MW        |           |           |
|  | Immobilisations corporelles en cours                                     |  |                   |    |                   |   | MY        |   | MZ        | 293 080  | NA        | 293 080   |           |
| Avances et acomptes  |  |  |                   |    |                   | NC  |           | ND  |           | NE   |           |           |           |
| TOTAL III  |  |  |                   |    |                   | IY  |           | NG  | 696 913   | NH   | 696 913   |           |           |
| FIN AN CI È R E S  | Participations évaluées par mise en équivalence                          |  |                   |    |                   |   | IZ        |   | ØU        |  | ØW        |           |           |
|  | Autres participations  |  |                   |    |                   |   | IØ        |   | ØX        |  | ØZ        |           |           |
|  | Autres titres immobilisés  |  |                   |    |                   |   | I1        |   | 2B        |  | 2D        |           |           |
|  | Prêts et autres immobilisations financières                              |  |                   |    |                   |   | I2        | 708   | 2E        | 708  | 2F        | 708       |           |
|  | TOTAL IV   |  |                   |    |                   |   | I3        | 708   | NJ        | 708  | NK        | 708       |           |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)                          |  |  |                   |    |                   | I4  | 708       | ØK  | 2 513 818 | ØL   | 2 513 818 | ØM        | 2 513 818 |

Exercice N, clos le : 3 1 1 2 2 0 2 1

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col.6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

| CADRE A  | Détermination du montant des écarts<br>(col. 1 - col. 2) (1)    |   | Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement     |   |  | Montant de la<br>provision spéciale à<br>la fin de l'exercice<br>[(col. 1 - col.2)<br>- col. 5 (5)] |
|--|---|---|--|---|--|---|
|  | Augmentation<br>du montant brut<br>des immobilisations<br><br>1 | Augmentation<br>du montant<br>des amortissements<br><br>2 | Au cours de l'exercice                                     |   | Montant cumulé<br>à la fin de l'exercice<br>(4)<br><br>5 |   |
|  |   |   | Montant<br>des suppléments<br>d'amortissement (2)<br><br>3 | Fraction résiduelle<br>correspondant aux<br>éléments cédés (3)<br><br>4 |  |   |
| 1 Concessions, brevets et<br>droits similaires         |   |   |  |   |  |   |
| 2 Fonds commercial                                     |   |   |  |   |  |   |
| 3 Terrains   |   |   |  |   |  |   |
| 4 Constructions  |   |   |  |   |  |   |
| 5 Installations techniques<br>mat. et out. industriels |   |   |  |   |  |   |
| 6 Autres immobilisations<br>corporelles                |   |   |  |   |  |   |
| 7 Immobilisations en cours                             |   |   |  |   |  |   |
| 8 Participations                                       |   |   |  |   |  |   |
| 9 Autres titres immobilisés                            |   |   |  |   |  |   |
| 10 TOTAUX  |   |   |  |   |  |   |

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis J du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées, cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :  
a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;  
b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n°2051) à la ligne «Provisions réglementées».

### CADRE B DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

1 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE

2 - FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE

3 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE

|   |  |
|---|--|
|   |  |
| - |  |
| = |  |

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

## CADRE A SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) \*

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES                               |  | Montant des amortissements au début de l'exercice |                | Augmentations : dotations de l'exercice |                | Diminutions : amortissements affectés aux éléments sortis de l'actif et reprises |  | Montant des amortissements à la fin de l'exercice |                |
|---|--|---|----------------|---|----------------|--|--|---|----------------|
| Frais d'établissement et de développement                   |  | CY  |                | EL                                      |                | EM   |  | EN  |                |
| Fonds commercial  |  | RE  |                | RF                                      |                | RI   |  | RJ  |                |
| Autres immobilisations incorporelles                        |  | PE  | 418 168        | PF                                      | 147 410        | PG   |  | PH  | 565 578        |
| <b>TOTAL I</b>  |  | <b>RK</b>   | <b>418 168</b> | <b>RM</b>                               | <b>147 410</b> | <b>RN</b>  |  | <b>RO</b>   | <b>565 578</b> |
| Terrains  |  | PI  |                | PJ                                      |                | PK   |  | PL  |                |
| Constructions   | Sur sol propre   | PM  |                | PN                                      |                | PO   |  | PQ  |                |
|   | Sur sol d'autrui   | PR  |                | PS                                      |                | PT   |  | PU  |                |
|   | Inst. générales, agencements et aménagements des constructions | PV  |                | PW                                      |                | PX   |  | PY  |                |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels |  | PZ  | 154 664        | QA                                      |                | QB   |  | QC  | 154 664        |
| Autres immobilisations corporelles                          | Inst. générales, agencements, aménagements divers              | QD  | 7 023          | QE                                      | 406            | QF   |  | QG  | 7 429          |
|   | Matériel de transport  | QH  |                | QI                                      |                | QJ   |  | QK  |                |
| corporelles   | Matériel de bureau et informatique, mobilier                   | QL  | 221 946        | QM                                      | 6 911          | QN   |  | QO  | 228 858        |
|   | Emballages récupérables et divers                              | QP  |                | QR                                      |                | QS   |  | QT  |                |
| <b>TOTAL II</b>   |  | <b>QU</b>   | <b>383 633</b> | <b>QV</b>                               | <b>7 317</b>   | <b>QW</b>  |  | <b>QX</b>   | <b>390 951</b> |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II)</b>                                 |  | <b>QN</b>   | <b>801 801</b> | <b>QP</b>                               | <b>154 728</b> | <b>QQ</b>  |  | <b>QR</b>   | <b>956 529</b> |

## CADRE B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

| Immobilisations amortissables                   | DOTATIONS                                    |    |                             |    |   |           | REPRISES                                     |    |  |           |  |    | Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice |    |
|---|--|----|-----------------------------|----|---|-----------|--|----|--|-----------|--|----|---|----|
|   | Colonne 1<br>Différentiel de durée et autres |    | Colonne 2<br>Mode dégressif |    | Colonne 3<br>Amortissement fiscal exceptionnel  |           | Colonne 4<br>Différentiel de durée et autres |    | Colonne 5<br>Mode dégressif                |           | Colonne 6<br>Amortissement fiscal exceptionnel |    |   |    |
| Frais d'établissements                          | M9   |    | N1                          |    | N2  |           | N3   |    | N4   |           | N5   |    | N6  |    |
| Fonds commercial                                | RP   |    | RQ                          |    | RR  |           | RS   |    | RT   |           | RU   |    | RV  |    |
| Autres immob. incorporelles                     | N7   |    | N8                          |    | P6  |           | P7   |    | P8   |           | P9   |    | Q1  |    |
| <b>TOTAL I</b>                                  | <b>RW</b>                                    |    | <b>RX</b>                   |    | <b>RY</b>                                       |           | <b>RZ</b>                                    |    | <b>SB</b>                                  |           | <b>SC</b>                                      |    | <b>SD</b>   |    |
| Terrains  | Q2   |    | Q3                          |    | Q4  |           | Q5   |    | Q6   |           | Q7   |    | Q8  |    |
| Constructions                                   | Sur sol propre                               | Q9 |                             | R1 |   | R2        |  | R3 |  | R4        |  | R5 |   | R6 |
|   | Sur sol d'autrui                             | R7 |                             | R8 |   | R9        |  | S1 |  | S2        |  | S3 |   | S4 |
|   | Inst.gales.agenc et am.des const.            | S5 |                             | S6 |   | S7        |  | S8 |  | S9        |  | T1 |   | T2 |
| Inst. techniques mat. et outillage              | T3   |    | T4                          |    | T5  |           | T6   |    | T7   |           | T8   |    | T9  |    |
| Autres immobilisations corporelles              | Inst.gales.agenc am. divers                  | U1 |                             | U2 |   | U3        |  | U4 |  | U5        |  | U6 |   | U7 |
|   | Matériel de transport                        | U8 |                             | U9 |   | V1        |  | V2 |  | V3        |  | V4 |   | V5 |
|   | Mat. bureau et inform. mobilier              | V6 |                             | V7 |   | V8        |  | V9 |  | W1        |  | W2 |   | W3 |
|   | Emballages récup.et divers                   | W4 |                             | W5 |   | W6        |  | W7 |  | W8        |  | W9 |   | X1 |
| <b>TOTAL II</b>                                 | <b>X2</b>                                    |    | <b>X3</b>                   |    | <b>X4</b>                                       |           | <b>X5</b>                                    |    | <b>X6</b>                                  |           | <b>X7</b>                                      |    | <b>X8</b>   |    |
| Frais d'acquisition de titres de participations | NL   |    |                             |    |   |           | NM   |    |  |           |  |    | NO  |    |
| <b>TOTAL III</b>                                |  |    |                             |    |   |           |  |    |  |           |  |    |   |    |
| <b>Total général (I+II+III)</b>                 | <b>NP</b>                                    |    | <b>NQ</b>                   |    | <b>NR</b>                                       |           | <b>NS</b>                                    |    | <b>NT</b>                                  |           | <b>NU</b>                                      |    | <b>NV</b>   |    |
| <b>Total général non ventilé (NP + NQ + NR)</b> | <b>NW</b>                                    |    |                             |    | <b>Total général non ventilé (NS + NT + NU)</b> | <b>NY</b> |  |    | <b>Total général non ventilé (NW - NY)</b> | <b>NZ</b> |  |    |   |    |

| CADRE C                                 |  | Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices * |  | Montant net au début de l'exercice |  | Augmentations |  | Dotations de l'exercice aux amortissements |  | Montant net à la fin de l'exercice |  |
|---|--|--|--|------------------------------------|--|---------------|--|--|--|------------------------------------|--|
| Frais d'émission d'emprunt à étaler     |  |  |  |                                    |  |               |  | Z9   |  | Z8                                 |  |
| Primes de remboursement des obligations |  |  |  |                                    |  |               |  | SP   |  | SR                                 |  |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert ComptableEn Euros.

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

| Nature des provisions              |  | Montant au début<br>de l'exercice<br>1   | AUGMENTATIONS :<br>Dotations de l'exercice<br>2 | DIMINUTIONS :<br>Reprises de l'exercice<br>3 | Montant<br>à la fin de l'exercice<br>4 |           |         |
|------------------------------------|--|--|---|--|--|-----------|---------|
| Provisions réglementées            | Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers * | 3T                                       | TA  | TB   | TC                                     |           |         |
|                                    | Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)*                  | 3U                                       | TD  | TE   | TF                                     |           |         |
|                                    | Provisions pour hausse des prix (1)*                                 | 3V                                       | TG  | TH   | TI                                     |           |         |
|                                    | Amortissements dérogatoires  | 3X                                       | TM  | TN   | TO                                     |           |         |
|                                    | Dont majorations exceptionnelles de 30 %                             | D3                                       | D4  | D5   | D6                                     |           |         |
|                                    | Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)    | IJ                                       | IK  | IL   | IM                                     |           |         |
|                                    | Autres provisions réglementées (1)                                   | 3Y                                       | TP  | TQ   | TR                                     |           |         |
|                                    | TOTAL I  | 3Z                                       | TS  | TT   | TU                                     |           |         |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour litiges  | 4A                                       | 4B  | 4C   | 4D                                     |           |         |
|                                    | Provisions pour garanties données aux clients                        | 4E                                       | 4F  | 4G   | 4H                                     |           |         |
|                                    | Provisions pour pertes sur marchés à terme                           | 4J                                       | 4K  | 4L   | 4M                                     |           |         |
|                                    | Provisions pour amendes et pénalités                                 | 4N                                       | 4P  | 4R   | 4S                                     |           |         |
|                                    | Provisions pour pertes de change                                     | 4T                                       | 4U  | 4V   | 4W                                     |           |         |
|                                    | Provisions pour pensions et obligations similaires                   | 4X                                       | 4Y  | 4Z   | 5A                                     |           |         |
|                                    | Provisions pour impôts (1)   | 5B                                       | 5C  | 5D   | 5E                                     |           |         |
|                                    | Provisions pour renouvellement des immobilisations *                 | 5F                                       | 5H  | 5J   | 5K                                     |           |         |
|                                    | Provisions pour gros entretien et grandes révisions                  | EO                                       | EP  | EQ   | ER                                     |           |         |
|                                    | Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *    | 5R                                       | 5S  | 5T   | 5U                                     |           |         |
|                                    | Autres provisions pour risques et charges (1)                        | 5V                                       | 5W  | 5X   | 5Y                                     |           |         |
|                                    | TOTAL II   | 5Z                                       | TV  | TW   | TX                                     |           |         |
| Provisions pour dépréciation       | sur immobilisations  | - incorporelles                          | 6A  | 6B   | 6C                                     | 6D        | 25 000  |
|                                    |  | - corporelles                            | 6E  | 6F   | 6G                                     | 6H        | 250 280 |
|                                    |  | - titres mis en équivalence              | O2  | O3   | O4                                     | O5        |         |
|                                    |  | - titres de participation                | 9U  | 9V   | 9W                                     | 9X        |         |
|                                    |  | - autres immobilisations financières(1)* | O6  | O7   | O8                                     | O9        |         |
|                                    | Sur stocks et en cours   | 6N                                       | 6P  | 6R   | 6S                                     | 5 246 444 |         |
|                                    | Sur comptes clients  | 6T                                       | 6U  | 6V   | 6W                                     | 232 482   |         |
|                                    | Autres provisions pour dépréciation (1) *                            | 6X                                       | 6Y  | 6Z   | 7A                                     |           |         |
|                                    | TOTAL III  | 7B                                       | TY  | TZ   | UA                                     | 5 754 206 |         |
|                                    | TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)   | 7C                                       | UB  | UC   | UD                                     | 5 754 206 |         |
| Dont dotations et reprises         | - d'exploitation   |  | UE  | UF   |  |           |         |
|                                    | - financières  |  | UG  | UH   |  |           |         |
|                                    | - exceptionnelles  |  | UJ  | UK   |  |           |         |

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I.

10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au C.G.I.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032



Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

| CADRE A  |   | ÉTAT DES CRÉANCES   |           | Montant brut<br>1 |   | A 1 an au plus<br>2 |           | A plus d'un an<br>3                 |  |                      |  |
|--|---|---|-----------|-------------------|---|---------------------|-----------|-------------------------------------|--|----------------------|--|
| DE L'ACTIF<br>IMMOBILISÉ   | Créances rattachées à des participations  |   | UL        |                   | UM  |                     | UN        |                                     |  |                      |  |
|  | Prêts (1) (2)   |   | UP        |                   | UR  |                     | US        |                                     |  |                      |  |
|  | Autres immobilisations financières  |   | UT        |                   | UV  |                     | UW        |                                     |  |                      |  |
| DE L'ACTIF<br>CIRCULANT  | Clients douteux ou litigieux  |   | VA        |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
|  | Autres créances clients   |   | UX        | 560 960           |   | 560 960             |           |                                     |  |                      |  |
|  | Créance représentative de titres<br>prêtés ou remis en garantie * ( Provision pour dépréciation<br>antérieurement constituée * UO ) |   | ZI        |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
|  | Personnel et comptes rattachés  |   | UY        |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
|  | Sécurité sociale et autres organismes sociaux   |   | UZ        | 3 128             |   | 3 128               |           |                                     |  |                      |  |
|  | Etat et autres<br>collectivités<br>publiques  | Impôts sur les bénéfices                                      | VM        | 1 353 760         |   | 1 353 760           |           |                                     |  |                      |  |
|  |   | Taxe sur la valeur ajoutée                                    | VB        | 191 601           |   | 191 601             |           |                                     |  |                      |  |
|  | Autres impôts, taxes et versements assimilés  |   | VN        |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
|  |   | Divers  | VP        |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
|  | Groupe et associés (2)  |   | VC        |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
|  | Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations<br>de pension de titres)   |   | VR        | 11 678            |   | 11 678              |           |                                     |  |                      |  |
|  | Charges constatées d'avance   |   | VS        | 18 199            |   | 18 199              |           |                                     |  |                      |  |
|  | <b>TOTAUX</b>   |   |           | VT                | 2 139 325   | VU                  | 2 139 325 | VV                                  |  |                      |  |
| RENOIS   | (1)   | Montant - Prêts accordés en cours d'exercice                  | VD        |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
|  |   | des - Remboursements obtenus en cours d'exercice              | VE        |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
|  | (2)   | Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | VF        |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| CADRE B  |   | ÉTAT DES DETTES   |           | Montant brut<br>1 |   | A 1 an au plus<br>2 |           | A plus d'1 an et 5 ans au plus<br>3 |  | A plus de 5 ans<br>4 |  |
| Emprunts obligataires convertibles (1)   |   | 7Y  |           |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| Autres emprunts obligataires (1)   |   | 7Z  |           |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| Emprunts et dettes<br>auprès des<br>établissements<br>de crédit (1)            | à 1 an maximum à l'origine  | VG  | 313       |                   | 313   |                     |           |                                     |  |                      |  |
|  | à plus de 1 an à l'origine  | VH  |           |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| Emprunts et dettes financières divers (1) (2)                                  |   | 8A  |           |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| Fournisseurs et comptes rattachés  |   | 8B  | 220 819   |                   | 220 819   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| Personnel et comptes rattachés   |   | 8C  | 117 453   |                   | 117 453   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux                                  |   | 8D  | 105 793   |                   | 105 793   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| Etat et<br>autres<br>collectivités<br>publiques                                | Impôts sur les bénéfices  | 8E  |           |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
|  | Taxe sur la valeur ajoutée  | VW  | 146 934   |                   | 146 934   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| Obligations cautionnées  |   | VX  |           |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
|  | Autres impôts, taxes et assimilés   | VQ  | 8 374     |                   | 8 374   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                                |   | 8J  |           |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| Groupe et associés (2)   |   | VI  | 2 154 000 |                   | 2 154 000   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| Autres dettes (dont dettes relatives à des<br>opérations de pension de titres) |   | 8K  | 4 121     |                   | 4 121   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| Dettes représentatives de titres empruntés<br>ou remis en garantie *           |   | ZZ  |           |                   |   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| Produits constatés d'avance  |   | 8L  | 738 091   |                   | 738 091   |                     |           |                                     |  |                      |  |
| <b>TOTAUX</b>  |   |   | VY        | 3 495 898         | VZ  | 3 495 898           |           |                                     |  |                      |  |
| RENOIS   | (1)   | Emprunts souscrits en cours d'exercice                        | VJ        |                   | (2) Montant des divers emprunts et dettes contrac-<br>tés auprès des associés personnes physiques | VL                  |           |                                     |  |                      |  |
|  |   | Emprunts remboursés en cours d'exercice                       | VK        |                   | * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032                  |                     |           |                                     |  |                      |  |

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

|   |   |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
|---|---|---|--|---|----|---|--|----|--|-----------------|-----------|--|
| Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION  |   | Néant <input type="checkbox"/> *              |  | Exercice N, clos le :   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
|   |   |   |  | 3   | 1  | 1   | 2  | 2  | 0  | 2               | 1         |  |
| <b>I. RÉINTEGRATIONS</b>  |   |   |  | <b>BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE</b>   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| Charges non admises en déduction du résultat fiscal   | Rémunération du travail de l'exploitant (entreprises IR) ou des associés de sociétés                                  |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
|   | Avantages personnels non déductibles * (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)                                |   | WD   | Amortissements excédentaires (art. 39-4 du CGI) et autres amortissements non déductibles        |    | WE  | 505  |    |  |                 |           |  |
|   | Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.)  |   | WF   | Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprise à l'IS)   |    | WG  | 776  |    |  |                 |           |  |
|   | Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option                       |   | RA   | ( Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D)                                |    | RB  |  |    |  |                 |           |  |
|   | Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)   |   | WI   | Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067-BIS) |    | XX  |  |    |  |                 |           |  |
|   | Amendes et pénalités  |   | WJ   | Charges financières (art. 39-1-3° et 212 bis)   |    | XZ  |  |    |  |                 |           |  |
|   | Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI*  |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
|   | Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)   |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| Quote-part Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un G.I.E.   |   | WL  | Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI   |   | L7 |   |  |    |  |                 |           |  |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées  | Moins-values nettes à long terme  |   | - imposées au taux de 15 % ou de 19 % (12.8 % pour les entreprises à l'IR)<br>- imposées au taux de 0 %  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
|   | Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs *  |   | - Plus-values nettes à court terme<br>- Plus-values soumises au régime des fusions   |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| Ecarts de valeurs liquidatives sur OPC * (entreprises à l'IS)   |   |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé   |   | DONT *  |  | Intérêts excédentaires (art. 39-1-3e et 212 du C.G.I.)  |    | SU  |  |    | Zones d'entreprises * (activité exonérée)      |                 | SW        |  |
|   |   |   |  |   |    |   |  |    | Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro |                 | M8        |  |
| Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage  |   |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage   |   |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
|   |   |   |  |   |    |   |  |    |  | <b>TOTAL I</b>  | 1 235 006 |  |
| <b>II. DÉDUCTIONS</b>   |   |   |  | <b>PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE</b>  |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E *  |   |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| Prov. et charges à payer non déduc., antér. taxées et réinté. ds les résultats comptables de l'exerc. (cf. tableau 2058-B, cadre III) |   |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées  | Plus-values nettes à long terme   |   | - imposées au taux de 15 % (12.8 % pour les entreprises soumises à l'IR)<br>- imposées aux taux de 0 % (8% pour les exercices ouverts avant le 01 01 2007)<br>- imposées aux taux de 19 %<br>- imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures<br>- imputées sur les déficits antérieurs |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
|   | Autres plus-values imposées au taux de 19 %   |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
|   | Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée*                           |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
|   | Régime des sociétés mères et des filiales *   |   | (Quote-part de frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participations  |   | 2A |   |  |    |  |                 |           |  |
|   | Produits de participations inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99 % (art. 223 B du CGI) |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| Mesures d'incitation  | Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer*.                        |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
|   | Majoration d'amortissement *  |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
|   | Entreprises nouvelles (reprise d'entreprises en difficultés 44 septies)   |   | K9   | Entreprises nouvelles 44 sexies   |    | L2  | Jeunes entreprises innovantes (art. 44 sexies A)         |    | L5   |                 |           |  |
|   | Zone franche urbaine - TE (art. 44 octies A)  |   | OV   | Sociétés d'investissements immobiliers cotées (art. 208C)                                       |    | K3  | Zone de restructuration de la défense (art.44 terdecies) |    | PA   |                 |           |  |
| Bassin d'emploi à redynamiser (art. 44 duodécies)   |   | PP  | Bassin d'emploi à redynamiser (art. 44 duodécies)  |   | IF | Z. franche d'activité NG (art. 44 quaterdecies)     |  | XC |  |                 |           |  |
| Bassin urbain à dynamiser (art 44 sexdecies)  |   | PP  | Zone de développement prioritaire (art. 44 Septdecies)   |   | PB | Z. de revitalisation rurale (art. 44 quindecies)    |  | PC |  |                 |           |  |
| Ecarts de valeurs liquidatives sur OPC * (entreprises à l'IS)   |   |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé (EXT 2)   |   | Dont déduction exceptionnelle (art.39 decies) |  | X9  |    | Créance dérogée par le report en arrière du déficit |  | ZI |  |                 |           |  |
| Déduction des produits affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage  |   |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
|   |   |   |  |   |    |   |  |    |  | <b>TOTAL II</b> | 170 674   |  |
| <b>III. RÉSULTAT FISCAL</b>   |   |   |  | <b>TOTAL II</b>   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables   |   | bénéfice (I moins II)                         |  | XI  |    | 1 064 332   |  |    |  |                 |           |  |
|   |   | déficit (II moins I)                          |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)*  |   |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)*   |   |   |  |   |    |   |  |    |  |                 |           |  |
| <b>RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)</b>  |   |   |  |   |    |   |  |    |  | XN              | 32 166    |  |
|   |   |   |  |   |    |   |  |    |  | XO              | 1 032 166 |  |





|   |  |                                  |               |
|---|--|----------------------------------|---------------|
| Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION  |  | Néant <input type="checkbox"/> * |               |
| <b>I. SUIVI DES DÉFICITS</b>  |  |                                  |               |
| Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)  |  | K4                               | 6 983 581     |
| Déficits transférés de plein droit (art. 209-II-2 du CGI)   |  | K4bis                            |               |
| Nombre d'opérations sur l'exercice  |  | K4ter                            |               |
| Déficits imputés (total des lignes XB et XL du tableau 2058-A)  |  | K5                               | 1 032 166     |
| Déficits reportables (différence K4 + K4bis - K5)   |  | K6                               | 5 951 415     |
| Déficits de l'exercice (Tableau 2058A, ligne XO)  |  | YJ                               |               |
| Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)   |  | YK                               | 5 951 415     |
| <b>II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS A PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES</b>   |  |                                  |               |
| Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1e bis Al. 1er du CGI, dotations de l'exercice |  | ZT                               | 83 173        |
| <b>III. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT</b>   |  |                                  |               |
| (à détailler, sur feuillet séparé)  |  | Dotations de l'exercice          |               |
|   |  | Reprises sur l'exercice          |               |
| Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1e bis Al. 2 du CGI * |  | ZV                               | ZW            |
| <b>Provisions pour risques et charges *</b>   |  |                                  |               |
|   |  | 8X                               | 8Y            |
|   |  | 8Z                               | 9A            |
|   |  | 9B                               | 9C            |
| <b>Provisions pour dépréciation *</b>   |  |                                  |               |
|   |  | 9D                               | 9E            |
|   |  | 9F                               | 9G            |
|   |  | 9H                               | 9J            |
| <b>Charges à payer</b>  |  |                                  |               |
|   |  | 9K                               | 9L            |
|   |  | 9M                               | 9N            |
|   |  | 9P                               | 9R            |
|   |  | 9S                               | 9T            |
| TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T)   |  | YN                               | YO            |
| à reporter au tableau 2058-A :  |  | ↓<br>ligne WI                    | ↓<br>ligne WU |

**CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 septies du CGI)**

|  |                                |             |                                    |
|--|--------------------------------|-------------|------------------------------------|
| Montant de la réintégration ou de la déduction | Montant au début de l'exercice | Imputations | Montant net à la fin de l'exercice |
|  | L1                             |             |                                    |

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

11

**TABLEAU D'AFFECTIONNEMENT DU RÉSULTAT  
ET RENSEIGNEMENTS DIVERS**

|  |  |           |           |                                       |                           |  |                   |         |         |                                  |         |                |  |
|--|--|-----------|-----------|---------------------------------------|---------------------------|--|-------------------|---------|---------|----------------------------------|---------|----------------|--|
| Désignation de l'entreprise : <u>CLERMONT AUVERGNE INNOVATION</u>  |  |           |           |                                       |                           |  |                   |         |         | Néant <input type="checkbox"/> * |         |                |  |
| ORIGINES   | Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie                                    | OC        | (78 469)  | AFFECTATIONS                          | Affectations aux réserves | - Réserves légales   | ZB                | 50 407  |         |                                  |         |                |  |
|  | Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie  | OD        | 1 008 133 |                                       | Dividendes                | - Autres réserves  | ZD                |         |         |                                  |         |                |  |
|  | Prélèvements sur les réserves  | OE        |           |                                       | Autres répartitions       |  | ZE                |         |         |                                  |         |                |  |
|  |  |           |           |                                       | Report à nouveau          |  | ZF                |         |         |                                  |         |                |  |
|  | <b>TOTAL I</b>   | <b>OF</b> | 929 664   |                                       |                           | (NB : le total I doit nécessairement être égal au total II)                                  | <b>TOTAL II</b>   | ZG      | 879 257 |                                  |         |                |  |
|  |  |           |           |                                       |                           |  |                   |         |         | ZH                               | 929 664 |                |  |
| RENSEIGNEMENTS DIVERS  |  |           |           |                                       |                           |  |                   |         |         | Exercice N :                     |         | Exercice N-1 : |  |
| ENGAGEMENTS  | - Engagements de crédit-bail mobilier ( précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail )  | J7        |           |                                       | YQ                        |  |                   |         |         |                                  |         |                |  |
|  | - Engagements de crédit-bail immobilier  |           |           |                                       | YR                        |  |                   |         |         |                                  |         |                |  |
|  | - Effets portés à l'escompte et non échus  |           |           |                                       | YS                        |  |                   |         |         |                                  |         |                |  |
| DETAIL DES POSTES<br>AUTRES ACHATS ET CHARGES<br>EXTERNES  | - Sous-traitance   |           |           |                                       | YT                        | 208 943  |                   | 292 203 |         |                                  |         |                |  |
|  | - Locations, charges locatives et de copropriété ( dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois )              | J8        |           |                                       | XQ                        | 89 589   |                   | 83 369  |         |                                  |         |                |  |
|  | - Personnel extérieur à l'entreprise   |           |           |                                       | YU                        |  |                   | 47 651  |         |                                  |         |                |  |
|  | - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)  |           |           |                                       | SS                        | 326 022  |                   | 346 492 |         |                                  |         |                |  |
|  | - Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages   |           |           |                                       | YV                        |  |                   |         |         |                                  |         |                |  |
|  | - Autres comptes ( dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles )   | ES        |           |                                       | ST                        | 152 680  |                   | 104 274 |         |                                  |         |                |  |
|  | Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052  |           |           |                                       | ZJ                        | 777 234  |                   | 873 989 |         |                                  |         |                |  |
| IMPÔTS ET TAXES  | - Taxe professionnelle *, CFE, CVAE  |           |           |                                       | YW                        | 2 954  |                   | 4 283   |         |                                  |         |                |  |
|  | - Autres impôts, taxes et versements assimilés   | ZS        |           |                                       | 9Z                        | 13 705   |                   | 44 139  |         |                                  |         |                |  |
|  | Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052   |           |           |                                       | YX                        | 16 659   |                   | 48 422  |         |                                  |         |                |  |
| TVA  | - Montant de la T.V.A. collectée (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers)  |           |           |                                       | YY                        | 175 240  |                   | 127 953 |         |                                  |         |                |  |
|  | - Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations |           |           |                                       | YZ                        | 197 660  |                   | 152 850 |         |                                  |         |                |  |
| DIVERS   | - Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS de 2021)*                                |           |           |                                       | OB                        |  |                   |         |         |                                  |         |                |  |
|  | - Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *                 |           |           |                                       | OS                        |  |                   |         |         |                                  |         |                |  |
|  | - Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *                                 |           |           |                                       | ZK                        |  | %                 |         | %       |                                  |         |                |  |
|  | - Numéro de centre de gestion agréé *  | XP        |           |                                       |                           | - Filiales et participations : (Liste au 2059-G prévu par art.38 II de l'ann. III au C.G.I.) |                   |         |         | Si oui cocher 1<br>Sinon 0       | ZR 0    |                |  |
|  | - Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice                 |           |           |                                       | RG                        |  |                   |         |         |                                  |         |                |  |
| - Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI |  |           |           | RH                                    |                           |  |                   |         |         |                                  |         |                |  |
| RÉGIME DE GROUPE*  | Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.  | JA        |           | Plus-values à 15 %                    | JK                        |  | Plus-values à 0 % | JL      |         |                                  |         |                |  |
|  |  |           |           | Plus-values à 19 %                    | JM                        |  | Imputations       | JC      |         |                                  |         |                |  |
|  | Groupe : résultat d'ensemble.  | JD        |           | Plus-values à 15 %                    | JN                        |  | Plus-values à 0 % | JO      |         |                                  |         |                |  |
|  |  |           |           | Plus-values à 19 %                    | JP                        |  | Imputations       | JF      |         |                                  |         |                |  |
|  | Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale   | JH        |           | N° SIRET de la société mère du groupe | JJ                        |  |                   |         |         |                                  |         |                |  |

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice 2058-NOT pour le régime de groupe).

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION Néant  \*

**A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE**

| Nature et date d'acquisition des éléments cédés* |    | Valeur d'origine * | Valeur nette réévaluée * | Amortissements pratiqués en franchise d'impôt | Autres amortissements * | Valeur résiduelle |
|--|----|--------------------|--------------------------|---|-------------------------|-------------------|
| ①  |    | ②                  | ③                        | ④   | ⑤                       | ⑥                 |
| I - Immobilisations *                            | 1  |                    |                          |   |                         |                   |
|  | 2  |                    |                          |   |                         |                   |
|  | 3  |                    |                          |   |                         |                   |
|  | 4  |                    |                          |   |                         |                   |
|  | 5  |                    |                          |   |                         |                   |
|  | 6  |                    |                          |   |                         |                   |
|  | 7  |                    |                          |   |                         |                   |
|  | 8  |                    |                          |   |                         |                   |
|  | 9  |                    |                          |   |                         |                   |
|  | 10 |                    |                          |   |                         |                   |
|  | 11 |                    |                          |   |                         |                   |
|  | 12 |                    |                          |   |                         |                   |

**B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES**

**Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées \***

|                       | Prix de vente | Montant global de la plus-value ou de la moins-value | Court terme | Long terme |                |     | Plus-values taxables à 19 % (1) |   |
|-----------------------|---------------|--|-------------|------------|----------------|-----|---------------------------------|---|
|                       |               |  |             | ⑩          |                |     |                                 | ⑪ |
|                       |               |  |             | 19 %       | 15 % ou 12.8 % | 0 % |                                 |   |
| ⑦                     | ⑧             | ⑨  |             |            |                |     |                                 |   |
| I - Immobilisations * | 1             |  |             |            |                |     |                                 |   |
|                       | 2             |  |             |            |                |     |                                 |   |
|                       | 3             |  |             |            |                |     |                                 |   |
|                       | 4             |  |             |            |                |     |                                 |   |
|                       | 5             |  |             |            |                |     |                                 |   |
|                       | 6             |  |             |            |                |     |                                 |   |
|                       | 7             |  |             |            |                |     |                                 |   |
|                       | 8             |  |             |            |                |     |                                 |   |
|                       | 9             |  |             |            |                |     |                                 |   |
|                       | 10            |  |             |            |                |     |                                 |   |
|                       | 11            |  |             |            |                |     |                                 |   |
|                       | 12            |  |             |            |                |     |                                 |   |

|                      |    |  |   |  |  |  |  |
|----------------------|----|--|---|--|--|--|--|
| II - Autres éléments | 13 | Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés  | + |  |  |  |  |
|                      | 14 | Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés   | + |  |  |  |  |
|                      | 15 | Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale   | + |  |  |  |  |
|                      | 16 | Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée | + |  |  |  |  |
|                      | 17 | Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice                                  |   |  |  |  |  |
|                      | 18 | Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme                                      |   |  |  |  |  |
|                      | 19 | Divers (détail à donner sur une note annexe)*  |   |  |  |  |  |

|  |  |  |     |                        |     |  |
|--|--|--|-----|------------------------|-----|--|
| CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 19 de la colonne ⑨) |  |  |     |                        |     |  |
| CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 19 de la colonne ⑩)  |  |  | (A) | (B)                    | (C) |  |
| CADRE C : autres plus-value taxable à 19 % (⑪)   |  |  |     | (ventilation par taux) |     |  |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032  
(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

**A ELÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES A COURT TERME**  
(à l'exclusion des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)

| Origine                                      |  | Montant net des plus-values réalisées* | Montant antérieurement réintégré | Montant compris dans le résultat de l'exercice | Montant restant à réintégrer |
|--|--|--|----------------------------------|--|------------------------------|
| Plus-values réalisées au cours de l'exercice | Imposition répartie sur 3 ans (entreprises à l'IR)                   |  |                                  |  |                              |
|  | sur 10 ans   |  |                                  |  |                              |
|  | sur une durée différente (art.39 quaterdecies 1 ter et 1 quater CGI) |  |                                  |  |                              |
|  | <b>TOTAL 1</b>   |  |                                  |  |                              |

| Origine   |   | Montant net des plus-values réalisées à l'origine | Montant antérieurement réintégré | Montant rapporté au résultat de l'exercice | Montant restant à réintégrer |  |
|---|---|---|----------------------------------|--|------------------------------|--|
| Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs | Imposition répartie sur 3 ans au titre de   |   |                                  |  |                              |  |
|   | N-1   |   |                                  |  |                              |  |
|   | N-2   |   |                                  |  |                              |  |
|   | Sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 quaterdecies 1ter et 1 quater du CGI) | N-1   |                                  |  |                              |  |
|   |   | N-2   |                                  |  |                              |  |
|   |   | N-3   |                                  |  |                              |  |
|   | N-4   |   |                                  |  |                              |  |
|   | N-5   |   |                                  |  |                              |  |
|   | N-6   |   |                                  |  |                              |  |
|   | N-7   |   |                                  |  |                              |  |
| N-8   |   |   |                                  |  |                              |  |
| N-9   |   |   |                                  |  |                              |  |
| <b>TOTAL 2</b>  |   |   |                                  |  |                              |  |

**B PLUS-VALUES RÉINTÉGRÉES DANS LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES DES APPORTS**

Cette rubrique ne comprend pas les plus-values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport.

Plus-values de fusion, d'apport partiel ou de scission (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)

Plus-values d'apport à une société d'une activité professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés)

| Origine des plus-values et date des fusions ou des apports | Montant net des plus-values réalisées à l'origine | Montant antérieurement réintégré | Montant rapporté au résultat de l'exercice | Montant restant à réintégrer |
|--|---|----------------------------------|--|------------------------------|
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
|  |   |                                  |  |                              |
| <b>TOTAL</b>   |   |                                  |  |                              |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Néant  \*

- ① Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés  
 ② Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

|   |  |
|---|--|
| Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15% ① ou 12.8 % ②  |  |
| Gains nets retirés de la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art. 219 I a sexies-0 bis du CGI) ①* |  |
| Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€ (art. 219 I a sexies-0 du CGI) ① *                              |  |

## I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

| Origine   |      | Moins-values à 12.8 % | Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 12.8 % | Solde des moins-values à 12.8 % |
|---|------|-----------------------|--|---------------------------------|
| ①   |      | ②                     | ③  | ④                               |
| Moins-values nettes   | N    |                       |  |                                 |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1  |                       |  |                                 |
|   | N-2  |                       |  |                                 |
|   | N-3  |                       |  |                                 |
|   | N-4  |                       |  |                                 |
|   | N-5  |                       |  |                                 |
|   | N-6  |                       |  |                                 |
|   | N-7  |                       |  |                                 |
|   | N-8  |                       |  |                                 |
|   | N-9  |                       |  |                                 |
|   | N-10 |                       |  |                                 |

## II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS \*

| Origine   |      | Moins-values   |  | Imputations sur les plus-values à long terme | Imputations sur le résultat de l'exercice | Solde des moins-values à reporter col. 7 = 2+3+4-5-6 |
|---|------|----------------|--|--|---|--|
|   |      | À 19 % ou 15 % | À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice | À 15 % ou 19 %                               |   |  |
| ①   |      | ②              | ③  | ④  | ⑤   | ⑥  |
| Moins-values nettes   | N    |                |  |  |   |  |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1  |                |  |  |   |  |
|   | N-2  |                |  |  |   |  |
|   | N-3  |                |  |  |   |  |
|   | N-4  |                |  |  |   |  |
|   | N-5  |                |  |  |   |  |
|   | N-6  |                |  |  |   |  |
|   | N-7  |                |  |  |   |  |
|   | N-8  |                |  |  |   |  |
|   | N-9  |                |  |  |   |  |
|   | N-10 |                |  |  |   |  |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE À CONSERVER PAR LE DECLARANT

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)\*

|  |   |
|--|---|
| Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION | Néant <input checked="" type="checkbox"/> * |
|--|---|

| I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N  |   |               |               |               |               |               |
|--|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme   |   |               |               |               |               |               |
|  |   | taxées à 10 % | taxées à 15 % | taxées à 18 % | taxées à 19 % | taxées à 25 % |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N-1)  | 1 |               |               |               |               |               |
| Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice   | 2 |               |               |               |               |               |
| <b>TOTAL</b> (lignes 1 et 2)   | 3 |               |               |               |               |               |
| Prélèvements opérés {<br>- donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés<br>- ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés | 4 |               |               |               |               |               |
|  | 5 |               |               |               |               |               |
| <b>TOTAL</b> (lignes 4 et 5)   | 6 |               |               |               |               |               |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 - ligne 6)  | 7 |               |               |               |               |               |

| II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS * (5e, 6e, 7e alinéas de l'art. 39-1-5e du CGI) |   |  |   |   |
|---|---|--|---|---|
| montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice<br>①  | réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année<br>② | montants prélevés sur la réserve       |   | montant de la réserve à la clôture de l'exercice<br>⑤ |
|   |   | donnant lieu à complément d'impôt<br>③ | ne donnant pas lieu à complément d'impôt<br>④ |   |
|   |   |  |   |   |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

**16**

Formulaire obligatoire (art. 53 A  
du Code Général des Impôts)

|  |  |                         |            |                                  |            |         |
|--|--|-------------------------|------------|----------------------------------|------------|---------|
| Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION   |  |                         |            | Néant <input type="checkbox"/> * |            |         |
| Exercice ouvert le : 01/01/2021  |  | et clos le : 31/12/2021 |            | Durée en nombre de mois          |            |         |
|  |  |                         |            | 1                                | 2          |         |
| <b>DECLARATION DES EFFECTIFS</b>   |  |                         |            |                                  |            |         |
| Effectif moyen du personnel * :  |  |                         |            | YP                               | 11         |         |
| dont apprentis   |  |                         |            | YF                               |            |         |
| dont handicapés  |  |                         |            | YG                               |            |         |
| Effectifs affectés à l'activité artisanale   |  |                         |            | RL                               |            |         |
| <b>CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE</b>   |  |                         |            |                                  |            |         |
| <b>I- Chiffre d'affaires de référence CVAE</b>   |  |                         |            |                                  |            |         |
| Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises  |  |                         |            | OA                               | 488 748    |         |
| Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilées   |  |                         |            | OK                               |            |         |
| Plus-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante   |  |                         |            | OL                               |            |         |
| Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges  |  |                         |            | OT                               | 46 921     |         |
| <b>TOTAL 1</b>   |  |                         |            | OX                               | 535 669    |         |
| <b>II- Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée</b>   |  |                         |            |                                  |            |         |
| Autres produits de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)  |  |                         |            | OH                               | 81         |         |
| Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation  |  |                         |            | OE                               | 389 815    |         |
| Subventions d'exploitation reçues  |  |                         |            | OF                               | 377 013    |         |
| Variation positive des stocks  |  |                         |            | OD                               | 128 401    |         |
| Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée   |  |                         |            | OI                               |            |         |
| Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation   |  |                         |            | XT                               | 47 158     |         |
| <b>TOTAL 2</b>   |  |                         |            | OM                               | 942 468    |         |
| <b>III- Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée (1)</b>  |  |                         |            |                                  |            |         |
| Achats   |  |                         |            | ON                               | 372        |         |
| Variation négative des stocks  |  |                         |            | OQ                               |            |         |
| Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances  |  |                         |            | OR                               | 687 644    |         |
| Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois  |  |                         |            | OS                               |            |         |
| Taxes déductibles de la valeur ajoutée   |  |                         |            | OZ                               |            |         |
| Autres charges de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)   |  |                         |            | OW                               | 236 394    |         |
| Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée  |  |                         |            | OU                               |            |         |
| Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois   |  |                         |            | O9                               |            |         |
| Moins-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante  |  |                         |            | OY                               |            |         |
| <b>TOTAL 3</b>   |  |                         |            | OJ                               | 924 410    |         |
| <b>IV- Valeur ajoutée produite</b>   |  |                         |            |                                  |            |         |
| Calcul de la valeur ajoutée  |  |                         |            | (total 1 + total 2 - total 3)    | OG         | 553 727 |
| <b>V- Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises</b>   |  |                         |            |                                  |            |         |
| Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les formulaires n°s 1330-CVAE pour les multi-établissements et sur les formulaires n°s 1329-AC et 1329-DEF. Si la VA calculée est négative, il convient de reporter un montant égal à 0 au cadre C des formulaire n°s 1329-AC et 1329-DEF).  |  |                         |            | SA                               | 553 727    |         |
| <b>Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE</b>  |  |                         |            |                                  |            |         |
| Les entreprises effectuant uniquement des opérations à caractères agricoles n'entrant pas dans le champ de la CVAE ne doivent pas compléter ce cadre. Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono-établissement au sens de la CVAE, veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case SA, vous serez alors dispensé du dépôt du formulaire n° 1330 CVAE |  |                         |            |                                  |            |         |
| Mono établissement au sens de la CVAE, cocher la case  |  | EV                      | x          |                                  |            |         |
| Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne OX, le cas échéant ajusté à 12 mois)  |  | GX                      | 535 669    | Effectifs au sens de la CVAE *   |            |         |
|  |  | EY                      |            | 11                               |            |         |
| Chiffre d'affaires du groupe économique (art. 223 A du CGI)  |  |                         |            | HX                               |            |         |
| Période de référence   |  | GY                      | 01/01/2021 | GZ                               | 31/12/2021 |         |
| Date de cessation  |  |                         |            | HR                               |            |         |

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 148 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 143, portées en ligne 128.

\* Des explications concernant ces cases sont données dans la notice n° 1330-CVAE-SD § Répartition des salariés et dans la notice n° 2033-NOT-SD § Cotisation foncière des entreprises : qualification des effectifs.

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait  
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

N° de dépôt



(1)

Néant  \*

EXERCICE CLOS LE 3 1 1 2 2 0 2 1

N° SIRET 7 9 3 3 7 2 5 2 5 0 0 0 1 4

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

ADRESSE (voie) 28 place Henri Dunant BP 38 UFR Médecine et Pharmaci

CODE POSTAL 63301 VILLE CLERMONT FERRAND CEDEX 1

|   |    |   |  |    |       |
|---|----|---|--|----|-------|
| Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise | P1 | 3 | Nombre total de parts ou d'actions correspondantes | P3 | 1 000 |
|---|----|---|--|----|-------|

|   |    |  |  |    |  |
|---|----|--|--|----|--|
| Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise | P2 |  | Nombre total de parts ou d'actions correspondantes | P4 |  |
|---|----|--|--|----|--|

## I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique ETS Dénomination UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE

N° SIREN (si société établie en France) % de détention 64.80 Nb de parts ou actions 648

Adresse : N° 49 Voie Boulevard

Code postal 63000 Commune CLERMONT FERRAND Pays FR

Forme juridique SAS Dénomination BPI FRANCE

N° SIREN (si société établie en France) % de détention 33.00 Nb de parts ou actions 330

Adresse : N° 27 Voie AVENUE

Code postal 94700 Commune MAISONS ALFORT Pays FR

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

## II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame, MLE pour Mademoiselle.

\* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032.



(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait  
dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

(1)

N° de dépôt

Néant  \*

EXERCICE CLOS LE

3 1 1 2 2 0 2 1

N° SIRET

7 9 3 3 7 2 5 2 5 0 0 0 1 4

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

ADRESSE (voie)

28 place Henri Dunant BP 38 UFR Médecine et Pharmaci

CODE POSTAL

63301

VILLE

CLERMONT FERRAND CEDEX 1

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE

P5

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code postal

Commune

Pays

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

\* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032.

## IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

|  |          |            |          |                               |   |
|--|----------|------------|----------|-------------------------------|---|
| Exercice ouvert le   | 01012021 | et clos le | 31122021 | Régime simplifié d'imposition |   |
| Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe  |          |            |          | Régime réel normal            | x |
| Si PME innovantes, cocher la case ci-contre <input type="checkbox"/>   |          |            |          |                               |   |
| Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209-0 B (entreprises de transport maritime), cocher la case <input type="checkbox"/> |          |            |          |                               |   |

| A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE                           |  |
|--|--|
| Désignation de la société:<br>CLERMONT AUVERGNE INNOVATION | Adresse du siège social:<br>28 place Henri Dunant<br>BP 38 UFR Médecine et Pharmacie<br>63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1 |
| SIRET : 7 9 3 3 7 2 5 2 5 0 0 0 1 4                        | Adresse du principal établissement:<br>Ancienne adresse en cas de changement:  |

| REGIME FISCAL DES GROUPES   |
|---|
| Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (art 223 A à U du CGI) |
| Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante:  |
| Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° identification de la société mère:                              |
| SIRET   |

| B ACTIVITE          |   |
|---------------------|---|
| Activités exercées: | Si vous avez changé d'activité, cochez la case <input type="checkbox"/> |

| C RECAPITULATION DES ELEMENTS D'IMPOSITION (cf. notice de la déclaration n°2065)  |
|---|
| <b>1 Résultat fiscal</b><br>Bénéfice imposable au taux normal: 32 166 Déficit:  |
| Bénéfice imposable à 15%: Résultat net de cession, de concession ou de sous-concession des brevets et droits de propriété industrielle assimilés imposable au taux de 10%   |
| <b>2 Plus-values</b><br>PV à long terme imposables à 15%: PV à long terme imposables à 19%:<br>Autres PV imposables à 19%: PV à long terme imposables à 0%: PV exonérées (art. 238 quinquies)   |
| <b>3 Abattements et exonérations notamment en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches</b><br>Entreprises nouvelles, art 44 sexies <input type="checkbox"/> Jeunes entreprises innovantes, art. 44 sexies-0 A <input type="checkbox"/><br>Entreprises nouvelles, art 44 septies <input type="checkbox"/> Zone franche d'activité, art. 44 quaterdecies <input type="checkbox"/> Zone de restructuration de la défense art. 44 terdecies <input type="checkbox"/><br>Bassins urbains à dynamiser (BUD), art.44 sexdecies <input type="checkbox"/> Zones franches urbaines - Territoire entrepreneur, art 44 octies A <input type="checkbox"/> Autres dispositifs <input type="checkbox"/><br>Société d'investissement immobilier cotée <input type="checkbox"/> Zone de développement prioritaire, art. 44 septdecies <input type="checkbox"/><br>Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas) Plus-values exonérées relevant du taux de 15 % |
| <b>4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer :</b> dans le secteur productif, art. 244 quater W   |

| D IMPUTATIONS (cf. notice de la déclaration n°2065)  |
|--|
| 1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt   |
| 2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité. |

| E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. notice de la déclaration n° 2065) |
|---|
| Recettes nettes soumises à la contribution 2,50%  |

| F ENTREPRISES SOUMISES OU DÉSIGNÉES AU DÉPÔT DE LA DÉCLARATION PAYS PAR PAYS CbC/DAC4 (cf. notice de la déclaration n° 2065-SD)   |            |
|---|------------|
| 1-Si vous êtes l'entreprise, tête de groupe, soumise au dépôt de la déclaration n° 2258-SD (art. 223 quinquies C-I-1), cocher la case ci-contre <input type="checkbox"/>  |            |
| 2-Si vous êtes la société tête de groupe et que vous avez désigné une autre entité du groupe pour souscrire la déclaration n° 2258-SD, indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de l'entité désignée | Nom<br>NIF |
| 3-Si vous êtes l'entreprise désignée au dépôt de la déclaration n° 2258-SD par la société tête de groupe (art. 223 quinquies C-I-2), cocher la case ci-contre <input type="checkbox"/>                                  |            |
| Dans ce cas, veuillez indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de la société tête de groupe  | Nom<br>NIF |

| G COMPTABILITÉ INFORMATISÉE  |
|--|
| L'entreprise dispose-t-elle d'une comptabilité informatisée ? OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/> Si oui, indication du logiciel utilisé: CEGID |

Vous devez obligatoirement souscrire le formulaire n° 2065-SD par voie dématérialisée. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2 % prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr). Les notices des liasses fiscales sont désormais uniquement accessibles sur le site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).

|   |   |
|---|---|
| Nom et adresse du professionnel de l'expertise comptable:<br>EXCO CLERMONT FERRAND<br>9 AVENUE LEONARD DE VINCI<br>63000 CLERMONT FERRAND Tél: 0473294250 | Nom et adresse du conseil:<br>Tél:              |
| OGA/OMGA <input checked="" type="checkbox"/> Viseur conventionné (Cocher la case correspondante)  | Identité du déclarant:                          |
| Nom et adresse du CGA/OMGA ou du viseur conventionné:   | Date: 05/05/2022 Lieu: CLERMONT FERRAND CEDEX 1 |
| N° d'agrément du CGA/OMGA/viseur conventionné:  | Qualité et nom du signataire:                   |
| Examen de conformité fiscale (ECF)  | Signature                                       |

ANNEXE À LA DECLARATION N° 2065

**H REPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILES DISTRIBUES**

|  |               |  |   |
|--|---------------|--|---|
| Montant global brut des distributions (1) payées par la société elle-même  | a             | payées par un établissement chargé du service des titres | b |
| Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire(s) (2)               |               |  | c |
| Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées |               |  | d |
| Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci-dessus (3)   |               |  | e |
|  |               |  | f |
|  |               |  | g |
|  |               |  | h |
| Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI (4)                                       |               |  | i |
| Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI                                       |               |  | j |
| Montant des revenus répartis (5)   | Total (a à h) |  |   |

**I REMUNERATIONS NETTES VERSEES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIETES**

| Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-3 à 6 ann. III au CGI)<br>* SARL, tous les associés ;<br>* SCA, associés gérants ;<br>* SNC ou SCS, associés en nom ou commandités ;<br>* SEP et sté de copropriétaires de navires, associés, gérants ou coparticipants | Pour les S.A.R.L.<br><br>Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit | Année au cours de laquelle le versement a été effectué. | Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société. |   |                          |  |   |
|--|--|---|--|---|--------------------------|--|---|
|  |  |   | Montant des sommes versées :   |   |                          |  |   |
|  |  |   | à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits.   | à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement. |                          | à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les |   |
| 1  | 2  | 3   | Indemnités forfaitaires.   | Remboursements.   | Indemnités forfaitaires. | Remboursements.  |   |
|  |  |   | 4  | 5   | 6                        | 7  | 8 |
|  |  |   |  |   |                          |  |   |
|  |  |   |  |   |                          |  |   |
|  |  |   |  |   |                          |  |   |
|  |  |   |  |   |                          |  |   |
|  |  |   |  |   |                          |  |   |
|  |  |   |  |   |                          |  |   |
|  |  |   |  |   |                          |  |   |
|  |  |   |  |   |                          |  |   |
|  |  |   |  |   |                          |  |   |
|  |  |   |  |   |                          |  |   |
|  |  |   |  |   |                          |  |   |

**J DIVERS**

|  |
|--|
| * NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)                                |
|  |
| * ADRESSES DES AUTRES ETABLISSEMENTS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle) |
|  |
|  |

**K CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION**

**REMUNERATIONS**

|   |                                |
|---|--------------------------------|
| Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés (a) |                                |
| Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages (b)  |                                |
| <b>MOINS-VALUES A LONG TERME IMPOSEES À</b>   | <b>0 %      15 %      19 %</b> |
| MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice   |                                |
| MVLT imputée sur les PVLTE de l'exercice  |                                |
| MVLT réalisée au cours de l'exercice  |                                |
| MVLT restant à reporter   |                                |

**L CADRE NE CONCERNANT QUE LES ORGANISMES BENEFICIAIRES DE DONS**

|  |
|--|
| Montant cumulé des dons et versements mentionnés sur les reçus, attestations ou tous autres documents et perçus au titre de l'exercice |
| Nombre de reçus, attestations ou tous autres documents délivrés au titre de l'exercice   |

## CA17 - DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

31/12/2021

| Produits à recevoir | Montant         |
|---------------------|-----------------|
| clients FAE         | 1 60 280        |
| PAR                 | 9 030           |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
|                     |                 |
| <b>Total</b>        | <b>1 69 310</b> |

**CA18 - DETAIL DES CHARGES A PAYER**

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

31/12/2021

| Charges à payer         | Montant        |
|-------------------------|----------------|
| Fournisseurs FNP        | 120 209        |
| Clients AAE             | 4 121          |
| Prov CP                 | 55 899         |
| Prov Primes             | 58 964         |
| Prov Charges sur CP     | 27 275         |
| Proc charges sur primes | 27 713         |
| Etat CAP                | 4 227          |
| Frais bancaires à payer | 313            |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
|                         |                |
| <b>Total</b>            | <b>298 721</b> |

# CA20 - DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Désignation de l'entreprise : CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

31/12/2021

| Charges constatées d'avance | Montants     |           |              |
|-----------------------------|--------------|-----------|--------------|
|                             | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
| CCA                         | 18 199       |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
|                             |              |           |              |
| Total                       | 18 199       |           |              |



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## CRÉDIT D'IMPÔT EN FAVEUR DE LA RECHERCHE

Les déclarations 2069-A-SD, 2069-A-1-SD et 2069-A-2-SD peuvent être télé-déclarées en utilisant la procédure EDI-TDFC.

Pour plus d'information sur la télédéclaration, veuillez consulter le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr), rubrique « Professionnels ». Dans ces conditions, il n'est plus nécessaire d'adresser une copie au Ministère de la Recherche, les données lui étant directement transmises.

Le modèle de dossier justificatif du CIR est à la disposition des entreprises sur le site du Ministère de la Recherche. Ce dossier est à remplir chaque année par les entreprises pour justifier leur déclaration.

|                                   |            |         |            |
|-----------------------------------|------------|---------|------------|
| Exercice ouvert le <sup>(1)</sup> | 01/01/2021 | Clos le | 31/12/2021 |
|-----------------------------------|------------|---------|------------|

|                   |   |   |                           |       |
|-------------------|---|---|---------------------------|-------|
| Cachet du Service | Nom et prénoms ou dénomination et adresse de l'entreprise                               | N° SIREN de l'entreprise<br>793372525   | Code NACE                 | 7219Z |
|                   |   |   | Activités<br>(cf. notice) | H2    |
|                   | CLERMONT AUVERGNE INNOVATION<br>28 place Henri Dunant<br>63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1 | (Ancienne adresse en cas de changement) |                           |       |

|   |    |  |
|---|----|--|
| • Société bénéficiant du régime fiscal des groupes de sociétés (article 223 A du CGI)*  |    |  |
| N° SIREN de la société mère   | CX |  |
| Nombre de sociétés du groupe (y compris la société mère) pour lesquelles une déclaration 2069-A-SD est ou sera déposée  |    |  |
| Montant du crédit d'impôt du groupe<br>(à compléter exclusivement dans le cadre du dépôt de la déclaration de la société mère, renseignement non demandé à une société fille) | DX |  |

|   |    |  |
|---|----|--|
| Entreprises ayant engagé pour la 1ère fois des dépenses de recherche en 2021* | AZ |  |
|---|----|--|

|   |    |   |   |    |   |  |    |  |
|---|----|---|---|----|---|--|----|--|
| • Entreprises nouvelles créées en 2021*             | BZ |   | <i>Préciser la date de début d'activité (cf. notice)</i>                          |    |   |  |    |  |
| • PME au sens communautaire*                        | KZ | x | <i>Préciser si entreprise autonome, partenaire et/ou liée (cf. notice)</i><br>LIE |    |   |  |    |  |
| • Chiffre d'affaires HT                             | DZ |   | 413 246   |    |   |  |    |  |
| • Nombre de salariés                                | CZ |   | • Nombre de chercheurs et techniciens   | EZ | 6 | • Nombre de «jeunes docteurs»<br>(si dépenses déclarées ligne 1-5) | FZ |  |
| • Sociétés de personnes n'ayant pas opté pour l'IS* | IZ |   | • Société bénéficiant du régime des JEI (article 44 sexies A du CGI)*             |    |   | GZ   |    |  |

| I - DÉPENSES DE RECHERCHE OUVRANT DROIT À CRÉDIT D'IMPÔT   | ANNÉE CIVILE 2021 |         |
|--|-------------------|---------|
| Dotations aux amortissements des immobilisations affectées à la recherche  | 1                 | 34 278  |
| Dotations aux amortissements pour les immobilisations sinistrées   | 2                 |         |
| Dépenses de personnel relatives aux chercheurs et techniciens de recherche (sauf dépenses lignes 4 et 5)   | 3                 | 68 016  |
| Rémunérations et justes prix au profit des salariés auteurs d'une invention résultant d'opérations de recherche  | 4                 |         |
| Dépenses de personnel relatives aux jeunes docteurs (à indiquer pour le double de leur montant pour les vingt-quatre premiers mois suivant leur premier recrutement) | 5                 |         |
| Autres dépenses de fonctionnement (hors frais de collection) :<br>(ligne 1 x 75 %) + [(ligne 3 + ligne 4) x 43 %] + ligne 5  | 6                 | 54 955  |
| <b>Montant total des dépenses de fonctionnement :</b><br>(ligne 1 + ligne 2 + ligne 3 + ligne 4 + ligne 5 + ligne 6)   | 7                 | 157 249 |

(1) Le crédit d'impôt est calculé par référence aux dépenses exposées au cours de l'année civile. En cas de clôture d'exercice en cours d'année, le montant du crédit d'impôt est calculé en prenant en compte les dépenses éligibles exposées au titre de l'année d'ouverture de l'exercice.

\* Cocher la case correspondante



|  |    |         |
|--|----|---------|
| Prise et maintenance de brevets et de certificats d'obtention végétale (COV)   | 8  | 237 930 |
| Dépenses de défense de brevets et de certificats d'obtention végétale (COV)  | 9  |         |
| Dotations aux amortissements de brevets acquis en vue de la recherche et du développement expérimental et de certificats d'obtention végétale (COV)  | 10 |         |
| Dépenses liées à la normalisation (à indiquer pour la moitié de leur montant cf. notice)   | 11 |         |
| Primes et cotisations ou part des primes et cotisations afférentes à des contrats d'assurance de protection juridique prévoyant la prise en charge des dépenses exposées dans le cadre de litiges portant sur un brevet ou un certificat d'obtention végétale dont l'entreprise est titulaire dans la limite de 60 000 € | 12 |         |
| Dépenses de veille technologique dans la limite de 60 000 €  | 13 | 22 811  |
| <b>Montant total des dépenses de recherche réalisées par l'entreprise (ligne 7 + ligne 8 + ligne 9 + ligne 10 + ligne 11 + ligne 12 + ligne 13)</b>  | 14 | 417 990 |

| <b>DÉPENSES DE SOUS-TRAITANCE<sup>(2)</sup></b><br><i>(joindre la liste des organismes à partir du formulaire n° 2069-A-2-SD)</i>   |                    | <b>ANNÉE CIVILE 2021</b> |
|---|--------------------|--------------------------|
| <b>ORGANISMES PUBLICS</b>   |                    |                          |
| Opérations confiées à des organismes de recherche publics, à des établissements d'enseignement supérieur délivrant un diplôme conférant un grade de master, à des fondations de coopération scientifique agréées, à des établissements publics de coopération scientifique, à des fondations reconnues d'utilité publique du secteur de la recherche agréées, à certaines associations régies par la loi de 1901 et sociétés de capitaux (3), aux instituts techniques agricoles ou agro-industriels et à leurs structures nationales de coordination, à des communautés d'universités et établissements, à des stations ou fermes expérimentales dans le secteur de la recherche scientifique et technique agricole ayant pour membre une chambre d'agriculture départementale ou régionale (4), <b>avec un lien de dépendance</b> : | en France :        | 15a                      |
|   | à l'étranger (4) : | 15b                      |
| Opérations confiées à des organismes de recherche publics, à des établissements d'enseignement supérieur délivrant un diplôme conférant un grade de master, à des fondations de coopération scientifique agréées, à des établissements publics de coopération scientifique, à des fondations reconnues d'utilité publique du secteur de la recherche agréées, à certaines associations régies par la loi de 1901 et sociétés de capitaux (2), aux instituts techniques agricoles ou agro-industriels et à leurs structures nationales de coordination, à des communautés d'universités et établissements, à des stations ou fermes expérimentales dans le secteur de la recherche scientifique et technique agricole ayant pour membre une chambre d'agriculture départementale ou régionale (3), <b>sans lien de dépendance</b> :    | en France :        | 16a                      |
|   | à l'étranger (4) : | 16b                      |
| <b>Total des opérations confiées aux organismes de recherche publics mentionnés aux lignes 15a à 16b : (ligne 15a + ligne 15b + ligne 16a + ligne 16b)</b>  |                    | 17                       |
| <b>ORGANISMES PRIVÉS</b>  |                    |                          |
| Opérations confiées à des organismes de recherche privés ou experts scientifiques ou techniques agréés <b>avec un lien de dépendance</b> :  | en France :        | 18a                      |
|   | à l'étranger (5) : | 18b                      |
| Opérations confiées à des organismes de recherche privés ou experts scientifiques ou techniques agréés <b>sans lien de dépendance</b> :   | en France :        | 19a                      |
|   | à l'étranger (4) : | 19b                      |
| <b>Total des opérations confiées à des organismes de recherche privés ou experts scientifiques ou techniques agréés : (ligne 18a + ligne 18b + ligne 19a + ligne 19b)</b>   |                    | 20                       |
| <b>Plafonnement des opérations de sous-traitance confiées à des organismes de recherche privés ou experts scientifiques ou techniques agréés</b><br><i>Si ligne 20 inférieure à [(ligne 14 + ligne 17) x 3], reporter le montant indiqué ligne 20</i><br><i>Si ligne 20 supérieure à [(ligne 14 + ligne 17) x 3], reporter le résultat du calcul précité</i>  |                    | 21                       |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES DE SOUS-TRAITANCE</b>   |                    |                          |
| <b>Total des opérations de sous-traitance : (ligne 17 + ligne 21)</b>   |                    | 22                       |
| <b>Plafonnement des opérations de sous-traitance confiées à des organismes avec un lien de dépendance :</b><br>Si la somme des lignes 15a, 15b, 18a et 18b (dans la limite du montant figurant ligne 22) n'excède pas 2 000 000 €, reporter ce montant en ligne 23<br>Si la somme des lignes 15a, 15b, 18a et 18b excède 2 000 000 €, reporter 2 000 000 € en ligne 23<br>Pour la somme des lignes 18a et 18b, son montant ne doit pas excéder la limite du montant figurant ligne 21   |                    | 23                       |

(2) Conformément à l'article 132 de la loi de finances pour 2020, les opérations de sous-traitance doivent être réalisées par des organismes publics éligibles ou des organismes privés agréés et le doublement d'assiette pour la sous-traitance publique est réservé à la part des dépenses afférentes aux opérations effectivement réalisées par les organismes publics éligibles

(3) Associations ayant pour fondateur et membre un organisme de recherche public ou un établissement d'enseignement supérieur délivrant un diplôme conférant un grade de master ; sociétés de capitaux dont le capital ou les droits de vote sont détenus pour plus de 50 % par un organisme de recherche public ou un établissement d'enseignement supérieur délivrant un diplôme conférant un grade de master. Se reporter à la notice pour connaître l'ensemble des conditions d'éligibilité.

(4) La prise en compte des opérations confiées à des stations ou fermes expérimentales dans le secteur de la recherche scientifique et technique agricole ayant pour membre une chambre d'agriculture départementale ou régionale dans le calcul du crédit d'impôt ne s'applique qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû (article 103 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016).

(5) Les prestataires publics ou privés peuvent être implantés en France, dans un État membre de l'Union Européenne ou de l'Espace économique européen (UE, Norvège, Islande et Liechtenstein).

|  |    |            |
|--|----|------------|
| <b>Montant plafonné des opérations de sous-traitance confiées à des organismes sans lien de dépendance</b><br>(ligne 16a + ligne 16b + ligne 19a + ligne 19b à prendre en compte dans la limite du montant suivant : (ligne 22 - ligne 23))  | 24 | 150 922    |
| <b>Plafonnement général des dépenses de sous-traitance</b><br>- Sont complétées les seules lignes 15a et/ou 15b et/ou 18a et/ou 18b (lignes 19a,b et 16a,b non complétées) : reporter 2 000 000 E ligne 25<br>- Sont complétées (les lignes 15a et/ou 15b et/ou 18a et/ou 18b) + (lignes 19a ou 19b) (lignes 16a,b non complétées) : reporter 10 000 000 E ligne 25<br>- Sont complétées les lignes [(15a + 15b + 18a + 18b) + (lignes 19a + 19b)] + (lignes 16a + 16b) : reporter [10 000 000 E + (ligne 16a + ligne 16b dans la limite de 2 000 000 E)] ligne 25 | 25 | 10 083 851 |
| <b>Montant total des dépenses de sous-traitance après plafonnements</b><br>Si la somme des lignes 23 et 24 n'excède pas la ligne 25 : reporter cette somme à la ligne 26<br>Si la somme des lignes 23 et 24 est supérieure à ligne 25 : reporter le montant indiqué ligne 25 à la ligne 26   | 26 | 150 922    |

| <b>MONTANT TOTAL DES DÉPENSES DE RECHERCHE</b>   | <b>ANNÉE CIVILE 2021</b> |         |
|--|--------------------------|---------|
| Montant des dépenses de recherche (ligne 14 + ligne 26)  | 27                       | 568 912 |
| Montant des subventions publiques remboursables ou non (6)   | 28a                      |         |
| Pour les sous-traitants, le montant des sommes encaissées au titre des opérations de recherche qui leur ont été confiées         | 28b                      |         |
| Montant des dépenses exposées auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt (7) | 29                       |         |
| Montant des remboursements de subventions publiques (8)  | 30                       |         |
| <b>Montant net total des dépenses de recherche (ligne 27 - ligne 28a - ligne 28b - ligne 29 + ligne 30)</b>                      | 31a                      | 568 912 |
| Dont montant net des dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un DOM                                   | 31b                      |         |

| <b>II - DÉPENSES DE COLLECTION OUVRANT DROIT À CRÉDIT D'IMPÔT</b>  | <b>ANNÉE CIVILE 2021</b> |  |
|--|--------------------------|--|
| Frais de collection  | 32                       |  |
| Frais de défense des dessins et modèles dans la limite de 60 000 €   | 33                       |  |
| Total des dépenses de collection (ligne 32 + ligne 33)   | 34                       |  |
| Montant des subventions publiques remboursables ou non (5)   | 35                       |  |
| Montant des dépenses exposées auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt (6) | 36                       |  |
| Montant des remboursements de subventions publiques (7)  | 37                       |  |
| <b>Montant net total des dépenses de collection (ligne 34 - ligne 35 - ligne 36 + ligne 37)</b>                                  | 38a                      |  |
| Dont montant net des dépenses de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM                                  | 38b                      |  |

|  |     |         |
|--|-----|---------|
| <b>MONTANT NET TOTAL DES DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE COLLECTION (ligne 31a + ligne 38a)</b>  | 39a | 568 912 |
| <b>Dont montant net des dépenses de recherche et de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM (ligne 31b + ligne 38b)</b> | 39b |         |

### **III - CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE DES DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE COLLECTION**

#### **A. LORSQUE LES DÉPENSES PORTÉES LIGNE 39 N'EXCÈDENT PAS 100 000 000 euros**

| <b>DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE RECHERCHE</b>  |     |         |
|--|-----|---------|
| Montant net total des dépenses de recherche (report de la ligne 31a)   | 40a | 568 912 |
| Dont montant net total des dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un DOM (report de la ligne 31b)  | 40b |         |
| Montant du crédit d'impôt [(ligne 40a - ligne 40b) × 30 % + ligne 40b × 50 %] (9)  | 41  | 170 674 |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87a) | 42  |         |
| Montant du crédit d'impôt pour les dépenses de recherche (ligne 41 + ligne 42)   | 43a | 170 674 |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche situées dans un DOM  | 43b |         |

| <b>DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE COLLECTION</b>   |     |  |
|--|-----|--|
| Montant net total des dépenses de collection (report de la ligne 38a)  | 44a |  |
| Dont montant net total des dépenses de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM (report de la ligne 38b) | 44b |  |

(6) Les subventions publiques, remboursables ou non, doivent être déduites de la base de calcul du crédit d'impôt calculé au titre de l'année ou des années au cours de laquelle ou desquelles les dépenses éligibles, que ces avances ou subventions ont vocation à couvrir, sont exposées, conformément au III de l'article 244 quater B du CGI. (BOI-BIC-RICI-10-10-30-20 § 10).

(7) Le montant des dépenses à déduire correspond soit au montant total des rémunérations allouées en contrepartie de ces prestations fixées proportionnellement au montant du crédit d'impôt obtenu par l'entreprise, soit le montant des dépenses exposées autres que les rémunérations proportionnelles excédant 15 000 euros hors taxes ou 5 % du montant des dépenses éligibles au crédit d'impôt minoré des subventions publiques (cf. notice).

(8) Le montant des remboursements de subventions publiques doit être multiplié par le rapport existant entre le taux du crédit d'impôt de l'année où la subvention remboursable a été déduite et le taux du crédit d'impôt de l'année où elle est remboursée partiellement ou totalement.

|  |     |  |
|--|-----|--|
| Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection exposées par l'entreprise avant plafonnement [(ligne 44a - ligne 44b) × 30 % + ligne 44b × 50 %] (8)   | 45  |  |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87b)   | 46  |  |
| Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection avant plafonnement des aides (ligne 45 + ligne 46)   | 47a |  |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection situées dans un DOM avant plafonnement  | 47b |  |
| Montant des aides de minimis accordées à l'entreprise dans les conditions du règlement (UE) (n° 1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis)   | 48  |  |
| Montant cumulé (ligne 47a + ligne 48)  | 49  |  |
| Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection après plafonnement :<br><i>Si le montant ligne 49 est égal à 200 000 euros, reporter zéro ligne 50a</i><br><i>Si le montant ligne 49 est inférieur à 200 000 euros, reporter à la ligne 50a le montant déterminé ligne 47a</i><br><i>Si le montant ligne 49 est supérieur à 200 000 euros, le montant à reporter ligne 50a est égal à (200 000 euros - montant ligne 48)</i> | 50a |  |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection situées dans un DOM après plafonnement  | 50b |  |

|   |     |         |
|---|-----|---------|
| <b>Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche et de collection (ligne 43a + ligne 50a)</b>                  | 51a | 170 674 |
| <b>Dont montant total du crédit d'impôt pour dépenses de recherche et de collection situées dans un DOM (ligne 43b + ligne 50b)</b> | 51b |         |

### B. LORSQUE LES DÉPENSES PORTÉES LIGNE 39a SONT SUPÉRIEURES À 100 000 000 euros

|  |     |  |
|--|-----|--|
| <b>DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE RECHERCHE</b>  |     |  |
| Montant net total des dépenses de recherche limité à 100 000 000 euros (montant indiqué ligne 31a dans la limite de 100 000 000 euros)                                     | 52a |  |
| Dont montant net total des dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un DOM (report de la ligne 31b dans la limite de 100 000 000 euros)          | 52b |  |
| Montant du crédit d'impôt relatif aux dépenses de recherche [(ligne 52a - ligne 52b) × 30 % + ligne 52b × 50 %] (8)  | 53  |  |
| Indiquer la part des dépenses de recherche supérieure à 100 000 000 euros (ligne 31a - 100 000 000 euros)  | 54  |  |
| Puis déterminer le montant du crédit d'impôt relatif à la fraction supérieure à 100 000 000 euros (ligne 54 × 5 %)   | 55  |  |
| Montant total du crédit d'impôt (ligne 53 + ligne 55)  | 56  |  |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87a) | 57  |  |
| Montant du crédit d'impôt pour les dépenses de recherche (ligne 56 + ligne 57)   | 58a |  |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche situées dans un DOM  | 58b |  |

|   |     |  |
|---|-----|--|
| <b>DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE COLLECTION</b>  |     |  |
| Montant net total des dépenses de collection (report du montant porté ligne 38a)  | 59a |  |
| Dont montant net total des dépenses de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM (report de la ligne 38b)  | 59b |  |
| Plafond disponible (100 000 000 euros - ligne 52a)  | 60  |  |
| Crédit d'impôt pour dépenses de collection exposées par l'entreprise [(Dépenses portées ligne 59a dans la limite de la ligne 60 - Dépenses portées ligne 59b dans la limite de la ligne 60) × 30 % + (Dépenses portées ligne 59b dans la limite de la ligne 60) × 50 %] (8)   | 61  |  |
| Lorsque la part des dépenses de collection excède le plafond disponible [(ligne 59a - ligne 60) > 0] le crédit d'impôt est égal à [(ligne 59a - ligne 60) × 5 %]  | 62  |  |
| Crédit d'impôt pour dépenses de collection exposées par l'entreprise avant plafonnement (ligne 61 + ligne 62)   | 63  |  |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87b)  | 64  |  |
| Montant du crédit d'impôt avant plafonnement des aides (ligne 63 + ligne 64)  | 65  |  |
| Montant des aides de minimis accordées à l'entreprise dans les conditions du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis  | 66  |  |
| Montant cumulé (ligne 65 + ligne 66)  | 67  |  |
| Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection après plafonnement :<br><i>Si le montant ligne 66 est égal à 200 000 euros, reporter zéro ligne 68a</i><br><i>Si le montant ligne 67 est inférieur à 200 000 euros, reporter à la ligne 68a le montant déterminé ligne 65</i><br><i>Si le montant ligne 67 est supérieur à 200 000 euros, le montant à reporter ligne 68a est égal à (200 000 euros - montant ligne 66)</i> | 68a |  |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection situées dans un DOM  | 68b |  |

|   |     |  |
|---|-----|--|
| <b>Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche et de collection (ligne 58a + ligne 68a)</b>            | 69a |  |
| <b>Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche et de collection situées dans un DOM (ligne 58b + ligne 68b)</b> | 69b |  |

(9) Ce taux est de 50 % pour les dépenses exposées à compter du 1er janvier 2015 dans des exploitations situées dans un département d'outre-mer

**IV - CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE DES DÉPENSES D'INNOVATION ENGAGÉES PAR LES PME AU SENS COMMUNAUTAIRE**

| DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT  | ANNÉE CIVILE 2021 |         |
|--|-------------------|---------|
| Dotations aux amortissements des immobilisations affectées aux opérations de conception de prototypes ou installations pilotes de nouveaux produits                        | 70                |         |
| Dépenses de personnel affecté à la réalisation d'opérations de conception de prototypes ou installations pilotes de nouveaux produits                                      | 71                |         |
| Autres dépenses de fonctionnement [(ligne 70 x 75 %) + (ligne 71 x 43 %)]  | 72                |         |
| Dotations aux amortissements, frais de prise et de maintenance de brevets et de certificats d'obtention végétale, frais de dépôt de dessins et modèles                     | 73                |         |
| Frais de défense des brevets, certificats d'obtention végétale, dessins et modèles   | 74                |         |
| Opérations confiées à des entreprises ou bureaux d'études et d'ingénierie agréés   | 75                |         |
| Montant total des dépenses d'innovation réalisées par l'entreprise (ligne 70 + ligne 71 + ligne 72 + ligne 73 + ligne 74 + ligne 75)                                       | 76                |         |
| Total des dépenses d'innovation après plafonnement (ligne 76 dans la limite de 400 000 euros)  | 77                |         |
| Montant des subventions publiques remboursables ou non (10)  | 78                |         |
| Pour les sous-traitants, montant des sommes encaissées au titre des travaux d'innovation qui leur ont été confiées   | 79                |         |
| Montant des dépenses exposées auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt (11)  | 80                |         |
| Montant des remboursements de subventions publiques (12)   | 81                |         |
| Montant net des dépenses d'innovation (ligne 77 - ligne 78 - ligne 79 - ligne 80 + ligne 81)   | 82a               |         |
| Dont montant net des dépenses d'innovation exposées dans des exploitations situées dans un DOM   | 82b               |         |
| Dont montant net des dépenses d'innovation exposées par les micro et petites entreprises dans des exploitations situées sur le territoire de la collectivité de Corse      | 82c               |         |
| Dont montant net des dépenses d'innovation exposées par les moyennes entreprises dans des exploitations situées sur le territoire de la collectivité de Corse              | 82d               |         |
| Montant total du crédit d'impôt [(ligne 82a - ligne 82b - ligne 82c - ligne 82d) x 20% + ligne 82b x 40% + ligne 82c x 40% + ligne 82d x 35%] (13)                         | 83                |         |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 87c) | 84                |         |
| Montant du crédit d'impôt au titre des dépenses d'innovation (ligne 83 + ligne 84)   | 85a               |         |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses d'innovation situées dans un DOM  | 85b               |         |
| Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses d'innovation exposées dans des exploitations situées sur le territoire de la collectivité de Corse                            | 85c               |         |
| <b>Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche, de collection et d'innovation (ligne 51a ou 69a + ligne 85a)</b>                                    | 86a               | 170 674 |
| <b>Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche, de collection et d'innovation situées dans un DOM (ligne 51b ou 69b + ligne 85b)</b>                         | 86b               |         |

**V - CADRE À SERVIR PAR LES ENTREPRISES DÉCLARANTES QUI DÉTIENNENT DES PARTICIPATIONS DANS DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS**

| Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises) | % de droits détenus dans la société | Quote-part du crédit d'impôt |                             |                            |
|--|-------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
|  |                                     | Pour dépenses de recherche   | Pour dépenses de collection | Pour dépenses d'innovation |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  | <b>TOTAL</b>                        | 87a                          | 87b                         | 87c                        |

(10) Les subventions publiques, remboursables ou non, doivent être déduites de la base de calcul du crédit d'impôt calculé au titre de l'année ou des années au cours de laquelle ou desquelles les dépenses éligibles, que ces avances ou subventions ont vocation à couvrir, sont exposées, conformément au III de l'article 244 quater B du CGI. (BOI-BIC-RICI-10-10-30-20 § 10).

(11) Le montant des dépenses à déduire correspond soit au montant total des rémunérations allouées en contrepartie de ces prestations fixées proportionnellement au montant du crédit d'impôt obtenu par l'entreprise, soit le montant des dépenses exposées autres que les rémunérations proportionnelles excédant 15 000 euros hors taxes ou 5 % du montant des dépenses éligibles au crédit d'impôt minoré des subventions publiques (cf. notice).

(12) Le montant des remboursements de subventions publiques doit être multiplié par le rapport existant entre le taux du crédit d'impôt de l'année où la subvention remboursable a été déduite et le taux du crédit d'impôt de l'année où elle est remboursée partiellement ou totalement.

(13) Ce taux est porté à 40 % pour les dépenses exposées à compter du 1er janvier 2015 dans des exploitations situées dans un département d'outre-mer. Ce taux est porté respectivement à 35 % pour les moyennes entreprises et à 40 % pour les petites entreprises pour les dépenses exposées dans des exploitations situées sur le territoire de la collectivité de Corse.

**VI - CADRE À SERVIR POUR LA RÉPARTITION DU CRÉDIT D'IMPÔT ENTRE LES ASSOCIÉS MEMBRES DE SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS**

| Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises) | % de droits détenus dans la société | Quote-part du crédit d'impôt |                             |                            |
|--|-------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
|  |                                     | Pour dépenses de recherche   | Pour dépenses de collection | Pour dépenses d'innovation |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  |                                     |                              |                             |                            |
|  | <b>TOTAL</b>                        | 88a                          | 88b                         | 88c                        |

**VII - UTILISATION DE LA CRÉANCE (14)**
**VII-1. Entreprises à l'impôt sur les sociétés :**

Reporter le montant du crédit d'impôt déterminé ligne 86a sur le relevé de solde n° 2572-SD et les montants déterminés lignes 86a et 86b sur la déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-SD.

**VII-2. Entreprises à l'impôt sur le revenu :**

Reporter le montant du crédit d'impôt déterminé ligne 86a sur la déclaration de revenus n° 2042-C-PRO et les montants déterminés lignes 86a et 86b sur la déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-SD.

**VII-3. Mobilisation de créance auprès d'un établissement de crédit :**

|  |    |
|--|----|
| Montant des créances dont la mobilisation est demandée | 89 |
|--|----|

Les demandes de remboursement immédiat ou à l'issue de la période d'imputation du crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur les sociétés sont formulées sur l'imprimé n°2573-SD par voie dématérialisée (procédure EDI ou EFI) ou sur l'imprimé n°2573-SD disponible sur le portail fiscal [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).

**VIII - SIGNATURE**

|                    |           |
|--------------------|-----------|
| A.....             | Le.....   |
| Nom.....           | Signature |
| Qualité.....       |           |
| Adresse email..... |           |
| Téléphone.....     |           |

(14) S'agissant des sociétés relevant du régime de groupe prévu à l'article 223 A du CGI, la société mère joint les déclarations spéciales des sociétés du groupe y compris sa propre déclaration au relevé de solde 2572 relatif au résultat d'ensemble. Le crédit d'impôt de chaque société du groupe est porté sur la déclaration n°2058-CG.

**CRÉDIT D'IMPÔT EN FAVEUR DE LA RECHERCHE - ÉTAT ANNEXE**

|                    |            |         |            |
|--------------------|------------|---------|------------|
| Exercice ouvert le | 01/01/2021 | Clos le | 31/12/2021 |
|--------------------|------------|---------|------------|

Cachet du Service

|   |   |   |       |
|---|---|---|-------|
| Nom et prénoms ou dénomination<br>et adresse de l'entreprise                          | N° SIREN de l'entreprise<br><br>793372525 | Code NACE                               | 7219Z |
|   |   | Activités<br>(cf. notice)               | H2    |
| CLERMONT AUVERGNE INNOVATION<br>28 place Henri Dunant<br>63301 CLERMONT FERRAND CEDEX |   | (ancienne adresse en cas de changement) |       |

Les entreprises qui ont confié des opérations de R&D à des sous-traitants doivent remplir cet état annexe. Il doit être renseigné en indiquant, opérateur par opérateur (organisme de recherche public ou privé) auquel la société a confié des opérations de recherche, les informations suivantes : le n° SIREN, la dénomination et l'adresse du sous-traitant, le dispositif dans lequel se situe l'opération de sous-traitance (CIR ou CII), le montant des dépenses et la ligne de la déclaration 2069-A-SD sur laquelle la dépense a été inscrite.

Contrairement aux montants à faire figurer dans la déclaration 2069-A-SD, le montant à inscrire est bien le montant non plafonné et non doublé.

| LISTE DES OPERATEURS |                       |         | DISPOSITIF* |     | SOUS-TRAITANCE   |  |
|----------------------|-----------------------|---------|-------------|-----|--|--|
| SIREN                | Dénomination          | Adresse | CIR         | CII | Montant des dépenses de sous-traitance réalisées par l'organisme | Ligne de la 2069-A-SD sur laquelle la dépense a été inscrite * |
| 840643720            | APTYS PHARMASERVICES  |         | ×           |     | 37 880   | 19a  |
| 489443010            | ANS BIOTECH           |         | ×           |     | 27 031   | 19a  |
| 502085046            | SURGICAL INSTITUE     |         | ×           |     | 2 160  | 19a  |
|                      | INRAE JOUY EN JOSAS   |         | ×           |     | 2 500  | 16a  |
|                      | INRAE CENTRE CLERMONT |         | ×           |     | 17 610   | 16a  |
|                      | UNIVERSITE CLERMONT A |         | ×           |     | 42 745   | 16a  |
|                      | CNRS ILE DE FRANCE    |         | ×           |     | 750  | 16a  |
|                      |                       |         |             |     |  |  |
|                      |                       |         |             |     |  |  |
|                      |                       |         |             |     |  |  |
|                      |                       |         |             |     |  |  |
|                      |                       |         |             |     |  |  |
|                      |                       |         |             |     |  |  |
|                      |                       |         |             |     |  |  |
|                      |                       |         |             |     |  |  |

\* Les lignes de la déclaration 2069-A-SD sur lesquelles les dépenses de sous-traitance peuvent être inscrites sont : 15a, 15b, 16a, 16b, 18a, 18b, 19a, 19b ou 75.



## REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPÔTS

La déclaration récapitulative des réductions et crédits d'impôt doit être transmise par voie électronique.

| De l'année 20 21   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
|--|--|--|---|---|---|---|---|---|---|--------------|----------------|---------------------------|--|----------------|--|
| <b>Dénomination de l'entreprise :</b> CLERMONT AUVERGNE INNOVATION   |  |  |   |   |   |   |   |   |   | <b>Néant</b> |                |                           |  |                |  |
| <b>SIREN de l'entreprise</b>   |  |  | 7 | 9 | 3 | 3 | 7 | 2 | 5 | 2            | 5              | PME au sens communautaire |  | Cocher la case |  |
| <b>Si vous êtes la société mère, cocher la case ci-contre</b>  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              | Cocher la case |                           |  |                |  |
| <b>Dénomination de la société dont les réductions et crédits d'impôt sont déclarés :</b>   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| <b>SIREN de la société déclarante</b>  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| <b>Dénomination de la société mère :</b>   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| <b>SIREN de la société mère</b>  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| <b>I - RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT NE DONNANT PAS LIEU AU DÉPÔT D'UNE DÉCLARATION SPÉCIALE (1)</b>   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| <b>CREANCES REPORTABLES</b>  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Réduction d'impôt en faveur du mécénat (2) cf n°2069-M-FC  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Dont montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Dont montant des dons au profit de la reconstruction de Notre-Dame de Paris  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Dont montants versés aux fédérations ou unions d'organismes ayant pour objet exclusif de fédérer, d'organiser, de représenter et de promouvoir les organismes agréés en vue du financement des PME   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Montant total [ligne 1 x 9 %] + [ligne 2 x 9 %] x 10/90 + ligne 3) (article 244 quater C du CGI) cf n°2079-CICE-FC   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| dont préfinancement  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt versées à des salariés affectés à des exploitations situées à Mayotte  |  |  |   |   |   |   |   |   |   | 1            |                |                           |  |                |  |
| Montant des rémunérations éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L.3141-30 du code du travail |  |  |   |   |   |   |   |   |   | 2            |                |                           |  |                |  |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés   |  |  |   |   |   |   |   |   |   | 3            |                |                           |  |                |  |
| <b>CRÉANCES NON REPORTABLES ET RESTITUABLES AU TITRE DE L'EXERCICE</b>   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Crédit d'impôt formation des dirigeants d'entreprise cf n°2079-FCE-FC  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Crédit d'impôt pour le rachat d'une entreprise par ses salariés cf n°2079-RS-FC  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Crédit d'impôt en faveur des bailleurs pour abandon de loyers commerciaux  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres audiovisuelles cf n°2079-AV-FC  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres cinématographiques cf n°2069-CI-FC  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Crédit d'impôt pour dépenses de production de films et d'oeuvres audiovisuelles étrangers cf n°2079-CINT-FC  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Crédit d'impôt spectacles vivants musicaux ou de variétés et représentations théâtrales d'oeuvres dramatiques (article 220 quindecies du CGI) cf 2079-SV-FC  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Crédit d'impôt en faveur des PME pour rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Crédit d'impôt pour dépenses de création audiovisuelle et cinématographique, redevances versées aux organismes de gestion collective et rémunérations versées directement aux auteurs (article 220 sexies A du CGI) cf n°2079-CAC-FC   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'oeuvres dramatiques (art. 220 sexdecies) cf 2079-RT-FC   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles dans le secteur des cultures permanentes sans glyphosate  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles disposant d'une certification d'exploitation à haute valeur environnementale  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Autres créances non reportables et restituables au titre de l'exercice   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| <b>CREANCES NON REPORTABLES ET NON RESTITUABLES</b>  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Réduction d'impôt pour souscriptions en numéraire au capital des entreprises de presse cf n°2079-RIP-FC  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Réduction d'impôt pour mise à disposition d'une flotte de vélos (article 220 undecies A du CGI) cf n°2079-VLO  |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |
| Autre créances non reportables et non restituables   |  |  |   |   |   |   |   |   |   |              |                |                           |  |                |  |

**II - CRÉDITS D'IMPÔT AVEC DÉPÔT OBLIGATOIRE D'UNE DÉCLARATION SPÉCIALE (3)****CRÉANCES NON REPORTABLES ET NON RESTITUABLES**

|  |  |
|--|--|
| Crédits d'impôts afférents aux valeurs mobilières (article 136 du CGI) |  |
|--|--|

**CRÉANCES REPORTABLES**

|  |         |
|--|---------|
| Crédit d'impôt pour investissement en Corse(article 244 quater E du CGI) cf n°2069-D |         |
| Crédit d'impôt en faveur de la recherche (article 244 quater B du CGI) cf n°2069-A   | 170 674 |
| dont montant du crédit d'impôt pour les dépenses situées dans les DOM                |         |
| Autres créances reportables  |         |

**CRÉANCES NON REPORTABLES ET RESTITUABLES AU TITRE DE L'ANNÉE**

|  |  |
|--|--|
| Crédit d'impôt famille (article 244 quater F du CGI) cf n°2069-FA-   |  |
| Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique (article 244 quater L du CGI) cf n°2079-BIO   |  |
| Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres phonographiques (article 220 octies du CGI) cf 2079-DIS                                   |  |
| Crédit d'impôt en faveur des métiers d'art (article 244 quater O du CGI) cf n°2079-ART   |  |
| Crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo (article 220 terdecies du CGI) cf n°2079-VIDEO  |  |
| Crédit d'impôt sur les avances remboursables pour travaux d'amélioration de la performance énergétique (article 244 quater U du CGI) cf 2078-B |  |
| Crédit d'impôt prêt à taux zéro renforcé(article 244 quater V du CGI) cf n°2078-F  |  |
| Crédit d'impôt en faveur du remplacement temporaire de l'exploitant agricole (article 200 undecies du CGI) cf n°2079-RTA                       |  |
| Crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur productif (article 244 quater W du CGI) cf n°2079-CIOP                           |  |
| Crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur du logement social (article 244 quater X du CGI) cf n°2079-CIOL                  |  |

**III - CAS PARTICULIERS****CI déposé en cas de cessation au titre de l'année N**

|   |  |
|---|--|
| Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage   |  |
| Crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété  |  |
| Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique  |  |
| Crédit d'impôt formation des dirigeants d'entreprise  |  |
| Crédit d'impôt en faveur des métiers d'art  |  |
| Crédit d'impôt en faveur des maîtres restaurateurs  |  |
| Crédit d'impôt prêt à taux zéro renforcé  |  |
| Crédit d'impôt en faveur de la recherche  |  |
| Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi  |  |
| Crédit d'impôt sur les avances remboursables pour travaux d'amélioration de la performance énergétique  |  |
| Crédit pour la rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire   |  |
| Crédit d'impôt en faveur des bailleurs pour abandon de loyers commerciaux   |  |
| Crédit d'impôt pour dépenses de création audiovisuelle et cinématographique, redevances versées aux organismes de gestion collective et rémunérations versées directement aux auteurs |  |
| Crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles dans le secteur des cultures permanentes sans glyphosate   |  |
| Crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles disposant d'une certification d'exploitation à haute valeur environnementale   |  |

**CI déposé au titre de l'année civile N-2, N-1 en cas d'exercice de plus de 12 mois**

|   |  |
|---|--|
| Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage   |  |
| Crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété  |  |
| Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique  |  |
| Crédit d'impôt formation des dirigeants d'entreprise  |  |
| Crédit d'impôt en faveur des métiers d'art  |  |
| Crédit d'impôt en faveur des maîtres restaurateurs  |  |
| Crédit d'impôt prêt à taux zéro renforcé  |  |
| Crédit d'impôt en faveur de la recherche  |  |
| Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi  |  |
| Crédit d'impôt sur les avances remboursables pour travaux d'amélioration de la performance énergétique  |  |
| Crédit pour la rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire   |  |
| Crédit d'impôt en faveur des bailleurs pour abandon de loyers commerciaux   |  |
| Crédit d'impôt pour dépenses de création audiovisuelle et cinématographique, redevances versées aux organismes de gestion collective et rémunérations versées directement aux auteurs |  |
| Crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles dans le secteur des cultures permanentes sans glyphosate   |  |
| Crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles disposant d'une certification d'exploitation à haute valeur environnementale   |  |



CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

28 place Henri Dunant

BP 38 UFR Médecine et Pharmacie

63301 CLERMONT FERRAND CEDEX 1



## DOSSIER DE GESTION

**SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION**

|   | Exercice N |        | Exercice N-1 |         | Ecart N / N-1 |         |
|---|------------|--------|--------------|---------|---------------|---------|
|   | 31/12/2021 | 12     | 31/12/2020   | 12      | Euros         | %       |
| <b>Ventes marchandises + Production</b>                     | 1 006 964  | 100.00 | 468 081      | 100.00  | 538 883       | 115.13  |
| + Ventes de marchandises                                    | 334        | 100.00 |              |         | 334           |         |
| - Coût d'achat des marchandises vendues                     | 334        | 100.00 |              |         | 334           |         |
| <b>Marge commerciale</b>                                    |            |        |              |         |               |         |
| + Production vendue   | 488 414    | 48.52  | 412 850      | 88.20   | 75 564        | 18.30   |
| + Production stockée ou déstockage                          | 128 401    | 12.76  | -170 724     | -36.47  | 299 125       | 175.21  |
| + Production immobilisée                                    | 389 815    | 38.72  | 225 955      | 48.27   | 163 860       | 72.52   |
| <b>Production de l'exercice</b>                             | 1 006 631  | 100.00 | 468 081      | 100.00  | 538 550       | 115.05  |
| - Matières premières, approvisionnements consommés          | 39         |        |              |         | 39            |         |
| - Sous traitance directe                                    | 208 943    | 20.76  | 292 203      | 62.43   | -83 260       | -28.49  |
| <b>Marge brute de production</b>                            | 797 649    | 79.24  | 175 878      | 37.57   | 621 771       | 353.52  |
| <b>Marge brute globale</b>                                  | 797 649    | 79.21  | 175 878      | 37.57   | 621 771       | 353.52  |
| - Autres achats + charges externes                          | 505 206    | 50.17  | 563 794      | 120.45  | -58 588       | -10.39  |
| <b>Valeur ajoutée</b>                                       | 292 443    | 29.04  | -387 917     | -82.87  | 680 360       | 175.39  |
| + Subventions d'exploitation                                | 377 013    | 37.44  | 120 000      | 25.64   | 257 013       | 214.18  |
| - Impôts, taxes et versements assimilés                     | 16 659     | 1.65   | 48 422       | 10.34   | -31 764       | -65.60  |
| - Salaires du personnel                                     | 766 387    | 76.11  | 788 593      | 168.47  | -22 206       | -2.82   |
| - Charges sociales du personnel                             | 347 980    | 34.56  | 303 258      | 64.79   | 44 721        | 14.75   |
| <b>Excédent brut d'exploitation</b>                         | -461 569   | -45.84 | -1 408 190   | -300.84 | 946 621       | 67.22   |
| + Autres produits de gestion courante                       | 81         | 0.01   | 19 028       | 4.07    | -18 947       | -99.58  |
| - Autres charges de gestion courante                        | 236 394    | 23.48  | 1 209        | 0.26    | 235 185       | NS      |
| + Reprises amortissements provisions, transferts de charges | 25 240     | 2.51   | 649 475      | 138.75  | -624 235      | -96.11  |
| - Dotations aux amortissements                              | 154 728    | 15.37  | 147 595      | 31.53   | 7 133         | 4.83    |
| - Dotations aux provisions                                  | 161 756    | 16.06  | 758 872      | 162.12  | -597 117      | -78.68  |
| <b>Résultat d'exploitation</b>                              | -989 126   | -98.23 | -1 647 364   | -351.94 | 658 238       | 39.96   |
| + Quotes parts de résultat sur opérations en commun         |            |        |              |         |               |         |
| + Produits financiers                                       | 2 005 040  | 199.12 | 2 500 029    | 534.10  | -494 989      | -19.80  |
| - Charges financières                                       |            |        | 56           | 0.01    | -56           | -100.00 |
| <b>Résultat courant</b>                                     | 1 015 914  | 100.89 | 852 609      | 182.15  | 163 304       | 19.15   |
| + Produits exceptionnels                                    | 47 158     | 4.68   | 960          | 0.21    | 46 198        | NS      |
| - Charges exceptionnelles                                   | 20         |        | 4 484        | 0.96    | -4 463        | -99.55  |
| <b>Résultat exceptionnel</b>                                | 47 138     | 4.68   | -3 524       | -0.75   | 50 661        | NS      |
| - Impôt sur les bénéfices                                   | -162 150   | -16.10 | -159 047     | -33.98  | -3 103        | -1.95   |
| - Participation des salariés                                |            |        |              |         |               |         |
| <b>Résultat NET</b>   | 1 225 201  | 121.67 | 1 008 133    | 215.38  | 217 069       | 21.53   |

## CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

Compte de résultat prévisionnel CLERMONT AUVERGNE INNOVATION

| Montants en K€   | 2022                               |                                  | 2022    |                     | 2023    |                     | 2024    |                      | 2025    |                      |
|--|------------------------------------|----------------------------------|---------|---------------------|---------|---------------------|---------|----------------------|---------|----------------------|
|  | Clermont<br>Auvergne<br>Innovation | Clermont<br>Auvergne<br>DeepTech | Total   | evolution<br>(en %) | Total   | evolution<br>(en %) | Total   | evolution (en %<br>) | Total   | evolution (en %<br>) |
| <b>Hub des compétences</b>                                     | 24                                 | -                                | 24      |                     | 52      |                     | 69      |                      | 86      |                      |
| Commissions UCA Expert / Linkinnov                             | -                                  | -                                | -       |                     | 1       |                     | 3       | 200%                 | 5       | 67%                  |
| Diag DeepTech  | 24                                 | -                                | 24      |                     | 36      | 50%                 | 36      | 0%                   | 36      | 0%                   |
| Prestations / programmes collaboratifs (R&D Booster)           | -                                  | -                                | -       |                     | 5       |                     | 10      | 100%                 | 15      | 50%                  |
| Prestations / programmes collaboratifs (PRCE LABCOM ANR)       | -                                  | -                                | -       |                     | 10      |                     | 20      | 100%                 | 30      | 50%                  |
| <b>Hub des Actifs</b>  | 508                                | -                                | 508     | 15%                 | 660     | 30%                 | 938     | 42%                  | 937     | 0%                   |
| Redevances Licences  | 368                                | -                                | 368     | 43%                 | 500     | 36%                 | 758     | 52%                  | 727     | -4%                  |
| Remboursements PI  | 120                                | -                                | 120     | -29%                | 100     | -17%                | 50      | -50%                 | -       | -100%                |
| Prestations BSA  | -                                  | -                                | -       |                     | -       |                     | -       |                      | -       |                      |
| Prestations / Business Unit                                    | -                                  | -                                | -       |                     | 50      |                     | 120     |                      | 200     |                      |
| Autres clients / prestations                                   | 20                                 | -                                | 20      | 33%                 | 10      | -50%                | 10      | 0%                   | 10      | 0%                   |
| <b>Clermont Auvergne DeepTech</b>                              | -                                  | 52                               | 52      |                     | 145     | 179%                | 155     | 7%                   | 225     | 45%                  |
| Prestation Bourse French Tech                                  | -                                  | -                                | -       |                     | -       |                     | -       |                      | -       |                      |
| Remboursement AR incubation                                    | -                                  | -                                | -       |                     | 50      |                     | 30      | -40%                 | 50      | 67%                  |
| Offre Etincelle  | -                                  | 10                               | 10      |                     | 10      | 0%                  | 10      | 0%                   | 10      | 0%                   |
| Success fees / financements                                    | -                                  | 30                               | 30      |                     | 70      | 133%                | 100     | 43%                  | 150     | 50%                  |
| Commissions apporteur d'affaires hébergement                   | -                                  | -                                | -       |                     | -       |                     | -       |                      | -       |                      |
| Refacturation SIA (à confirmer faisabilité)                    | -                                  | -                                | -       |                     | -       |                     | -       |                      | -       |                      |
| Offre démarrage (impulsion)                                    | -                                  | 12                               | 12      | 380%                | 15      | 25%                 | 15      | 0%                   | 15      | 0%                   |
| Management fees Filiales                                       | -                                  | -                                | -       |                     | -       |                     | -       | #DIV/0!              | -       | #DIV/0!              |
| <b>Prestation CPOM UCA</b>                                     | 470                                | -                                | 470     |                     | 773     | 64%                 | 409     | -47%                 | 175     | -57%                 |
| Prestations récurrentes UCA                                    | 25                                 | -                                | 25      |                     | 75      | 200%                | 125     | 67%                  | 175     | 40%                  |
| Prestations spécifiques PUI                                    | 390                                | -                                | 390     |                     | 650     | 67%                 | 260     | -60%                 | -       | -100%                |
| Prestations Intrépide HEI                                      | 25                                 | -                                | 25      |                     | 48      | 92%                 | 24      | -50%                 | -       | -100%                |
| Autres prestations spécifiques                                 | 30                                 | -                                | 30      |                     | -       | -100%               | -       |                      | -       |                      |
| <b>Chiffre d'affaires</b>                                      | 1 002                              | 52                               | 1 054   | 137%                | 1 630   | 55%                 | 1 571   | -4%                  | 1 423   | -9%                  |
| Subvention CPER  | 60                                 | -                                | 60      | -50%                | 100     | 67%                 | 80      | -20%                 | 60      |                      |
| Subvention CAM   | 80                                 | 60                               | 140     | 0%                  | 140     | 0%                  | 100     | -29%                 | 60      | -40%                 |
| Subvention MESRI incubation                                    | -                                  | 137                              | 137     | -13%                | 137     | 0%                  | 137     | 0%                   | 137     | 0%                   |
| Subvention Doct-up Aura  | -                                  | -                                | -       |                     | 45      |                     | 75      |                      | 75      |                      |
| Subvention SIA   | -                                  | -                                | -       | -100%               | 219     |                     | -       |                      | -       |                      |
| Participation BUSI Asso  | -                                  | 30                               | 30      |                     | 60      | 100%                | 70      | 17%                  | 80      | 14%                  |
| Variation en cours de production                               | 50                                 | -                                | 50      | -47%                | 187     | 274%                | 347     | 86%                  | 460     | 33%                  |
| - dont production maturation (en cours de production)          | 550                                | -                                | 550     | 10%                 | 740     | 35%                 | 1 075   | 45%                  | 1 300   | 21%                  |
| - dont projets désinvestis (en cours de production)            | (250)                              | -                                | (250)   |                     | (303)   | -21%                | (478)   | 58%                  | (590)   | 23%                  |
| - dont passage en immobilisation de l'exercice                 | (250)                              | -                                | (250)   | -38%                | (250)   | 0%                  | (250)   | 0%                   | (250)   | 0%                   |
| Production immobilisée   | -                                  | -                                | -       |                     | -       |                     | -       |                      | -       |                      |
| <b>Total des produits d'exploitation (hors RAP)</b>            | 1 192                              | 279                              | 1 471   | 19%                 | 2 518   | 71%                 | 2 380   | -5%                  | 2 295   | -4%                  |
| <b>Charges de structure</b>                                    | 289                                | 48                               | 337     | 10%                 | 345     | 2%                  | 350     | 1%                   | 355     | 1%                   |
| Fournitures et consommables                                    | 3                                  | 2                                | 5       | 150%                | 3       | -40%                | 3       | 0%                   | 3       | 0%                   |
| Sous-traitance dont Informatique                               | 40                                 | 10                               | 50      | 43%                 | 50      | 0%                  | 50      | 0%                   | 50      | 0%                   |
| Sous-traitance Externe   | 30                                 | -                                | 30      | -29%                | 30      | 0%                  | 30      | 0%                   | 30      | 0%                   |
| Personnel Extérieur  | 30                                 | -                                | 30      | 329%                | 30      | 0%                  | 30      | 0%                   | 30      | 0%                   |
| Locations immobilières   | 75                                 | -                                | 75      | 0%                  | 75      | 0%                  | 75      | 0%                   | 75      | 0%                   |
| Entretien et réparations/petit matériel                        | 4                                  | 2                                | 6       | -25%                | 6       | 0%                  | 6       | 0%                   | 6       | 0%                   |
| Primes d'assurances  | 12                                 | 4                                | 16      | 60%                 | 16      | 0%                  | 16      | 0%                   | 16      | 0%                   |
| frais juridiques (et honoraires)                               | 20                                 | 10                               | 30      | 0%                  | 30      | 0%                  | 30      | 0%                   | 30      | 0%                   |
| commissaires aux comptes                                       | 13                                 | -                                | 13      | -35%                | 13      | 0%                  | 13      | 0%                   | 13      | 0%                   |
| Expert comptable   | 15                                 | -                                | 15      | -53%                | 15      | 0%                  | 15      | 0%                   | 15      | 0%                   |
| communication / promotion                                      | 12                                 | 12                               | 24      | 41%                 | 24      | 0%                  | 24      | 0%                   | 24      | 0%                   |
| Réceptions   | 3                                  | 1                                | 4       |                     | 4       | 0%                  | 4       | 0%                   | 4       | 0%                   |
| Missions (déplacements & leasings)                             | 15                                 | 5                                | 20      | 82%                 | 30      | 50%                 | 35      | 17%                  | 40      | 14%                  |
| Frais postaux  | 1                                  | 1                                | 2       | 100%                | 2       | 0%                  | 2       | 0%                   | 2       | 0%                   |
| Frais télécommunications                                       | 13                                 | -                                | 13      | 44%                 | 13      | 0%                  | 13      | 0%                   | 13      | 0%                   |
| Services bancaires   | 3                                  | 1                                | 4       | -33%                | 4       | 0%                  | 4       | 0%                   | 4       | 0%                   |
| <b>Autres charges</b>  | 351                                | 197                              | 548     | 64%                 | 585     | 7%                  | 281     | -52%                 | 285     | 1%                   |
| Reversement part UCA/copro                                     | 101                                | -                                | 101     | -61%                | 114     | 13%                 | 216     | 89%                  | 230     | 6%                   |
| - dont part UCA  | -                                  | -                                | -       |                     | -       |                     | -       |                      | -       |                      |
| - dont part autres copros                                      | -                                  | -                                | -       |                     | -       |                     | -       |                      | -       |                      |
| Programme SIA (charges externes)                               | -                                  | 142                              | 142     | 184%                | 180     | 27%                 | -       |                      | -       |                      |
| Fonds de Prestations CA DeepTech                               | -                                  | 55                               | 55      | 0%                  | 55      | 0%                  | 55      | 0%                   | 55      | 0%                   |
| Autres   | -                                  | -                                | -       |                     | -       |                     | -       |                      | -       |                      |
| Nouveau SI (et études préliminaires)                           | 120                                | -                                | 120     | 380%                | -       |                     | -       |                      | -       |                      |
| <b>CHARGES EXTERNES liées au PUI</b>                           | -                                  | -                                | -       |                     | -       |                     | -       |                      | -       |                      |
| Action 3 - Mise en place suivi Qualité & amélioration continue | 14                                 | -                                | 14      |                     | 20      | 43%                 | -       | -100%                | -       |                      |
| Action 3 - New SI (hors RH, intégrées RH CAI)                  | 100                                | -                                | 100     |                     | 200     | 100%                | -       | -100%                | -       |                      |
| Action 4 (confondues) - coûts externes estimés                 | 10                                 | -                                | 10      |                     | 10      | 0%                  | 10      | 0%                   | -       | -100%                |
| <b>CHARGES EXTERNES liées au Programme INTREPID-HEI</b>        | -                                  | -                                | -       |                     | -       |                     | -       |                      | -       |                      |
| Déplacements Europe  | 6                                  | -                                | 6       |                     | 6       | 0%                  | -       | -100%                | -       |                      |
| <b>Charges externes (Total)</b>                                | 640                                | 245                              | 885     | 38%                 | 930     | 5%                  | 631     | -32%                 | 640     | 1%                   |
| coûts prématuration  | 209                                | -                                | 209     | 734%                | 239     | 15%                 | 253     | 6%                   | 253     | 0%                   |
| coûts maturation   | 786                                | -                                | 786     | 424%                | 1 356   | 73%                 | 1 393   | 3%                   | 1 417   | 2%                   |
| coûts autres PI  | 150                                | -                                | 150     | -50%                | 120     | -20%                | 80      | -33%                 | 30      | -63%                 |
| <b>Coûts Mat et PI</b>   | 1 145                              | -                                | 1 145   | 141%                | 1 715   | 50%                 | 1 726   | 1%                   | 1 700   | -2%                  |
| Impôts locaux cet organig tvts                                 | 6                                  | 2                                | 8       | 33%                 | 8       | 0%                  | 8       | 0%                   | 8       | 0%                   |
| Taxe d'apprentissage   | 6                                  | 3                                | 9       | 125%                | 9       | 0%                  | 9       | 0%                   | 9       | 0%                   |
| Formation professionnelle                                      | 15                                 | 5                                | 20      | 25%                 | 30      | 50%                 | 30      | 0%                   | 32      | 7%                   |
| CSP  | 2                                  | 1                                | 3       |                     | 3       | 0%                  | 3       | 0%                   | 3       | 0%                   |
| <b>Impôts et taxes</b>   | 29                                 | 11                               | 40      | 54%                 | 50      | 25%                 | 50      | 0%                   | 52      | 4%                   |
| Mise à disposition personnel UCA - reversement PCR             | 50                                 | -                                | 50      |                     | 50      |                     | 50      |                      | 50      |                      |
| Personnels Doct'Up   | -                                  | 90                               | 90      |                     | 150     | 67%                 | 150     | 0%                   | 150     | 0%                   |
| Salaires bruts   | 672                                | 157                              | 829     | 1%                  | 989     | 19%                 | 1 012   | 2%                   | 1 088   | 8%                   |
| Salaires bruts BU  | -                                  | -                                | -       |                     | 22      |                     | 66      | 200%                 | 125     | 89%                  |
| Charges sociales   | 302                                | 71                               | 373     | 1%                  | 455     | 22%                 | 485     | 7%                   | 546     | 13%                  |
| <b>Charges de personnel (TOTAL)</b>                            | 1 024                              | 318                              | 1 342   | 13%                 | 1 666   | 24%                 | 1 763   | 6%                   | 1 959   | 11%                  |
| <b>Total des charges d'exploitation (hors DAP)</b>             | 2 838                              | 574                              | 3 412   | 46%                 | 4 361   | 28%                 | 4 170   | -4%                  | 4 350   | 4%                   |
| <b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>                            | (1 646)                            | (295)                            | (1 941) | 77%                 | (1 843) | -5%                 | (1 790) | -3%                  | (2 055) | 15%                  |
| Amortissements et Provisions                                   | -                                  | -                                | 63      | -3%                 | 63      | 0%                  | 63      | 0%                   | 63      | 0%                   |

|  |                |              |                |          |                |          |                |          |                |          |
|--|----------------|--------------|----------------|----------|----------------|----------|----------------|----------|----------------|----------|
| Reprise / amortissement et provision                       |                |              | -              |          | -              |          | -              |          | -              |          |
| Dépréciation créances clients                              |                |              | -              |          | -              |          | -              |          | -              |          |
| Dépréciation stock maturation                              |                |              | 200            | 150%     | 300            | 50%      | 400            | 33%      | 600            | 50%      |
| <b>Dotations d'exploitation</b>                            | -              | -            | <b>263</b>     | 81%      | <b>363</b>     | 38%      | <b>463</b>     | 28%      | <b>663</b>     | 43%      |
| <b>Total des charges d'exploitation</b>                    | <b>2 838</b>   | <b>574</b>   | <b>3 675</b>   | 48%      | <b>4 724</b>   | 29%      | <b>4 633</b>   | -2%      | <b>5 013</b>   | 8%       |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>                             | <b>(1 646)</b> | <b>(295)</b> | <b>(2 204)</b> | 77%      | <b>(2 206)</b> | 0%       | <b>(2 253)</b> | 2%       | <b>(2 718)</b> | 21%      |
| Cessions participations                                    |                |              | -              |          | -              |          | -              |          | -              |          |
| Abandon de créance Bpifrance                               | 2 154          |              | 2 154          | 8%       | -              |          | -              |          | -              |          |
| <b>Produits financiers</b>                                 | <b>2 154</b>   | <b>-</b>     | <b>2 154</b>   | 8%       | <b>-</b>       | <b>-</b> | <b>-</b>       | <b>-</b> | <b>-</b>       | <b>-</b> |
| <b>Charges financières</b>                                 | <b>-</b>       | <b>-</b>     | <b>-</b>       | <b>-</b> | <b>-</b>       | <b>-</b> | <b>-</b>       | <b>-</b> | <b>-</b>       | <b>-</b> |
| <b>RESULTAT FINANCIER</b>                                  | <b>2 154</b>   | <b>-</b>     | <b>2 154</b>   | 8%       | <b>-</b>       | <b>-</b> | <b>-</b>       | <b>-</b> | <b>-</b>       | <b>-</b> |
| <b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>                        | <b>508</b>     | <b>(295)</b> | <b>(50)</b>    | -107%    | <b>(2 206)</b> | 4352%    | <b>(2 253)</b> | 2%       | <b>(2 718)</b> | 21%      |
| Dotations investissement Maturation ANR PIA 3              | 750            | -            | 750            |          | 1 000          | 33%      |                | -100%    |                |          |
| Dotations investissements maturation (PIA 4, Feder, MESRI) | 60             | -            | 60             |          | 500            | 733%     | 1 650          | 230%     | 1 650          | 0%       |
| <b>Produits Exceptionnels (dont financement ANR)</b>       | <b>810</b>     | <b>-</b>     | <b>810</b>     |          | <b>1 500</b>   | 85%      | <b>1 650</b>   | 10%      | <b>1 650</b>   | 0%       |
| <b>Charges Exceptionnelles</b>                             | <b>-</b>       | <b>-</b>     | <b>-</b>       | <b>-</b> | <b>-</b>       | <b>-</b> | <b>-</b>       | <b>-</b> | <b>-</b>       | <b>-</b> |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>                               | <b>810</b>     | <b>-</b>     | <b>810</b>     |          | <b>1 500</b>   | 85%      | <b>1 650</b>   |          | <b>1 650</b>   |          |
| Crédit Impôt Recherche                                     | 250            | 12           | 262            | 75%      | 312            | 19%      | 412            | 32%      | 462            | 12%      |
| Impôt sur les Sociétés                                     | -              | -            | -              | -        | -              | -        | -              | -        | -              | -        |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>                              | <b>-</b>       | <b>-</b>     | <b>1 022</b>   | 13%      | <b>(394)</b>   | -139%    | <b>(191)</b>   | -52%     | <b>(606)</b>   | 218%     |

| Fonds propres                                   | 2022         | 2022 | 2022  | 2023         | 2023 | 2024         | 2024 | 2025         | 2025 |
|---|--------------|------|-------|--------------|------|--------------|------|--------------|------|
| Augmentation capital UCA                        |              |      |       | 1 650        |      | 425          |      | 325          |      |
| <b>Montant FP fin exercice</b>                  | <b>3 881</b> |      | 26%   | <b>5 138</b> | 32%  | <b>5 372</b> | 5%   | <b>5 091</b> | -5%  |
| Trésorerie                                      |              |      |       |              |      |              |      |              |      |
| SOLDE INITIAL                                   | 2 637        |      | 41%   | 2 184        | -17% | 3 719        | 70%  | 3 881        | 4%   |
| Remboursement CIR + CICE                        | 683          |      | -187% | 349          | -49% | 159          | -54% | 150          | -6%  |
| Entrées   | 2 442        |      | 50%   | 5 807        | 138% | 4 422        | -24% | 4 095        | -7%  |
| Souscription fonds émergence UI Investissements | 45           |      | -44%  | 65           | 44%  | 65           | 0%   | 65           | 0%   |
| Sorties   | (3 817)      |      | 33%   | (4 890)      | 28%  | (4 641)      | -5%  | (4 818)      | 4%   |
| Impact TVA                                      | 195          |      | 31%   | 203          | 4%   | 157          | -23% | 183          | 17%  |
| <b>SOLDE FINAL</b>                              | <b>2 184</b> |      | -9%   | <b>3 719</b> | 70%  | <b>3 881</b> | 4%   | <b>3 556</b> | -8%  |
| TVA   |              |      |       |              |      |              |      |              |      |
| Tva collectée                                   | 211          |      | 58%   | 326          | 55%  | 314          | -4%  | 285          | -9%  |
| tva déductible                                  | 406          |      | 45%   | 529          | 30%  | 471          | -11% | 468          | -1%  |
| Solde TVA (crédit = solde négatif)              | (195)        |      | 31%   | (203)        | 4%   | (157)        | -23% | (183)        | 17%  |

# Plan stratégique 2022-2025

Début 2018, lorsque l'avis négatif de l'Etat sur le plan de redressement de la SATT Grand Centre a été rendu, le DRRT de l'époque, Jean-Michel JOLION a parlé d'un « alignement des planètes » ce que l'on aurait pu traduire par un alignement des problèmes (la SATT Grand Centre, mais aussi l'incubateur BUSI et le GIP Innovergne, deux anciennes structures de l'écosystème de l'innovation en Auvergne financées par la région Auvergne, disparues avec la fusion des régions, et que la Région Auvergne-Rhône-Alpes ne voulait plus financer, étaient en grande difficulté soit l'ensemble des structures de l'écosystème de l'innovation en Auvergne).

Le site académique auvergnat a saisi l'opportunité de cet alignement pour proposer au COGEST SATE le projet de créer une filiale des entités académiques intégrant l'ensemble des métiers de la valorisation, le partenariat, le transfert et la création d'entreprises. Pour se faire, il fallait intégrer au sein de la SAS SATT Grand Centre (dont le siège social était en Auvergne), la valorisation universitaire, l'incubateur BUSI et bien sur les activités de la SATT elle-même.

Ce plan s'est déroulé sur trois ans (2018-2021) intégrant même un élément imprévu en 2021, Le Bivouac, ce qui fait de CAI, l'une des rares structures intégrant toutes les phases de la création d'entreprises Deeptech. On peut donc considérer le plan stratégique 2018-2021 comme un réel succès couronné en fin 2021 par l'octroi du statut de PUI à l'UCA.

Bien évidemment, le plan stratégique 2022-2025 sera celui de la consolidation :

- Consolidation de l'actionnariat avec l'entrée de tous les acteurs académiques du site au capital si possible ;
- Consolidation du modèle économique, élément essentiel pour rassurer les actionnaires et les financeurs publics notamment ;
- Consolidation de l'écosystème d'innovation autour de CAI et du site académique, ce qui finalise le cycle commencé en 2016 avec la fusion des régions. En effet, avec la disparition d'une entité régionale de proximité pour laisser la place à une entité régionale plus forte mais un peu plus lointaine, le site académique apparaît comme un élément majeur de stabilité.

## 1 Axe 1 : Recomposition de l'actionnariat de CAI

Le projet Clermont Auvergne Innovation déposé en 2018 était déjà basé sur la mise en place d'une « filiale » de site et non d'une filiale limitée à la seule UCA. Cela n'a pu se mettre en place du fait de l'existence du compte courant d'associés pléthorique de la BPI mais reste l'un des objectifs de CAI et encore plus dans le cadre désormais du Pôle Universitaire d'Innovation de l'UCA. En effet, le fait d'avoir l'ensemble des parties prenantes du Site ESR auvergnat comme actionnaire de la SATE CAI peut simplifier grandement la vie du site en matière d'innovation. Cette étape est néanmoins complexe puisqu'elle nécessite 4 étapes majeures :

- La sortie de Bpifrance ;
- L'augmentation de capital de l'UCA ;
- L'entrée de l'ensemble des parties prenantes du site à l'actionnariat ;
- La signature de conventions CAI-actionnaire (ou partenaire) pour chacune des parties prenantes du site.

## 1.1 Sortie de Bpifrance

La sortie de l'EPIC Bpifrance de l'actionnariat de Clermont Auvergne Innovation est LA priorité de l'année 2022. En effet, elle est le préalable à l'augmentation de capital de 2,4 M€ de l'UCA. Elle est également le préalable à l'entrée des nouveaux actionnaires du site académique Auvergnat : Clermont Auvergne INP, VetAgro Sup, l'Ecole d'Architecture (ENSACF), AgroParisTech, le CHU ainsi que possiblement le CNRS. La difficulté provient du fait que les pertes de CAI se sont fortement réduites. Il est donc plus compliqué de générer des pertes sans déstabiliser la trésorerie de CAI. Néanmoins, les données de l'arrêté semestriel sont plutôt encourageantes.

## 1.2 Validation de l'entrée de l'ensemble des nouveaux actionnaires

### 1.2.1 Les parties prenantes locales (CA INP, VetAgro Sup, AgroParisTech, ENSACF, CHU)

- Leur positionnement :
  - o Les prépositionnés : l'INP, l'Ecole d'Architecture, VetAgro Sup et AgroParisTech avaient exprimé leur intérêt pour entrer à l'actionnariat.
  - o Les neutres : Le CHU a demandé à d'abord examiner le BP avant de se positionner en faveur ou non d'une adhésion.
- Déroulement :

Chaque candidat à l'entrée à l'actionnariat recevra un dossier comprenant, le plan stratégique 2022-2025, le Business Plan 2022-2025, une proposition financière pour leur entrée au capital et leur positionnement dans la gouvernance de CAI, un document décrivant l'offre de service à destination de l'actionnaire et le modèle économique de la relation entre l'actionnaire et sa filiale.

Une fois la négociation terminée, un processus assez long se met en marche pour valider cette prise de participation. Celui-ci commence par la validation par le CA de l'établissement public de la prise de participation, qui est elle-même sujette à validation par le Rectorat (ou l'ARS pour le CHU) et la DRFIP, ces deux structures ayant 2 mois pour répondre (sauf si le dossier n'est pas complet). Cela impactera donc, fortement le calendrier.

### 1.2.2 Cas particulier de l'ESC et du Centre anticancéreux Jean Perrin

Ces deux établissements ont un statut privé ce qui risquerait de faire tomber le statut in house de Clermont Auvergne Innovation s'ils venaient à devenir actionnaires. Aussi, dans ce cadre, et sachant que ces établissements sont très volontaires pour intégrer CAI, il est proposé de leur octroyer un statut d'associé à l'actionnaire UCA. Ils bénéficieraient ainsi d'un poste au CA comme les autres actionnaires mais cela passerait par une convention d'association entre l'UCA et les 2 établissements. Ce montage est en cours de validation par les conseils juridiques de CAI.

Cela nécessitera la mise en forme de cette convention.

### 1.2.3 Positionnement des EPST (Partenariat ou actionnariat)

Les trois EPST présents sur le site (par ordre de DIRDA : INRAE, CNRS, INSERM) sont informés du dossier et soit déjà positionnés, soit en train de se positionner.

- INRAE : la participation issue de l'IRSTEA a été conservée et en 2021, INRAE a décidé de rester au capital de CAI. Une convention entre CAI et INRAE est en cours de négociation. Vu l'importance d'INRAE au sein de la recherche académique auvergnate, c'est un élément stratégique essentiel pour CAI, notamment dans le cadre du PUI et de l'AAP France 2030 prématuration-maturation.
- CNRS : il était sorti en 2019 de l'actionnariat de Clermont Auvergne Innovation mais ne ferme pour l'instant pas la porte à une possible entrée. La discussion portera d'abord sur l'adéquation de la stratégie de CAI avec celle du CNRS puis, bien entendu, sur le modèle économique de CAI.
- INSERM : pour l'instant, les échanges plutôt portés par INSERM Transfert conduisent vers un partenariat plutôt qu'une entrée à l'actionnariat.

Ajoutons en plus la présence de certains laboratoires et plateformes du CEREMA sur Clermont-Ferrand qui collaborent déjà avec les laboratoires de l'Institut Pascal et un partenariat pour codévelopper ces laboratoires et plateformes pourraient avoir du sens.

### 1.3 Signature des conventions de partenariat

- La seule convention signée actuellement est celle avec l'actionnaire principal, l'UCA. Elle porte sur l'ensemble de l'offre de services de CAI et met en place l'augmentation de capital de l'UCA sur 5 ans, le modèle économique des prestations via un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) et le modèle économique de répartition des retours, soit après maturation comme pour les SATT, soit lors de contrats d'exploitation ou de licences sans maturation.
- La convention entre INRAE et CAI en est au début de la négociation. Elle porte pour l'instant surtout sur le modèle économique de la maturation. Cette partie devrait être complétée par une partie sur les autres missions de CAI et leur répartition entre CAI et INRAE, INRAE Transfert.
- Les autres conventions pour les acteurs locaux sans filiale externe seront envoyées en même temps que le dossier global. Elles seront basées sur la convention UCA/CAI qui a déjà été validée pour le compte de l'UCA par la DGRI, ce qui devrait faciliter leur validation.
- Restera enfin le cas des partenaires non-actionnaires : dans ce cadre, comme il est normal, ces conventions auront un modèle économique dégradé pour le compte du partenaire. Il est, en effet, logique de privilégier l'actionnaire au partenaire qui prend moins de risque pour le compte de la société.

## 2 Axe 2 : Stabilisation du modèle économique

Le point essentiel du plan stratégique 2022-2025 est sans doute la stabilisation du modèle économique. Le point central est constitué par le fonds de maturation qui est devenu un outil indispensable d'investissement mais a encore beaucoup de mal à trouver un modèle économique stable. Comme nous avons commencé à le mettre en place, CAI veut évoluer vers une société d'investissement en maturation mais en s'étendant progressivement à l'instar des filiales d'universités européennes vers l'ultra amorçage voire l'amorçage. Enfin, hors partie investissement, la stabilisation du modèle économique passe par une augmentation du chiffre d'affaires. Cela semble simple mais sur des activités qui peuvent être très en amont du marché, cela peut se transformer en gageure. Cependant, en 3 ans, CAI a pu développer une vraie expertise sur la génération de chiffre d'affaires ce qui permet d'être optimiste quant à la réussite de ce point du plan stratégique. Bien entendu, cela nécessite également le maintien d'une saine pression sur les charges qu'elles soient externes ou de

personnels. Sur le personnel, ce maintien de la maîtrise des coûts est contrebalancé par la très forte augmentation de l'activité depuis 2021 ce qui nécessite de desserrer les contraintes mais en regard de l'augmentation du chiffre d'affaires.

## 2.1 Stabilisation du fonds de prématuration-maturation

On traitera la partie prématuration et la partie maturation de manière distincte vu l'importance que va prendre désormais la phase de prématuration dans le cadre de l'innovation dirigée de France 2030.

### - Fonds de prématuration :

La situation est en train de se simplifier en Auvergne. En effet, le fonds de prématuration « Hub innovergne » porté par la direction du projet ISITE CAP 2025 va être repris en 2022 par CAI suite à la validation définitive du financement ISITE, en février 2022. Donc, ne subsiste plus, d'opérationnel sur le territoire Auvergne en dehors des fonds CAI, que les fonds des EPST essentiellement INRAE et de temps à autre, le CNRS (2 à 3 dossiers sur les 5 dernières années).

Une discussion est initiée avec INRAE pour publier des Appels à manifestation d'intérêt prématuration ciblés notamment sur les thématiques des SNA ou également en cohérence avec les AMI Deeptech que nous menons désormais régulièrement en lien avec les directions Open Innovation des grands groupes. Dans ce dernier cas, cela permettrait d'augmenter le nombre de co-prématuration débouchant sur une co-maturation, davantage dérisquée en comparaison du modèle classique.

Par ailleurs, dans la foulée de ce qui s'est fait en 2019, 2020 et 2021, en lien avec la région AURA, il a été demandé à la région de mettre en place des financements trl bas permettant de mener des gros projets de prématuration.

### - Fonds de maturation :

Le fonds de maturation est progressivement entré dans le paysage des laboratoires grâce à la SATT Grand Centre, même si l'intermède fin 2018/début 2020 où l'activité de lancement de nouveaux projets a disparu, entraîne un retard par rapport à d'autres sites avec une SATT. Un certain nombre de chercheurs a commencé à prendre ce réflexe et a compris le distinguo entre l'investissement d'une SATT/TE et un financement de recherche plus classique.

Cette base a permis de maintenir et de relancer rapidement une activité de maturation qui tend à revenir au niveau des grandes années (2015-2016-2017) de la SATT Grand Centre où celle-ci faisait la moitié de ses investissements (en moyenne 3 M€/an) en Auvergne. Pour l'instant, les moyens de CAI étant limités (la première tranche de financement PIA 3 ne pouvait être perçue jusqu'à la fin d'année 2021) (**ligne dotation investissement ANR PIA 3, BP CAI**), le choix a été fait de limiter les investissements par projet plutôt que le nombre de projets. On revient donc aux grandes années de maturation, en nombre de projet mais pas en montant d'investissement. Le potentiel est cependant bien présent.

La grande évolution est dans la répartition entre les différentes formes de maturation. Sur la SATT GC, l'essentiel des dossiers a été mené sous forme de maturation simple, le focus au début étant mis sur de l'accompagnement projet plus que sur le business développement. L'objectif de CAI est résolument différent. La priorité est donnée à la co-maturation ce qui peut expliquer l'allongement des délais sur le passage des dossiers au CI. De plus, depuis l'intégration de l'incubateur et de l'accélérateur qui ont suscité une augmentation des projets de start-ups deeptech, les projets de maturation orientés création de spin-off deeptech ou co-maturation avec des spin-off deeptech ont sensiblement



augmenté également. Enfin, depuis 2021, l'un des nouveaux modèles qui avait été proposé en 2018 a commencé à se mettre en place : les Business Units. Il s'agit de modèles orientés soit vers des plateformes de prestations (qui pourront éventuellement s'externaliser ultérieurement sous forme de filiales ou start-ups), soit des start-ups studio. Cela permet de tester le développement de l'activité économique sans les effets de bord existants au cours d'un développement de plateformes ou de start-ups issues directement de laboratoires.

On voit que désormais aucun projet de maturation n'est lancé sans une vraie stratégie de valorisation qui sera mise en œuvre opérationnellement au cours du projet de maturation et non après comme cela se faisait habituellement au sein de la SATT. Cela vient du fait notamment de la coexistence des 3 activités de partenariat, transfert et entrepreneuriat au sein de CAI. Cela permet de gagner du temps et de renforcer le potentiel de valorisation et également les retours sur investissement.

La stratégie 2022-2025 est de poursuivre ces développements en affinant les outils et en les adaptant aux réalités de terrain, et également en évaluant leur efficacité. Au niveau de l'activité de prématuration et maturation, elle se décline en 2 parties :

- D'une part poursuivre l'augmentation du nombre de projet de maturation pour atteindre dès 2024 une dizaine de projets, ce qui semble être la valeur optimale pour le site ;
- D'autre part, poursuivre l'augmentation de l'effort de financement en allant chercher des cofinancements, soit Feder AURA, soit France 2030, en fonction des stratégies d'accélération sur lesquelles le site a pu candidater, soit encore des cofinancements privés.

## 2.2 Autres financements d'ultra amorçage et d'amorçage

Clermont Auvergne Innovation a été pensée sur le modèle des filiales d'université européenne. Celles-ci ont fréquemment comme fonction première de gérer les participations de leur université-mère et bien souvent, cela les conduit à créer des fonds d'amorçage qu'elles vont gérer dans leurs filiales ou faire gérer par l'équipe d'un VC.

C'est ce modèle qui nous a poussé à aller vers une structure d'investissement non seulement en maturation mais également en amorçage.

Pour l'instant, les investissements en ultra-amorçage prennent la forme de financements non dilutifs et la stratégie 2022-2025 est de les étendre en développant les partenariats avec des banques privées ou/et de Business Angel, ce qui permet également de s'insérer dans ces réseaux. Par contre, aucun fonds n'est prévu au stade ultra-amorçage.

Au stade de l'amorçage, la souscription au fonds Pertinence Invest II permet une acculturation de la société aux métiers d'investisseurs en amorçage. CAI regarde les opportunités qui voient le jour actuellement sur le territoire Auvergne, voire Auvergne-Rhône-Alpes en collaboration avec les 2 autres SATT Pulsalys et Linksium. La stratégie 2022-2025 est plutôt d'identifier les manques au niveau de la couverture des besoins des start-ups deeptech et de participer à la construction de fonds pour combler ces manques.

## 2.3 Développement du chiffre d'affaires

Le développement du chiffre d'affaires de CAI est bien entendu l'objectif central de ce plan stratégique. Jusqu'à présent l'essentiel du modèle économique était issu de l'activité de transfert. Le plan 2018-2021 consistait à fusionner les structures pour agréger plusieurs modèles économiques. Le nouveau

plan stratégique 2022-2025 va se centrer sur le développement de tous ces modèles économiques permettant également de les tester et de voir dans quelle mesure ils sont adaptés au marché. A la lecture du Business plan, on voit bien cette diversification des sources de revenus. En dehors du licensing, les trois sources principales de revenus qui vont se mettre en place vont être les prestations pour le compte des établissements dans le cadre du statut de délégation de service public, in house, les Business Unit et dans le cadre général du modèle économique de Clermont Auvergne Deeptech, les success fees sur les financements des start-ups. Enfin, à partir de 2025, date de fin de l'augmentation de capital, se reposera la question du financement par une partie des overhead des contrats de recherche des acteurs de recherche.

### 2.3.1 Licensing

Les retours dus au licensing ont beaucoup progressé en 2 ans et devraient continuer leur augmentation notamment grâce à l'entrée sur le marché d'un certain nombre de produits notamment des produits de santé qui permettent une certaine visibilité si l'access market se confirme (**lignes redevances licences et remboursement PI, BP CAI**). A l'heure actuelle, un seul produit est sur le marché : une licence logicielle à la durée de vie probablement courte. Cependant, 3 produits santé pourraient arriver sur le marché dans les 3 ans qui viennent. Pour l'un, la start-up est en levée de fonds et les fonds demanderont très certainement un rachat de la PI (cependant CAI conservera une part au capital). La négociation de la valeur de cession a commencé. Par ailleurs, un contrat d'exploitation avec la société Valbiotis qui elle-même a sous-licencié le produit à Nestlé Health Science qui prévoit près 66 Millions de Francs suisse de paiement d'étapes dans les années à venir, soit plusieurs millions d'euros de chiffre d'affaires à venir. Cependant, la mise sur le marché devrait arriver plutôt en seconde partie des années 2020. Un dernier produit santé (biomatériau dans le cadre de la dentisterie) pourrait arriver sur le marché dans la seconde partie des années 2020. Enfin, un produit devrait arriver relativement rapidement sur le marché vétérinaire potentiellement avant 2025. Cela permet d'envisager avec une certaine assurance un chiffre d'affaires de licensing en croissance jusqu'à 2025, et même éventuellement en accélération à partir des années 2026 -2030. Pour rappel, en 2018 au moment de la fin de la SATT Grand Centre, un seul produit avait une possibilité de mise sur le marché et de génération de chiffre d'affaires conséquent.

Il est cependant probable comme le montre nos projections (calculées avec un taux d'attrition important) que le chiffre d'affaires ne dépasse pas le million d'euros avant la seconde moitié des années 2020.

### 2.3.2 BU

Le principe des Business Units est « d'externaliser » une plateforme universitaire en faisant gérer l'ensemble des contrats de cette plateforme par CAI. Cela permet de renforcer cette plateforme au niveau RH (technico-économique notamment) et de permettre le développement du chiffre d'affaires de la BU au sein de CAI. Les objectifs sont volontairement limités à 2 cas principaux : des plateformes ayant déjà un début de chiffre d'affaires récurrent (plus de 50 k€/an, **ligne BU, BP CAI**) et des offres de services/produits qui ont un marché intéressant et qui pourraient être orientées vers une création d'entreprise, même en l'absence de porteurs (cas des BU start-up studio). Les premières études de marché faites sur certaines plateformes de niche montrent une possibilité de développement du chiffre d'affaires rapide (estimation 200 k€ en 2025). Par comparaison, la filiale CIDECO (Génie civil) de l'UCA est passée de 0 à 1,2 M€ de CA en 4 ans (création 2017).

### 2.3.3 Les prestations des établissements

Les prestations de service venant des établissements actionnaires sont une source non négligeable de financement notamment pour des actions amont qui n'ont à priori aucun modèle économique. En revanche, ces actions auraient coûté à l'établissement s'il avait eu à la réaliser. Sur ce principe, l'UCA a accepté de mettre en place un financement de 400 k€ sur 5 ans progressif pour arriver à un peu moins de 200 k€ annuels sur ressources propres (**ligne Prestations récurrentes, BP CAI**). Le même type de négociations sera mené avec les nouveaux actionnaires (ces futurs volants de prestations potentielles n'ont pas été prises en compte dans le BP).

Par ailleurs, ce statut in house permet à CAI de fonctionner simplement comme sous-traitant de l'UCA. C'est le modèle qui a été construit pour le financement Pôle Universitaire d'Innovation ainsi que pour le financement européen que CAI a monté pour le compte de l'UCA (**lignes PUI et Intrepid HEI, BP CAI**). Il peut exister des cas où l'établissement décide d'utiliser spécifiquement CAI pour réaliser une mission pour ces besoins comme en 2022 (**ligne prestation spécifique, BP CAI**). Ces prestations spécifiques dépendantes de financements publics de l'innovation pourraient se développer dans le futur comme on le verra dans le cadre du paragraphe III et le développement de Pôles Innovation. Ce sera aussi un moyen de financer la réalisation des missions fixées à CAI par le PUI dont il faut rappeler que CAI est l'opérateur principal. Notons que les PUI pourraient percevoir des financements pérennes dans le futur au-delà de 2024 (**ligne prestations PUI non prise en compte au-delà de 2024, futur BP CAI**).

En effet, un certain nombre de dossiers est déjà soit déposé, soit en cours de dépôt, et il pourrait générer des revenus sous forme de prestations à partir de 2023 jusqu'à 2025. Ces revenus étant pour l'instant trop hypothétiques, ils n'ont pas été modélisés dans le BP.

### 2.3.4 Le modèle économique entrepreneuriat

Clermont Auvergne Deeptech, l'offre de service entrepreneuriat de CAI allant de la phase d'idéation à la phase d'accélération comprend plusieurs modèles économiques (**ensemble des lignes Clermont Auvergne Deeptech, BP CAI**) mais la source de développement principal sera les success fees. Le principe est d'aider les entreprises à chercher des financements dilutifs ou non dilutifs et de prélever un pourcentage de success fees en cas de succès. Cela permet de booster les ressources propres de la partie Deeptech qui cependant reste dépendante des financements publics. Toutefois, comparativement à la situation antérieure de l'incubateur BUSI ou de l'accélérateur le Bivouac, les ressources propres en 2022 sont déjà 3 fois supérieures à celles de 2020 et en 2025, elles devraient l'être plus de 12 fois.

### 2.3.5 Valorisation des prises de participation

Sur ce point, le portefeuille est encore très réduit (2). Il devrait se renforcer grâce à la bascule de la gestion des prises de participation de l'UCA (3 actuellement, une quatrième en négociation) vers CAI qui est mieux armé pour les suivre efficacement. Au-delà, il est prévu 2 à 3 prises de participation par an ce qui permet d'envisager un portefeuille d'une douzaine ou plus de participation en 2025. Il est cependant peu probable que des opérations de sortie aient lieu au cours de la période 2022-2025.

Cependant, la stratégie 2022-2025 consiste à, d'une part à développer une politique de sortie des prises de participation et, d'autre part de mettre en place des actions complémentaires de soutien au développement des entreprises pour ne pas se transformer en actionnaire dormant et valoriser ces actifs.

Dans ce cadre, le premier type d'actions que CAI peut proposer est l'entrée de l'entreprise fraîchement créée dans le dispositif de soutien post création (impulsion ou étincelle, puis accélération). Le second type d'action à mettre en place est un renforcement des liens entre l'entreprise et son laboratoire d'origine par la mise en place d'un laboratoire commun par exemple. Cela peut s'étendre à d'autres laboratoires du site. D'autres actions plus spécifiques peuvent être proposées (hébergement, accès aux plateformes universitaires, aides au recrutement en mettant en lien l'entreprise avec la formation idoine, accès à des terrains d'expérimentation, accès aux grands comptes...).

L'ensemble de ces actions permet d'améliorer la valeur de la société et donc des participations de CAI.

### 2.3.6 Le nouveau modèle en construction dans le cadre du PUI: Open innovation on demand

L'offre de service « Open innovation on demand » consiste à mettre en place des partenariats avec les direction Open innovation des grands comptes, ETI voire PME sur des thématiques données et de développer une offre d'open innovation concertée en intégrant toutes les offres de CAI soit :

- Offre de développement de partenariat (allant de l'expertise au laboratoire commun),
- Offre de transfert sur des technos existantes
- Offre d'appel à prématuration avec comaturation à la suite
- Appel à projet de création d'entreprise ou d'accélération d'entreprise
- Voire dans le futur accélérateur industriel des Appels à industrialisation de technologies soit issues de laboratoire soit issues de startup.

Cela peut se faire en direct ou également de manière indirecte en développant des outils de démonstration et des terrains d'expérimentation partagés. Des pôles innovation (au sens du règlement RDI de la commission européenne) peuvent être créés alors. On verra au III l'ensemble de ces terrains d'expérimentation en développement. Le chiffre d'affaires développé par cette offre en construction actuellement n'est pas intégré dans le business plan (autres chiffres d'affaires, futur BP CAI). Il pourrait cependant renforcer de manière non négligeable le chiffre d'affaires de la structure en 2025 après la disparition du booster PUI.

### 2.3.7 2025 : préparation de la bascule vers les overhead

La source principale de chiffre d'affaires de CAI devait être initialement le prélèvement d'une partie des overhead prélevés par l'UCA sur les contrats de recherche des laboratoires. Sur cette période d'amorçage de CAI, ce modèle a été remplacé par l'augmentation de capital de l'UCA de 2,4 M€ (**ligne augmentation de capital UCA, BP CAI**) qui était plus adaptée (cela évite de générer du chiffre d'affaires alors que l'objectif était de faire plusieurs millions de pertes pour abandonner progressivement le compte courant d'associé de la Bpifrance).

Cependant, passée cette première convention allant jusqu'à fin 2025, la suivante devra être basée sur ce modèle économique qui tiendra lieu de second modèle économique après les prestations, dans la relation entre CAI et son actionnaire principal. L'un des objectifs du plan 2022-2025 sera de mettre en place ce nouveau modèle. En effet si le principe en est simple, la mise en œuvre dans le cadre de la circuiterie administrative de l'UCA en est plus complexe. C'est en effet, essentiel de créer ce lien très

direct entre le financement de CAI et l'un des sources principales de ressources propres des actionnaires académiques, l'un des grands objectifs de CAI étant justement de développer ces ressources propres.

## 2.4 Poursuite de la politique de maîtrise des coûts

Les perspectives plutôt encourageantes de développement des différentes sources de revenus ne doivent pas faire oublier que l'une des premières réussites de Clermont Auvergne Innovation a été de maîtriser parfaitement les charges. L'effort a été payant puisqu'on a réduit d'un tiers la masse salariale entre 2018 et 2021 (un quart si on intègre le bivouac en année pleine) et des 2 tiers les autres charges et charges externes tout en intégrant beaucoup plus de fonctionnalités (Valorisation universitaire, incubateur BUSI et accélérateur le Bivouac). Cependant, fin 2021 début 2022, sous l'effet conjugué de la sortie des confinements, de l'augmentation de la charge de travail et en ayant atteint l'étiage RH de la structure, les personnels montrent des signes de faiblesse. Le choix fait est d'accélérer la digitalisation des processus et de mettre en place une démarche d'amélioration continue pour gagner en simplicité et en efficacité mais également de renforcer la structure notamment sur les aspects marchés. Vu l'augmentation du nombre de dossiers sur la chaîne maturation, un renforcement a été d'ores et déjà acté sur un poste de chargé de détection et de prématuration, un Chef Projet Innovation Sciences pour l'ingénieur et un analyste marché de manière à libérer l'actuel business développeur. Un autre business développeur, ancien startupper vient renforcer la partie accélération et lancer la partie innovation ouverte en plein développement et source de revenus futurs. Un renforcement est également en cours sur la partie SI qui est importante sur CAI mais le sera encore plus sur le PUI.

Point extrêmement positif à souligner : la proportion d'anciens entrepreneurs dans la structure a été multiplié par 3 par rapport à la SATT Grand Centre pour représenter actuellement un tiers dans de nombreux domaines (numérique pure, objets connectés, sport-nutrition, électronique, biotech...). C'est une vraie richesse en termes d'expérience à amener non seulement aux incubés mais également aux chercheurs.

## 3 Axe 3 : Renforcer l'écosystème d'innovation en Auvergne

Renforcer l'écosystème d'innovation en Auvergne est également l'objectif principal du Pôle Universitaire d'Innovation CAP ITERRA piloté par l'UCA. L'un des défis que souhaitait relever CAI dès le dépôt du dossier initial était de générer de nouvelles ressources propres au sein de ces actionnaires, objectif qui a été repris par le PUI. Depuis 2021 et l'intégration des incubateur BUSI et l'accélérateur Le bivouac, ce premier défi se double d'un second plus large, accroître l'impact de la recherche sur le monde socio-économique par l'intensification de la création d'entreprises. Enfin, depuis cette année, avec le succès de l'UCA et de CAI à l'AAP de l'EIT à destination des universités : HEI EIT, le développement de partenariats européens et internationaux est un dernier objectif pour renforcer l'écosystème d'innovation autour de l'UCA.

### 3.1 Renforcer les ressources propres des actionnaires académiques

Cet objectif passe par deux voies principales : le développement des contrats de recherche et des revenus issus de la propriété intellectuelle.

### 3.1.1 Les contrats de recherche

Source traditionnelle principale avec la formation continue des ressources propres des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, les partenariats de recherche industriels permettent en plus de booster le budget des laboratoires que ce soit sous financement privé pur ou sous financement public. De nombreuses publications en économie de l'innovation ont montré une corrélation positive entre le niveau de ce type de partenariat et le niveau de publication ce qui prouve à minima qu'il n'y a pas d'effets négatifs comme le craignent parfois certains directeurs de laboratoire. Développer ce moyen permet donc de développer les ressources propres des établissements et des laboratoires mais également de développer la recherche et également de développer l'impact de cette recherche sur le monde socio-économique.

Dans ce cadre, Clermont Auvergne Innovation apporte son offre de service marketing avec une stratégie marketing tout à fait traditionnelle mais rarement appliquée par les universités : rechercher de nouveaux clients et augmenter le panier moyen des anciens clients.

#### 3.1.1.1 Les nouveaux clients

L'UCA compte plus de 600 partenaires industriels ayant contractés dans les 5 dernières années. L'objectif est d'élargir cette base de 20%. Etant donné le taux d'attrition important, CAI devra rencontrer en moyenne 80 nouvelles entreprises par an ce qui nécessite un effort important sur le business développement et sur l'utilisation de nouveaux outils pour rechercher ces entreprises. Un premier outil sera le réseau social développé par la startup Linkinnov avec qui CAI est en train de conventionner (**ligne commissions UCA expert/Linkinnov, BP CAI**). D'autres outils, comme ceux proposés par la SU TechKnowMetrix seront internalisés voire développés si besoin. Enfin, les partenariats avec les pôles et clusters seront consolidés ainsi qu'avec la CPME (notamment à travers le PUI (**ligne prestations spécifiques PUI, BP CAI**) et la BPI.

#### 3.1.1.2 La montée en gamme

Il est bien connu en marketing qu'il est beaucoup moins cher de garder un client que d'en convaincre un nouveau. L'objectif principal sera donc d'augmenter le « panier moyen » par client ce qui peut se faire par deux moyens complémentaires, l'augmentation du financement moyen par contrat et l'augmentation du nombre de contrats par client. Sur 3 ans, le financement moyen par contrat (pour les contrats de recherche à l'exclusion des prestations) est de l'ordre de 44 000€ et le panier moyen par client (CR sans prendre en compte les prestations) est de l'ordre de 53 000€. L'objectif est d'avoir une augmentation de 20% de ces 2 indicateurs en 2025.

On voit que la différence est faible ce qui signifie qu'en moyenne un client signe un contrat par an. Mettre en place un constat de fin de programme avec discussion avec l'entreprise pour proposer un contrat à la suite ou d'autres types de contrat est déjà un moyen simple pour augmenter les ressources propres. Cela n'a jamais été mis en place de même qu'aucune enquête de satisfaction auprès des entreprises (ce sera un objectif du PUI pour mesurer la qualité du service client). Par ailleurs, l'expérience mis en place pour France Relance a montré qu'une relance systématique des entreprises permet de renforcer fortement les retours (ce travail de fond a permis d'augmenter de 33% le financement récupéré par l'UCA qui a été du coup la première université de la région AURA sur cet AAP). Les Appels à projet sont de très bons outils marketing pour finaliser un travail commun entre une entreprise et un laboratoire. Une stratégie marketing sera mise en place pour chaque type d'AAP

comme par exemple les R&D booster régionaux (**ligne R&D booster, BP CAI**) les financements CIFRE (où la marge de manœuvre est forte, les résultats de l'UCA restant faibles par rapport à des Universités de taille comparable), les financements Labcom nationaux (**ligne PRCE labcom, BP CAI**) etc... ainsi qu'une stratégie portant sur le CIR et le nouveau CICO. Enfin, en lien avec la BPI avec laquelle nous promovons la mesure DiagDeeptech (**ligne diagdeeptech, BP CAI**) à destination des PME pour les mettre en lien avec les laboratoires, une recherche systématique de financement pour l'entreprise dans le cadre de programme de collaboration avec les laboratoires sera faite et proposée à l'entreprise. Globalement, l'approche commerciale vers les entreprises intégrera systématiquement un modèle de financement de sa proposition de valeur.

### 3.1.2 Les revenus de Propriété intellectuelle

Les revenus issus de la PI vont permettre de reconstituer d'abord le fonds de maturation. Cependant, les parts inventeurs et laboratoires vont mécaniquement augmenter en doublant à l'horizon 2025 (**ligne reversement part UCA/Copro, BP CAI**). S'il s'agit encore de petits montants, n'étant pas affecté comme dans un contrat de recherche, ce sont des financements extrêmement intéressants pour les laboratoires puisqu'ils leur permettent de financer des actions exploratoires. Ils sont donc potentiellement très incitatifs.

## 3.2 Renforcer l'impact socio-économique

En dehors du renforcement de la recherche académique qui induit de facto un impact sur l'écosystème d'innovation gravitant autour des académiques, d'autres voies d'impact socio-économique sont systématiquement mises en œuvre, à commencer par la création d'entreprises notamment deeptech. L'impact peut être assez facilement mesurable notamment en termes de création d'emplois. A ce titre, la place auvergnate a déjà démontré un beau track record en ayant créé plus 120 entreprises issues ou liées à la recherche qui ont générées plus de 1200 emplois et plus de 120 M€ en près de 30 ans avec quelques très belles réussites industrielles (Sol solution, Greentech, Metabolic Explorer, Allegorithmic (rachetée par Adobe), Afyren...). Ces entreprises ont levé plus de 250 M€ ces cinq dernières années. C'est, de plus, un axe qui fait partie des objectifs principaux du PUI CAPITERRA.

### 3.2.1 Création d'entreprises Deeptech

Lauréat de la dernière vague SIA (**ligne refacturation SIA et ligne subvention SIA, BP CAI**), Clermont Auvergne Innovation a déjà un système d'aide à la création d'entreprises très élaboré et relativement unique en France allant du sourcing auprès des laboratoires jusqu'à l'accélération. L'objectif stratégique est donc de renforcer le flux de projets. Cependant, en entrepreneuriat, il n'y a pas de baguettes magiques. Le travail confine plus à de l'artisanat d'art qu'à de la série industrielle. Il est donc fondamental d'identifier de nouvelles sources internes mais également externes pour un écosystème d'innovation en Auvergne qui ne bénéficie pas de la dynamique auto organisationnelle d'une grande métropole.

#### 3.2.1.1 Créations issues ou liées à la recherche

Le travail principal déjà proposé dans le cadre du dossier PUI CAPITERRA est d'augmenter l'effort de sensibilisation des doctorants et des chercheurs (plusieurs formations mises en place au sein des écoles doctorales du site dont plus novateur, certaines ciblées sur les encadrants (directeurs de thèse)



qui peuvent être des freins à la création) (**ligne prestations spécifiques PUI, BP CAI**). Il est aussi prévu de continuer de systématiser les liens entre incubés ou startup externes et laboratoires pour renforcer le niveau d'innovation de ces entreprises. C'est un travail qui a déjà commencé depuis l'intégration de l'incubateur au sein de CAI et qui donne de très bons résultats. D'autres voies alternatives sont en train d'être explorées à l'image de l'expérimentation dans le cadre de la labellisation French tech tremplin du programme PAUSE consistant à faire venir des scientifiques étrangers issus de pays potentiellement dangereux pour eux et de leur proposer de se poser en Auvergne pour créer une entreprise (**autres prestations à venir, futur BP CAI**).

#### *3.2.1.2 Business Unit Startup Studio*

L'offre Business Unit (**ligne prestation/BU, BP CAI**) a été créée d'abord pour les plateformes en trouvant des moyens pour desserrer les contraintes qui pèsent sur leurs activités. Un effet induit est que plus rapidement que prévu, l'outil s'est révélé extrêmement utile pour développer « expérimentalement » une activité qui puisse s'externaliser sous forme de startup. Elle permet également de pouvoir développer le projet sans être dépendant d'un porteur initial qui n'est peut-être pas le meilleur. Comme on le voit, on est dans le cadre d'un startup studio excepté le côté privé. Une phase de test est en développement en croisant les BU avec des sources d'entrepreneurs comme le master entrepreneuriat de l'IAE ou la formation identique de l'ESC ou encore les alumni de l'ESC ou d'autres écoles ou formations au sein de l'UCA. Au-delà, l'objectif est d'identifier les modèles les plus efficaces.

#### *3.2.1.3 Développement des actions post création*

L'offre impulsion (**ligne impulsion, BP CAI**) donne entière satisfaction et est amenée à se développer notamment en allant chercher de nouveaux financements dans cette phase d'ultra amorçage en lien avec les banques. L'offre étincelle (**ligne étincelle, BP CAI**) est particulièrement innovante. Il s'agit en effet de reprendre le développement d'entreprises qui ne sont pas passées par un incubateur et où il faut remettre de l'ordre dans les fondamentaux. Ces deux phases sont extrêmement complémentaires et permettent d'avoir une offre complète de pré accélération. Si la première est nourrie principalement par le flux issu de BUSI by CAI ou d'autres incubateurs s'il s'agit de projets orientés deeptech, la seconde permet de s'ouvrir sur d'autres sources d'entreprises et d'entrepreneurs. Cela se fait principalement par les AMI Deeptech qui permettent de prendre des entreprises à tout stade de développement ayant un intérêt pour CAI et l'écosystème d'innovation deeptech en Auvergne.

#### *3.2.1.4 L'accélération*

Dans le même cadre des AMI Deeptech, CAI a déployé son offre d'accélération Le Bivouac By CAI. Elle est en train d'être complétée par une plateforme d'e-learning mettant en avant plus d'une quarantaine d'experts du réseau de Clermont Auvergne Innovation, et au-delà, et par le partenariat avec le Village By CA de Clermont.

Par ailleurs, cette offre d'accélération a un effet induit extrêmement positif pour les liens structurants avec les grands groupes, les ETI voire les grosses PME. Nos AMI Deeptech sont désormais systématiquement sponsorisés par un ou plusieurs grands groupes en les thématissant lorsque bien sur cela a du sens pour l'écosystème de recherche académique.



### 3.2.2 Partenariats publics privés : les outils structurants

Au-delà de ces flux de créations ou de collaborations, un dernier impact important est constitué par des outils qui vont cristalliser les interactions entre laboratoires et entreprises mais aussi directement entre entreprises : ces outils se déclinent sous différentes formes, laboratoires communs, terrains d'expérimentation, pôles d'innovation, tiers lieux, living labs, structures de coworking...

Ces outils sont très structurants pour l'écosystème d'innovation.

#### 3.2.2.1 *Les laboratoires communs*

Le site compte déjà 7 laboratoires communs dont 2 entre Michelin et l'UCA. L'objectif affiché dans le PUI est de doubler ce nombre pour arriver à 14 laboratoires communs en 2025. Plusieurs projets sont en discussion. CAI aura l'objectif de s'insérer dans ces dispositifs autant que possible puisqu'elles peuvent être une source de projets en comaturation.

#### 3.2.2.2 *Les pôles innovation et terrains d'expérimentation*

Clermont Auvergne Innovation a besoin de terrains d'expérimentation pour ces projets maturés ou pour les produits développés par ces entreprises créées. Des projets sont en train de voir le jour sur plusieurs thématiques intéressant le site académique. Le Pôle d'Innovation Cataroux (PIC) que développe Michelin sur son ancien site industriel phare est particulièrement emblématique. Un bâtiment totem de l'innovation industrielle de 29 000 m<sup>2</sup> est en train d'être aménagé comprenant espace de coworking, de coliving... Clermont Auvergne Innovation installera son axe accélération dans ce bâtiment où sera également installé le Village by CA et plusieurs pôles de compétitivité. La thématique choisie est l'économie d'impact.

Autour toute une série d'outils sont déjà disponibles ou en développement : le Hall32, bâtiment de 13 000 m<sup>2</sup> dédié à l'enseignement dans le cadre de l'industrie du futur comprend fablab, design'lab et est déjà utilisé par certaines de nos entreprises incubées. Un campus des métiers de l'industrie est en développement en son sein avec l'UCA, CA INP et d'autres acteurs locaux. Plusieurs projets de CAI pourraient bénéficier de cette vitrine.

Sur la thématique de la santé numérique, CAI a déposé un dossier France 2030 de tiers lieu ([autres subventions à venir, futur BP CAI](#)), avec le groupe VyV, premier groupe mutualiste français (14 Milliards de chiffre d'affaires) et son living lab, le centich. Ce tiers lieu s'il pouvait voir le jour serait installé directement au sein du bâtiment du PIC au cœur même des startups leur permettant d'avoir en direct un outil pour expérimenter leur produit/service et accélérer leur mise sur le marché.

Enfin, à côté du PIC, toute une série de bâtiment industriel sont dédiés à un outil de scale up industriel dans le domaine des matériaux durables, le Centre d'Excellences en Matériaux Durables ([autres subventions à venir, futur BP CAI](#)). Il intéresse plusieurs groupes industriels (Michelin bien sûr dans le cadre de sa stratégie du Pneu 100% recyclable en 2050 ou l'Oréal, par exemple). Plusieurs Startup sont déjà installées comme Carbios. C'est bien évidemment un fantastique outil de développement pour les startup issues des laboratoires ou externes et plusieurs AMI Deeptech ont déjà été lancés

permettant la sélection de certains dossiers externes qui sont mis en lien avec les laboratoires de manière systématique.

D'autres projets sont en émergence comme le technopole de Charade dédié aux mobilités vertes (électrique et hydrogène) autour du circuit de Charade ([autres subventions à venir, futur BP CAI](#)), l'un des 2 seuls circuits de niveau formule 1 de montagne en Europe ou un pôle de microbiologie industrielle à Aurillac avec 8 partenaires industriels dont Lallemand (l'un des leaders mondiaux des levures industrielles).

Ces terrains d'expérimentations sont en train de se constituer sous forme de pôles d'innovation au sens du règlement RDI européen et l'enjeu pour le site académique est de s'y intégrer pour participer au développement de ces futurs outils qui vont structurer l'écosystème d'innovation en Auvergne. Pour CAI, ces outils sont de plus très cohérent avec les thématiques des Stratégies d'accélération (8 : Alimentation durable, système agricole et équipement agricole, produits biosourcés et carburants durables, santé numérique, biothérapies et bioproduction, mobilité digitale et décarbonée, villes durables et bâtiments innovants, batteries électriques) sur lesquelles elle s'est positionnée.

Dans ce cadre et celui du PUI, CAI va se réorganiser sous forme de Services d'Innovation Ouverte (SIO) permettant de proposer toute une série de services à ces structures qui seront directement en lien avec les grands groupes et le tissu industriel local, régional et plus.

### *3.2.2.3 Les Maisons d'Innovation Territoriales*

Dans le cadre du PUI, l'une des actions phares sera la mise en place de Maison de l'Innovation territoriale sur tout le territoire de l'ancienne région Auvergne. Elles seront en lien avec le bâtiment totem de l'innovation issue des laboratoires, la Maison de l'Innovation, en cours de livraison. CAI proposera des services au sein des MIT (détection au sein des laboratoires des antennes, détection au sein des entreprises locales, incubation, SIO quand un projet structurant voit le jour comme à Aurillac (cf plus haut).

### *3.2.2.4 L'accélérateur industriel*

L'un des objectifs de CAI est de créer des entreprises Deeptech à vocation industrielle. Le track records du site est déjà intéressant sur ce domaine puisque que plus de 15% des 120 entreprises créées ont développé des productions semi-industrielles voire industrielles. Certaines comme Metabolic Explorer ou Afyren ont même construits des usines ou en ont rachetées.

L'un des problèmes que rencontre ces Startup est qu'elles sont mal préparées à construire le dossier pour faire la levée de fonds nécessaire à la construction de l'usine en question. CAI est donc en train de s'allier avec les 2 autres SATT de la région AURA pour mettre en place un accélérateur régional industriel, Manufact'AURA ([autres subventions à venir, futur BP CAI](#)). Il aura la charge de faire passer la startup du « labo à l'entrepôt ». Il agrègera tous les grands industriels régionaux avec leur capacité d'expertise et d'ingénierie. Il pourra en outre mobiliser les terrains d'expérimentation décrits au bénéfice de toutes les SU de la grande région, avec une réciprocité pour les autres terrains d'expérimentation thématiques du reste du territoire Aura. Notre objectif est d'avoir un projet d'industrialisation deeptech par an en Auvergne, là où nous en avons un tous les trois ans actuellement.

### 3.2.3 Renforcement des partenariats innovation internationaux

Développer une stratégie à l'international est un effort coûteux notamment pour une petite structure comme Clermont Auvergne Innovation. Il faut donc en mesurer précisément les avantages. Ils sont de deux ordres :

- D'une part, pour les entreprises passées par l'offre Clermont Auvergne Deeptech, cela permet de faire rimer rapidement innovation avec internationalisation. Beaucoup d'incubateurs dans le monde ont une stratégie de coopération pour faire notamment du soft landing qui permet à leur startup de tester des marchés internationaux à moindre frais leur permettant donc de mieux concevoir leur future stratégie d'exportation ou d'implantation sur un pays donné.
- D'autre part, pour la structure CAI elle-même, cela lui permet de gagner en visibilité et en crédibilité. Secondairement notamment sur le volet européen, cela peut être des sources de financement.

Deux axes sont privilégiés actuellement : l'Europe et l'Amérique du Nord.

#### 3.2.3.1 L'Europe

Le premier problème pour l'Europe et l'investissement le plus lourd est de se constituer un réseau. Sur ce point, une filiale d'Université a un avantage indéniable, l'existence de multiples réseaux. De plus, l'UCA a mis en place un réseau d'université dans le cadre de l'Alliance d'universitaire européenne, ERASMOB (pour l'instant infructueux) (autres prestations à venir, futur BP CAI). CAI en a profité pour déposer un dossier auprès de l'EIT (AAP HEI EIT) avec les partenaires de cette alliance qui vient d'être accepté (seules 11 universités françaises ont vu leurs réseaux labellisés). Même si le financement est faible (ligne prestations HEI, BP CAI), cela permet de créer un vrai réseau en Allemagne, Norvège, Estonie, Roumanie, Belgique et Grèce et développer un incubateur européen de la mobilité qui commence à intéresser des entreprises et qui peut renforcer indirectement le pôle d'innovation en voie de constitution sur la mobilité. L'objectif principal sur les 4 ans qui viennent sera de développer cet incubateur, de tester son efficacité et si une activité intéressante voit le jour d'aller chercher d'autres financements pour le développer (autres prestations à venir, futur BP CAI).

Le Centre d'excellence en matériaux durable s'est montré intéressé pour monter une structure équivalente sur sa thématique. Le réseau ne sera pas forcément le même mais la démarche générale reste identique.

#### 3.2.3.2 Amérique du Nord

La démarche sur ce secteur géographique reste plus embryonnaire même si CAI a déjà un partenaire potentiel au sein de son comité d'investissement, en la personne de Laurent Maisonnave, ancien serial entrepreneur et coach au sein d'un accélérateur de Montréal, Founderfuel. Un dépôt de dossier est envisagé dans le cadre du réseau des entretiens Jacques Cartier à partir de 2023. Cela pourrait se faire en lien également avec Normandie Valo qui est en train de développer une stratégie sur le Québec également. Bien entendu, cette stratégie reste adjacente et moins centrale que la stratégie européenne.

## 4 Conclusions

Après un gros travail de structuration et la réalisation avec succès de l'ensemble du plan stratégique 2018-2021, le plan stratégique 2022-2025 se concentre sur la stabilisation de Clermont Auvergne Innovation que ce soit sur son actionnariat, son modèle économique ou encore sa place dans l'écosystème d'innovation en Auvergne. Celui-ci n'est pas moins ambitieux que le précédent et si le caractère disruptif est moins évident au premier abord, il reste présent dans plusieurs propositions. Cela constitue l'ADN de Clermont Auvergne Innovation : pour bien prôner et diffuser l'innovation, il faut déjà se l'appliquer à soi-même !